


SE TAIRE ET FAIRE





CORRESPONDANCE INÉDITE

DE

MALLET DU PAN

AVEC LA COUR DE VIENNE

PARIS. — TYPOGRAPHIE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE

MALLET DU PAN

AVEC L'EMPEREUR D'AUTRICHE

(1794-1798)

PUBLIÉE D'APRÈS LES MANUSCRITS CONSERVÉS AUX ARCHIVES DE VIENNE

PAR ANDRÉ MICHEL

AVEC UNE PRÉFACE DE H. TAINE, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

TOME SECOND



PARIS
LIBRAIRIE PLON
E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

1884

Vignaud Lith

CORRESPONDANCE

DE

MALLET DU PAN

AVEC LA COUR DE VIENNE

LIII

Berne, le 13 février 1796.

J'ai l'honneur de transmettre à Sa Majesté l'Empereur et Roi un mémoire historique sur la Vendée et les chouans, qui pourra fixer son opinion touchant les forces, l'état, la position de ces royalistes dont on a trop exagéré la puissance, et dont peut-être on atténue trop aujourd'hui l'utilité.

Ce mémoire a été rédigé sous mes yeux par un homme de sens et expérimenté que ses fonctions ont appelé à observer de près l'état de la Vendée et des chouans; je l'ai confronté avec plusieurs rapports que des personnes de confiance m'ont transmis de Paris même, et j'ai lieu de regarder ce tableau comme vrai dans tous ses détails [1].

Je vais y ajouter quelques particularités et observations qui compléteront l'instruction de Sa Majesté l'Empereur et Roi à cet égard, en lui indiquant l'influence que la durée de

[1] Nous ne jugeons pas utile de publier ce rapport : on n'y trouve rien d'intéressant que Mallet du Pan n'ait dit ou utilisé.

la guerre extérieure peut avoir sur ces associations armées de royalistes dans l'ouest de la France, et les conséquences que peut avoir cette ligue avec la guerre extérieure. Stofflet a, en effet, plus de crédit et marque plus de conduite, de tenue et de talent que Charette. Il est né à Mülheim, en Souabe, et est âgé de quarante-deux ans; ancien garde-chasse du comte de Maulevrier, il n'a aucun des défauts des parvenus. Il a été le dernier à traiter avec la République et le dernier à reprendre les armes, parce que, avec raison, il jugea le moment défavorable; il a conservé toute sa force, tandis que Charette a essuyé plus d'un revers pour avoir précipité le moment des hostilités, lorsqu'il était hors d'état de se porter à la côte et de faciliter le débarquement de Monsieur.

Les cantonnements de Stofflet sont en paix, tous les ordres s'y donnent de la part du Roi, et les paysans sont, s'il est possible, encore plus royalistes que leur chef.

Stofflet peut armer quinze mille paysans; Scepeaux, autant, et Charette, vingt à vingt-cinq mille.

Quant aux chouans, leur nombre, depuis Dreux et Alençon jusqu'à Brest, passe quatre-vingt mille, mais divisés en une infinité de bandes particulières, sous des chefs distincts, insubordonnés, mutuellement jaloux de leur autorité et ne reconnaissant guère que pour la forme celle du comte de Puisaye, que j'ai eu l'honneur de dépeindre antérieurement à Sa Majesté Impériale et Royale, et dans la tête duquel il entre encore plus d'ambition que de royalisme, et de talent d'intrigue que de talents militaires.

De tous ces chefs soit de la Vendée, soit des chouans, il n'en est pas un qui puisse en ce moment disposer d'un million et tenir un mois la campagne avec quinze mille hommes.

La chouannerie devient une espèce d'ordre militaire et religieux, une confrérie véritable où l'on s'agrége par affiliation; ainsi s'est formée la puissance formidable des jacobins; dès longtemps les royalistes auraient dû l'imiter. Il y a des chouans partout, dans le Midi comme dans l'Ouest : il en existe à Versailles, à Fontainebleau, à Paris même.

Très-longtemps, les chouans n'ont été que des voleurs de grands chemins : ils se ressentent encore de leur origine; ils se soutiennent par un brigandage qui ne serait que de représailles avec les républicains, mais qu'ils exercent sur les royalistes constitutionnels, sur les prêtres jureurs, sur les acquéreurs de biens du clergé, sur les bourgeois et les paysans qui n'ont pas abjuré la Révolution tout entière. Ce fanatisme exterminateur et pillard est une des causes qui ont nui et qui nuiront aux progrès de la chouannerie, si les agents du Roi ne parviennent à s'en rendre maîtres et à la diriger d'après une politique plus éclairée.

La terreur fait des prosélytes aux chouans comme elle en fait aux jacobins; on se joint à eux pour en être épargné, et il existe des chouans, comme des républicains, *forcés*.

Au premier article de paix signé entre les puissances belligérantes et le Directoire, ces foyers d'insurgents, ces noyaux monarchiques seraient balayés par les troupes républicaines, devenues inactives à la frontière. Ils occupent en ce moment environ quarante à cinquante mille hommes, réduits à faire avec eux une guerre inutile d'escarmouches, et qui ne suffisent pas à beaucoup près, même avec le secours des gardes nationales sédentaires, à protéger les *patriotes* dans les départements coalisés.

Quatre-vingt ou cent mille soldats républicains deviendraient nécessaires et seraient encore trop faibles, si la Vendée et les chouans avaient jamais ce qui leur manque,

un centre d'autorité, une organisation commune, un plan assorti aux dispositions publiques, des secours d'armes, des munitions et des subsides.

Il paraîtra surprenant que le Directoire veuille continuer la guerre extérieure, ayant à cinquante lieues de Paris cette guerre intestine dont il n'ignore pas les progrès et dont il tait les événements, afin d'ôter aux pacifiques un motif de plus de presser la paix.

Le Directoire n'ignore pas que tant que ses armées seront dans les Alpes et sur le Rhin, le vendéisme se fortifiera en Poitou, en Bretagne et en Normandie; mais il se tranquillise tant que cette guerre, quelque fatiguante et même dangereuse qu'elle soit pour la République, reste sans chef puissant et suprême, sans secours fixes, sans direction centrale, sans argent suffisant pour la monter sur un pied de guerre organisée. Les envois de l'Angleterre ont suffi à prévenir la fin de cette insurrection, sans la mettre à même d'avoir des succès d'un ordre supérieur; l'opinion des chefs, des observateurs, des royalistes les plus prononcés dans ces contrées, est unanime à cet égard; c'est aussi sur quoi se fonde le Directoire : « Les chouans, la Vendée, dit-il, n'ont que des moyens de révolte, et nul de succès durables. »

Parmi les raisons qui décident le Directoire à prolonger la guerre, l'une des plus influentes est certainement que la paix ôterait tout prétexte au pouvoir illimité qu'il s'est arrogé : la guerre, d'ailleurs, lui procure la facilité de placer, de récompenser, de multiplier ses créatures. La ruine des finances et celle de la plupart des ressources qu'on leur substitue, tant de moyens oppressifs et désastreux seraient inexcusables en temps de paix, et cependant la cessation même de la guerre ne délivrerait pas le gouvernement de la nécessité d'y avoir recours; mais le prétexte d'en-

nemis extérieurs à combattre couvre ces extorsions démesurées.

Ces motifs, cependant, sont tellement évidents qu'ils n'échappent point aux antagonistes des meneurs, à tous ceux qui ne profitent pas des nouveaux pouvoirs ou qui jalousent les attributions dictatoriales. Ils disent ouvertement que la guerre, de *nationale* qu'elle était, va devenir *gouvernementale,* parce que c'est le gouvernement qui refuse des conditions de paix nécessaires et équitables. Cet esprit et cette distinction refroidissent généralement le zèle belligérant, et de plus en plus gagnent les armées.

Il est très-remarquable que la paix et la guerre sont également désirées par les divers partis qui voudraient renverser la République. Les anciens et vrais royalistes, les agents, partisans, affiliés à la Vendée et les chouans veulent la guerre avec autant d'ardeur que le Directoire et ses bureaux. Les royalistes mitigés, les indépendants, les égoïstes, les rentiers ruinés, les gens paisibles voudraient la paix, dont ils espèrent des ressources pour refaire à leur gré une mauvaise monarchie, sans intervention étrangère.

Les jacobins prêchent aussi la guerre, parce qu'ils croient le Directoire lié à leurs intérêts, quoique ce conseil n'ait dans le fait aujourd'hui d'autre parti que celui de sa conservation ; et comme le parti jacobin est essentiellement subversif et anarchique, il ne peut aller longtemps d'accord avec aucune autorité.

Cela explique pourquoi, et tout à coup, le Directoire, effrayé de l'ascendant qu'il avait rendu aux jacobins, a suspendu les déplacements d'administrateurs. Les destitutions opérées ne sont pas en proportion de la quantité de royalistes masqués, de modérés, de sectionnaires, qui restent encore en place. Le Directoire a senti que le sans-

culottisme est ignare et désobéissant partout ailleurs que dans les grands troubles, et que pour gouverner il faut des hommes qui sachent au moins signer leur nom.

Ainsi le Directoire, par sa politique forcée, va se trouver entre des coopérateurs antirépublicains et les jacobins qui veulent tout ou rien, tous les emplois ou point de gouvernement qui les leur dispute. Cette division partage aussi le corps exécutif. Barras, l'un des chefs thermidoriens dans ce conseil, et qui conjure avec Tallien en faveur du jacobinisme, se trouve en minorité momentanée ; il parle de sa démission, et l'on parle de sa destitution. Le Tourneur de la Manche, autre directeur dans le sens de Barras, fera probablement un second vide. Il eût été contre nature que cette machine existât sans chocs. La paix, la guerre, le gouvernement sont soumis à l'influence forcée des événements intérieurs que des causes encore naissantes feront naître dans l'année, causes dont j'aurai l'honneur d'entretenir incessamment Sa Majesté l'Empereur et Roi.

Les réquisitions d'hommes et de choses se poursuivent, mais avec une foule de difficultés; on a assez bon marché des villes où l'autorité est présente, mais dans la moitié des départements les campagnes refusent de livrer leurs jeunes gens, leurs chevaux, leurs denrées et l'emprunt forcé.

Le recouvrement de celui-ci est si lent et si incomplet, que le gouvernement a été obligé de se servir d'anticipations sur cet emprunt, soit de rescriptions payables à trois mois de date. Sur-le-champ, ces billets ont perdu 30, 35 et 39 pour 100 sur la place ; en sorte que le Directoire est réduit à un crédit de 156 pour 100 par année. Les assignats continuent à tomber, le louis d'or vaut 5,650 livres.

LIV[1]

Berne, le 20 février 1796.

Le projet de pénétrer coûte que coûte dans le Piémont et dans le Milanais occupe par-dessus tout le Directoire. En conséquence, on a disposé et l'on dispose des forces considérables pour joindre l'armée d'Italie. Ces troupes passent journellement à Lyon par détachements nombreux ; il s'en rend également à Nice du Languedoc, ainsi que de gros trains d'artillerie et des convois de munitions de guerre. On se propose de prévenir les alliés, d'ouvrir la campagne de très-bonne heure et par une offensive vigoureuse. C'est un fait positif dont je suis informé de première source.

Jourdan est le favori du Directoire comme il était celui du Comité de salut public ; c'est lui qui a donné le plan et les plus belles espérances pour la campagne prochaine. Pichegru, au contraire, a cité l'épuisement et le mécontentement des armées, il a montré des doutes sur de nouveaux avantages; en conséquence, Jourdan a été comblé de présents, de fêtes et de confiance, et l'on n'a témoigné à Pichegru que de l'humeur[2].

Outre les motifs annoncés antérieurement à Sa Majesté l'Empereur et Roi qui poussent le Directoire à une nouvelle campagne, il en est un encore de la plus grande évidence ;

[1] Quelques fragments de ce numéro ont été publiés par Sayous, t. II, p. 215 à 219.

[2] Il fut remplacé par Moreau, et refusa l'ambassade de Suède qu'on lui offrait.

c'est qu'en supposant des revers, ils ne mèneraient les alliés qu'aux portes des forteresses françaises; le Directoire pense qu'alors il serait toujours à temps de consentir aux conditions qu'il refuse aujourd'hui; un grand coup de collier peut lui conserver ses conquêtes actuelles, tandis que des défaites ne laissent rien à craindre pour l'intérieur de la France.

Tel est le raisonnement que les principaux meneurs ont opposé aux pacifiques; mais Sa Majesté l'Empereur et Roi me pardonnera la sincérité avec laquelle j'ai l'honneur de l'assurer que le Directoire met bien moins de confiance dans cette alternative, que dans l'irrésolution, le défaut de tenue et d'audace, la crainte et les variations qu'il suppose à ses ennemis. Il ne se déguise point l'étendue de son épuisement, mais il est convaincu que l'étranger ne saura en attendre ni le terme, ni les conséquences infaillibles, ni en tirer parti par des opérations hardies et des moyens formidables. Il sait la haine que lui porte la France entière, le dégoût de la guerre qui a gagné le peuple et les armées, les suites terribles qu'auraient dans l'intérieur quelque revers sérieux à la frontière, avant que la machine militaire soit complétement réorganisée; mais il se repose sur l'exemple du passé et sur le peu de confiance que la nature de la guerre étrangère inspire aux mécontents de l'intérieur. Jamais sa présomption ne fut plus démesurée et son effronterie plus à découvert. Les membres du gouvernement parlent tout haut des corruptions qu'ils espèrent pratiquer parmi les généraux de leurs ennemis, et de la terreur dont il a pénétré tous les cabinets. Voilà mot à mot, et avec la plus scrupuleuse fidélité, les espérances, les projets et les discours de ceux qui participent à l'administration des affaires. Tous avouent qu'ils n'eussent pas disputé un quart d'heure sur les limites, si les hésitations, les incertitudes, les variations, les dissen-

timents des principales puissances de l'Europe ne fondaient leur espoir de continuer la guerre avec succès.

Ce défaut de crainte et même de considération des républicains français pour les étrangers a été étonnamment fortifié par les paix partielles, par les cajoleries flétrissantes dont quelques-unes des puissances pacifiées et plusieurs des États neutres ne cessent de rassurer les régicides français. La harangue du prince Corsini [1] au Directoire a produit plus d'effet qu'une victoire : ce langage a confondu même les républicains.

Leur insolence et leur audace s'en augmentent à tel point, qu'ils traitent les envoyés étrangers qui sont à Paris précisément comme ils traiteraient ceux de leurs tributaires; il n'est point d'avanies et de marques de mépris qu'on ne leur fasse essuyer. Plus ils mettent de bassesse dans leurs démarches, qui sont de véritables supplications, plus le Directoire les traite avec outrage; c'est le ton des consuls romains avec les rois de Cappadoce. Le plus vil gueux ne craint pas de témoigner publiquement qu'il regarde ces envoyés comme des hommes sans honneur.

Voici deux anecdotes récentes et certaines à ce sujet :

Merlin de Thionville apercevant, il y a quinze jours, le baron de Staël au Conseil des Cinq-Cents, lui frappe sur l'épaule, et lui dit devant quatre cents personnes : « *Vous êtes un tas de gueux, vous autres ambassadeurs; vous n'êtes ici que pour nous espionner et favoriser l'agiotage; on ferait bien de vous chasser tous.* »

Trois jours auparavant, Legendre, marchand boucher, septembriseur, l'un des chefs thermidoriens, dit, en plein Comité secret du Conseil des Anciens, à peu près les mêmes

[1] *Moniteur* du 16 pluviôse an IV (5 février).

choses que Merlin, et pour preuve des intrigues *infâmes* de tous ces *polissons* (tels furent ces termes), il ajouta : « Le « baron de Staël est venu chez moi me rechercher et m'a « dit : *Citoyen représentant, viens dîner chez moi, je te ferai « faire bonne chère, je te donnerai du bon vin, et ma femme « n'y sera pas.* »

Tel est le degré d'opprobre où sont et seront plongés les ministres des puissances quelconques qui en sont encore à savoir qu'elles ont affaire à une troupe de bandits, et cela tant que la Révolution restera debout.

J'ai eu l'honneur de peindre à Sa Majesté Impériale et Royale les thermidoriens dont Tallien est le chef, comme des hommes perdus, indifférents à tout système de gouvernement républicain ou monarchique, faisant de la Révolution un trafic et cherchant à tout prix leur sûreté, leur domination et leur fortune. Ne voyant dans le régime républicain que des alternatives de massacres par des factions tantôt victorieuses, tantôt vaincues, ils en feraient sortir la France s'ils pouvaient trouver un monarque à leur dévotion, de leur choix et reconnaissant de ce bienfait, usurpateur de la couronne sur son légitime possesseur et par conséquent dans leur dépendance, intéressé comme eux à maintenir le nouvel ordre de choses qu'ils institueraient.

C'est là que tendent leurs arrière-pensées et même celles des trois quarts des républicains en chef, et c'est dans ce but que Tallien a monté à Madrid une intrigue dont j'ai pénétré l'existence et dont je me hâte d'informer Sa Majesté.

Tallien a épousé une fille de Cabarrus, le Necker de l'Espagne, banquier français, devenu ministre des finances, plein d'ambition et d'intrigues, justement disgracié et enfermé sous le ministère de M. le comte de Florida Blanca. Sa fille divorcée à la suite d'une conduite scandaleuse, pas-

sionnée, spirituelle, jolie, et non moins ambitieuse que son père, s'était formé une cour d'intrigants et d'intrigantes, et a procuré à son mari ses relations en Espagne. Ce misérable souillé de sang et qui passe généralement pour être l'empoisonneur du jeune Roi au Temple, a été le principal entremetteur de la paix avec l'Espagne. Il a une correspondance intime et régulière avec le duc d'Alcudia ; par une suite de cette liaison, il est parvenu à faire rendre à son beau-père tous ses honneurs, sa place, sa fortune et même des *indemnités*. Il a fait écarter et exiler les principaux ennemis de Cabarrus. Le duc d'Alcudia lui a annoncé cette nouvelle dans une lettre qu'il a reçue au milieu de janvier; lettre remplie de flagorneries et de protestations d'amitié les plus humbles, lettre que Tallien a communiquée à deux cents personnes, et que l'un de mes correspondants a lue en original.

Tallien ne s'en est pas tenu à ce moyen d'intelligence avec la cour de Madrid : il a voulu y avoir un agent à lui. En conséquence il a demandé au Directoire la place de consul général en Espagne pour une de ses créatures; Rewbell, qui le déteste, et qui peut-être a soupçonné ses desseins, a nommé à cette place un marquis de Roxantes, officier de marine espagnole ou basque, qui s'est jeté dans la Révolution. Tallien, ayant épuisé inutilement ses efforts pour captiver ce Roxantes et l'engager à son service ou à donner sa démission, a demandé *pour lui-même* le consulat : nouveau refus. Cet incident a envenimé la discorde dans le Directoire, où Barras et Le Tourneur sont les agents de Tallien.

Ce dernier a imaginé de proposer au duc d'Alcudia la couronne de France pour l'un des infants; c'est pour suivre cette intrigue que Tallien voulait accréditer un de ses affidés en Espagne, et son intimité avec l'étrange premier mi-

nistre de cette monarchie a aujourd'hui pour base ce projet, auquel Cabarrus ne manquera pas de travailler.

Quant aux partisans du duc d'Orléans, quoique assez nombreux, ils sont toujours sans aucune influence. Ce prince n'en a aucun ni dans le gouvernement, ni dans le Corps législatif. Sieyès, dont on a fait son tuteur, n'est *partisan que de lui-même,* de sa jalousie, de sa république universelle et de son humeur atrabilaire. Le duc d'Orléans passe, d'ailleurs, à Paris pour avoir refusé les propositions de ses amis.

La dislocation de l'empire français, le renversement des têtes, la subversion des intérêts, et l'autorité permanente dans les mains de scélérats pour qui cette révolution est un calcul, nous préparent à voir tôt ou tard la royauté mise à l'encan par l'une des fractions dominantes, et vendue à celui qui la payera le mieux, comme les prétoriens vendirent l'empire romain. Cependant le Roi légitime et sa branche l'emporteraient certainement sur ces conjurations désespérées, sans le dénûment total où ils sont plongés, et si le Roi fléchissait davantage sous le poids des circonstances.

J'eus l'honneur, il y a six semaines, de prévenir Sa Majesté Impériale et Royale de la division qui se préparait dans le Directoire, et qui est maintenant publique. Barras et Le Tourneur y tiennent pour les thermidoriens et les jacobins coalisés. Rewbell, qui ne vaut pas mieux, mais qui les hait, et dont la grossière insolence ne sympathise pas avec celle de ses collègues, leur est opposé en chef. Carnot, fourbe et délié, ne pardonnant pas aux thermidoriens d'avoir voulu le perdre après la mort de Robespierre dont il était collègue et coopérateur au Comité de salut public, s'est joint à Rewbell, pour le perdre s'ils parviennent à maîtriser leurs ennemis : enfin La Revellière-Lepaux, assez insignifiant, a

donné sa voix contre les thermidoriens, et complète le triumvirat qui forme *pour le moment* la majorité du Directoire.

C'est surtout dans la rivalité à placer ou à déplacer leurs créatures, que la discorde des deux partis s'est manifestée. Barras a exigé la démission d'Aubert du Bayet, ministre subalterne de la guerre, plus subalterne que sa place, lâche Protée, n'ayant pour tout talent que la fausseté et le babil dauphinois. Barras lui substituait un Corse, qu'il a fait nommer commandant de la force armée de Paris, scélérat profès et absolument livré aux thermidoriens. La majorité, effrayée de cette connexion, a maintenu Aubert du Bayet; enfin, par un espèce de *mezzo termine* et en attendant mieux, on envoie ce ministre à Constantinople en qualité d'ambassadeur, pour y tenter d'amener la porte ottomane à une rupture, et le ministère de la guerre a été remis à un Breton inconnu nommé Pétiot[1], ci-devant commissaire ordonnateur de l'armée de Sambre-et-Meuse. Ce dernier passe pour un homme assez sage; aussi l'on peut être sûr qu'il ne conservera pas longtemps sa place.

Pour trouver un motif d'expulser Barras du Directoire, on l'a attaqué sur son âge, en publiant une déposition assermentée et publique qu'il fit en 1790, et d'où il résulte qu'il n'a pas quarante ans, âge prescrit pour entrer dans le Directoire. Mais cette niche, soufflée par Rewbell, n'a point passé la limite des feuilles publiques : Barras a bravé cette accusation de faux; personne n'a osé la soutenir au Corps législatif, quelque prouvée qu'elle fût.

Ce Barras, véritable flibustier, a la direction de la sûreté de Paris et tient dans sa main tous les coupe-jarrets, les

[1] Séance du 20 pluviôse (*Moniteur* du 13 février).

septembriseurs, les égorgeurs de la République : c'en est assez pour le rendre très-redoutable : lui et Le Tourneur tiennent des conciliabules secrets avec Tallien dans une maison de campagne à Montrouge, près Paris.

Il paraît donc très-vraisemblable qu'incessamment l'un des deux partis chassera l'autre : cette révolution en amènera encore une nouvelle dans la direction des affaires. Depuis quelques jours, les déplacements d'administrateurs honnêtes et les nominations de jacobins aux emplois se renouvellent. On vient d'instituer à Paris douze municipalités qui ne sont autre chose que douze comités révolutionnaires dans la main du ministre de la police. Les trois quarts de leurs membres sont des terroristes enfermés après la mort de Robespierre [1]. Plusieurs étaient chefs d'égorgeurs en 1792, 1793 et 1794. Le ministre de la police, Merlin, exerce cette place avec la tyrannie et l'arbitraire les plus effrontés. On ferait empaler à Constantinople un cadi ou un pacha qui se permettrait de transgresser ainsi chaque jour les lois écrites. Ce Merlin fait arrêter à tort et à travers, sans forme de procès, expédie dans les départements les ordres les plus despotiques et parle de *justice* et de *vertu*, ainsi que le Directoire, dans ses proclamations.

Le ministre des finances, n'ayant pu soutenir le poids de ce colosse en ruine, a donné sa démission ; cinq personnes à qui l'on a offert cette place successivement, l'ont refusée ; enfin elle paraît adjugée à un charlatan, bavard du Langue-

[1] Loi du 4 pluviôse. — V. rapport du bureau central, 17 pluviôse an IV : « Un observateur rapporte que, dans les cafés qu'il a surveillés, il a entendu un grand nombre de citoyens qui lui ont paru fort mécontents du choix que l'on vient de faire de la plupart des membres qui doivent composer les douze municipalités : les citoyens, continue l'observateur, inquiets d'une pareille élection, disaient entre eux : — Qu'allons-nous devenir, et comment iront les affaires dont la conduite va être confiée à la plupart de ceux qui formaient les comités révolutionnaires?... » — SCHMIDT, III, 88.

doc, nommé Raoul Nogaret, grand faiseur de rapports et de galimatias arithmétique à la tribune.

Ce gouvernement est si avili, si perdu dans l'esprit public que malgré ses déclarations, ses calculs affichés où il démontre que ses rescriptions ont un gage plus que suffisant de leur remboursement à l'échéance, ces billets le 12 de ce mois perdaient 40 pour 100. Quand à l'assignat, il s'éteint tout à fait malgré la rentrée de plusieurs milliards de ce papier, par l'emprunt forcé : le louis valait le 12 au delà de 6,500 livres en assignats.

Les provinces conquises sont livrées au pillage, car les contributions énormes qu'on leur impose ne méritent pas un autre nom. D'un bout de la France à l'autre cette rapacité et ce despotisme encore sans exemple, même sous Robespierre, des réquisitions, aggravent le mécontentement pnblic. Dans une partie de la Savoie, on y résiste à force ouverte. Les montagnards ont chassé les gendarmes, abattu les arbres de la liberté, rétabli les croix, haché en morceaux plusieurs fonctionnaires publics, pillé, brûlé et blessé les acquéreurs de biens ecclésiastiques, et sont en pleine insurrection.

Le mépris et la haine pour les directeurs se manifestent de toute manière dans les villes et dans les campagnes. Les paysans ne les désignent que sous le nom ironique de *rois de France et de Navarre*. Dans un café à Paris on parlait de la difficulté des approvisionnements militaires : *Oui,* s'écria un plaisant, car il ne nous reste plus que *cinq cartouches*. Tous les assistants battirent des mains, et ce bon mot s'est répété dans tous les lieux publics [1].

[1] « Un voyageur m'écrit que dans une maison de poste près de Dijon, il entendit le maître du logis ordonner à un garçon d'écurie d'aller à la recherche des *représentants;* ces législateurs étaient les dindons de la ferme. » (*Note de Mallet du Pan, publiée par* Sayous.) — Voir aussi rapport du 23 pluviôse

Jamais l'administration ne fut plus compliquée ; jamais ceux qui en sont chargés n'ont reconnu plus ouvertement les difficultés de la faire marcher. Ce serait s'abuser étrangement que d'imaginer que le numéraire circule dans les coffres de la République en proportion des millions métalliques que le *Corps législatif* accorde *sur le papier* aux ministres et au Directoire. Je suis informé avec certitude que le 10 de ce mois, les fonds de la trésorerie, avec la petite quantité des matières qui est à la Monnaie, se bornaient à *neuf millions et quatre cent mille livres*. Il est de plus rentré pour cinq millions de rescriptions sur l'emprunt forcé, par la vente du mobilier de quelques maisons royales et par le payement de l'emprunt forcé, car ces rescriptious perdant 40 pour 100, chacun s'empresse de les faire entrer en payement de deniers publics où elles sont reçues pour valeur métallique.

Toutes ces opérations désordonnées de finance produisent un cercle vicieux sur elles-mêmes, en sorte qu'avec l'apparence de ressources on est chaque jour aux expédients. Les moyens révolutionnaires peuvent seuls faire durer quelque temps la guerre; il est également sûr qu'ils achèveront l'absolu anéantissement de la force militaire et territoriale de la France ; mais il est sûr encore qu'ils peuvent opérer au début de la campagne une grande résistance, peut-être même des succès qui changeraient la face désastreuse de l'intérieur en créant de nouvelles ressources au gouvernement.

an IV : « ...Nous regardons comme très-important de donner connaissance au gouvernement d'un propos qui se tient depuis quelques jours. Le voici littéralement tel qu'il est rapporté par l'observateur : « *La République est « à l'agonie ; cinq cochons à vendre et un louis à acheter !...* »

LV

Berne, le 27 février 1796.

C'est une remarque applicable au cours entier de la Révolution, qu'on s'est toujours trompé dans l'importance qu'on attribuait à des événements qui semblaient devoir produire de grands effets, tandis qu'on négligeait d'observer des faits moins apparents, mais d'une influence soutenue et qui, à la longue, devenaient cause de circonstances imprévues et majeures. Cette faute de jugement est surtout particulière aux journaux français et à ceux qui ne les lisent pas avec une extrême défiance.

L'action continue de quelques individus, les rivalités, la jalousie qui s'établissent entre les chefs de parti, sont une des causes très-actives et toujours certaines de crises plus ou moins voisines.

C'est dans ce sens entre autres qu'on peut prévoir que le moment actuel couve des troubles assez prochains. La division intestine dans le gouvernement, l'aigreur, les personnalités et l'ambition de quelques individus opéreront bientôt de nouvelles scènes violentes. Mais qui saura en profiter? Toujours point de chef, point d'homme à millions, point de noyau d'armée, point de centre d'opinion. Aussi les républicains s'effrayent-ils moins de leur discorde et de ses suites qu'ils ne paraîtraient devoir le faire.

L'insolence du Directoire, son incapacité, son mépris des lois, ses ordres tyranniques, l'emprunt, les réquisitions,

le partage d'autorité accordé aux terroristes ont aliéné au gouvernement les propriétaires et le public. En même temps ses hésitations, le déplacement de quelques jacobins, l'empire qu'il voudrait conserver sur cette secte, lui aliènent les terroristes, de manière qu'ils se trouve également détesté des deux partis et menacé par la jalousie de ceux de ses complices et de ses protecteurs qui aspirent à régner à sa place. Il marche à sa ruine; il ne peut la retarder que par un redoublement de tyrannie qui, amenant un autre système, déplacerait le gouvernement actuel.

Il veut la guerre, le peuple veut la paix; tout l'odieux de la première retombe sur lui : il devient le point de mire de tous les mécontentements. Les *pacifiques* entretiennent et fortifient l'opinion publique; le Directoire seul, par orgueil, par ambition, par calcul de pouvoir, prolonge les malheurs de la France et les hostilités. S'il existait quelque courage, quelque habileté dans le Conseil des Anciens, il demanderait la paix, il en discuterait la nécessité, il donnerait ainsi le plus grand éclat à la défaveur où est tombé le Directoire.

Plusieurs gens adroits suppléent par les journaux et par les imprimés au silence de la législature. Tout est employé pour discréditer les gouvernants. Parmi les attaques qui ont fait le plus de sensation se trouve celle d'un calculateur, qui a démontré arithmétiquement que les appointements du Directoire, des ministres et du Corps législatif (appointements évalués en mesures de froment), s'élèvent par an à quatre milliards assignats, le pain valant 48 sols comme il les vaut actuellement. Cette supputation, prise dans les états des payements fixés par la constitution même, est de rigueur et ne souffre aucune controverse.

L'opposition s'occupe actuellement à rechercher dans le

passé et à publier les opinions et les démarches des républicains actuels. Ce qu'on a déjà fait à cet égard sur Sieyès et Barras est le commencement de cette guerre meurtrière qui tourmente ceux qui en sont l'objet et qui rend toujours plus incertaine la marche de l'administration par la défiance qu'elle introduit envers les administrateurs eux-mêmes.

Le désordre est au comble dans toutes les parties; comme le gouvernement ne surveille, ne poursuit, ne punit qu'un objet, le royalisme, le péculat le plus effronté, le pillage, l'infidélité sont en pleine liberté et dévorent toutes les administrations. Les dépenses seules qu'exigent l'entretien du gouvernement et celui de Paris surpassent le produit des revenus publics sous le règne de Louis XVI. Les commissaires des vivres militaires et ceux des approvisionnements civils, les sous-commissaires, chacun pille en grand et à tête levée. Aux frontières, les douaniers sont littéralement autant de contrebandiers qui fraudent les droits et laissent tout passer moyennant un accord particulier. Le brigandage a été même gagner les armées où la misère a sur ce point tué toute discipline, en forçant l'officier comme le soldat à voler l'État. Sa Majesté Impériale et Royale en jugera par le trait suivant qui vient presque de se passer sous mes yeux.

Quatre escadrons de cavalerie française, venant de l'armée des Alpes, traversèrent Genève la semaine dernière. Le tiers des cavaliers n'était pas monté, les chevaux des autres, boiteux, estropiés, malades, ressemblaient à des squelettes. Cependant il s'en trouvait dans ce nombre cinquante-six de passables que les cavaliers mêmes vendirent à des maquignons pour quelques écus.

La guerre aux jeunes réquisitionnaires se poursuit avec la même atrocité : ces *volontaires* que l'on traîne garrottés aux armées y trouvent le mécontentement, le désir de la paix,

le découragement et la lassitude [1]. Le temps n'est plus où ces recrues forcées trouvaient dans les cantonnements un enthousiasme qu'ils partageaient autrefois au bout de quelques mois. Aussi est-on généralement convaincu que si au début de la campagne les Français essuient quelques revers, il éclatera une désertion dans leurs armées, au dedans et au dehors, équivalente à une dissolution; mais des succès ramèneront leur courage, habitueront les réquisitionnaires à leur état et suspendront les effets inévitables de l'épuisement.

Trois mille hommes de l'armée vendéenne formant la division dite du centre, sous les ordres de Sapinaud, ont été enveloppés, il y a quinze jours, par les républicains et forcés de mettre bas les armes; mais les chouans font des progrès et ont eu une suite d'avantages en Normandie; leur nombre se grossit, ainsi que la Vendée même, malgré ses dernières pertes.

Le crédit public s'anéantit de plus en plus. Le louis d'or, le 22 de ce mois, valait 8,500 livres en assignats; les rescriptions perdent 40 à 42 pour 100.

LVI

Berne, le 5 mars 1796.

Tous les effets que j'ai eu l'honneur de faire présager à Sa Majesté l'Empereur et Roi, en lui en développant les

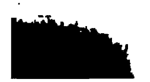
[1] « Des jeunes gens de la première réquisition disaient hier dans un billard chez le citoyen Leroux, petit pont de l'Hôtel-Dieu, que l'on les couperait

causes, se manifestent à Paris et s'accélèrent avec rapidité. La République tombe en ruine, le Directoire hâte sa chute; l'administration a perdu sa boussole, les factions, embarrassées dans leurs plans, se subdivisent, et ne tarderont pas à s'entre-choquer; la résistance des choses même supplée à celle des individus, et devient plus invincible chaque jour; c'est un déluge où chaque parti, chaque citoyen cherche une planche de salut. Si la Révolution, si la République restent encore debout, j'ose le dire affirmativement, c'est uniquement par le poids de l'équilibre que lui conservent l'impropriété des mobiles qui tendent à la renverser et la persévérance dans les vues comme dans les plans de conduite des ennemis quelconques de la République.

Ces mobiles et ces plans sont tous en contradiction avec les circonstances intérieures qui ébranlent la Révolution. On cherche en France un chef qui ait force et sagesse, et l'on trouve un roi enseveli à Vérone, passant ses jours dans l'abandon et la nullité, le premier prince du sang confiné au château d'Édimbourg, une division militaire entre les mains d'un autre prince du sang, beaucoup trop faible pour inspirer confiance ou crainte à personne, et dont l'esprit absolu et le dessein d'une contre-révolution par les armes font reculer les trois quarts des partisans de la monarchie. Des agents obscurs et imbéciles employés sans discernement du dehors, pour se mettre sans cesse au travers des conjonctures et exposer sans utilité ceux qui, dans l'intérieur, seraient tentés de les écouter; l'obstination à vouloir, à penser séduire la France par de misérables attaques de détail, par des conspirations de comédie, par des chouans

plutôt par morceaux que de les faire partir. Des citoyens de la Légion se sont permis de tenir le même langage et ont ajouté qu'ils avaient essuyé assez de fatigues, qu'il était bien temps qu'ils se reposassent... »

(*Rapp.* du 4 ventôse an IV.)



qu'on laisse faire une guerre exterminatrice à tous ceux qui n'ont pas pris le panache de Coblentz; l'absence de tout point, de tout chef, de tout principe de ralliement; l'idée absurde que la nation se soulèvera contre ses représentants pour rétablir l'ancien régime; l'ignorance totale de ce qu'on peut espérer ou craindre de la guerre; l'oubli constant où l'on laisse les moyens de persuasion, de politique et de division; le contraste qui, si souvent, a paru régner entre les opérations extérieures et les mouvements du dedans; enfin le défaut d'aucun point d'appui quelconque, qu'aperçoivent avec douleur l'immense majorité des ennemis intérieurs de la République et de la Révolution, font subsister l'une et l'autre, et les feront peut-être subsister longtemps encore, quoique minées de toutes parts.

On n'est point encore arrivé à Paris cependant au moment d'un nouvel engagement; mais tout le présage et le fomente. On est à la veille de changements, ou tout au moins de tentatives de changements, mais l'été ne se passera point sans *révolution;* je ne dis pas *contre-révolution.* Quel que soit le résultat de la secousse qui se prépare, on en aura une : 1° parce que l'état des choses est trop violent, et qu'on en espère l'adoucissement par de nouvelles innovations; 2° parce que les thermidoriens divisés viennent de se séparer en deux sections dont l'une favorise les jacobins, et l'autre en est persécutée; 3° parce que les jacobins voudraient une plénitude d'autorité et de brigandage que leur refuse la Constitution; 4° enfin, parce que le peuple, agité de sa misère et de sa faim, se livrera facilement aux agitateurs qui le travaillent. Le Directoire sera le bouc émissaire de tous ces mécontentements.

Celui qu'a produit l'emprunt forcé en hâtera l'exécution. Les partis s'observent, s'organisent, se remuent. Ce sont

toujours les mêmes individus, ce sont toujours les anciens révolutionnaires de 1789 et de 1790, esprits plus actifs, plus formés aux affaires et à la tactique du moment que les royalistes purs, qui indiquent et prennent des mesures. Le sentiment de la vengeance s'exalte chez eux de plus en plus; désespérés d'avoir été vaincus au mois d'octobre et voulant sortir de l'état affreux où l'on se trouve, ils conspirent contre le gouvernement et contre la République; il en périra encore sur la brèche, et il n'est pas sûr qu'ils réussissent.

En supposant cette réussite, ce ne sera pas un petit embarras de savoir ce qu'on fera après avoir culbuté les cinq rois du jour. Les uns, tels que les thermidoriens mitigés, voudraient simplement revenir à la tête du gouvernement; mais cela n'est qu'un moyen et n'est point un terme, car personne aujourd'hui ne croit à la possibilité d'avoir en France un gouvernement républicain. Ce parti thermidorien lui-même ne serait fort que par son union avec les royalistes.

Les thermidoriens en chef, tels que Tallien, Chénier, Louvet, Barras, veulent le terrorisme pour rester maîtres, et créer un roi à leur fantaisie, s'ils ne peuvent faire marcher la République. J'ai instruit Sa Majesté Impériale et Royale des démarches de Tallien en Espagne. Si ce projet rencontre des difficultés, le parti, qui est celui de Danton, soutiendra le duc d'Orléans. Ce prince a des partisans, même parmi les jacobins; il se forme divers clubs et associations dans cet esprit.

D'un autre côté, les révolutionnaires royalistes ont dans l'esprit qu'en rappelant Louis XVIII, ils se donneraient des verges pour se fouetter; les expéditions des chouans, et tout ce que disent ou font de mauvaises têtes au dehors, ne sont pas propres à les détromper.

Quant aux jacobins purs, ils n'invoquent que le retour de

la révolution dans toute sa rigueur : le partage des terres, la guerre, le brigandage et l'autorité absolue. Cependant il ne faut pas douter que nombre de ces scélérats ne se vendent au premier usurpateur qui voudra se faire roi, pourvu qu'il leur promette fortune et impunité.

Les chefs du gouvernement, les dominants se rencontrent avec les jacobins dans le dessein de ramener les mesures révolutionnaires, de poursuivre la guerre, et de se tirer d'embarras par le retour de toute la dose de terrorisme qui pourra leur être nécessaire.

Barras, Carnot, Le Tourneur, Sieyès et le club de l'hôtel de Noailles qu'il a formé, Louvet, Chénier, Merlin de Douai, tendent à ce but et veulent la guerre qui prolonge leur pouvoir et autorise les moyens révolutionnaires.

Les thermidoriens mitigés, tels que Merlin de Thionville, Thibaudeau, André Dumont, Bergoing, qui avaient gardé le silence et une espèce de neutralité depuis l'affaire des sections, séparés aujourd'hui de leurs anciens collègues et du parti de Danton, se prononcent en faveur de la paix contre le terrorisme et contre le gouvernement. Depuis quinze jours ce parti intermédiaire prend un peu de force et d'aplomb. Ils sont convaincus, et disent hautement qu'on ne peut soutenir sans terreur une guerre révolutionnaire et le système d'aujourd'hui; mais que ce terrorisme fera triompher les jacobins et écrasera le Corps législatif.

Ils ajoutent que la République pourra bien faire face aux premières dépenses de la campagne, mais qu'elle est hors d'état de les continuer. Cette opinion est à peu près unanime à Paris dans les différents partis. Aussi les jacobins et les partisans de la guerre ne voient-ils de remède à cet épuisement que dans l'ajournement de la Constitution et dans le régime de Robespierre.

On peut donc regarder comme probable, ou que ces deux mesures prévaudront et replongeront la France dans un abîme de calamités, ou que les pacifiques l'emporteront.

Les assignats étant une monnaie révolutionnaire, liée au système de la guerre et du terrorisme, les promoteurs de l'une et de l'autre redoublent d'efforts pour les soutenir. Ils ont pris pour devise : *Les assignats ou la mort !* Ils ont fait consacrer déjà quatre séances du Conseil des Cinq-Cents à cet objet. On a proposé extravagances sur extravagances, les jacobins ont dominé dans la délibération; *Dubois de Crancé,* l'un d'eux, a demandé une série de mesures violentes; son discours a obtenu les applaudissements des galeries et de tous les enragés qui sont parvenus à faire nommer parmi eux une commission chargée de rendre compte du plan de Dubois de Crancé. Ce plan est à peu près la fin du monde; son adoption, si elle a lieu, accélérera sûrement quelque grande secousse.

Il rentre dans les vues des jacobins de renverser une banque naissante, semblable à l'ancienne caisse d'escompte[1], et dont Sa Majesté Impériale et Royale aura vu le détail dans les papiers publics. Les deux directeurs en chef, Le Couteux de Canteleu et Laffon de Ladébat, sont opposés entre eux; le premier favorise les mesures révolutionnaires, le second les repousse : tous deux sont membres du Corps législatif et du nouveau tiers. Cet établissement, étant fondé sur un capital d'assignats au cours, ne peut être de durée, il n'aura aucune confiance réelle; c'est au moins l'opinion de tous ceux qui ont l'habitude des affaires.

L'emprunt forcé est maintenant jugé; il n'en est pas rentré le tiers, malgré les mensonges de l'autorité et des jour-

[1] Voir séance du 3 ventôse, proposition Camus.

naux, qui ne méritent aucune foi. L'absurdité de la répartition, la pauvreté générale et la haine qu'on porte au gouvernement ont arrêté une grande partie des payements. Les *deux tiers* des contribuables taxés à Paris et environs sont en réclamation, et ne s'acquittent point jusqu'à ce qu'on ait jugé leur taxation; il en est de même dans le plus grand nombre des départements. Celui du Mont-Blanc, par exemple, imposé à sept millions, n'a pu payer que 340,000 livres assignats.

Le 28 février, le trésor public renfermait *sept milliards* d'assignats rentrés, outre le numéraire et les rescriptions dont j'ai donné l'état dans le n° 54. Chaque jour le Directoire fait des émissions effroyables d'assignats; le *maximum* de ces émissions avait été *irrévocablement* fixé *par décret,* il y a un mois, à 40 *milliards;* mais le comité des finances a avoué, le 25 février, dans le Corps législatif, qu'il y en avait 45 *milliards* déjà émis. Les difficultés se multiplient et s'entre-croisent à mesure que le temps s'avance.

Les cultivateurs ne veulent plus absolument recevoir ni assignats, ni rescriptions, il leur faut des espèces; ils ne délivrent leurs marchandises aux fournisseurs du gouvernement que monnaie tenante.

Les rescriptions perdent de 40 à 50 pour 100, et les assignats flottent entre sept et huit mille cinq cents livres pour le louis d'or; c'est-à-dire qu'ils ne sont à peu près plus d'aucun usage pour le gouvernement, soit par l'exiguïté de leur valeur, soit à cause du refus que les vendeurs font de les recevoir.

Le Directoire a achevé de se dépopulariser, en demandant à la législature et en obtenant la réduction des distributions de pain à quatre sous la livre, et la cessation de la distribution de la viande aux indigents. Ensuite, il a taxé celle-ci à

145 livres en assignats, soit à onze sols en numéraire. Or, le peuple ne connaît pas le numéraire et s'est récrié contre l'énormité de cette taxe à l'instant où l'on cessait la distribution, et cela, le lendemain du brisement de la planche aux assignats qui, disait-on, devait doubler la valeur de ce papier et faire baisser les denrées.

Ces mesures ont excité de la fermentation, le Directoire a conçu des inquiétudes; elles durent encore : il voit que le *civisme* s'éteint généralement; des patrouilles de gendarmes, de gardes de police et de troupes réglées ont roulé plusieurs jours et plusieurs nuits sur les places publiques, afin de prévenir des séditions.

Telle a été l'alarme du Directoire que, nonobstant les décrets rendus et l'énormité de ses embarras, il n'a pas hésité à continuer la distribution gratuite de pain; or, voici le compte net de cette dépense.

La fourniture de pain à quatre sous la livre en papier se fait à cinq cent soixante mille individus dans Paris, sans compter les fonctionnaires publics et les troupes, qui reçoivent aussi une ration. Cette consommation entraîne celle de 1,900 sacs de farine de 325 livres pesant chacun par jour; le prix actuel du sac est de 72 livres en écus [1]; c'est donc *par jour* une dépense en numéraire de 136,800 livres, *pour Paris seul.* Il est impossible au Directoire de soutenir longtemps une pareille dépense, et, d'un autre côté, il ne peut se dispenser, sans le plus grand danger, de donner du

[1] *Rapp.* du 14 ventôse an IV. — « ...Haricots, de 11,000 à 14,000 livres le septier; orge, 6,000 à 7,000 livres; blé, 10,000 à 11,000 livres. La farine est augmentée de 1,000 livres... »

15 ventôse. — « ...La viande, taxée à 97 francs la livre, se vend jusqu'à 130 livres et même plus... La classe ouvrière, qui souffre de l'intempérie de la saison et du défaut d'ouvrage, se permet les propos les plus insultants contre le Directoire, le Conseil des Cinq-Cents et en général contre tous les députés... »



pain à la capitale, tant que le numéraire n'aura point repris son cours et qu'il faudra payer le pain 40 ou 50 livres en papier dans les marchés, comme il arrive aujourd'hui.

Le magasin actuel pour la consommation de Paris renfermait, le 28 février, des grains pour vingt à vingt-cinq jours. A l'épuisement de cette provision, et les cultivateurs ne vendant plus qu'en espèces, le Directoire sera de nouveau réduit, ou à suspendre la distribution, ou à forcer les fermiers à main armée, et la capitale ne subsistera plus qu'au jour le jour.

Sa Majesté l'Empereur et Roi me pardonnera ces détails, plus instructifs que les observations générales, et que je puise dans des informations dont je garantis l'authenticité et qui font connaître d'une manière exacte et précise la réalité et la profondeur de la détresse où se trouve le gouvernement français.

On s'attend à quelque nouvelle taxe de guerre, à la réquisition de la vaisselle; moyens misérables et usés dont le sort de l'emprunt forcé présage l'inefficacité.

La plus grossière ignorance en administration et en politique caractérise le Directoire, les ministres et les principaux meneurs. Leur armée de commis et de coquins les tue, embrouille toutes les affaires et multiplie les bévues; d'un autre côté, la misère publique les épouvante : ils portent le châtiment et subissent la destinée de toute autorité illégale et mal organisée qui prétend à agir régulièrement.

Le refroidissement fait des progrès journaliers dans les armées; elles manifestent très-positivement la volonté de refuser le service, si elles ne sont pas fournies des objets nécessaires[1]. Pichegru est fortement soupçonné par le Direc-

[1] *Rapp.* du 17 ventôse. — « ...Parmi les classes les plus aigries, on remarque principalement celles des rentiers et des ouvriers. Michaud a entendu, à

toire, dont il sait bien avoir perdu la confiance; mais on n'ose pas le destituer : on profitera pour cela des premiers revers, il s'y attend. Ce général, qui a mille fois plus de mérite moral que Dumouriez et beaucoup plus considéré, n'est pas à négliger.

Au reste, le but et l'espérance des meneurs, et sur quoi ils comptent, c'est d'*amener les puissances à leurs conditions de paix par l'immensité de leurs préparatifs*. L'assurance est toujours entière à Paris à cet égard.

Il est hors de doute que la paix en ce moment écraserait les départements insurgés ou près de s'insurger à l'Ouest. Les royalistes de ces contrées, surtout de la Normandie et de la Bretagne, ont des forces, du courage, et ne sont nullement à mépriser; mais ils manquent de chefs, d'argent, de plan politique, d'organisation militaire. Plusieurs sectionnaires de Paris sont allés les joindre; ils achètent de la poudre, des fusils, des sabres, dans la capitale même, et jusqu'à des canons de fer mis au rebut.

La faute dans laquelle des informations erronées ont induit le gouvernement britannique et les émigrés français consiste à avoir voulu, à toute force, faire combattre les chouans avant qu'ils pussent former une armée de campagne, et reprendre les armes à la Vendée avant qu'elle eût réparé ses forces et reçu des secours suffisants. Aussi cette dernière perd-elle chaque jour du terrain : son général, Stofflet, passait à Paris, le 28 février, pour avoir été surpris, enlevé et fusillé.

la tabagie de Nicolet, un particulier qui disait qu'il était instruit que les soldats de l'armée du Rhin étaient bien las de se battre, que la plupart étaient malades et manquaient de tout, que cela les ennuyait beaucoup et les portait à dire qu'un nouvel ordre de choses pourrait bien ne pas tarder à bouleverser la République pour voir paraître un dictateur... »

(Schmidt, III, 149.)

Quant aux chouans, l'armistice a facilité d'envoyer contre eux de nouvelles troupes qui filent en Normandie, dans le Maine et dans le pays chartrain.

LVII

Berne, le 17 mars 1796.

De tous les phénomènes qu'a enfantés la Révolution, le plus extraordinaire et le moins éloigné peut-être serait de voir les puissances européennes reconnaître la République française, au moment où l'universalité des Français, gouvernants et gouvernés, avoue l'impossibilité de soutenir un tel régime ; ce serait encore de voir les ennemis de la France reculer devant des volontaires, conduits pieds et poings liés aux armées, s'intimider par des emprunts forcés et transiger avec un gouvernement sans nom, abhorré et méprisé de la France entière, manquant de tout et tâchant d'effrayer par les dernières convulsions d'un enragé prêt à rendre l'âme et faisant chanter d'office sur tous les théâtres de Paris : *Périssent tous les rois* [1] !

Quels que puissent être par la suite les succès des paci-

[1] Voyez *Rapports de nivôse, pluviôse, ventôse et germinal an IV.* Dans celui du 30 pluviôse, on lit : « *Spectacles.* Le public y a joui de la plus grande tranquillité, à quelques nuances près... Il faut excepter le théâtre de la rue Favart, où l'on a remarqué un grand tumulte occasionné par le chant de l'*Hymne du serment*, qui a été couvert de sifflets, huées et hurlements affreux ; alors on a baissé la toile... ; l'instant d'après, un artiste s'est présenté et a demandé de chanter une chanson patriotique par ordre du Directoire ; le public ayant accédé à cette demande, on a recommencé l'*Hymne du serment*... L'observateur rapporte que les uns ont applaudi, les autres ri malicieusement. »



fiques (ce qui n'arrivera pas probablement avant une nouvelle révolution), le Directoire, les dominants persistent dans la double résolution de poursuivre la campagne et de continuer à jouer les puissances par des négociations et par des armistices.

Les réquisitions d'hommes s'exercent avec la plus grande sévérité. D'un bout de la France à l'autre, et du Rhin jusqu'à l'Océan, on enlève tous les jeunes gens. La gendarmerie les arrache des villages, et au moindre murmure, ils sont liés deux à deux, quatre à quatre, et volent ainsi à la défense de la liberté.

Pour avoir de l'argent et des chevaux, on pressera, à l'extinction, les pays conquis. Il n'y restera, comme en France, ni métaux, ni animaux, ni jeunesse. La République a tiré un parti si prodigieux de ses conquêtes en les mettant au régime de la Révolution, qu'il est peu surprenant de la voir aspirer à de nouvelles invasions et à les espérer.

Tous ces moyens cependant sont insuffisants : le déficit aux armées dans tous les genres est tellement excessif, que les généraux ne cessent de se plaindre et de demander de nouveaux approvisionnements. Les fournisseurs déjà en avance ne veulent plus rien fournir qu'au comptant; les rescriptions, tombées à 65 pour 100 de perte, ne valent guère mieux que les assignats; on les refuse partout. Tantôt le gouvernement menace les fournisseurs, tantôt il leur délivre des écus; ces variations entraînent des débats, des longueurs, des interceptions de service. Personne ne doute, à Paris, que si les ennemis, au lieu de proroger les hostilités, attaquaient de bonne heure avant que les volontaires forcés eussent été disciplinés au physique comme au moral, et que les armées aient repris leur aplomb, on n'essuyât des revers sérieux.

Quoique les patriotes affectent de répéter que la nécessité de se défendre, la valeur naturelle, le désir de finir la guerre et l'émulation française mettront bientôt les nouveaux venus au niveau des anciennes troupes, les personnes instruites conviennent unanimement d'un mécontentement soutenu dans l'armée, et que la perte d'une seule bataille décisive mettrait en danger cet échafaudage républicain, qui ne se soutient plus qu'à l'aide d'un *robespierrisme* mitigé.

Il paraît que le plan général est de faire reprendre aux armées leurs anciennes positions dans le Palatinat et devant Mayence, et de pousser ensuite en avant. L'offensive est également déterminée pour l'Italie; le commandant en chef de cette partie n'est pas encore connu : on a parlé de Beurnonville, puis d'un Corse terroriste, nommé Buonaparte, le bras droit de Barras et commandant de la force armée dans Paris et environs.

Pichegru est toujours l'objet de la défiance; on avait annoncé son arrivée à Paris; il n'y était pas encore le 3 de ce mois.

Les finances n'ont fait aucun pas depuis trois semaines : du babil dans les Conseils, des projets de comités, inexécutables ou défigurés dans la discussion : c'est toujours le même cercle vicieux. Cependant, il est facile de prévoir l'alternative suivante, ou que la nécessité forcera d'abandonner la guerre, ou que, pour la soutenir, on se jettera dans les mesures révolutionnaires les plus outrées; les milieux ne sont presque plus admissibles, et telle est l'énormité des profusions et l'étendue des désordres que chaque jour de délai dans l'exécution d'un plan quelconque de finances coûte des sommes incalculables.

L'administration suprême a trente mille employés dans

Paris seul; cette multitude de vampires dévore toutes les ressources; mais il y aurait un grand danger à en diminuer le nombre, puisqu'ils forment à peu près la seule clientèle du gouvernement.

Sa Majesté l'Empereur et Roi aura vu dans les papiers publics la fermeture du club du Panthéon[1], de quelques rendez-vous royalistes ou supposés tels, du synode des évêques constitutionnels, etc. Le Panthéon était le chef-lieu des cordeliers, qu'il faut distinguer des jacobins; anarchistes ingouvernables, buveurs de sang, hommes de sac et de corde, et par conséquent très-inquiétants pour tout gouvernement avec lequel ils rivalisent. Ces misérables se rassemblent aujourd'hui dans les faubourgs, répandent des affiches incendiaires et tâchent d'agiter le peuple. Le vrai club des jacobins en chef est celui de l'hôtel de Noailles, présidé par Sieyès : le Directoire n'a eu garde d'y toucher; c'est de là qu'il reçoit ses instructions.

Quant au théâtre de la rue Feydeau, dont on a ordonné la clôture, le délit des spectateurs consistait à saisir dans la tragédie toutes les allusions[2], toutes les imprécations à la

[1] Ordonnée le 8 ventôse.

[2] Rapport du 4 ventôse an IV. — « ...Une allusion nouvelle a été saisie au théâtre de Louvois dans la pièce intitulée *Flora;* un pêcheur se plaint à sa femme de n'avoir pas fait une bonne pêche et dit : *Le gros s'en est allé, il n'est resté que le fretin.* On a fait répéter le passage... »

8 ventôse. — « ...Dans *Épicharis et Néron,* jouée hier au théâtre de la République, un applaudissement ironique a été donné à ces mots : *Renverse le tyran et non la tyrannie...* »

12 ventôse. — « ...Au théâtre de Louvois, dans la pièce *Sabinus,* lorsque l'acteur eut prononcé ces mots : *Les Gaulois étaient la gloire des nations, ils en sont devenus l'opprobre,* plusieurs royalistes ont beaucoup applaudi... »

13 ventôse. — « ...Au théâtre des Arts, pendant qu'on chantait des hymnes patriotiques, plusieurs individus... ont applaudi d'une manière affectée aux mots : *Tremblez, tyrans, vous allez expier vos forfaits,* etc., etc. »

tyrannie, pour y applaudir de manière à caractériser le Directoire.

Les ministres, des généraux, des députés placés dans les loges, traitaient le parterre de chouans, le parterre les nommait terroristes. Le ministre de la police Merlin avait semé ce spectacle d'espions et de gendarmes; chaque jour il faisait altérer Voltaire, Racine et Corneille, pour retrancher les vers qui prêtaient aux allusions; enfin, il forçait les acteurs de chanter des couplets républicains qu'on leur envoyait *d'office*. Au moment du chant de ces couplets, on dressait de dessous le plancher une statue en carton de la Liberté; aux dernières représentations, une voix cria à l'instant où la statue paraissait : *Laissez-la, il fait trop mauvais temps.*

Le refroidissement des montagnards, la défection de quelques-uns des thermidoriens et les voltes perpétuelles de Tallien, qui ne peut dissimuler sa jalousie contre les directeurs, font présumer qu'ils recevront bientôt plus d'un échec dans les Conseils, et qu'il s'y formera contre eux une opposition menaçante.

Les événements que j'ai annoncés antérieurement ne sont pas encore mûrs, mais ils mûrissent, et quiconque porterait sa vigilance sur leur développement, avec les moyens propres à en tirer parti, deviendrait probablement le maître de la Révolution.

Le retour quelconque de la Royauté est une idée circulante dans toutes les têtes, et tout autant dans celles du plus grand nombre des républicains que des monarchistes : les uns la désirent, les autres la craignent; tous sont convaincus qu'une constitution républicaine est une œuvre chimérique.

La lassitude est à tel point, que chacun ne songe qu'à

couler en paix les derniers jours que lui a laissés la Révolution ; aussi ne se battrait-on pas pour le choix d'un roi. Que ce fût Louis XVIII ou Carnot, un prince étranger ou le duc d'Orléans, pourvu que son règne promît paix, sûreté et des lois stables, il serait sûr de la soumission générale.

Le Roi légitime perd chaque jour plutôt qu'il ne gagne des partisans ; on se détache vite d'un prince qui ne fait rien pour en acquérir. De jour en jour on voit se tourner davantage vers le duc d'Orléans la grande masse de ceux qui participèrent à la Révolution, les acquéreurs de biens domaniaux, de l'Église et des émigrés, les nouveaux propriétaires et beaucoup de gens appartenant autrefois à des corps, tous voyant, avec Louis XVIII, revenir les émigrés insultant à ceux qui n'ont pas quitté la France et s'emparant de toutes les places.

LVIII

Berne, le 20 mars 1796.

Jamais la Révolution n'a offert un spectacle moins varié qu'en ce moment. Aucun événement important n'a ajouté à l'état des choses ou ne l'a changé. Le parti qu'a pris le Directoire de fermer le club des terroristes a un peu détendu pour le moment le ressort de l'animadversion publique à la faveur de laquelle le parti des sectionnaires voulait essayer un nouveau mouvement qui se trouve ajourné.

L'emprunt forcé en reste là ou à peu près. Les seuls royalistes aristocrates se sont hâtés de payer par peur, avec

un zèle admirable ; en sorte qu'ici comme partout ce sont les battus qui payent l'amende.

Le Directoire, il est vrai, s'est fait adjuger le droit d'activer cet emprunt languissant par tous les moyens nécessaires ; mais sa puissance à cet égard a pour limites d'un côté l'impuissance réelle, de l'autre les horribles et insuffisantes vexations qu'il faudrait exercer contre les contribuables. Ainsi, cette mesure de finance en restera vraisemblablement à la moitié de son produit, perçu avec des lenteurs insurmontables, tandis que les besoins publics dévorent à l'avance la recette entière de cet emprunt.

La ressource des rescriptions étant épuisée, et ce papier avili à 60 pour 100 de perte, le Directoire vient de se faire autoriser à fabriquer pour six cents millions de *mandats* avec lesquels il compte faire le service, et échangeables contre des biens nationaux d'égale valeur : ce sont des assignats sous une autre forme, et tout présage qu'ils en auront le sort.

Le Gouvernement ne soutient plus la machine qu'à l'aide de ces revirements multipliés, et de toutes opérations de papier. La nouvelle banque a refusé de transiger avec lui ; le secours qu'on en attendait s'est évanoui, et c'est pour y suppléer qu'on a imaginé les mandats. Si l'on n'a pu placer qu'à 50 et 60 pour 100 de perte des rescriptions payables en *espèces* à trois mois de date, que sera-ce d'un papier remboursable en domaines confisqués, non évalués et dont la nature ne peut convenir qu'à un très-petit nombre de fournisseurs [1] ?

Le Directoire emploie tous les moyens qui sont en son pouvoir pour rallumer parmi les soldats et la canaille l'es-

[1] 21 ventôse an IV. — « ... La création des mandats ne paraît pas approuvée ; on la regarde comme insuffisante pour les besoins de l'État... »

prit des beaux jours de la Révolution, et, à cet égard, il ne perd pas entièrement ses peines, car on crie, mais en définitive on obéit.

La lassitude et la crainte retiennent un nombre immense d'individus, de sorte qu'à l'exception des esprits remuants, le reste ne songe qu'à sa tranquillité.

Il est très-sûr que la Vendée n'offre plus une apparence d'armée royaliste, et non moins sûr que les chouans *politiques,* différents des hordes de voleurs qui prennent ce nom, sont très-disposés à rester paisibles, si un chef extérieur, si la certitude de secours ne viennent à leur appui. Ils ont cependant quelques forces et des hommes de tête.

En général le mécontentement est universel, et il éclaterait sans l'impuissance qui naît de la bizarrerie des circonstances, sans l'incertitude où est tout le monde sur un nouvel ordre de choses, sans l'anéantissement du Roi, sans l'existence baroque, l'inertie, les fausses vues, les projets ridicules des coryphées de l'émigration.

L'embarras des finances tourmente le Directoire sans alarmer le public ni les conseils qui n'y voient goutte, et qui imaginent qu'on se tirera de là comme de tant d'autres difficultés antérieures. Le Gouvernement lui-même est soutenu par son audace naturelle, par l'envie de réussir, par la confiance sans bornes qu'il a dans les premières opérations de la campagne. Il ne doute aucunement de ses succès, des plus grands succès, et de surnager à la ruine des ressources de la France par celles des pays qu'il compte envahir.

C'est Carnot qui a la disposition du plan de campagne : les généraux ont confiance en lui. L'une des branches principales du projet de guerre est toujours de forcer le Roi de Sardaigne à la neutralité et de pénétrer au printemps dans

le Milanais. On assure que ce plan de Carnot a de l'ensemble dans les moyens d'exécution.

La misère continue à être immense, à atteindre tout le monde, excepté ceux qui gouvernent ; les assignats n'ont plus de valeur, le numéraire est de la plus extrême rareté et circule peu, et tous les comestibles renchérissent.

Mercredi dernier, le Conseil souverain de la ville de Berne a reconnu M. Barthélemy, ambassadeur de la République française, et admis ses lettres de créance en cette qualité. Prise à la pluralité de cent trente voix contre cinquante-trois, cette résolution a été amenée et en quelque sorte forcée par l'exemple anticipé qu'a donné de la reconnaissance le canton de Zurich contre toutes les formes et obligations de l'Union helvétique. — Le canton de Fribourg a au contraire rejeté la reconnaissance, et renvoyé la matière à l'examen de la Diète ; c'était également le vœu de la minorité bernoise, et il eût prévalu sans la précipitation de Zurich. Les autres cantons n'ont pas encore terminé leurs délibérations. Celle de Berne a été motivée par l'exemple de beaucoup d'autres souverains, dont plusieurs n'ont rien à redouter des Français, tandis que les Suisses sont journellement exposés au danger de leur voisinage. Le Directoire avait décidé d'envoyer à Berne un ministre particulier, indépendant de M. Barthélemy, et la crainte de cette mesure a puissamment aidé à faire reconnaître celui-ci.

Beurnonville va remplacer le général Moreau dans le commandement de l'armée du Nord.

LIX

Berne, le 27 mars 1796.

On ne doit point s'impatienter de voir Paris dans une apparence de tranquillité; elle durera peut-être six mois encore, selon les événements extérieurs: c'est l'effet de la lassitude; mais, malgré le besoin de repos, la tourbe de ceux qui aspirent à le troubler est immense, et ils le troubleront aussitôt qu'ils le pourront.

Il n'y a de mouvement que dans les esprits, et surtout une haine inaltérable dans les cœurs et la plus parfaite hypocrisie sur les figures. — L'espèce de calme où l'on se trouve amènera une tempête, mais pas subitement.

Sieyès est définitivement à la tête du parti qui ne veut pas la paix; c'est aussi le parti de Carnot, de Barras, des républicains énergiques et des jacobins, qu'il ne faut pas confondre avec les terroristes grossiers dont le Directoire a fait fermer le club[1]. J'ai eu l'honneur d'indiquer plusieurs fois, antérieurement, les motifs de ce parti; c'est qu'avec la paix, adieu la puissance, l'autorité et les mesures révolutionnaires que la guerre nécessite et dont elle est le prétexte.

Voici le but actuel des deux partis. Au moyen des tribunaux et des corps administratifs qu'il a renommés, le Directoire veut poursuivre à mort les émigrés rentrés, les section-

[1] Le club des jacobins fut fermé par ordre de Barras, le 26 février. Ce fut Bonaparte qui, avec quelques soldats, fit exécuter le décret.

naires de Paris, les républicains chancelants et tout ce qui menace de lui résister. La liberté de la presse le tourmente; il sollicite des lois prohibitives; il fait saisir et décacheter toutes les lettres sans exception venant de l'étranger. Celles qui sont adressées à des inconnus sont mises au rebut. En un mot, ce corps et sa faction voudraient faire du gouvernement révolutionnaire le gouvernement ordinaire de l'État.

Le parti contraire, mélangé d'une multitude de sectes et demi-sectes, voudrait amener la convocation des assemblées primaires le plus tôt possible sous des motifs plausibles; mais le Directoire sent le coup : il fera tout son possible pour le parer.

Le reste du public crie, et témoigne le plus juste mépris pour les insolents qui gouvernent aujourd'hui la France.

La mesure suivante est provisionnellement arrêtée dans le Directoire, c'est-à-dire dans le comité secret des gouvernants. Dans le cas où les conseils législatifs se *chouanneraient* trop, c'est-à-dire que l'opposition et le royalisme gagneraient des forces, on provoquera une insurrection contre ces conseils. Le Directoire aura l'air de les prendre sous sa défense, appellera une force armée au secours du Corps législatif, s'établira cependant juge entre les insurgés et les législateurs, et en attendant que les griefs soient éclaircis, les *conspirateurs,* savoir les principaux membres de l'opposition, seront chassés des Conseils, et l'on en suspendra la tenue.

Voilà un des moyens de sauver la patrie, *à l'ordre secret du jour.*

Les jacobins, ni la majorité gouvernante, ne veulent décidément pas la paix; le parti thermidorien la désire. Ce der-

nier a acquis un peu de force depuis un mois ; mais comme il s'avoue républicain et qu'en même temps toutes ses vues coïncident avec celles des royalistes prononcés, il se trouve entravé par les jacobins, qui le suivent à la piste et l'empêchent d'avancer.

Depuis que la République ne donne plus de viande dans Paris, quatre cent mille bouches n'en mangent point dans l'espace du mois, et un grand nombre plus du tout. Cette circonstance répétée dans les villes et les campagnes, et la cherté des autres denrées, font un vide d'un grand quart dans la consommation, et laissent, par conséquent, un surplus de subsistances réelles sur lesquelles les griffes du Directoire peuvent s'accrocher pour l'approvisionnement de leurs armées.

La nouvelle banque, ainsi que j'avais eu l'honneur de le faire pressentir, est morte à sa naissance. Tous les partis l'ont attaquée, et ses instituteurs, la voyant fondée sur le sable, ont opposé une faible résistance au débordement qui s'est effectué contre elle.

Sa Majesté l'Empereur et Roi aura pu reconnaître la vanité et l'insuffisance de cette opération de l'emprunt forcé, qui devait être décisive et que la misère et le mécontentement publics ont rendue inutile, à la vue des derniers projets de finances que viennent de décréter les deux Conseils.

Elle aura de même vu dans ces projets la confirmation de ce que j'avais eu l'honneur de lui mander, de la nécessité où le gouvernement français se trouverait de revenir aux excès révolutionnaires et de courir le risque de leurs affreuses conséquences.

Ces décrets substituent aux assignats et aux rescriptions un autre papier sous le nom de *mandats*, dont il sera créé

pour deux milliards et quatre cents millions, et qui auront cours forcé de monnaie[1].

On conserve de plus les petits assignats, et l'on timbrera pour 1,500 millions de ce papier existant dans le Trésor, lesquels auront aussi cours forcé de monnaie.

Les autres assignats circulants seront échangeables contre les mandats, sur le pied de trois et un quart pour cent.

Le commerce de l'or et de l'argent, leur usage et leurs transactions en espèces sont de nouveau prohibés, sauf au gouvernement.

Les mandats seront remboursables en domaines nationaux, ainsi qu'avaient dû l'être les assignats.

Ces mesures demandées depuis trois mois par les jacobins, repoussées par les gens sages, ont prévalu sur les protestations de ces derniers, qui ont annoncé à leurs collègues le déluge de maux qui suivraient de semblables opérations.

Momentanément, elles ont fait remonter l'assignat; mais cette hausse, due aux manœuvres des émissaires du gouvernement et à la première illusion de cet échange de l'assignat à trois pour cent et quart contre les mandats, ne se soutiendra pas probablement au delà de quelques jours.

Le rétablissement du *maximum* forcé dans le prix des denrées et des marchandises suivra celui d'une monnaie fictive et forcée; car, sans cela, le gouvernement aurait fait une opération insuffisante, puisque le décri de sa nouvelle monnaie la rendrait aussi peu usuelle que les assignats, pour les achats, pour les traitements, pour les salaires. Ce qui se paye vingt sols en espèces continuerait à se vendre cent vingt à cent trente livres en *mandats*.

[1] Voir séances des *Cinq-Cents* (26 ventôse) et des *Anciens* (28) (16 et 18 mars).



LX

Berne, le 3 avril 1796.

J'ai eu l'honneur d'exposer en tout temps, et de répéter dernièrement à Sa Majesté l'Empereur et Roi, que c'était encore plus la nature des choses et le résultat des passions particulières qui conduisent les événements en France, que les projets de partis qui d'avance auraient disposé les esprits et préparé la marche des acteurs. Cette nature de choses est telle que, sans préméditation systématique, la tendance à un changement se manifeste à la moindre circonstance favorable, et produit l'arrangement politique instantané qu'indique la conjecture.

Ainsi, les sottises du Directoire, son insolence, sa partialité à ne nommer aux places que des scélérats, ont produit une haine, une exaltation de passions assez fortes pour entraîner enfin une partie des deux conseils législatifs à former une coalition positive, tendante à opérer une révolution, d'abord parmi les personnes qui gouvernent, et ensuite dans le gouvernement lui-même.

Cette coalition formée et existante est composée de tous ceux qui ont de la prépondérance dans le nouveau tiers, tels que Dumas, ancien adjudant général de M. de Lafayette, émigré rentré; Marbois, envoyé par Sa Majesté Louis XVI à Vienne au commencement de l'année 1792; Pastoret, ancien magistrat; Lemerer de Rennes, homme d'un talent distingué, et plusieurs autres. Environ 130 à 150 conven-

tionnels se sont réunis à eux ; à leur tête sont Boissy d'Anglas, La Rivière, Pelet de la Lozère, et tout ce qui favorisa l'entreprise des sections de Paris au mois d'octobre dernier. La plupart des thermidoriens mitigés ont embrassé le même parti, dont les vues sont absolument celles qui se manifestèrent au mois de septembre.

Il va en résulter un changement notable dans l'opinion et les débats des Conseils. Les jours de la docilité au Directoire sont passés; cette coalition a renversé le projet qu'il avait formé avec Sieyès, Louvet et Chénier, d'enchaîner la liberté de la presse; elle a emporté la présidence, le secrétariat du Conseil des Cinq-Cents ; elle a fait mettre en état de recherche la conduite de Fréron en Provence et celle des autres pachas directoriaux.

Incessamment elle attaquera le règlement du 3 brumaire (13 octobre) rendu par la Convention après sa victoire sur les sections, et qui interdit les fonctions publiques quelconques à tous ceux qui participèrent à la résistance de cette époque, et aux parents d'émigrés.

Elle exigera de même la cassation de toutes les lois et actes contraires à la lettre de la dernière constitution.

Le second objet de la coalition est d'appeler la punition sur les scélérats de 1792 et sur les bourreaux de 1793; enfin, de forcer le Directoire à faire connaître officiellement aux Conseils quelles conditions de paix proposent les puissances étrangères, et quelles conditions le Directoire prétend exiger.

Ce dernier coup est le plus redoutable pour le Directoire, et celui auquel tiennent le plus fortement les *vendémiaristes*, c'est-à-dire ceux qui, en septembre dernier, voulaient renouveler entièrement la Convention et composer les deux conseils de députés qui auraient délibéré et mis aux voix le



rétablissement de la monarchie. Très-certainement les corps électoraux nommés au mois d'octobre eussent exécuté ce plan, sans la mitraille de la Convention que tôt ou tard on lui renverra avec l'intérêt à cent pour cent.

Les royalistes sensés qui savent autre chose que de faire marcher tous les six mois cent mille Russes aux bords de la Seine, ces royalistes qui ne pensent point conquérir la France avec des chouans, et qui ne courent pas à la trésorerie porter des premiers leur argent pour ne point faire soupçonner leur civisme, enfin les royalistes aguerris par la Révolution, soutiennent tous la nouvelle coalition, et y placent exclusivement leur espérance.

La liberté de la presse est pour eux un allié indestructible. Le Directoire et ses ministres ont beau essayer tous les moyens de persécution contre elle, elle n'en est que plus ardente et plus envenimée. Elle tuera infailliblement la République si la République ne la tue, et étouffera la Révolution après l'avoir faite. Il est impossible de résister à cette arme-là dans un gouvernement populaire. La preuve sans réplique qu'elle anéantira la République, c'est que les républicains sont unanimes à la considérer comme un prélude de contre-révolution, parce qu'en effet elle enlèvera au pouvoir dominant son autorité, son régime révolutionnaire, et forcera le rassemblement des assemblées primaires, but définitif de la coalition législative.

Le parti que je viens de définir est celui de la paix sur le pied du *statu quo*. Il a pour lui tout ce qui n'est pas directorial ou jacobin.

Tant que ces effets de la paix m'ont paru incertains, et que nul parti ne se formait à Paris pour l'obtenir malgré le Directoire, j'ai dû représenter à Sa Majesté l'Empereur et Roi les dangers qu'elle présentait et l'incertitude de ses

avantages pour le rétablissement de l'ordre et de la monarchie en France. Mon opinion s'étant formée à cet égard sur une chaîne de faits et de circonstances positifs, je n'hésite point à la mettre sous les yeux de Sa Majesté l'Empereur et Roi.

Le Directoire et les jacobins n'en persistent que plus fort à poursuivre la guerre. Il paraît certain que le plan de Carnot est de remonter le Rhin par Dusseldorf, en tenant le côté droit du fleuve, pendant que l'armée de la Moselle se portera sur Mayence. Il est même résolu de tâcher de pénétrer en Piémont et en Milanais, et de forcer la neutralité du roi de Sardaigne.

Probablement le Directoire, pour prévenir les desseins de ses antagonistes, tentera le moyen dont j'ai eu l'honneur de parler au numéro précédent, savoir une insurrection contre les Conseils et leur *épuration;* mais cette ressource présente beaucoup de difficultés et de dangers.

Lorsque les jacobins ont proclamé l'*assignat ou la mort,* ils entendaient l'état de la question; le nouveau plan de finances est calculé sur ce cri-là. Les nouveaux mandats perdent au début 80 pour 100 sur la place. Règlements, menaces, peines, tout est employé pour en empêcher le discrédit, et tous ces procédés l'augmentent. Le résultat de cette opération sera d'abord de liquider quelques dettes du gouvernement envers les fournisseurs, puis d'amener une disette factice, telle que celle de 1793 et 1794, parce que le cultivateur et le marchand ne voulant point être *forcés* à prendre un papier de *valeur nominale* en échange d'objets de *valeur réelle,* ne mettront rien en vente[1].

[1] « ...Les mandats sont toujours l'objet des conversations; les républicains en désirent le succès avec une ardeur proportionnée aux efforts de la malveillance pour déjouer cette grande mesure. Dans un café des boulevards, un

Ce serait s'abuser néanmoins que de fonder sur cet épuisement, sur ces fausses mesures, sur cette détresse, l'espérance que le Directoire sera hors d'état d'ouvrir la campagne avec vigueur et de la soutenir quelque temps, s'il n'essuie pas de revers.

Je ne dissimulerai point que, parmi les ressources sur lesquelles il compte le plus, c'est sur la corruption (dont personne ne doute à Paris) de quelques agents et chefs subalternes employés par les alliés.

Pendant les fêtes de Pâques, les églises de Paris n'ont pas désempli. La persécution a ressuscité la religion en France; elle a forcé un certain ordre à la respecter par esprit de parti, et elle a accru le zèle des hommes pieux. Dans plusieurs paroisses on paye le curé en pain et en denrées; les libertins donnent comme les autres [1].

Charette, qu'on savait errant et poursuivi, n'a pas tardé à avoir le sort de Stofflet [2] : on l'a pris et conduit à Angers, où il est arrivé le 16 mars, et il a dû être fusillé le lendemain. Probablement cet événement est dû à la même cause

officier venant de l'armée disait avoir causé, pendant la suspension d'armes, avec plusieurs officiers autrichiens; qu'ils lui avaient dit que si nos mandats prenaient, ils seraient obligés de nous demander la paix; mais que la coalition ne négligerait rien pour les faire tomber... » (*Rapp. du Bureau central* du 8 germinal an IV.)

19 germinal. — « ...Vers les deux heures de l'après-midi, une grande foule s'était formée autour de deux particuliers : l'un forçait l'autre à recevoir une *promesse de mandat* comme numéraire. L'acheteur a été soutenu de tous ceux qui l'environnaient; plusieurs d'entre eux disaient : « On voudrait « faire des mandats comme des assignats, mais nous les soutiendrons et nous « forcerons bien à les recevoir sans y perdre. » Dans d'autres groupes : « Les « rescriptions... perdent déjà 80 pour 100; *sans une certaine terreur, on ne « viendra pas à bout de les faire recevoir...* »

[1] *Rapp.* du 7 germinal an IV. — « ...Ce matin, un concours nombreux inondait les églises. »

15 germinal. — « ...Hier, les églises ont été bien remplies... Certaines prédications fanatiques ont été dénoncées au Bureau central, qui fera son possible pour les déjouer... »

[2] Fusillé le 29 mars à Nantes.

que le désastre de Stofflet, trahi et livré par ses rivaux de commandement. Le tableau des divisions, des jalousies, des perfidies, de l'anarchie dans cet intérieur de la Vendée et des chouans, fait frémir d'horreur. Les chefs se font mutuellement fusiller, s'accusent et débauchent leurs soldats. Les paysans, lassés d'être les victimes de ces ambitions et de ces désordres, commencent à entrer en défection dans la Bretagne et dans le Maine. On les a si longtemps bercés de l'attente de secours puissants conduits par un des princes, qu'ils n'y croient plus du tout et se débandent. Il n'y a ni accord ni discipline, ni plan, et très-souvent nul courage parmi ces chouans, dont nombre de chefs sont de la plus grossière ignorance.

Suivant un état certifié qui m'a été envoyé de Paris par une main sûre, l'armée de Jourdan, le 4 mars, était composée et cantonnée comme il suit :

	HOMMES
Liège, 1 bataillon et les dépôts de l'armée, en tout.	10,000
Aix-la-Chapelle, magasins et.	1,200
Juliers, parc d'artillerie et de pontons, magasins considérables. . .	2,000
Cologne, magasins considérables de fourrage et de munitions. La garnison de.	16,000
Neuss, magasins et boulangeries.	2,400
Dusseldorf et environs.	17,000
La force des troupes à Bonn, et de là jusqu'à la Moselle, est portée à.	50,000
TOTAL. . . .	98,600

La paye journalière à cette époque était de *deux sols* en argent par homme, et dix sols en assignats ; une demi-livre de viande et une livre et demie de pain.



LXI

Berne, le 10 avril 1796.

L'opinion où sont tous les chefs actuels de la République en France, que la paix tuerait la Révolution et ses fauteurs, l'a emporté sur toutes autres considérations, parce que ces chefs tiennent exclusivement à prévenir une réaction contre leur autorité détestée; le pouvoir révolutionnaire est leur unique sauvegarde, la guerre extérieure en fournit le prétexte, en légitime l'exercice, en excuse les moyens.

C'est dans cet esprit que, le 27 du mois dernier, Sieyès disait à l'un de mes correspondants : *Nous serions perdus si l'on faisait la paix*. L'interloculeur lui ayant témoigné quelque surprise : *Je vous répète,* répliqua Sieyès, *que nous sommes perdus si l'on fait la paix. Point d'autre explication.*

L'épuisement, la détresse sans bornes des finances, le vœu universel pour la paix, le découragement des armées, la difficulté de les approvisionner, la crainte de chances malheureuses durant la campagne, tout cela demeure sans poids auprès de gens, d'une part, ivres de présomption et qui jugent la frontière de France impénétrable; de l'autre, obligés de déployer pour soumettre la nation une puissance extraordinaire, et de la rallier à la défense de l'État, parce qu'elle ne veut plus l'être à celle de la Révolution et de la République.

Cependant, s'il survenait de grands revers, ils renverseraient probablement les calculs de la faction dominante; ils

l'obligeraient à recourir aux plus épouvantables atrocités; elle mettrait la France à feu et à sang; aucune mesure ne lui coûterait pour soutenir ses désastres et pour échapper au péril; la nation serait poussée au désespoir. C'est dans ce sens, et dans ce sens uniquement, que la prochaine campagne influera directement sur l'état intérieur de la République.

Les *mandats* (nouveaux assignats) perdent 88 pour 100, c'est-à-dire que le Directoire gagne 12 pour 100 sur ce papier qui ne vaut rien du tout, et avec lequel il liquide ses arrérages et paye les avances de ses fournisseurs. On a ordonné un recensement général dans tous les départements, des chevaux, bestiaux, grains, foins, pailles, vins, draps, toiles etc. Le gouvernement se propose d'accaparer ces divers objets de gré ou de force, et de les payer en *mandats*.

Cette nouvelle monnaie a jeté dans le commerce, dans les transactions, dans toutes les affaires entre particuliers, un bouleversement encore sans exemple depuis la Révolution; c'est un cri général. Les débiteurs sont armés contre leurs créanciers, les dépositaires contre les propriétaires; toutes les stipulations deviennent incertaines et les marchés suspendus. — Cette mesure met le sceau à la démoralisation publique.

Cependant la foule des soumissionnaires qui vont s'inscrire pour l'échange des assignats ou *promesses de mandats*[1] contre des domaines nationaux, est très-considérable, parce que ceux qui se présentent les premiers seront préférés, et que la revente de ces biens fournira à l'agiotage des moyens rapides de fortune. Ainsi, une nouvelle masse d'an-

[1] La trésorerie avait été autorisée (29 ventôse) à délivrer des *promesses de mandats* ayant cours, en attendant la fabrication des mandats.

ciennes propriétés particulières va encore changer de maîtres et grossir le nombre de ceux que l'intérêt attache à éterniser la proscription de la Monarchie et des royalistes dépouillés.

Pour le moment, ces brigandages du gouvernement sont des coups de poignard donnés à un cadavre : le peuple continue à souffrir sans remuer; mais ce sont aussi de nouveaux ferments de haine et de mécontentement publics, des titres que fournit contre elle l'autorité à ses ennemis, qui aideront à la combattre et à la renverser lorsque les conjectures auront mûri les événements qui se préparent.

Le Directoire, entraîné par la force des choses, marche sans boussole au milieu des orages, administre sans système, étonne et fatigue la France par ses variations perpétuelles : il a perdu tout milieu; tantôt il soutient les terroristes, le lendemain il les poursuit. Un jour il prend des mesures extrêmes, un jour après il les révoque. On aperçoit dans sa conduite un principe de crainte dominant. La liberté de la presse qu'il n'a pu enchaîner encore, fait son supplice : il vient d'être obligé de sacrifier à l'opinion et à la haine publique Merlin de Douai, scélérat qui administrait la police générale de Paris et de la France; mais pour le dédommager, il l'a créé ministre de la justice[1]. Ces déplacements continuels attestent l'absence de tout plan, les vacillations de l'autorité, l'insuffisance des agents, et fortifient le mépris universel pour le gouvernement. Ce mépris est au comble dans toutes les classes de citoyens[2].

[1] Merlin fut remplacé à la direction de la police générale par Cochon de Lapparent. — (Arrêté du Directoire le nommant au ministère de la justice, *Moniteur* du 19 germinal, 8 avril.)

[2] *Rapp.* du 16 germinal an IV. — « Esprit public, groupes ; les plaintes, les murmures semblent y prendre un caractère d'exaspération : les mots d'insurrection y ont été même entendus... Spectacles : toujours plus que de la froideur au chant des hymnes civiques... »

Quoique la coalition formée dans les conseils pour ramener le système des sections de Paris, la convocation des assemblées primaires, de nouvelles élections et la paix, ne se développe pas encore par des démarches éclatantes, son existence et ses plans n'en sont pas moins certains; mais, sous peine de succomber immédiatement, elle a besoin de préparer sa marche, d'augmenter ses forces, d'assortir ses agents, d'user de circonspection et d'attendre la faveur des conjonctures. Elle vient de faire rentrer dans le Corps législatif la plupart des membres du nouveau tiers que les jacobins en avaient fait sortir comme des émigrés ou comme parents d'émigrés.

Pichegru est nommé ambassadeur en Suède ; c'est une manière honnête de le dépayser et de l'écarter. La démission de ce général à qui la République devait de la reconnaissance, n'a fait, comme tous les événements du jour, qu'une sensation passagère. Il est étonnant qu'on s'en soit tenu à sa démission, après la connaissance qu'a le Directoire des principes de Pichegru, de sa correspondance de l'année dernière avec M. le prince de Condé, des espérances que l'émigration française avait formées sur lui, et qu'elle avait soin de répandre dans tous les cabarets.

Le général Moreau, successeur de Pichegru à l'armée du Rhin, est un avocat de Bretagne, dont le père fut guillotiné sous Robespierre, pendant que le fils entrait dans Ostende. Moreau n'est nullement républicain : il tient au système de la Monarchie limitée; il a des connaissances, du talent, de la conduite; mais il passe pour officier médiocre.

L'armée de Sambre-et-Meuse est beaucoup mieux composée que celle du Rhin, elle renferme l'élite des soldats, elle fut toujours mieux habillée et mieux nourrie, sa cavalerie est en meilleur état. Prises individuellement, les troupes

sont mécontentes; elles ne cachent ni leur lassitude, ni leurs murmures; mais en présence de l'ennemi, cet esprit change, l'amour-propre et l'honneur interviennent; chacun veut montrer du courage et rougit de se laisser vaincre. A la fin, cela devient un métier, et l'on se bat parce qu'il faut se battre. — Il n'en est pas moins vrai que l'ancienne exaltation est abattue, qu'à un degré de souffrance de plus et animées par quelques agitateurs, les troupes deviendraient séditieuses, et que des revers suivis entraîneraient une défection immense et une débandade dans l'intérieur [1].

Charette a été fusillé à Nantes le 29 mars. Tout ce que l'inconduite, l'ignorance politique, la jalousie, l'anarchie du commandement, l'oubli des conjonctures, l'influence de mauvais plans venus de l'étranger pouvaient créer de causes de ruine, s'est réuni dans la Vendée. Elle s'est perdue le jour où, écoutant les conseils funestes du dehors et la fougue de quelques émigrés rentrés, elle a repris les armes, au lieu d'attendre le moment où elle pourrait devenir l'auxiliaire d'un parti dans le Corps législatif, dans Paris ou dans le royaume. Les mêmes causes, ou perdront les chouans, ou les réduiront à l'impuissance de faire aucun progrès. Délivré de la Vendée, le général Hoche, qui l'a abattue, va passer en Bretagne avec la plus grande partie de ses forces. On vient d'arrêter la formation de trois camps de douze mille hommes chacun, à Marly près Paris, à Orléans et

[1] 9 germinal an IV. — « Le 8 au matin, un dragon vint allumer sa pipe au corps de garde de la rue Taranne et dit que la destitution du général Pichegru était le plus grand malheur qui pût arriver, que la nouvelle organisation des armées les désorganiserait entièrement... que le dégoût se manifestait dans les troupes, parce qu'elles manquaient de tout... Nous avons recommandé à Guérin de s'informer de quel corps est ce dragon. »

(Rapp. des commissaires du bureau central.)

à Soissons, soit pour contenir les chouans de Normandie, soit pour contenir la capitale elle-même.

Une autre petite armée s'assemble en Franche-Comté, sur le bruit renouvelé d'une tentative de M. le prince de Condé, et pour arrêter l'effet des pratiques par lesquelles les émigrés réfugiés en Suisse tentent de faire naître une Vendée dans cette province.

Le corps helvétique n'est pas sans inquiétude sur ce voisinage; l'attentat des Français sur Gênes l'avait accrue, la dernière déclaration faite le 27 mars par le Directoire au canton de Bâle n'est pas propre à la dissiper. Cette déclaration étant sûrement connue de Sa Majesté l'Empereur et Roi, je me dispenserai de la rapporter.

LXII

Berne, le 18 avril 1796.

Il existait à Paris depuis quelques semaines une espèce d'interrègne dans l'anarchie et de suspension d'armes entre les partis. Aucun événement quelconque n'interrompait cette langueur, qui ne pouvait être de durée.

L'opposition coalisée dans le Conseil des Cinq-Cents avait emporté quelques avantages, et fait nommer dans son sein deux commissions importantes : l'une pour rechercher la conduite des agents du Directoire dans le Midi; l'autre pour assujettir les clubs et autres associations de cette nature à des lois sévères et répressives[1] : ces escarmouches

[1] Séance du 23 germinal (*Moniteur* du 27).

devaient préparer et amener des motions encore plus importantes.

Le Directoire et sa faction ont senti le coup ; pour le prévenir, ils ont eu recours au grand moyen d'intimider le Corps législatif, et de détacher tous les gens faibles. — On a vu reparaître les anciens stratagèmes. Les terroristes, les gens à moustaches, les furies déguenillées sont sortis de leurs cavernes ; les tribunes, les corridors, les avenues du Conseil des Cinq-Cents ont été peuplés de ces coadjuteurs qui ont mêlé leur vacarme à celui des jacobins. — Le jour où l'on débattait l'exhérédation des pères et mères d'émigrés, c'est-à-dire la confiscation de leurs biens, les clameurs de cette multitude, subornée par la faction dominante, ont arraché la parole à l'opposition, fait fermer la discussion avant qu'elle fût entamée et enlevé le décret de vive force.

Quelques jours après, la commission nommée pour examiner l'état du Midi, et composée de membres du nouveau tiers et du parti modéré, a été cassée par la même tactique. On a vu se renouveler les scènes les années précédentes : les orateurs se sont mutuellement chassés de la tribune ; on s'est battu à coups de poing au milieu même de la délibération. Les jacobins ont arraché la parole à leurs adversaires, la commission a été cassée et ses attributions adjugées au Directoire, ordonnateur et complice des énormités de ses agents dans le Midi.

La question des clubs sera décidée de la même manière. Si le Conseil des Anciens refuse une seconde fois d'adhérer à la confiscation des parents d'émigrés, il sera livré à une insurrection. Tout fait présager que l'opposition dans les deux Conseils va être comprimée, écrasée peut-être par des moyens révolutionnaires, et que les jacobins ramèneront la France à l'état de 1793 et de 1794.

De leur côté, les anarchistes, les cordeliers, les terroristes profès, tirant parti de leur impunité et du besoin que le Directoire a de leurs services, ont publiquement relevé leur étendard de subversion : ils invoquent sans détour la loi agraire, l'égalité absolue, la constitution de Robespierre, et menacent le Directoire s'il n'obéit à leurs volontés. Le petit peuple est séduit par cette doctrine, qui fait des progrès alarmants, et qui en fera de décisifs, si elle est prêchée encore quelques semaines avec la même impunité. Le Directoire n'ose point sévir contre ces agitateurs, ni contre leurs horribles pamphlets.

Les groupes de populace se rassemblent, comme autrefois, tous les soirs en différents quartiers, et sont endoctrinés par des tribuns. La misère publique ajoute une force indicible à leurs discours[1].

La probabilité des catastrophes qui, dans l'intérieur de la France, accompagneront la durée de la guerre, acquiert toujours plus d'évidence. Le ressort révolutionnaire se tendra avec violence; il se brisera plutôt que de plier.

Déjà l'on ne garde plus de ménagement. Il a été fait un recensement général de tous les objets nécessaires au Directoire et aux armées; on les enlève à discrétion, et on les paye en promesses de mandats. Dans quelques départements, entre autres dans ceux du Mont-Blanc et des Hautes-Alpes, on a ravi aux cultivateurs leurs chevaux, leurs bestiaux, leurs chariots, leur paille et leurs grains, en leur signifiant qu'ils seraient payés à la paix. C'est ainsi que le gouvernement se dédommage du refus qu'ont fait les fournisseurs de continuer le service sans avances pécuniaires.

Il paraît que le plan est de forcer le cours des *mandats* au

[1] Voir les *Rapports* des 16, 17, 18, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 germinal. (SCHMIDT, t. III, p. 145 et suiv.)

pair, coûte que coûte; on emploiera à ce but toute l'énergie des mesures révolutionnaires.

Au milieu de cet état de choses, l'esprit public ne varie point; c'est toujours un mécontentement passif, un abattement qui naît de l'impossibilité de combiner aucune résistance, de saisir aucun point d'appui et de se rallier à aucun secours. Tel est spécialement le caractère des bourgeois, des cultivateurs, du peuple honnête ou propriétaire. Quant à la multitude inférieure, elle ne respire que sang et pillage.

Charette, fusillé à Nantes le 29 mars, est mort avec le même courage qu'il avait montré dans les combats. Lorsque son arrêt eut été prononcé, il se fit raser, changea de linge, se fit envelopper la tête d'un mouchoir blanc, refusa qu'on lui bandât les yeux, et reçut debout le coup mortel. Les seuls généraux républicains qui assistaient à l'exécution n'ont montré nul intérêt à Charette; ils excitaient même à l'insulter le peuple touché de son sort et qui lui a donné des preuves d'estime et de commisération. — Cette perte termine la guerre de la Vendée proprement dite : la plupart des débris des armées de Charette et de Stofflet ont passé la Loire, et ont été se joindre aux chouans. Des commissaires du Directoire sont partis pour aller organiser la Vendée sur le pied républicain, et le général Hoche, chef de l'armée qui a réduit cette province, vient de transférer son quartier général à Rennes. — Là il joindra ses forces à celles qui combattaient déjà les chouans de cette province, et très-vraisemblablement les empêchera de faire aucun progrès, s'il n'achève de les anéantir.

Depuis longtemps j'avais eu l'honneur de faire pressentir ce dénoûment à Sa Majesté Impériale et Royale, de la tenir en garde contre les romans dont on amusait le ministère



anglais pour lui extorquer des guinées, et de l'instruire que la Vendée et les chouans étaient hors d'état de rien entreprendre d'essentiel, tant que la guerre extérieure n'absorberait pas les forces de la République et que les royalistes ne seraient pas secourus et gouvernés par un chef puissant sur un plan applicable à la France entière.

Le général Pichegru a refusé l'ambassade de Suède ; le Directoire et les jacobins l'ont reçu très-froidement ; mais il a été fêté et accueilli par le parti modéré ; son successeur le général Moreau est son ami ; leurs opinions sont conformes.

Le 15, on désignait à la place de ministre des affaires étrangères, gérée jusqu'ici par un grossier et ignorant conventionnel nommé Delacroix, le jeune Maret, détenu avec Sémonville dans les États de Sa Majesté l'Empereur et Roi, jusqu'à l'échange de Madame Royale [1]. Ce dernier n'a pas au-dessus de vingt-quatre ou vingt-six ans. En 1791, il était un des rédacteurs subalternes de la feuille du *Moniteur*, disciple ardent de Sieyès et de la philosophie du jour ; on l'employa ensuite à quelques travaux politiques : il fut chargé d'aller proclamer dans la Belgique au mois de mai 1792 le manifeste qui devait accompagner l'armée destinée à la conquête de ces provinces. Antérieurement, il avait fait plusieurs voyages clandestins à Bruxelles, pour y pratiquer des intelligences avec les patriotes brabançons. Républicain enthousiaste à cette époque, il fut en 1793 destiné à aller résider en Italie pour y jouer le même rôle que Semonville avait joué à Gênes : sa captivité mit fin à ses grands projets. Il est sans expérience, mais sans autre perversité que celle des idées ; il ne manque ni de capacité ni

[1] L'échange avait eu lieu le 31 décembre 1795. — Ce Maret était le futur duc de Bassano.



de prudence; sa détention aura peut-être un peu mûri ses réflexions. A son retour en France, il passait pour un partisan de la paix. S'il l'était encore, ou il aurait dissimulé ses opinions au Directoire, ou il ne conserverait pas longtemps son emploi. Il est d'ailleurs plein d'ambition, exercé à la mauvaise foi, beaucoup trop fin pour son âge et versé dans le machiavélisme de la politique révolutionnaire : ses dehors sont doux et séduisants; il a le ton et les formes d'un homme bien élevé. Je trace ce portrait d'après la connaissance personnelle que j'ai de cet individu.

P. S. du 19 avril. — La misère de l'armée des Alpes est au comble, et vient d'être avouée par les commissaires du Directoire en Savoie. Ils viennent de publier une exhortation lamentable aux habitants pour les inviter à venir au secours de l'armée qui ne reçoit plus les deux sols en numéraire qu'on lui allouait par jour, outre sa paye en assignats. La même suppression doit s'étendre à toutes les troupes. Les *mandats* sont généralement refusés et décriés comme les assignats. Le Directoire, je le répète, va être forcé, ou à licencier ses armées et malgré lui à invoquer la paix, ou à ressusciter le terrorisme dans sa plénitude, pour faire aller de force ses opérations fiscales.

LXIII

Berne, le 26 avril 1796.

J'avais eu l'honneur, pendant le cours entier de l'hiver, d'informer Sa Majesté l'Empereur et Roi de l'opiniâtreté

audacieuse avec laquelle le Directoire et la faction dominante persistaient à poursuivre la guerre, ou à dicter des conditions désastreuses, et ce, nonobstant tous les embarras de finances dans lesquels la France était plongée. Les causes de cette audace et de ce système ont passé de même sous les yeux de Sa Maejsté Impériale et Royale.

J'avais pris la liberté de lui représenter que l'épuisement très-certain du gouvernement et celui de la nation étaient choses distinctes; que si le premier était absolu, le second n'était que relatif, et que tant que le gouvernement resterait armé du pouvoir révolutionnaire il suffirait aux premiers pas de sa carrière, en forçant toutes les ressources des citoyens.

Cette vérité, aujourd'hui justifiée par l'événement, en indiquait une seconde : savoir, que la force des moyens militaires déployés par les puissances alliées ne réduirait pas le Directoire à une paix convenable ni n'atteindrait la révolution, sans le secours des moyens politiques par lesquels on eût fomenté, aidé, soutenu le parti pacifique des deux Conseils, parti nombreux, déterminé à la restitution des conquêtes et ayant le vœu public en sa faveur. Cette diversion dans le sein de l'autorité et de Paris formait une barrière aux desseins belligérants du Directoire, et en même temps à son despotisme révolutionnaire. Il n'en eût pas coûté pour opérer cette diversion la moitié de ce que l'Angleterre sacrifie inutilement à des plans chimériques de chouannerie.

Maintenant, et si des chances intérieures qui paraissent se reculer ne viennent secourir les pacifiques, qui sont tous les royalistes sensés et les républicains modérés, les alliés ne peuvent guère espérer une paix supportable sans une prolongation de guerre couronnée de grands succès. —

Point de doute que quelques victoires, surtout au début, n'eussent aggravé les difficultés et les dangers du Directoire jusqu'à opérer probablement une réaction contre lui et en faveur de la paix; réaction qui peut-être eût éclaté dans les armées appauvries et découragées, autant que dans les Conseils et dans le peuple. Les derniers événements de la campagne d'Italie ajournent indéfiniment cette réaction, en justifiant l'obstination du Directoire, ses espérances et ses procédés[1].

La lutte intestine des Conseils législatifs, les premiers avantages qu'avait remportés l'opposition sur la faction directoriale, la formation d'une ligue positive contre celle-ci, ont ramené les régicides à leur ancienne tactique, qui depuis quinze jours leur a rendu leur première supériorité.

On pourrait se méprendre aux décrets, aux proclamations, aux mesures ostensibles et récentes du gouvernement contre les provocateurs de l'anarchie, de la constitution de 1793 et du partage des terres. Voici le but, le secret et les conséquence de ces dispositions[2].

Je rappellerai d'abord la distinction que j'ai présentée antérieurement, et qu'il est toujours nécessaire d'observer entre les *cordeliers* et les *jacobins*. Ceux-ci sont les patriotes purs, la clientèle des dominants, les terroristes *systématiques et de circonstance*. Les autres sont des anarchistes-septembriseurs d'habitude et de profession; chaque jour ils font des appels au meurtre et au pillage. La différence entre ces deux classes est moins dans leurs principes que dans l'application

[1] Les Autrichiens avaient été battus le 11 avril à Montelegino, le 12 à Montenotte; les Piémontais, les 13 et 14, avaient été coupés des Autrichiens à Millesimo; le 21, Collé était battu à Mondovi.

[2] Message du Directoire dénonçant au Corps législatif les rassemblements et provocations (26 germinal). Loi contre les provocations (27), contre les délits de presse (28).

de ces principes. Les *cordeliers* ne veulent point de gouvernement, et brusqueraient le retour entier et subit de la sans-culotterie. Les *jacobins* ménagent et adoptent au besoin les moyens des *cordeliers,* pour établir et pour assurer leur prédominance particulière. On voit que les premiers ne peuvent sympathiser avec aucune autorité, et que les seconds se dévouent à celles qu'ils partagent.

Lorsque les factions des *deux tiers* et du Directoire ont aperçu les progrès de la nouvelle coalition contraire dans les deux Conseils, ils ont fait reparaître les sans-culottes. Dans leur effervescence indomptable, ceux-ci ont passé le but de leurs suscitateurs; ils ont affiché deux fois par jour la loi agraire[1] et le *Robespierrisme* au coin des rues; on ne voulait de leur part que des démonstrations, ils se sont montrés indépendants.

Alors le Directoire et sa cabale se sont alarmés; ils ont craint, non sans raison, d'être brisés eux-mêmes par ces instruments d'anarchie; mais profitant de ces mouvements pour rendre les royalistes odieux, ils leur ont attribué une connivence avec les terroristes et les entreprises de ceux-ci. En même temps, ils ont proposé et fait décréter des mesures coercitives qui frappent l'opposition tout autant que les cordeliers, et le monarchisme beaucoup plus que le terrorisme. Personne dans les Conseils n'a osé s'opposer à ces résolutions, par la crainte bien fondée de justifier cette accusation d'alliance avec les anarchistes. Probablement le Directoire se servira de la même circonstance pour obtenir d'autres lois prohibitives, et entre autres celle de la liberté

[1] 23 germinal. — «...Au faubourg Antoine, groupe considérable... autour d'un placard, ayant pour titre : *Analyse de la doctrine de Babeuf;* plus loin, une femme lisait cet écrit en petit format... »

(*Rapp. du Bureau central.*)

de la presse, arme terrible qui ne lui laisse aucun repos. Au moyen de ces décrets tous révolutionnaires, tous anticonstitutionnels, la faction dominante se trouverait maîtresse, avec des formes légales, du pouvoir le plus arbitraire et le plus despotique.

Un semblable projet est peu compatible avec les conjonctures que le Directoire a fait naître lui-même, et avec l'imprudence qui, depuis six mois, a ressuscité, protégé, remis en place les terroristes et rallumé toutes leurs espérances. C'est l'avis général que le gouvernement sera forcé de relever et de réarmer les *vendémiaristes,* c'est-à-dire le parti des sections de Paris, pour les opposer aux cordeliers soutenus d'une bonne partie des jacobins, et que ceux-ci battus, les *vendémiaristes* feront la loi au Directoire et reprendront leurs anciens plans. Si, au contraire, le gouvernement ne se jette pas dans les bras des *vendémiaristes* qu'il a accablés d'outrages, d'injustices et de persécutions, le Directoire et ses Conseils seront épurés et culbutés par le sans-culottisme.

Dans tous les cas, c'est une opinion générale à Paris, que le Directoire ne conservera pas six mois encore son autorité.

La balance, en ce moment, semble pencher en faveur des cordeliers. Au moindre mouvement, le bas peuple est agité de la fièvre révolutionnaire comme en 1792, et suit quiconque le mène au meurtre et au pillage. Le gouvernement accumule menaces sur menaces, proclamations sur proclamations, mesures sur mesures pour arrêter l'ébranlement qui se manifeste. Les éléments qui se produisent sont d'une nature assez compliquée, mais d'un effet inévitable.

En dernier résultat, on doit regarder l'état actuel de

Paris comme conduisant sérieusement et vraiment à une crise prochaine.

Si les cordeliers l'emportent, si le Directoire est obligé de leur céder encore un pouce de terrain, la France sera ramenée au période de 1793 et de 1794, à la concentration de tous les pouvoirs dans un comité de quelques chefs terroristes, à un développement de mesures effroyables, aussi dangereuses pour les puissances étrangères que pour tout ce qui reste dans l'intérieur de propriétaires et d'honnêtes gens.

Telle est la faiblesse à laquelle le Directoire est entraîné par les circonstances qu'il propose en ce moment, un nouveau plan d'*amnistie* où les *sectionnaires* jugés par coutumace et les septembriseurs de 1792 et de 1793 seront également compris. Voilà ce que le Directoire appelle du *neutralisme*.

On ne croit point que le Conseil des Anciens adopte la résolution prise par les Cinq-Cents, de spolier les pères et mères d'émigrés [1]. Les cordeliers et les jacobins tenant très-fortement à ce coup de main, ainsi que le Directoire, le refus des Anciens sera un baril de poudre jeté dans l'incendie actuel.

La capitale s'occupe peu des événements extérieurs, et laisse tout faire à cet égard au gouvernement et aux armées. La raison en est le défaut de tout espoir chez les mécontents dans les mesures des puissances alliées, et le danger personnel où chacun se trouve dans l'intérieur : on n'y est pas plus avancé vers un ordre de choses *assuré* qu'après le 10 août.

Le bavardage, l'incurie des gens aisés ont toujours le même caractère. *Que voulez-vous que nous fassions?* Voilà

[1] Elle fut rejetée.

leur refrain en tout lieu, en tout temps; les disputes ont le même ton d'inutilité et de vide qu'en 1790. Des anciens militaires. des magistrats, des hommes jouissant de propriétés encore considérables, passent leur temps à faire leur cour aux dominants du jour et à discuter des paragraphes de gazettes.

La loi sur les *mandats* a été promulguée; c'est à commencer du 20 mai que cette nouvelle monnaie prendra la place de l'assignat. On n'a point compté sur elle, comme sur une ressource *durable;* mais, en attendant, le Directoire s'en sert à acquitter des engagements dont il n'aurait pu se tirer.

Paris est bien approvisionné; mais tout y est fort cher : le bourgeois se lamente, le peuple crie et s'en prend aux royalistes et aux chouans. La haine des départements contre le Directoire est cordiale, publique, mais inactive et impuissante.

LXIV

Berne, le 7 mai 1796.

Dans le courant de l'hiver et ce printemps j'avais eu l'honneur de faire pressentir à Sa Majesté l'Empereur et Roi que le sort de la Révolution, de la République française, du Directoire et de la guerre était attaché aux premiers événements de la campagne; que l'ennemi tenterait les derniers efforts d'irruption; que l'Italie était le principal but de son ambition et de son entreprise; qu'il jouait en ce moment le tout pour le tout; que des revers, en tarissant les

dernières sources de ses moyens de finance, livreraient le Directoire et les républicains à une réaction intérieure qui forcerait la paix à tout prix, mais que des victoires, en prolongeant les ressources du gouvernement, raffermiraient sa puissance, confirmeraient ses projets incendiaires sur l'étranger, créeraient à l'Europe des dangers plus graves qu'aucun de ceux qu'elle eût encourus, ne laisseraient plus de possibilité d'une paix supportable et ressusciteraient l'énergie assoupie de la Révolution.

Je croirais trahir la confiance dont Sa Majesté l'Empereur et Roi a la bonté de m'honorer, si je lui dissimulais que ces funestes effets sont au moment de se réaliser[1].

Il était visible que l'audace soutenue du Directoire couvrait l'espérance des succès. Depuis six semaines, le club de l'hôtel de Noailles que préside Sieyès et qu'on peut regarder comme le grand conseil du gouvernement, les agents de celui-ci, ses discoureurs, ses journaux ont repris le ton, les maximes, le système, l'insolence outrageuse de 1794. — On ne cache plus le dessein de renverser de vive force tous les gouvernements, même ceux des États neutres. Le projet de républicaniser l'Europe est revenu à l'ordre du jour. Si l'on parle de paix, ce n'est qu'autant qu'elle mettra les souverains à genoux devant le Directoire et qu'elle servira de mobile à la désorganisation de l'étranger; enfin, c'est à ses dépens que l'on se flatte d'indemniser la France des pertes de la Révolution, de restaurer ses finances et de supporter un fardeau sous lequel on était à la veille de succomber.

[1] Le 28 avril, avait été signé l'armistice de Chierasco. Charles-Emmanuel renonçait au comté de Nice et à la Savoie, cédait les passages des Alpes et du col de Tende, et laissait provisoirement à Bonaparte Coni, Tortone, Valenza et le fort Dauphin.

Le public à Paris était si peu préparé aux événements qu'il les a d'abord considérés comme des fables du Directoire. Ce conseil, sa faction, les jacobins sont au dernier terme d'exaltation. Les Parisiens la partageraient peu, soit à cause de leur haine pour le gouvernement, soit en vertu du ressentiment personnel qui les anime contre le général Buonaparte, aux soins duquel on dut la mitraillade des sections le 5 octobre dernier; mais le public découvre dans ces avantages le principe de la paix, seul objet du vœu général, et par ce motif il voudrait voir ses armées au bout du monde.

Cependant les derniers événements n'ont que faiblement suspendu l'animosité des partis et l'embarras du Directoire à réprimer les jacobins sans se servir des *vendémiaristes*. Divisé sur la conduite à tenir à cet égard, le gouvernement marche de contradiction en contradiction; sa politique varie d'un jour à l'autre; les ministres changent tous les mois, comme les mesures et les administrateurs dans les différentes fonctions civiles. L'audace des terroristes avait effrayé les gouvernants assez fortement pour diriger contre eux la police publique; mais les *patriotes* énergiques, le club de l'hôtel de Noailles blâment aujourd'hui cette répression comme trop prononcée[1], comme donnant trop d'avantage aux mécontents écrasés depuis le mois d'octobre dernier.

Le parti pacifique dans les deux Conseils attendait le moment de quelques revers pour accuser le Directoire de la poursuite de la guerre, et pour faire délibérer la paix. Aujourd'hui, ce parti est réduit au silence, et l'on regarde-

[1] *Rapp.* du 30 germinal. — « ...La manière dont on a dissipé les groupes du Pont-au-Change a produit un très-mauvais effet, puisqu'elle a servi à aigrir davantage les esprits... »

rait comme une trahison l'ouverture d'une pacification modérée.

L'état des affaires extérieures influe de même, de la manière la plus pernicieuse, sur l'esprit public. Le découragement et la lassitude dégénèrent de plus en plus en abjection servile. On ne demande que paix et repos; toutes les espérances ont disparu. — Une paix équitable avant l'ouverture de la campagne, une paix forcée par quelques victoires des alliés, ruinaient le principe de la puissance directoriale; les succès l'affermissent et lui donnent même ce qu'elle avait totalement perdu, la considération.

L'armée des Alpes, commandée par le général Kellermann et forte de vingt-cinq mille hommes, fait ses dispositions pour entrer en Piémont par le val d'Aoste et le mont Cenis, et pour seconder l'invasion projetée du Milanais; mais elle ne le peut sans que les Piémontais livrent le passage; les Français paraissent y compter.

Les vendémiaristes, royalistes, indépendants, c'est-à-dire le parti pacifique, sont aujourd'hui d'accord avec le Directoire pour pousser les armées dans le Milanais; mais ils diffèrent de but; celui des premiers est uniquement de forcer les puissances à la paix; le but des seconds et des jacobins est de piller, révolutionner, et marcher plus avant tant qu'on ne trouvera pas de résistance. — Les événements seuls décideront la politique du gouvernement à cet égard; car ce sont les succès qui déterminent ses plans, beaucoup plus que les plans ne déterminent les conquêtes progressives.

Il fallait, au reste, un pareil début, pour ranimer et pour étendre les vues hostiles du Directoire en ce moment. Il était beaucoup plus inquiet de la crainte des mouvements populaires que de ce qui se passe aux armées. La raison en est frappante. Deux mille sans-culottes et six cents bour-

geois *levés en masse* et armés dans un quartier de Paris, peuvent dans de certains moments renverser le gouvernement, ce qu'il ne redoute aucunement des armées étrangères, contre lesquelles il est sûr de la soumission générale dans l'intérieur.

Si l'on s'en tenait aux rapports que chaque parti fait des événements, on croirait la France et surtout Paris dans une convulsion sanglante et continuelle ; mais il faut toujours rabattre la moitié des exagérations accumulées par les intéressés. Cette observation est spécialement applicable aux scènes et au tapage qu'excitent les mandats dans le commerce[1].

Cette monnaie fait le tourment des marchands et la spéculation du peuple, qui veut à toute force imiter la morale du gouvernement, en exigeant qu'on reçoive son papier au pair de l'argent. La persuasion où il se trouve d'avoir les marchandises au prix nominal du mandat, et l'intérêt des marchands à refuser ce genre de ventes, excitent une fermentation sensible dans Paris[2]. Chaque parti est là, surtout les jacobins, pour aigrir la multitude contre le Directoire qui ne fait pas assez pour eux, et qu'ils culbuteront tôt ou tard s'il ne se rapproche des vendémiaristes.

Ces mouvements partiels au sujet des mandats seront une épidémie d'un mois, et sans conséquence sérieuse. La tranquillité a été de même passagèrement troublée par la

[1] 9 floréal. — « ...Il est temps que les autorités supérieures prennent les mesures les plus sévères pour arrêter le mépris que la cupidité verse sur les mandats... » (*Rapp. du bureau central.*)

[2] 4 floréal. — « Hier... plusieurs ouvriers étaient rassemblés auprès de la porte du citoyen Grenu, orfévre, qui ne voulait point livrer des boucles d'oreilles en or à un militaire qui lui offrait en payement une rescription. L'orfévre, traité de fripon et de coquin, voyant les têtes très-échauffées, a livré sa marchandise... »

légion de police, régiment de scélérats que le gouvernement avait levé pour sa sûreté il y a cinq mois, dont il a fini par avoir peur, et qu'il a renvoyée aux armées [1]. A leur départ, ces soldats se sont mutinés et ont causé quelques désordres; des troupes nombreuses et des canons les ont environnés; on a désarmé et licencié les plus *murmurateurs;* le reste est parti volontairement pour la frontière [2].

Le gouvernement ayant à peu près obtenu des mandats le service qu'il en attendait, en soldant des sommes immenses en *promesses de mandats valeur nominale*, abandonnera incessamment ces nouveaux assignats à leur destinée et à leur décri, comme il l'a fait pour les anciens.

Dans les Conseils législatifs les deux Conseils continuent à s'observer, chacun travaillant à profiter des fautes de son adversaire. La coalition qui s'y est formée contre le régime actuel se soutient. Ces divisions secrètes et inévitables dans une organisation semblable et chez un pareil peuple, c'est le cancer qui, à la longue, doit la tuer, indépendamment de toute autre cause. Il n'y a qu'hypocrisie, haine, espoir de vengeance. Si l'on en excepte quelques Don Quichotte qui travaillent de la meilleure foi du monde pour la république *impérissable,* tout le reste est plus ou moins convaincu qu'une république *impérissable* en France est un être de raison.

Cependant, on se tromperait beaucoup de croire aujourd'hui prochaines de grandes secousses; les événements extérieurs en ont suspendu les mobiles, et augmentent l'activité des causes de repos. Paris est désarmé, soumis, espérant la paix après les victoires, sans force insurrectionnelle, et tous

[1] 3 floréal. — « Le Directoire demanda que la légion de police fût mise à sa disposition pour être envoyée aux armées : le 9, il licencia deux bataillons; le 10, il supprima le nom de *légion de police.* »

[2] Voir le *Rapport* du 5 floréal.

les projets de tentatives avortés ou ajournés. Les départements abhorrent la Révolution, en profitent, se soumettent et attendent.

LXV

Berne, le 14 mai 1796.

Si quelque chose pouvait accroître l'audace et l'insolence du gouvernement français, c'étaient les nouvelles successives du Piémont. Lorsqu'on voit un général qui n'a pas trente ans et nulle expérience de la guerre, faire ce que ne firent ni le prince Eugène, ni Catinat, le Piémont envahi en quinze jours, ses forteresses livrées, Gênes à la merci des vainqueurs et le Milanais en danger [1], l'Italie épouvantée près de revoir les jours d'Attila, il est aisé de comprendre quelle force incalculable de pareils événements donnent aux espérances, aux desseins, à l'exaltation de la République française. Les royalistes, les mécontents, les indifférents même restent confondus de surprise et se persuadent que, leurs tyrans ayant dans leurs mains les clefs de la destinée, le seul parti raisonnable à prendre est de se soumettre à leur autorité.

Ce qui frappe principalement les observateurs, c'est l'accord parfait qui a régné entre ces succès et l'assurance prophétique qu'en avaient donnée le Directoire et ses entours. *La Garde,* secrétaire du conseil exécutif, répondit, il y

[1] Lodi, 11 mai.

a six semaines, aux doutes qu'on lui temoignait sur le sort de la campagne d'Italie : « *Tranquillisez-vous; nous sommes sûrs d'avance que Bonaparte sera à Turin au mois de mai, ou le Roi à nos genoux.* » Un munitionnaire de l'armée d'Alsace, présent, observa à *La Garde* que s'ils réussissaient en Italie, il n'en serait pas de même sur le Rhin, où l'on manquait de tout. « *Ah!* répliqua La Garde, *les soldats boiront plutôt le Rhin que de reculer; ils seront bien forcés d'aller comme les autres; s'ils ne veulent pas se contenter de ce qu'on peut leur donner, ils trouveront à manger en Allemagne.* »

A cette époque, et même depuis, c'était un des projets du Directoire de pousser un corps d'armée dans le cercle de basse Saxe, d'envahir l'électorat de Hanovre pour forcer le roi d'Angleterre à la paix et pour rançonner Hambourg. Aussi refusait-on de signer la ligne de démarcation, demandée par le roi de Prusse; j'ignore si elle l'a été depuis.

J'avais eu l'honneur dans le temps de prévenir Sa Majesté Impériale et Royale de cette confiance du gouvernement français dans ses succès futurs, de lui faire connaître qu'il se fondait publiquement sur les intelligences et la corruption dont le Directoire ne dissimule point l'emploi; et qu'enfin, si les alliés n'étaient pas en mesure défensive suffisante, ils perdraient tout le fruit de l'épuisement de leurs ennemis, du dénûment de leurs armées, et courraient tout le risque des efforts désespérés que l'on tenterait au début de la campagne.

La politique du Directoire suivra le thermomètre de ses armes. Déjà il ne garde plus de ménagements envers les États neutres. Il recommence à menacer la Suisse. Les envoyés des puissances résidants à Paris sont journellement l'objet de l'arrogance du ministre des relations extérieures : l'insulte de son ton et de ses dépêches a même



forcé ce corps diplomatique à porter contre lui une plainte solennelle au Directoire.

Je ne puis mieux faire connaître l'ignominie du traitement que les souverains ont à attendre de cette république que par le trait suivant.

Le Directoire a confié à l'un de ses huissiers les fonctions que remplissaient autrefois les introducteurs des ambassadeurs; c'est lui qui les reçoit, qui les place, qui est chargé du cérémonial. Le personnage que le Directoire a attaché à cet emploi est un nommé *Pigeau,* ancien notaire, terroriste, et sous Robespierre membre du comité révolutionnaire de la section du *Bonnet-Rouge*. Ce comité avait commis tant de vols, de prévarications, de crimes de tout genre, qu'après la mort de Robespierre il fut mis en jugement. Par sentence du *tribunal civil,* il fut condamné à des peines infamantes. Pigeau, entre autres, *fut exposé trois jours consécutifs au carcan,* et condamné à vingt ans de chaînes. La sentence fut exécutée en présence de tout Paris. Compris depuis dans l'amnistie prononcée à la clôture de la Convention, il monte aujourd'hui dans les carrosses du Directoire et fait les honneurs de la République aux ambassadeurs.

Le gouvernement considère et traitera tous les souverains beaucoup plus mal que les Romains ne traitaient les petits rois de l'Asie Mineure après les avoir détrônés.

L'état de calme extérieur continue à Paris et dans les départements environnants. Aucune marque sérieuse de mécontentement dangereux ne se manifeste. La mauvaise humeur de la légion de police de Paris n'a eu d'autres suites que le licenciement de quelques bataillons et la punition de quelques officiers et soldats. Quoique les canons aient été braqués aux Tuileries et en plusieurs quartiers, quoique l'on se soit donné beaucoup de mouvement au Directoire,

tout cela n'a point produit l'apparence d'un ébranlement. C'était un fait particulier qui ne tenait à aucun plan, ni ne visait à aucun but important. Les jacobins seuls ont vu avec peine le départ de cette légion, composée en partie de terroristes et en collusion avec les chefs de ces derniers. C'est simplement une petite escarmouche entre le Directoire qui veut gouverner et les jacobins qui veulent le culbuter, ce à quoi les royalistes ne s'opposeraient pas, s'ils étaient sûrs que leur sort n'empirât pas.

Les mandats continuent à perdre 90 et 92 pour cent. Le gouvernement ne s'inquiète que faiblement de ce décret. Il a payé avec ces mandats tous ses engagements. Les fournisseurs ses créanciers ont eu beau se plaindre, ils ont été forcés de recevoir en mandats au cours ce qui leur était dû en numéraire. Les nouveaux fournisseurs ont été soldés, partie en argent, partie en mandats au cours. Ces derniers ayant valu pendant quelque temps 40, 30 et 20 livres pour cent en numéraire, le gouvernement a profité de ce moment, et s'est ainsi procuré pour 500 à 600 millions de valeurs ou de liquidations équivalentes à la même somme en numéraire.

Cette ressource étant dévorée, on compte sur celles que fourniront les conquêtes, sur les biens des parents d'émigrés, et enfin sur le projet de lever le cinquantième de tous les biens-fonds, payé en valeur réelle, ainsi que le fit la Hollande dans la révolution du seizième siècle, et à la suite des derniers troubles de la république.

Au reste, la confusion, le désordre croissant dans les finances, l'augmentation continuelle du nombre des mécontents, ne diminuent pas plus la sécurité des *gouvernants* que la guerre étrangère.

LXVI

Berne, le 25 mai 1796.

Pour discerner le système extérieur du gouvernement français et les conséquences de ses nouvelles invasions, il faut distinguer dans sa conduite ce qui tient à un plan de ce qui est l'ouvrage des circonstances, et les vues révolutionnaires des vues politiques.

Celles-ci, en général, étaient de conserver les conquêtes déjà faites, de chercher des ressources fiscales dans des envahissements ultérieurs, et de dicter une paix désastreuse à ses ennemis, en les isolant successivement et après avoir démembré une partie de leurs possessions.

Les vues révolutionnaires sont de porter, les armes à la main, la doctrine et la désorganisation françaises aussi loin que les victoires pourront le permettre, ou d'atteindre le même but par une paix telle, qu'en affaiblissant l'autorité, la considération et la puissance des gouvernements étrangers, on puisse attaquer avec succès la fidélité de leurs sujets, montrer une protection puissante à la déloyauté et à la rebellion, et travailler en sûreté la tranquillité des peuples par la corruption du propagandisme. En conséquence, on sèmera le républicanisme dans tous les pays que l'on ne voudra pas conserver; on se déclarera l'allié de tous les États qui désireront imiter la France, on provoquera cette imitation par tous les moyens d'usage, et l'on se flatte de consommer ainsi en peu de temps ce qui fut, dès 1792, l'un des buts primitifs et fondamentaux de la guerre.

C'est à cette époque de 1792, après le renversement de la monarchie et la retraite de Champagne, qu'il faut se reporter, Le parti de la *Gironde,* dominant depuis le 10 août, dévoila sans nuages le système des conquêtes philosophiques, auxquelles il aspirait par la force des armes, et le dessein formel de subjuguer l'Europe au républicanisme.

Nombre de rapports, de discours et d'écrits officiels ne laissèrent aucun doute sur ce plan, arrêté depuis longtemps dans le comité des jacobins que dirigeait alors cette faction de la Gironde. J'en connaissais les chefs, leurs vues sur l'Europe, leur fanatisme de république universelle : ils formaient à la fois une secte et un parti.

Leur système fut particulièrement développé et sanctionné dans le rapport que fit *Brissot* au mois de novembre 1792, au sujet du traité de Genève avec le général *Montesquiou*... C'est là qu'on peut étudier les principes de la politique révolutionnaire. Brissot y déclare qu'on n'entendait accorder aux États quelconques avec lesquels on pouvait se concilier, autre chose que la *communication des principes;* que les traités avec les gouvernements *qui ne tenaient pas leur pouvoir du peuple étaient indécents et ne pouvaient se maintenir que comme des conventions passagères. Car c'est là,* ajoutait-il, *qu'est le secret de notre révolution et de celles qui se préparent.* Ce fut en conséquence de cette doctrine que la Convention rendit peu après le fameux décret où elle invitait les peuples à l'insurrection, et leur promettait secours et protection.

Les vicissitudes de la guerre ont, par la suite, fait révoquer ce décret; mais il est resté sur le bureau de tous les chefs, de tous les partis de la révolution républicaine.

On y est revenu de fait toutes les fois que des succès ont paru en faciliter l'exécution; mais il importe de ne pas

perdre de vue une distinction qui, à cet égard, séparait la politique des *sans-culottes* de celle de la *Gironde*.

Robespierre et son comité aspiraient à subjuguer et à révolutionner tous les États en guerre avec la République, pour les incorporer à la France. Ils faisaient grâce aux États neutres, qui ne furent jamais plus tranquilles que sous le terrorisme français.

Mais la *Gironde* entendait révolutionner l'Europe sans distinction d'amis ou d'ennemis; elle regardait les victoires comme des moyens et les conquêtes comme des avant-gardes, pour s'entourer de proche en proche d'*une ceinture de républiques* [1]. Son but n'était point d'étendre le corps déjà gigantesque de la République française; il consistait à l'adosser à une chaîne de gouvernements analogues, indépendants sous la protection de la France, liés à ses intérêts par la conformité des usurpations et des dogmes populaires, espèce de tributaires qu'on eût qualifiés d'alliés.

Ce dernier plan est entièrement ressuscité avec le parti de ses auteurs. Ce sont les restes de la Gironde qui dominent, c'est son insolence philosophique, son esprit de prosélytisme et son plan de révolution universelle.

Aussi les États neutres, les États aristocratiques ne sont-ils plus ménagés. On les poursuit et on les poursuivra dans l'intention prescrite par Brissot en 1792, c'est-à-dire pour les *démocratiser*. A cette intention s'en joint une seconde qu'inspirent les besoins publics, celle de les rançonner.

Partout où pénètrent les armes françaises, elles y introduiront le républicanisme. Il deviendra encore plus dangereux dans les pays où on le naturalisera par influence que dans ceux où il sera institué à force ouverte. Si les Français

[1] Voir n° I.

évacuent les contrées où ils sont admis, ce sera après avoir tenté l'impossible pour détacher les peuples de leur gouvernement légitime : les concessions les plus étendues ne sauveront pas les grandes puissances de l'activité de cette peste morale. On peut s'en reposer sur la faction gouvernante à Paris, pour prévoir les suites de toute paix *qu'elle dictera* et des avantages sans nombre qu'elle saura y trouver pour altérer, et ensuite pour ruiner la tranquillité de l'Europe.

La conspiration récente, attribuée aux terroristes *montagnards,* et dont l'intention, du moins, ne peut être révoquée en doute, est venue faire diversion aux succès d'Italie, et occupe bien plus vivement l'attention et la sollicitude publiques [1].

Du jour où les *cordeliers* et *terroristes* s'aperçurent que le Directoire entendait les borner au rôle de ses instruments, qu'il hésitait à se livrer à leur discrétion, et qu'il voulait seul l'autorité entière, ils projetèrent de le culbuter ; mais ce projet n'était pas encore mûr, et jusqu'à ce jour le Directoire n'a fourni que des preuves équivoques de ce complot, de sa nature, du temps de son exécution. Les esprits sont divisés sur l'existence de cette entreprise, et ils ne le sont pas moins sur les suites que doit avoir sa découverte.

Les républicains énergiques, les jacobins de 1792, le club de l'hôtel de Noailles, les Louvet, les Tallien, les Guyomard, les Sieyès, les Chénier, toute cette faction qui fit replacer ceux qu'elle nomme les *patriotes de* 1789, voudraient sauver les terroristes dans la crainte d'une réaction de la part des *vendémiaristes.* En conséquence, ils cherchent à atténuer le

[1] Projet d'insurrection de Gracchus Babeuf dénoncé le 10 mai. — Voir le *Rapport du Bureau central* des 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 floréal. — (SCHMIDT, III, p. 184 et suiv.)



but des conspirateurs, à jeter des doutes, à diminuer le nombre des complices, et à persuader que c'est ici un *complot royaliste sous couleur terroriste.*

Les *vendémiaristes,* au contraire, chargent le tableau, invoquent des punitions sévères, et se flattent qu'une fois ces janissaires de la République comprimés, châtiés, annulés et déplacés, le Directoire sera forcé de recourir aux honnêtes gens, et que les projets de septembre dernier pourront être repris.

Le Directoire, placé entre ces deux puissances opposées, conduit par l'intérêt de sa propre sûreté à se délivrer des terroristes, mais forcé de ménager leurs protecteurs, est assailli d'intrigues, de menaces opposées et de sollicitations.

On fera tout pour le détourner de la sévérité, pour ralentir les procédures, pour corrompre ou intimider les tribunaux. Mais si le parti modéré, les vendémiaristes, le nouveau tiers, savaient profiter de cette conjoncture, ils feraient décider sans retour le déplacement de tous les jacobins dont le Directoire a peuplé les administrations, et le pouvoir exécutif de détail reviendrait de nouveau dans les mains de vendémiaristes, ainsi qu'une grande partie de la force publique.

Quoi qu'il en soit, cet événement aura des suites. Ou le Directoire ménagera les coupables, et ils recommenceront les complots dans six semaines avec plus de force et d'audace; ou il relèvera les *vendémiaristes*, qui bientôt le mèneront à sa perte dans un autre sens.

Presque tout ce que contiennent la plupart des papiers publics à ce sujet sont des fables de parti. Mais il paraît constant que cette entreprise a des racines, des complices dans le Corps législatif et dans le gouvernement, et qu'on ne se regarde point encore comme à l'abri de tout danger.

Les Conseils, en particulier, ne cachent point leur inquiétude, et leurs divisions rendent leur marche incertaine dans un instant où elle ne saurait être trop ferme et trop fixée.

LXVII

Berne, le 29 mai 1796.

Tous les journaux ne s'occupent et ne s'occuperont pendant un mois que de la conspiration des terroristes[1], et l'étranger ne la trouvera que plus inintelligible. C'est qu'en effet c'est la conspiration de la *force des choses* pour le moins autant que des personnes, c'est que parmi un peuple habitué aux mouvements depuis sept ans, il se trouve toujours des *Babeuf* comme des *Marat* et tant d'autres qui sonnent la trompette du meurtre et du désordre; c'est qu'une révolution fondée sur l'*égalité* doit être toujours agitée, sitôt qu'une forme de gouvernement quelconque veut mettre chacun à sa place.

Il n'est pas probable que le *peuple souverain* culbute de sitôt encore le Directoire; mais il est sûr, c'est un fait avéré que le peuple comme le public voit le Luxembourg du même œil qu'ils voyaient le château des Tuileries avant le 10 août. Chaque jour l'opinion *populaire* à cet égard, même dans la plus basse classe, se prononce davantage. Dernièrement deux poissardes se rencontrent au milieu de la rue, et, en présence de cent personnes, l'une demande à l'autre :

[1] Conspiration de Babeuf, dénoncée par Barras aux Conseils.

« *Quelle nouvelle?* — *Oh!* reprend la seconde, *il y en a une bien grande; on dit que Barras a avalé la couronne, qu'elle lui est restée au gosier, et qu'il faudra lui couper la tête pour la lui faire rendre.* » Les lazzi de ce genre parmi le peuple ne finissent pas.

Si le gouvernement s'obstine à aigrir, à éloigner des places ce qu'il nomme les *conspirateurs de vendémiaire*, les *chouans*, les *royalistes*, c'est-à-dire la grande majorité des gens honnêtes, on verra un beau jour le Directoire, les Conseils abandonnés par ces *prétendus* chouans, devenir les victimes des vainqueurs de la Bastille et des *vertueux sans-culottes* à qui jusqu'à présent tout a cédé chez les puissances étrangères, comme chez ces bavards de l'intérieur, faiseurs de constitutions et de systèmes modérés.

Le *sans-culotte* ne connaît ni la politique ni la raison; il ne parle pas, il agit, et *agit le premier*. C'est cet esprit qui conduit les armées républicaines; c'est lui qui en ferait mille, et qui renversera la nouvelle constitution si le gouvernement s'obstine dans la marche qu'il poursuit.

Exeepté le Directoire et les Conseils, Paris léthargique et blasé n'a donné à la conspiration des terroristes que la même attention fugitive qu'il donne aux victoires extérieures[1]. On ne peut croire le degré de cette insensibilité constante.

De tous ces journaux chargés de détails sur la conspiration, il ne s'en est pas vendu un seul de plus; pas uu groupe rassemblé dans les rues, même par curiosité; le public ne daignait pas même s'arrêter pour lire l'affiche en mauvais français du Directoire, qui commençait ainsi : *Un affreux complot devait éclater cette nuit; on devait égorger le Corps législatif,*

[1] Voir les rapports des 22, 23, 24, 25, 26, 27 floréal an IV. (SCHMIDT, III, 188 et suiv.)

une partie des habitants de Paris, et mettre la ville au pillage. — Le même jour on donnait au théâtre Feydeau le nouvel opéra de *Télémaque;* en y allant, les curieux jetaient les yeux sur l'affiche : *Ah! ah! encore une conspiration;* puis entraient au spectacle; on était à la queue aux portes.

Le peuple, non moins indifférent, disait dans les marchés : *Voilà-t-il bien un grand mal! on en a égorgé bien d'autres.* En général, la grande majorité de Paris est absolument inaccessible à tous les événements, pourvu qu'elle conserve l'espoir de sauver sa vie et d'avoir à manger pour la journée. Aristocrates, démocrates, tous n'ont qu'un vœu, celui de la paix, et les mécontents et les royalistes cent fois plus que les républicains, parce qu'ils voient que les puissances n'ont pas même la force de se défendre elles-mêmes, loin de pouvoir opérer quelque changement dans le gouvernement français.

Le plan et les pièces de conspiration, tels du moins que les publie le Directoire, étaient rédigés méthodiquement comme un livre d'anatomie. Jamais conspirateurs n'ont tant barbouillé de papier; aussi leur chef Babeuf était-il avocat. Très-peu de gens étaient dans le secret; aussi à peine vingt personnes ont-elles été arrêtées. Pas un de ces misérables n'était connu il y a trois ans; ils sont éclos des immondices de la Révolution, comme les législatifs, le Directoire et ce tas de brouillons hardis et heureux qui humilient aujourd'hui l'Europe et sont au moment d'en bouleverser la face entière.

Nombre de législatifs et de membres de l'administration sont soupçonnés de n'avoir pas été absolument étrangers au complot terroriste. Ils se seraient emparés de sa direction et des places suprêmes, s'il eût réussi. Merlin de Douai, ministre de la justice, protégé spécial et ami de Rewbell du

Directoire, a principalement éveillé la défiance. Sieyès n'ignore rien des progrès de l'esprit insurrectionnel; mais il n'en est point précisément le provocateur. Cette bigarrure de complicité, la haine des francs républicains pour les honnêtes gens, le besoin d'opposer sans cesse à ces derniers des légions de scélérats persuadent généralement qu'on ne recherchera pas avec rigueur les complices et les auteurs de la conspiration. Le vertueux *Drouet* [1] ne sera vraisemblablement pas envoyé à la haute cour nationale, et s'il y est traduit, on peut demeurer certain qu'il en sortira avec tous les honneurs de la guerre.

On vient de voir un exemple démonstratif de l'éternelle impunité où resteront tous les grands crimes. Les septembriseurs subalternes mis en jugement ont tous été acquittés. Ce scandale est pire que leurs forfaits. Ils ont été absous sur ce qu'on nomme la question *intentionnelle,* c'est-à-dire sur l'intention en vertu de laquelle on égorgeait aussi sous Fouquier-Tinville et Robespierre. Voilà l'usage qu'un peuple dont le sens moral est perverti, fait de cette institution du *jury* qui fait en Angleterre la sûreté du citoyen.

Rien de changé, d'ailleurs, dans l'état extérieur de Paris : ici, un groupe de sans-culottes menaçant le Pape et le Directoire; plus loin, des muscadins se pressant pour avoir des billets d'opéra; partout, des femmes mises avec une recherche de luxe inconnue au Versailles de 1788; des maçons, des déguenillés montant la garde aux portes des sections; les dimanches chômés par des messes et des bals; la *décade* également fêtée par les oisifs.

Les succès des armées [2], je le répète, ne produisent pas sur le gros de la nation l'effet proportionné à leur étendue,

[1] Arrêté le 21, avec Ricord, Laignelet, Charles Germain, Darthé, Didier, etc. Babeuf et Buonarrotti avaient été arrêtés le matin du même jour.

[2] Bonaparte était entré le 15 mai à Milan.

mais qu'importe son opinion ou son insouciance? C'est l'esprit du gouvernement et celui du révolutionnaire dirigeant, ce sont leurs vues qu'on doit par-dessus tout observer, et qui épouvantent les gens instruits sur la destinée très-prochaine de l'Europe.

Le gouvernement se prépare à dicter partout une paix semblable à celle qu'il vient d'imposer au roi de Sardaigne [1]; à démanteler tellement la puissance de tous les souverains, *sans exception*, qu'ils deviennent les uns contre les autres alliés forcés de la République, ses tributaires, et leurs sujets les imitateurs des citoyens français. Voilà ce qui est destiné au roi de Prusse comme à Sa Majesté Impériale, à l'Italie comme au corps germanique. Les électeurs de Trèves, de Mayence, de Cologne, le stathouder, sont renversés. Le roi d'Espagne et celui de Sardaigne ne tiennent leur couronne que de la bonne grâce de la République française. Le Pape et le roi de Naples vont essuyer le même sort. Très-certainement, en dépit de toutes les fables dont on amuse à Paris le ministre prussien, l'évêque de Munster et l'électeur de Hanovre seront traités comme les princes d'Italie, et les villes impériales de basse Saxe comme Gênes et la Toscane, si cette incompréhensible, cette éternelle hésitation à reconnaître enfin le danger universel ne détermine pas un plan de défense plus prompt, plus sérieux et moins équivoque que celui dont on entretient le public depuis six mois.

Les révolutionnaires de Paris sont en délire, ou plutôt raisonnent fort juste sur leurs succès : ils n'y voient plus ni terme, ni obstacles. Les grands meneurs se livrent à l'enthousiasme que de pareils événements doivent inspirer. Ils se proposent d'exiger le rétablissement de la Pologne, de

[1] L'armistice de Chierasco fut ratifié le 15 mai par le Directoire.

pénétrer dans le Tyrol et la Carinthie, et de pousser, s'il le faut, cent mille républicains à Vienne. Pas une idée gigantesque qui ne soit à l'ordre du jour. Et c'est précisément ce gigantesque et cette extravagance apparente qui en déterminent l'entreprise, parce qu'elles sont dans le génie d'hommes insolents, audacieux et fortunés, et qui en décideront le succès parce que l'étranger refusera d'y ajouter foi, ainsi qu'il l'a fait persévéramment depuis quatre ans à tous les avis, à toutes les représentations sur les dangers effroyables de cette guerre révolutionnaire et sur ses conséquences certaines.

J'ose le redire, tout ce qu'on projette à Paris s'effectuera, et l'Europe n'offrira dans un an ou deux que le spectacle d'États mutuellement détruits l'un après l'autre, victimes de leur politique discordante, réduits à des bassesses pour implorer des Français grâce *sans l'obtenir,* et bientôt aussi effacés de l'histoire que les empires d'Assyrie et de Judée.

Deux cent mille barbares envahirent l'empire romain, dont les armées avaient encore leur discipline, leur instruction et des généraux. Les bords du Danube étaient hérissés de forts et de retranchements; les barbares les franchirent, et renversèrent le colosse et toutes les institutions du temps. Aujourd'hui, ce sont six cent mille barbares attaquant, non point un seul empire jouissant de l'avantage de l'unité, mais dix puissances désunies, se sacrifiant l'une après l'autre et n'ayant jamais voulu se réunir de bonne foi contre l'ennemi commun.

Les États pacifiques vont avoir leur tour. On ne veut plus ni neutres, ni douteux. La Suisse est la première sur la liste de ces États qui vont éprouver ce que signifient la *paix* et la *fraternité* françaises. Les bureaux du ministre des relations extérieures rédigent un plan pour morigéner les Suisses,

pour les faire déclarer amis ou ennemis et pour culbuter les aristocraties de cette contrée. Nous verrons les brigades françaises dans Berne, dans Zurich, et la cocarde tricolore sur les chapeaux helvétiques, qu'on délibérera encore dans les sénats si et comment on doit faire la paix ou la guerre.

Un des chefs du gouvernement français disait, le 18 : « Tandis que nos armées s'enfoncent en Italie, nous serions « perdus si les Suisses, les émigrés et les Autrichiens péné« traient par Belfort, tandis que l'on forcerait nos retran« chements dans le Palatinat; mais ce projet serait affiché « aux murs de Vienne, de Mayence et de Bâle, que quarante « mille Français iraient boire le vin des environs de Constance « avant que les ministres des puissances coalisées en aient « la connaissance officielle. »

Tel est l'esprit, le ton, l'assurance, le jugement de tout ce qui tient à l'administration française, relativement à leurs ennemis, et il faut avouer que le cours des événements justifie ces saillies d'insolence.

La crise inouïe où se trouve en ce moment l'Europe est encore moins étonnante que la nature de ses instruments; elle est l'ouvrage d'un pays sans gouvernement, ou, pour dire juste, d'un gouvernement exécré des trois quarts de la France, dont l'usurpation fait la risée ou le désespoir de la nation, qui ne peut huit jours de suite s'assurer de sa conservation, et plus fragile qne la tête d'un vizir à Constantinople.

Ceux qui pensent que la République *impérissable* périra avec le temps ont certainement toute raison; mais s'ils entendent que cette chute plus ou moins prochaine peut être un préservatif actuel pour le reste de l'Europe, s'ils entendent que tout changerait alors du blanc au noir, ils se trompent; car à la République d'aujourd'hui peut succéder

une *République monarchique ou dictatoriale*. Que sais-je? En vingt années un peuple en mouvement peut donner cent formes diverses à une révolution semblable.

Il paraît que la cabale d'Orléans avait quelques fils, quelques arrière-vues dans la conspiration terroriste, dont la découverte lui a déplu. Cette cabale n'est pas un parti formé; mais c'est une sorte de secte qui, dans un moment de brouhaha, dirait : « *S'il faut un chef, le duc d'Orléans est le seul convenable; sa famille a toujours été populaire.* » Voilà ce que c'est que les orléanistes qui ont parmi eux leurs *Marat* et qui s'affilient assez adroitement à tous les partis *patriotiques*.

P. S. — On vient de faire partir huit peintres ou sculpteurs de Paris pour choisir et enlever tous les chefs-d'œuvre des arts en Italie. Il paraît que le Directoire projette de pousser 40,000 hommes dans le Tyrol pour faire abandonner le Rhin.

LXVIII

Berne, le 4 juin 1796.

Comme il serait possible que, par le soin que prennent les Français d'intercepter toutes communications et toutes nouvelles du Milanais, Sa Majesté l'Empereur et Roi ne fût pas instruite de toutes les opérations de l'ennemi et de sa conduite en Lombardie, j'ai l'honneur de lui transmettre quelques détails certains qui me sont parvenus de la Suisse italienne, en date du 28 et 29 mai.

Les spoliations publiques et particulières, celles de églises, des monastères, des caisses d'hôpitaux, des monts-de-piété, les contributions, les réquisitions, le brigandage individuel des officiers et du soldat, du commissaire civil du Directoire et du général, tout cela s'exerce en grand, journellement, et avec plus de violence encore que dans la Belgique. Ces énormités, en fortifiant la haine des habitants, surtout des campagnes, pour les Français, ont entraîné des résistances locales, celles-ci de nouvelles rigueurs. Pour arrêter les progrès de cette aliénation et altérer la fidélité que les peuples montrent à leur souverain, on a mis la terreur au grand ordre du jour; on emprisonne, on fusille, on brûle; mais ce n'est là qu'un prélude : désorganiser les têtes, corrompre les sentiments, armer les classes de citoyens les unes contre les autres, démoraliser le pays, anéantir l'esprit de religion, élever des brigands et discipliner des sans-culottes, voilà le grand œuvre; on y travaille sans perdre de temps, car cette conquête pourrait être ravie d'un moment à l'autre, si les dispositions des habitants continuaient à concourir avec les armées de Sa Majesté Impériale et Royale. Il importe donc aux Français, par-dessus tout, de révolutionner la Lombardie sans délai, d'y faire commettre, ainsi qu'on l'a fait en France, assez de crimes et d'y pousser les choses à l'extrême, pour rendre tout repentir, tout espoir de pardon impossible et donner aux Milanais un intérêt de scélératesse commun avec celui de leurs nouveaux maîtres.

C'est dans ce but que s'est formé le club ou la Société populaire de Milan, composée d'abord de cinq cents membres. On assure qu'un Visconti, un Serbelloni, le comte Pierre Verri et plusieurs autres de ce rang s'y sont fait agréger. Il faut supposer dans ces seigneurs une corruption ou une

imbécillité bien profondes pour admettre ce fait ; car, après avoir servi d'instruments pendant quelques jours, on finira indubitablement par livrer leurs personnes et leurs fortunes aux sans-culottes, tout comme celle des sujets demeurés loyaux.

Ce club de Milan est la maison d'éducation où l'on façonne les missionnaires de révolution, et la pépinière des agitateurs chargés de désorganiser la contrée. L'un de mes correspondants a vu et entretenu l'un d'entre eux que la Société de Milan avait envoyé à Varèse pour y révolutionner cette partie du Milanais. Chassé par les paysans, il s'est réfugié d'abord à Mendrisio, en attendant de nouveaux ordres du club. Ce misérable et ses collègues sont absolument dans le genre de Marat ; ils ne respirent que sang et terreur. Leur plan est de sacrifier d'abord le clergé et la noblesse; ils projettent de couper des têtes et d'intimider. Ces mesures et ces missions ne se bornent pas à la Lombardie ; nombre d'émissaires sont aussi lancés dans le Piémont, où, en quelque sorte autorisés par le silence et l'inactivité du gouvernement, ils travailleront le peuple presque avec la sanction du souverain et par conséquent avec plus d'avantage encore.

Ils répandent que la Lombardie et le Piémont formeront une seule république, sous la protection de la France ; Bonaparte, Salicetti, tous les chefs français accréditent cette annonce. Elle est, en effet, dans les projets de la faction dirigeante à Paris ; nul doute qu'elle ne s'exécute si le retour *prochain* des armées impériales dans le Milanais, ou si des revers sérieux sur le Rhin ne forcent le Directoire à abandonner la Lombardie, et à une autre espèce de paix que celle qu'il prétend imposer.

Le plus grand nombre des avis autorise à croire que Kel-

lerman est chargé de pousser au midi de l'Italie, tandis que Bonaparte s'approchera du Tyrol. Le premier n'a passé les Alpes qu'avec une force d'environ 15,000 hommes; cette armée des Alpes était très-affaiblie, et a été peu recrutée.

Outre les motifs généraux du saccagement, du révolutionnement, du plan de républicaniser les conquêtes faites où à faire, les expéditions ultérieures en Italie ont un puissant mobile dans le caractère des chefs politiques et militaires des Français; aventuriers entreprenants et fanfarons, à qui tout ce qui est gigantesque sert d'aiguillon, qui, à tout prix, fût-ce en incendiant le monde, veulent arriver à la renommée d'avoir fait des choses extraordinaires. On ne se doute pas dans l'étranger de l'influence qu'a cet esprit romanesque et dévastateur sur les résolutions qu'adoptent les Français; ce que la raison considère comme une folie est à leurs yeux un prodige à réaliser; plus une entreprise est invraisemblable, plus elle les séduit.

Toutes les fois qu'on a voulu et qu'on voudra calculer leurs desseins et leurs opérations d'après les règles ordinaires de la probabilité, d'une politique éclairée et de la conduite que tiendraient en pareil cas des gouvernements sages, on se méprendra totalement, et l'on sera toujours pris au dépourvu.

Le 22 mai, Bonaparte a publié à Milan une nouvelle proclamation à ses soldats, analogue à celle qu'il fit répandre à Mondovi. Quelques passages feront juger du but ultérieur de cette invasion en Italie :

« La postérité aura-t-elle à vous reprocher d'avoir trouvé
« Capoue dans la Lombardie? Mais déjà, je vous vois courir
« aux armes, un vil repos vous ennuie. Eh bien, partez!
« Nous avons encore des marches forcées à faire, des enne-
« mis à soumettre, des injures à venger.

« Qu'ils tremblent, ceux qui ont aiguisé en France les « poignards de la guerre civile, qui vilement assassinèrent « un de nos ministres à Rome, qui incendièrent nos vais- « seaux à Toulon; — le jour de la vengeance est arrivé.

« Mais les peuples doivent être sans inquiétude. Nous « sommes amis de tous les peuples, et plus particulière- « ment des descendants des Brutus, des Scipion et des « grands hommes que nous avons pris pour modèles.

« Rétablir le Capitole, replacer honorablement les sta- « tues des héros, réveiller le peuple romain engourdi par « une longue servitude, tel sera le fruit de nos victoires. « Elles formeront une époque dans la postérité; vous aurez « la gloire immortelle d'avoir changé la face de la plus « belle partie de l'Europe. »

Tous ces triomphes, ces turlupinades, ont absolument usé leur effet en France sur le public. Excepté ce qui tient au gouvernement et les républicains enthousiastes, l'histoire de l'Italie occupe moins Paris que le plus léger incident intérieur. La rupture de l'armistice [1] y a causé une surprise générale, même dans le gouvernement qui a laissé échapper la crainte de quelques revers. Cet événement a de même dérouté les espérances du public, qui s'attendait à une paix immédiate.

Ce n'est pas parce que la Constitution de 1795 ne vaut point mieux que les précédentes que la République ne subsistera pas; car cette Constitution pourrait être meilleure ou plus mauvaise, et la République tenir. Le vice inhérent de celle-ci tient à son origine, tient aux principes destructeurs de la subordination sur lesquels elle fut fondée, qu'aucune Constitution ne peut anéantir et que prêchent ceux

[1] Le 1er juin. — L'archiduc Charles avait remplacé, à Mayence, Clerfayt disgracié. — Wurmser avait été détaché en Italie pour tenir tête à Bonaparte.

même qui, aujourd'hui, voudraient gouverner sur d'autres maximes. Aussi n'y a-t-il que les jacobins de vraiment conséquents dans la Révolution française; eux seuls sont essentiellement révolutionnaires; mais aussi la conséquence de leurs propres principes et de leur esprit est de détruire éternellement. Ils détruiront donc la Constitution de 1795 comme celle de 1791, parce que le gouvernement ne peut que biaiser avec eux et jamais se mettre en opposition longtemps directe, sans marcher rapidement au royalisme. Le nombre des républicains non jacobins est trop petit, trop amphibologique, trop peu actif, pour soutenir à eux seuls cet édifice monstrueux contre les agitateurs anarchiques ou contre les monarchistes.

Ceci explique la conduite actuelle du Directoire. Les écrits de Babeuf, d'un misérable écumeur révolutionnaire, d'un folliculaire de ruisseau, l'ont fait trembler et obligé de tripler sa garde du Luxembourg. Après force bavardages, adresses, proclamations, messages, dénonciations, il a pris le parti de mollir vis-à-vis des terroristes.

Il avait eu un instant la velléité de s'entourer des *vendémiaristes* pour balancer la fureur sans-culottique de la conspiration de Babeuf, de Drouet, etc.; mais, effrayé de se trouver ensuite seul vis-à-vis des royalistes, et gourmandé par le club de l'hôtel de Noailles, il s'est résigné à plier et à adoucir les circonstances aggravantes; en sorte qu'à l'exception de cinq ou six chefs qui seront déportés, c'est-à-dire qui se cacheront pour deux semaines dans un faubourg, le reste des conspirateurs jouira de l'impunité, et la force des choses abandonnée à elle-même ramènera incessamment les mêmes tentatives [1].

[1] On devait laisser Drouet s'échapper de prison.

Cela s'explique facilement. Les royalistes prononcés, modérés, ou seulement royalistes par système, détestent le gouvernement, ses créatures et les coquins dont il a rempli les places; à ce titre, ils restent dans une négative, une *passibilité* surtout, qui n'ôte, mais ne donne non plus aucune force au gouvernement. Les terroristes, les jacobins, le bon peuple qui a fait le 10 août, restent donc les maîtres du champ de bataille et peuvent attaquer le Directoire avec tout le succès probable. Ce n'est que dans leur désunion, leurs boutades, leurs querelles de famille, que l'autorité peut trouver quelques jointures pour prévenir ou retarder sa destruction.

On ne doit pas s'y tromper. Les gens qui pensent bien, royalistes ou autres, voudraient que le gouvernement se tournât de leur côté; à ce prix, ils le défendraient pour se défendre eux-mêmes contre de nouvelles entreprises jacobines, et ils attendraient l'avenir des événements.

Le Directoire, les ministres et les Conseils sont divisés en terroristes, révolutionnaires absolus, partisans de la *sainte égalité,* amants de la patrie, et en *modérés,* espèce d'hommes sans caractère et qui changent avec les événements.

Le bas peuple, les souverains des faubourgs tiennent le même langage et avec une égale audace qu'ils le faisaient en 1792. Paris n'en est pas troublé pour cela; mais il existe dans les esprits une fermentation qu'alimentent la crainte, l'espérance, la haine, l'ambition et les écrits publics. Ces substances inflammables tiennent à l'action des événements, des besoins sur un grand nombre, et à un fanatisme radical dans le peuple souverain. Je parle de Paris seul; car il n'a aucun rapport avec les campagnes, où l'esprit révolutionnaire a fait place à l'esprit d'indifférence et de lassitude.

Ce n'est pas que le peuple de Paris soit content, à beau-

coup près; mais c'est toujours dans de nouveaux désordres qu'il cherche le remède de ses maux. La livre de pain vaut 60 en papier, et la viande 120. Il recommence à y avoir de l'embarras dans les subsistances de la capitale.

Le louis d'or vaut plus de 12,000 livres en assignats, et le mandat perd dans la même proportion.

LXIX

Berne, le 11 juin 1796.

On pourrait faire de la situation de Paris dix tableaux différents qui auraient chacun de la ressemblance. Cette capitale des crimes est le centre de tant de passions, d'incidents, d'intrigues qui se croisent, qu'on voit autant de faces diverses aux choses qu'il y a de côtés par où l'on peut les envisager. Nous laissons les généralités pour en venir à un petit nombre de considérations et de faits principaux.

Le gouvernement ne se déguise point le danger où le placent les terroristes; il en a assez découvert touchant ce qu'il appelle leur conspiration, pour savoir qn'il n'est maître ni de l'étouffer ni de la punir. En conséquence, et n'osant point attaquer les jacobins de front, il essaye d'émousser leur influence en les expulsant sans bruit et successivement des places qu'il leur avait distribuées. Les municipalités de Paris ont été purgées de quelques scélérats; on annonce la prochaine destitution de Merlin, ministre de la justice, et de Delacroix, ministre des relations extérieures. Ce dernier, jacobin inepte, était principalement

gouverné par un autre jacobin aussi insolent qu'audacieux, nommé *Isabeau,* et secrétaire général du département des affaires étrangères. Ce dernier est déjà congédié et remplacé par *M. Giraudet,* homme d'un caractère et d'opinion bien diffférents. Connu par ses talents littéraires. esprit sage et mesuré, Giraudet, en 1792, fut nommé secrétaire en chef du département de la marine par M. Bertrand de Molleville, alors ministre, et qui lui donna toute sa confiance; il s'en montra digne; sa conduite fut toujours exemplaire; c'était à lui que j'adressais, en 1792, toute ma correspondance, relative à la commission dont Sa Majesté Louis XVI m'avait honoré à Francfort[1]. Perdu au 10 août, enfermé sous le terrorisme, ayant reparu avec fermeté dans l'affaire des sections l'année dernière, *Giraudet* est et fut toujours bon royaliste, et royaliste éclairé. Certainement, il n'eût pas accepté le secrétariat des affaires extérieures, s'il n'était assuré de la destitution de Delacroix. On présume que celui-ci aura pour successeur le chevalier de Bourgoing, ancien secrétaire d'ambassade du feu comte de Montmorin à Madrid, et ayant depuis rempli plusieurs emplois plus relevés dans la diplomatie. Si ces changements se soutiennent, on pourra en induire, ou que les nouveaux employés seront promptement congédiés, ou que le Directoire entend conduire ses intérêts politiques avec moins de violence et plus d'urbanité qu'il ne l'a fait.

Il s'est opéré aussi quelque rapprochement entre certains Directeurs et quelques-uns des principaux membres du nouveau tiers dans le Corps législatif. Dumas, Muraire, Dumolard, Pastoret, dînent au Luxembourg. Le gouvernement a besoin d'eux momentanément; il redoute les terroristes qui

[1] Voir SAYOUS, t. I, p. 280 et suiv.

ont des appuis jusque dans son propre sein; car *Letourneur* et *Barras* tiennent aux jacobins et aux meneurs du club de l'hôtel de Noailles qui travaille réellement à renverser à sa manière la Constitution de 1795[1].

Mais on se tromperait beaucoup d'outrer les conséquences de cette conduite passagère de la majorité du Directoire, et d'y apercevoir un changement réel et durable de système. Celui du moment est purement circonstanciel; c'est un essai de gens intimidés; c'est une puissance menacée par ses propres gardes et qui, pour les réduire, appelle à son secours ses propres ennemis; mais le jour où ceux-ci s'écarteraient des vues générales du Directoire, tenteraient de se rendre indépendants, ou même auraient l'ambition de gouverner l'autorité, on les ferait rentrer dans leur premier abaissement.

D'ailleurs, plusieurs des chefs de ce nouveau tiers, ces royalistes bâtards, ces révolutionnaires modérés, sont la plupart des intrigants sans principes et sans foi, qui aspirent au pouvoir par ambition et par motif de sûreté, encore plus qu'au rétablissement de la monarchie et de l'ordre. Ces politiques flexibles manquent de vigueur et d'esprit d'entreprise; la moindre faveur qu'ils reçoivent du Directoire augmente la haine que leur portent les jacobins. Ceux-ci ne supportent pas leur destitution; ils sonneront l'alarme et la charge, et le Directoire leur sacrifiera bien vite ses

[1] 19 prairial an IV. — « Les conversations s'étendent encore sur l'hôtel de Noailles, des soupçons s'attachent fortement sur quelques représentants. Ceux que l'on cite sont Sieyès, Chenier, Tallien et Fréron. On croit qu'(ils) ne sont pas étrangers aux mouvements qui semblent se préparer, que le Directoire est l'objet de leur inquiète jalousie, que la Constitution actuelle n'est pas un ouvrage digne de confiance. Les opinions s'étendent à ce sujet, et l'on ne pense pas que le Directoire ait les yeux fermés sur cette maison, si les bruits qui se répandent à cet égard sont fondés. » — (Schmidt, t. III, p. 233-234. — *Rapp. du bureau central.*)

nouveaux alliés. On a célébré avec assez d'appareil la *fête des victoires*[1]. Le poëte Chénier, du Corps législatif et du club de Noailles, a fait chanter à cette solennité un hymne *officiel* de sa façon, vu et revu au Directoire, et dont la dernière strophe finit par le vers :

Vive la République, et périssent les rois !

Tel est le *Credo* de ces messieurs et le chant de guerre de leurs réjouissances publiques.

Cette cérémonie ne se passa point sans inquiétude pour le Directoire. Il y avait eu la veille une tentative de soulèvement par les terroristes, et un projet répandu aux faubourgs de demander ce jour-là la diminution du pain[2]. Ces indices et l'ensemble des rumeurs populaires firent prendre des mesures militaires; on plaça deux vedettes sur chacun des ponts. Ces précautions étaient superflues pour le moment ou en imposèrent, mais, en général, la ressource des troupes donne encore plus d'inquiétude que de sûreté. Celles qui campent auprès de Paris sont travaillées, désordonnées et séditieuses. Le Directoire ne peut nullement compter sur elles dans un jour d'insurrection jacobine.

On s'attend à avoir sur le Rhin les mêmes succès qu'en Italie. La durée de l'armistice a laissé le temps de refaire, de ravitailler et de recruter les armées. Il y a des ordres délivrés pour achever de compléter tous les corps sur le Rhin, dont l'armée doit se tenir pendant la campagne sur le pied de cent vingt mille hommes effectifs. La première fourniture de cette armée est assurée, et l'on n'est pas

[1] La fête « de la Reconnaissance », qui devait être célébrée le 10 prairial, fut appliquée aux victoires de l'armée.

[2] Voir les *Rapports de police* de prairial an IV. — (SCHMIDT, t. III, p. 205 et suiv.)



sans moyens de fournir à la seconde si la campagne continue.

On m'informe de Paris que l'adresse de Bonaparte à son armée, où il lui montre Rome pour prix de ses exploits, et toutes les annonces d'une entreprise essentielle dans le midi de l'Italie, sont destinées à couvrir l'ordre donné au général en chef de la République, de pénétrer en Allemagne au travers du Tyrol et de la Souabe, et de prendre à dos l'armée impériale du Brisgau et du Rhin. Il est du moins certain que tout ce qui a l'air gigantesque et aventurier sera entrepris et exécuté, si l'on n'apporte autant de vigilance que de promptitude et d'étendue dans les précautions. Les succès ont exalté les têtes, les généraux, les soldats, les conseils dirigeants jusqu'aux projets en apparence les plus fous, et le caractère de Bonaparte est parfaitement analogue à leur nature.

Quant à l'attention publique à Paris, elle ne passe pas les frontières et se partage entre les terroristes et les vendémiaristes ou premiers révolutionnaires de 1789. Ceux-ci, pour se fortifier, tâchent de se concilier avec les royalistes de toute couleur, lesquels, ayant perdu absolument tout espoir sur la guerre extérieure, s'associeront, sinon d'opinion, au moins de conduite, avec ceux qui leur offriront quelque tranquillité.

Il est question de porter une loi de *sûreté de l'État,* pour obliger les administrations départementales à armer les citoyens, pour, sur-le-champ, protéger la formation du gouvernement et du Corps législatif, dans le cas où l'un et l'autre viendraient à succomber sous la violence des terroristes de Paris.

On vient de vendre les biens de MM. Bureau de Puzy et Latour-Maubourg, prisonniers à Olmütz, et traités en

France comme émigrés et contre-révolutionnaires. Tous les royalistes plaignaient le sort de ces deux officiers, dont la conduite n'eut aucun rapport avec celle de Lafayette, et dont la détention est regardée par les constitutionnels comme une proscription générale de leur parti. Il est du moins certain, et j'ose m'en rendre personnellement garant, que M. Bureau de Puzy jouit jusqu'au dernier moment à un très-haut degré de l'estime et de la confiance de Louis XVI, que sa conduite dans la première Assemblée constituante fut constamment sage, innocente et mesurée, et qu'il resta toujours étranger à tous les actes répréhensibles de la première Révolution.

LXXI[1]

Berne, le 26 juin 1796.

L'état moral de Paris est si compliqué et si variable, qu'aucune relation ne demeure vraie un mois de suite. Le changement de position que les incidents successifs produisent chez les gouvernants, dans les gouvernés, dans les divers partis, communique périodiquement à leurs intérêts et à leur conduite une tendance diamétralement opposée à celle qui se manifestait auparavant.

Le dernier complot des terroristes, l'inclination faible,

[1] Le numéro LXX manque aux Archives de Vienne. — Masséna occupe Vérone (3 juin), et le Sénat de Venise intime à Louis XVIII l'ordre de quitter son territoire. — En Allemagne, Kléber et Jourdan battent l'armée impériale à Altenkirchen (4 juin).

mais réelle, qu'a montrée un moment le Directoire à se rapprocher du parti modéré, à l'appeler à quelques places, à destituer quelques jacobins, lui ont sur-le-champ et passagèrement donné pour clientèle les intrigants, les ambitieux, les systématiques, les incertains parmi les *vendémiaristes*. Songeant à eux bien avant de songer à la monarchie, ils voudraient entourer le Directoire, supplanter les employés et les influents actuels, et pour cela ils se prêtent à toutes les fantaisies et à tous les abus d'autorité que se permet le gouvernement, pourvu que ces fantaisies et ces abus ne les touchent pas personnellement.

Leurs journaux ne cessent de flatter le Directoire; plusieurs de leurs chefs vont dîner au Luxembourg. Persuadés que la durée de la guerre ramènerait de nouveaux mouvements et que des revers favoriseraient les plans des terroristes, en décréditant l'administration actuelle, ils ont pris le parti d'en seconder toutes les vues, relativement à l'extérieur. Ils appellent *modérée* la capitulation accordée au roi de Sardaigne, ils trouvent très-juste que les puissances alliées mettent bas les armes, en leur restituant leurs îles, et en livrant pour toujours la Belgique et pays environnants; ils commencent aussi à s'enivrer des succès militaires de leurs armées, à se juger invincibles et invulnérables, à parodier l'insolence directoriale et à pardonner tout ce qu'on voudra entreprendre et se permettre, pourvu qu'ils soient associés à l'administration suprême, consultés, caressés et délivrés de la crainte des terroristes.

Ces dispositions résultent de la lassitude et de la nature des derniers événements de la guerre. Si l'esprit révolutionnaire s'attiédit dans la masse de la nation, le royalisme éprouve la même chance. Chaque victoire sur l'étranger semble au parti modéré une victoire sur les terroristes;

c'est là l'esprit général, et les royalistes même enracinés sont entraînés à seconder cette tendance des opinions et des vues, par des motifs bien ou mal calculés de sûreté personnelle et d'espérances à venir.

Point de doute que la paix *générale* faite l'hiver dernier, et avec une compensation équitable pour les puissances belligérantes, n'eût à peu près et promptement détrôné le Directoire et la Révolution; mais dicter la paix ou la recevoir, être battu ou conquérir, conserver ses avantages ou les perdre dans une transaction forcée par des défaites, sont des choses très-dissemblables, qui amènent à leur suite des effets tout à fait différents.

L'une des alternatives justifie la résistance passée du gouvernement français à la paix générale; elle désarme ceux qui la sollicitaient, elle redonne force et crédit au Directoire; elle séduit même ses ennemis par les illusions que présente cette suite de victoires et de dépouilles; elle fait disparaître tous les doutes sur la certitude de la paix, console ceux qui souffrent, exalte l'esprit général et ouvre de nouvelles chances intérieures que chacun (les jacobins exceptés) apprécie en sa faveur.

Tout ce qui voulait en France le retour de la monarchie s'est fatigué de l'attendre; la guerre étrangère ne leur laisse plus d'espoir; le roi de France dans sa nullité a perdu toute considération, tous moyens intérieurs; on le craint sans l'aimer ni le haïr; personne ne ferait le moindre effort en sa faveur, au risque d'avoir à combattre d'une part l'autorité gouvernante et de l'autre les terroristes qu'elle appellerait à son secours.

Aujourd'hui, comme dans tous les temps, la présomption et la légèreté des modérés, des vendémiaristes et des royalistes, s'abusent sur l'éclair de bienveillance que leur

accorde le Directoire. Celui-ci continue à tâtonner, à varier d'un jour à l'autre, ne suivant d'autre plan que celui de la circonstance, cherchant à se maintenir entre deux partis qu'il n'aime pas plus l'un que l'autre, et dont le plus menaçant est trop redoutable (celui des jacobins) pour qu'il ose les aliéner tout à fait.

Voilà pourquoi le ministre de la justice Merlin et le ministre des relations extérieures Delacroix, tous deux jacobins purs et dont on avait plusieurs fois annoncé la destitution, sont encore en place, et ne paraissent point encore à la veille de la quitter.

Drouet a subi son interrogatoire devant le Conseil des Cinq-Cents, et il a lu sa défense[1]. La majorité paraît décidée à le sacrifier; le Directoire les laissera faire; mais les républicains énergiques, les montagnards et le club de l'hôtel de Noailles résisteront.

Les groupes populaires sont moins nombreux et moins criards; toujours du murmure parmi le peuple; mais ce n'est que du murmure.

Le gouvernement n'est point sans inquiétude sur son armée d'Italie. Bonaparte a demandé de grands renforts. En conséquence, on vient d'ordonner dans les départements circonvoisins des Alpes, c'est-à-dire du Mont-Blanc, de l'Ain, de l'Isère, des Hautes-Alpes, la levée arbitraire du sixième garde national, sans égard à l'âge fixé par le système des réquisitions. Cette mesure, d'une exécution difficile et lente, éprouve beaucoup de résistance; mais elle finira au bout de quelque temps par avoir son effet partiellement.

[1] C'est devant le *Conseil des Anciens* que Drouet comparut. Séance secrète du 23 prairial (*Moniteur* du 29, 17 juin). — Voir le *Rapp. du bur. centr.* du 8 messidor an IV. (Schmidt, III, 255.)

La condescendance qu'ont montrée les Suisses, et en particulier le canton de Berne, à étouffer tout principe d'humanité et de sagesse en expulsant l'universalité des émigrés français, a été vite récompensée. Deux jours après, le Directoire a exigé la réhabilitation et le retour dans leur patrie des révolutionnaires que Leurs Excellences de Berne firent juger, condamner et bannir en 1791. Enfin, avant-hier, une nouvelle intimation de Barthélemy a signifié aux Suisses que le Directoire entendait que tous les Français résidants en Suisse portassent la cocarde tricolore. Ces deux *ordres* ont excité ici de la colère et provoqué sur le premier point une réponse négative très-ferme; on est décidé à refuser de même la seconde demande; mais le Directoire ne s'en tiendra pas là; la faiblesse et les complaisances des Suisses lui ont donné leur mesure; il recommence à les harceler d'émissaires et de pratiques révolutionnaires, et ne les laissera tranquilles qu'après les avoir démoralisés et couchés à terre sans combattre.

LXXII

Berne, le 8 juillet 1796.

J'ai eu l'honneur d'exposer plus d'une fois à Sa Majesté l'Empereur et Roi que la politique extérieure du gouvernement français n'avait aucune analogie avec celle qui dirigea de tout temps les puissances légitimes, et que les revers de la guerre actuelle, ainsi que les dangers dont elle menace plus que jamais l'Europe entière, prenaient leur source dans

cette habitude de confondre deux choses totalement dissemblables.

La position, l'intérêt, le caractère des gens qui règnent à Paris, ce mouvement extérieur qui leur est nécessaire pour tempérer celui de la France même, la nécessité de pallier les actes de l'autorité révolutionnaire par des périls imaginaires ou par des succès réels, les passions impétueuses et désordonnées de tout ce qui participe à l'administration, le besoin, pour ainsi dire national, de subvenir à ses pertes par la dépouille des autres peuples, ce fanatisme toujours entier qui ne peut souffrir de paix, de lois, de bonheur nulle part et qui poursuit ses projets de subversion universelle, l'audace qui caractérise des hommes ardents, heureux et à qui l'expérience a appris à compter sur la grandeur de leurs moyens, sur l'impuissance de ceux de leurs ennemis et sur la division des cabinets européens, toutes ces causes auxquelles les conquêtes d'Italie ont donné une énergie prodigieuse, agissent plus fortement que jamais pour éloigner le Directoire de toute idée véritablement pacifique.

Je prends la liberté de répéter qu'il n'ambitionne d'autre paix que la soumission et les dépouilles des puissances belligérantes, pour inquiéter, désorganiser et perdre à leur tour celles qui ont cessé de l'être.

Son activité incendiaire ne connaît plus de bornes. Il soulève la Perse, il travaille Constantinople, il peuple l'Hindoustan de ses émissaires, il a un plan tout prêt pour désorganiser et révolutionner la Prusse; ses agents de corruption et de prosélytisme ne font pas plus de grâce à ses amis qu'à ses ennemis; partout ils attaquent la fidélité des employés secondaires des gouvernements.

Les derniers échecs que les armes françaises ont éprouvés

sur le Rhin[1] ont fait sur le public assez d'impression pour réduire les mandats de 92 pour 100 de perte à 96, et pour diminuer cette confiance gigantesque qu'inspirait la campagne d'Italie; mais le Directoire, mais sa clientèle dans les Conseils législatifs, mais cette foule d'esprits turbulents, actifs et ambitieux dont la guerre forme l'espérance et la fortune, n'ont rien changé à leurs entreprises démesurées.

L'Angleterre est maintenant à l'ordre du jour: Carnot a fait dresser et fait adopter un plan d'invasion; ses protégés garantissent le succès et la solidité de ses combinaisons : cent vingt millions valeur fixe viennent, dans ce but, d'être accordés au ministre de la marine; on travaille nuit et jour dans les ports à réunir des embarcations; la plus grande partie des troupes employées jusqu'ici dans la guerre de la Vendée est destinée à ce projet; on se flatte de déterminer l'Espagne, on lui promet Gibraltar; on n'oublie rien pour la décider à une rupture; on compte sur la flotte et sur les vaisseaux qu'on arme en Hollande et qu'on réunira à ceux qui se trouvent à Brest. Plus cette entreprise offre de difficultés, plus elle rit à ses auteurs. On ne se trompera jamais en se persuadant que l'idée la plus insensée, la plus impraticable en apparence, est toujours celle qu'adoptent de préférence des hommes toujours séduits par le but, jamais rebutés par les obstacles, enhardis par des succès continuels, et dont les pertes les plus énormes n'effrayent ni l'humanité, ni le patriotisme, ni la responsabilité.

On n'en poursuit pas moins le projet de finir l'Italie et de pénétrer dans le Tyrol, auquel Bonaparte vient d'adresser de Tortone, le 22 juin, une proclamation fraternelle et insur-

[1] Par Jourdan, dans sa marche sur la Lahn.

rectionnelle, imitée de toutes celles qui émanent depuis quatre ans de la chancellerie de Paris. Des renforts sont arrivés à ce général, aujourd'hui le plus accrédité de tous auprès du Directoire.

Quant aux opérations sur le Rhin, le général Moreau a ordre de disputer défensivement et offensivement les parties qu'occupe son armée, d'inquiéter la rive droite du fleuve, d'arrêter sur le haut Rhin le plus qu'il pourra des forces de Sa Majesté Impériale et Royale, tandis qu'on s'occupera de refaire et d'augmenter l'armée de Sambre-et-Meuse, pour reprendre le projet échoué de se porter sur Francfort et Mayence par la rive droite.

La paresse d'esprit, la lassitude des Parisiens et le silence que commande la crainte du gouvernement sur les nouvelles du dehors ont d'ailleurs blasé le public, qui s'occupe fort discrètement des événements de la guerre[1]. Un journaliste s'étant avisé de rapporter l'affaire de la Chiusa d'après la *Gazette de Francfort*[2], le Directoire l'a fait enfermer, et le poursuit *comme conspirateur contre la sûreté de la République*.

Rien n'a altéré la tranquillité de Paris depuis les dernières tentatives des terroristes ; ceux-ci donneront la mesure de leur force ou de leur infériorité momentanée dans l'affaire de Drouet et autres conjurés. Toutes les entreprises

[1] *Rapport* du 28 prairial an IV. — « L'esprit du jour ne change point; il est toujours fixé sur les finances; victoires au dehors, conspirations à déjouer, conspirateurs à punir, ne sont que des accessoires. Le numéraire et le mandat sont les seuls objets qui alimentent les conversations... »

[2] 7 messidor an IV. — « Les nouvelles de défaites essuyées par nos armées en Italie et rapportées dans la *Gazette de Francfort*, sont disséminées dans les groupes et dans les sociétés avec une complaisance qui donne la mesure du patriotisme des narrateurs. Cependant, malgré la certitude avec laquelle on appuie sur ces nouvelles, la croyance publique ne s'y attache pas... Les plaintes contre le gouvernement et le Corps législatif sont toujours sans bornes... » (*Rapp. du bur. centr.*)

de commerce sont paralysées ; mais la chute précipitée du papier-monnaie, même des mandats, a forcé la réapparition d'un peu de numéraire qui soutient encore le petit négoce des objets de première nécessité.

A voir le discrédit du papier-monnaie, la division, les haines, l'inconsistance, la marche discordante, la ruine entière des rentiers, celle des fabricants, l'indigence des salariés publics toujours payés en papier, on dirait que tout va s'écrouler; mais le grand ressort de la guerre et une espèce d'engouement pour ses résultats soutiennent cette immense machine, qui se meut par sauts et par bonds, sans pouvoir acquérir aucune activité régulière.

Le luxe[1], les amusements, les spectacles, la parure des femmes, l'indifférence sur tout ce qui tient aux discussions politiques, la confiance dans les événements, la légèreté, l'obéissance et l'incurie achèvent le tableau de Paris, où tout se trouve, excepté la probité, le sens droit, le courage et l'amour de son pays.

L'alarme qu'inspiraient les terroristes avait fait penser à transférer hors de Paris le Directoire et les Conseils; ce projet est ajourné; on a craint que la capitale une fois libre ne proclamât un roi, et que la faction d'Orléans ne parvînt à faire élire le sien. Quant à la conjuration de Babeuf, elle

[1] 3 messidor an IV. — « Le luxe qui s'étale dans les promenades publiques, les voitures, les cabriolets, les chevaux de luxe, excitent encore les murmures de la misère... et donnent lieu à beaucoup de propos...

« ...Le boulevard du Temple offre le spectacle du plus hideux libertinage... »

9 messidor. — « Les promenades étaient hier très-fréquentées... Les femmes y étaient brillantes par leur ajustement; le luxe et l'élégance s'y faisaient remarquer autant que dans le costume des citoyens. »

20 messidor. — « Le libertinage le plus effronté et le plus scandaleux se montre au palais Égalité : les filles prostituées ne gardent plus de mesure, leurs propos, leurs actions font rougir la pudeur la moins farouche : c'est en plein jour qu'on les voit se livrer à tous les excès de leur indépendance... »

(*Rapp. du bur. centr.*)

était plutôt le *prospectus* d'un complot à faire qu'un complot déjà formé : personne d'un peu marquant n'a été arrêté; le public s'en est à peine entretenu, et le peuple n'y a plus pensé le lendemain. En général, conjurations, victoires, assignats, mandats, révolution, monarchie, tous ces textes-là sont épuisés et ne touchent plus. Les mécontents et les royalistes tâchent d'oublier l'objet de leurs vœux, ont perdu leur espérance à la vue des événements extérieurs et se réunissent au Directoire pour désirer le renversement des souverains et des gouvernements qui, à entendre ces désespérés, n'ont pas su défendre leur propre cause.

P. S. — Mes avis de Paris, en date du 20 janvier, me confirment le projet de descente en Angleterre. D'abord on l'avait ajourné après la paix conclue avec Sa Majesté l'Empereur; mais il est maintenant décidé de l'exécuter tout de suite. On rassemble les bateaux et les approvisionnements nécessaires dans les ports; on réunit cinquante mille coupe-jarrets, brûle-maisons, Français, Liégeois, Brabançons, la lie de la Révolution et des armées. On précipitera ces misérables sur les côtes d'Angleterre; s'ils échouent, on ne leur donnera aucun regret; s'ils réussissent, on aura rempli son but.

Bonaparte a reçu de nouvelles instructions, en vertu desquelles il doit porter une colonne de son armée à Rome et une autre à Livourne. — Le gouvernement, persuadé que l'armée autrichienne ne dépassera pas la Sieg et laissera les Français sur la rive droite du Rhin, est déterminé à reprendre bientôt l'offensive de ce côté et à renouveler le projet sur Francfort.

Quant à l'armée de neutralité qui s'assemble en Westphalie, elle n'est à Paris qu'un sujet de plaisanterie.

LXXIII

Berne, le 10 juillet 1796.

Le Directoire continue à faire des mécontents et à maintenir son autorité par cette balance que la position des partis opposés entre eux laisse dans ses mains. Les jacobins l'outragent à la journée et le traitent dans leurs feuilles à peu près comme Marat traitait la Cour des Tuileries; les modérés et les vendémiaristes s'évertuent à prêcher l'obéissance au gouvernement, et le gouvernement n'en ménage pas moins les terroristes et ne reste pas moins froid aux avances de leurs adversaires. Ceux-ci, à cheval sur la constitution de 1795, voudraient ramener à son exécution ponctuelle une autorité qui ne subsisterait pas trois mois sans l'arbitraire des actes révolutionnaires : la nécessité de cet arbitraire ramène donc forcément le Directoire à tenir éternellement les jacobins sur pied comme troupe de réserve, et à écarter les formalistes et les honnêtes gens.

Deux choses se font principalement remarquer au milieu des événements et des passions du régime actuel : 1° c'est le doute indestructible de chacun sur le résultat total et définif de la Révolution, joint néanmoins à une habitude de disposer des *propriétés nationales,* d'établir des vues, des plans de fortune sur leur acquisition, et cela dans la classe commerçante, cultivatrice et industrieuse, tandis que ce monde d'acheteurs ne veut ni de la monnaie républicaine, ni des républicains, ni de la République. Il n'y

a que des Parisiens au monde capables d'une semblable contradiction.

2° C'est que plus vous approchez des hauts pouvoirs, plus vous trouvez de sécurité, de confiance, de *certitude*. Tous les obstacles sont à leurs yeux ou aplanis ou aplanissables. Tel qui, aujourd'hui, bourgeois, avocat ou gazetier, voit comme une chose impossible que la *République puisse aller*, nommé demain à une place, voit tout stable, ou au moins tenable, et agit en conséquence, bâtit, fait peindre, achète des voitures, fait meubler en damas, en acajou, des appartements magnifiques, prend des engagements, ne paye rien et dépense sur l'avenir. Cette manie se retrouve chez les royalistes comme chez les terroristes; je connais un membre du nouveau tiers, exclu du Corps législatif par la loi du 3 brumaire, pour avoir signé des *arrêtés liberticides*, qui reçut en même temps son décret d'expulsion et le mémoire de son tapissier, seul montant à cent trente mille livres, pour frais de fauteuils, glaces, etc., dont le nouveau député avait fait orner le salon de son nouveau domicile à Paris.

Personne absolument ne regarde au lendemain, mais surtout parmi les gens en place. Les victoires extérieures ont prodigieusement fortifié cette sécurité, d'où il résulte que les choses sont abandonnées à leur cours naturel, et que les hommes en général n'y influent que comme instruments plus ou moins aveugles.

Ceux qui observent ou qui parlent de l'état de la France ne distinguent jamais entre l'administration et le gouvernement. La confusion est universelle et sans exemple dans toutes les parties de celle-la; mais la gouvernement supplée aux incertitudes, aux règles, aux embarras, aux ménagements qu'entraîne partout l'administration, par son système



révolutionnaire, par des coups de force continuels, par une volonté active et puissante. On n'a pas besoin d'administration pour un état de guerre intestine où l'exercice de l'autorité se réduit à défendre et à combattre une faction; on ne tient nul compte de la prospérité publique, des propriétés particulières, des intérêts de l'État et de ceux des citoyens. Depuis 1789, l'administration n'a été qu'une manutention passagère de pouvoirs, de biens usurpés, mais non un ordre constant et inviolable.

Cela explique comment sans finances, sans lois, sans ordre économique, on soutient des dépenses effroyables, soit au dedans, soit au dehors. Cela explique aussi pourquoi, au contraire, les embarras de finances ont amené une révolution par le manque de nerf dans le gouvernement en 1788; cela explique encore comment l'Europe, liée dans ses opérations militaires, fiscales et politiques, par les formes d'administration, a constamment dû céder à des forces et à des moyens dégagés de cette entrave.

Pour être en mesure de braver la pénurie financière et les obstacles qui dérivent des lois de propriété, le gouvernement français a pris le caractère d'une police extraordinaire et despotique, dont tous les ordres sont provisoirement exécutés.

Ni le Directoire, ni les Conseils n'ont varié dans leurs dispositions à ne consentir à la paix qu'autant qu'elle sera forcée pour les puissances, qu'autant que cette paix aura le caractère de la soumission et qu'elle préparera une désorganisation générale en Europe. Voilà le seul but, le but éternel et invariable de ce gouvernement. Il faut plaindre profondément les ministres qui, en Europe, s'amusent à discuter les propositions captieuses du Directoire; précipitent leurs souverains dans les piéges de cette autorité *in-*

cendiaire, et ont l'inconcevable simplicité d'ajouter foi aux paroles, aux promesses de gens qui n'ont qu'une seule pensée, celle de violer toujours leurs promesses et de tromper, en attendant qu'ils puissent envahir.

La querelle est absolument renfermée entre les souverains étrangers et le gouvernement directorial. Le reste de la France n'y met aucune volonté et est livré à la plus cruelle incertitude ; mais personne ne veut plus se compromettre, ni agir, ni désobéir, par lassitude et par la certitude de n'être aucunement secouru.

Les mandats s'avilissent de jour en jour, et cent livres de ce papier n'en valent plus que cinq effectives. Cependant, le gouvernement continue à vouloir leur attribuer au cours toute leur valeur ; il résulte de ce brigandage mille injustices, mille violences, mille dols journaliers. Les habitants de Paris veulent obliger les paysans à prendre les mandats sur le pied du gouvernement ; les gens de la campagne s'y refusent. De là, chaque marché public est le théâtre d'un tumulte Le 30 juin, il y a eu un pillage général de fruits, de légumes et de denrées [1]. Le lendemain, l'approvisionnement a manqué. Les jacobins attribuent ces désordres au Directoire et à ses partisans ; le Directoire les attribue aux

[1] D'après les *Rapports du bureau central,* c'est le 29 (11 messidor) que cet incident se serait produit. (Voir *Rapport* du 11 messidor.) — « Sur le soir, dans les petits groupes qui se formaient au retour des promenades, on n'entendait que des entretiens sur la misère... Toutes ces idées de la veille ont fermenté pendant la nuit, et, ce matin, les gens de campagne ont été forcés de donner leurs denrées en assignats à 30 capitaux (3 1/2 pour 100). Cette effervescence condamnable a fait rétrograder beaucoup d'approvisionneurs... La halle et les marchés sont dégarnis ; les places publiques, où les marchands de fruits se tiennent ordinairement, étaient désertes ; les marchands de pain se sont retirés de la place du palais Égalité... Il semblait que la multitude n'en voulait qu'aux gens de campagne... En général, on craint que ce désordre n'éloigne de la capitale ceux qui l'approvisionnent. Le mandat perd encore, et il n'a été question dans aucun café ni groupe des nouveaux succès de nos armées. »

royalistes et aux anarchistes; toutes ces sottises imprimées et ces débats font pitié. La guerre entre le vendeur et l'acheteur tient uniquement à la friponnerie du gouvernement, à son infidélité, à son papier-monnaie et au cours forcé qu'il prétend donner à des chiffons sans valeur [1].

Presque aucune loi n'est exécutée, ni même exécutable. Tous les établissements décrétés tombent un mois après l'éménation du décret; il n'existe pas plus de législation que de législateurs, pas plus d'administration que d'administrateurs. Les étrangers qui, presque généralement, sont grossièrement dupes de cet étalage d'ordonnances et de statuts, devraient se persuader une chose de fait, c'est qu'il n'y a d'exécuté en France que le mal et le crime.

La Convention, par exemple, et le Corps législatif actuel, ont nommé dix commissions différentes, pondu cinquante rapports, rendu onze décrets dont le plus court est plus long que la loi julienne, et dépensé quarante millions au moins à l'établissement des *écoles centrales*. Elle a sacrifié tous les instituts quelconques d'éducation à cette charlatanerie. Ces nouvelles écoles sont ouvertes depuis quelques mois, et les professeurs n'ont pas un écolier, excepté les maîtres de dessin et de mathématiques. Celui de législation n'a eu pour auditeur qu'un dragon, qui disputait avec le professeur.

P. S. — Les événements démontrent de jour en jour ce que j'ai eu l'honneur d'exposer à Sa Majesté l'Empereur et Roi, touchant les véritables desseins du gouvernement fran-

[1] 14 messidor. — « La décision du Conseil des Cinq-Cents sur les mandats, portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur toute proposition tendante à fixer au mandat un cours au-dessous de sa valeur nominale, excite les plus violents murmures. Le Corps législatif est traité avec les expressions les moins ménagées : « Il entretient, dit-on, l'agiotage, il acquiert tous les biens natio- « naux, il se gorge de richesses... » (*Rapp. du bur. centr.*)

çais. Amis ou ennemis, États neutres ou belligérants, nul ne peut plus compter que sur ses envahissements, son insolence, ses projets de subversion et son avidité. Ce qui se passe à Livourne et à Gênes sont des conséquences nécessaires de ce système. Les agents directoriaux traitent le roi de Sardaigne absolument comme un tributaire. Il est certain que le comte d'Hauteville, ministre des affaires étrangères, a reçu sa démission à la demande tres-expresse des Français; ils ont obligé le Roi à recevoir dans Turin une comédie française dont ils vont faire une école d'impiété, d'immoralité et de révolution. Ils viennent d'exiger encore que le gouvernement piémontais se fît leur receveur de finances et levât lui-même sur ses peuples les contributions qu'ils leur ont imposées.

Le Directoire a arrêté de confisquer la république de Genève pour l'incorporer à la Savoie, et sur l'opposition que le ministre de ce petit État a manifestée à Paris, le Directoire l'a fait chasser.

LXXIV

Berne, le 22 juillet 1796.

Au moment où le révolutionnaire Manuel, ensuite procureur-syndic de la Commune de Paris, l'un des principaux artisans de la journée du 10 avril, et guillotiné un an après, fut instruit de la prise de la Bastille en 1789, il dit aux assistants : *Messieurs, vous avez soumis l'Europe.* L'événement n'a que trop justifié cette parole. C'est à de

pareils actes successifs d'un fanatisme inspiré en quarante-huit heures par l'aspect des circonstances, beaucoup plus qu'à un plan combiné, qu'il faut rapporter l'origine du système de la terreur et du prodigieux effet qu'il a produit en France et ensuite en Europe.

C'est ce système et ce fanatisme qui ont tout subjugué dans l'intérieur et fait triompher au dehors les armes et les principes de la Révolution. Du moment où les gouvernements légitimes ont négligé d'opposer à ce fanatisme et à cette terreur une terreur égale et un autre enthousiasme, ils ont dû succomber, même avec des armées qui, autrefois, auraient suffi à conquérir la moitié du royaume de France.

Les ministres de la plupart des cabinets n'ont jamais voulu mesurer la portée de ce fanatisme révolutionnaire d'égalité, ni considérer les ressources qui naîtraient de passions aussi ardentes, ni l'effroi que leur déploiement jetterait dans toute l'Europe, ni l'appui incalculable que les armes françaises trouveraient dans cet effroi, ni l'activité expansive de cet esprit volcanique de républicanisme dont la nature, semblable à la tache d'huile, est de gagner toujours, jusqu'à ce qu'une substance d'une autre nature et non moins active l'affaiblisse, la décompose et l'absorbe.

Il serait superflu de revenir sur le passé, le mal est irréparable, le procès est décidé; les puissances auxquelles il reste des armées seront heureuses d'en acheter la conservation par une paix momentanée et funeste, mais qui leur laissera quelques moyens de maintenir leur autorité et de prévenir les insurrections qu'on leur suscitera, en attendant que la France elle-même revienne à un état quelconque d'ordre, de raison, de justice et de tranquillité.

Ce serait trahir les gouvernements que de leur tenir au-

jourd'hui un autre langage ; car, quoiqu'il reste en Europe des moyens très-suffisants pour la sauver, l'expérience nous a appris qu'elle ne voulait pas être sauvée, qu'il ne faut compter sur aucun effort proportionné à la gravité du péril, et qu'elle courrait celui de rendre sa chute encore plus meurtrière par une résistance où l'on n'emploierait, comme on l'a fait jusqu'à ce jour, que des moyens insuffisants et sans harmonie.

Le salut public est donc invinciblement et exclusivement attaché aux changements qui pourront survenir en France ; car tout homme réfléchissant demeurera convaincu que si la Révolution enfermée jusqu'en 1792 dans les limites de la France, et ayant à redouter la réunion contre elle de l'Europe entière non éprouvée, a franchi les limites et menacé l'autorité de tous les gouvernements, la Révolution victorieuse et conquérante leur prépare des dangers inappréciables, tant que durera son existence dans son foyer originel. Méconnaître cette vérité, c'est s'aveugler à plaisir, comme on l'a fait malheureusement depuis cinq ans.

Il s'en faut de beaucoup que l'état intérieur de Paris et de la France corresponde aux avantages inouïs des armées républicaines. C'est la paix plutôt que des victoires que cherche la nation[1] ; le gouvernement, des victoires, des spoliations et la soumission de l'Europe. Il accordera la paix à tout ennemi qu'il croira dompté et assez affaibli pour conserver sur lui une prise certaine et immédiate. Sa défiance ne fait aucune distinction ; il ne pardonne pas plus aux neutres qu'aux belligérants ; il ne respectera pas plus la tranquillité du roi de Prusse que celle du roi de Sardaigne ; il travaillera à embraser le Nord lorsque le Midi

[1] 17 messidor an IV. — « On parle beaucoup des victoires remportées, et l'on soupire après la paix... » (*Rapp. du bur. centr.*)

sera rendu; il prépare une révolution dans l'Amérique unie; il féconde des mouvements en Asie; ses agents disséminent dans toute l'Europe la terreur de ses moyens pour donner de l'audace aux partisans du fanatisme révolutionnaire et intimider les souverains, les ministres et les peuples. Ce ne sont point là des conjectures, mais des faits positifs journaliers, suivis, et dont les preuves ne sont pas un secret dans les bureaux des autorités françaises.

L'un de ces faits connus, suffisants à éclairer les ministres les plus bornés sur le but du gouvernement français, c'est la conduite qu'il exige des États mêmes avec lesquels il est en paix, envers les séditieux et les jacobins de leur territoire. L'ordre de leur réintégration a été signifié à Turin, en Suisse, à Gênes au même moment. Lorsque, au mépris du droit des nations, on en est venu à de pareils attentats sur l'indépendance des souverains et pour un semblable objet, il n'est pas besoin de demander à quel usage sont destinés ces révolutionnaires punis par leur gouvernement, et triomphant, par la protection française, des lois de leur pays.

Les puissances belligérantes ayant constamment refusé de s'attacher aucun des partis qui avaient ou qui pouvaient obtenir de l'influence dans les délibérations de la République, il en résulte que tous sans distinction sont également animés contre elles et déterminés à leur faire les plus dures conditions. I est question, entre autres, parmi le nouveau tiers, les constitutionnels, les républicains modérés du Corps législatif, d'exiger de Sa Majesté l'Empereur et Roi la liberté de M. de Lafayette et de ses deux compagnons de captivité, tandis que leur élargissement, il y a un an ou deux, eût gagné à la Cour de Vienne tous leurs partisans, dont un nombre a pris dans les Conseils une certaine in-

fluence. Les jacobins s'opposeront à cette demande au sujet de Lafayette, et rendront par là la détention de ce général encore plus odieuse à tous les Français.

Quoique le vœu pour la paix soit général, sauf parmi les jacobins et les agents du gouvernement, l'Angleterre en est exceptée : tous les partis sont d'accord à poursuivre la guerre à outrance contre cette puissance[1], et les royalistes ne sont pas les moins prononcés à cet égard. La haine contre les Anglais a pris de nouvelles forces; les préparatifs de descente continuent, et c'est un plan arrêté et déjà en partie exécuté, de fermer à l'Angleterre les ports du continent. On ne tardera pas à ressentir dans la Grande-Bretagne les contre-coups de cette guerre faite à son revenu et à ses manufactures.

J'ai dit que l'état intérieur de la France ne changeait pas de nature par les avantages extérieurs; le système des finances est de plus en plus ruineux et plongé dans une interminable confusion. Les mandats vont expirer comme les assignats, et sont à peu près totalement dissipés[2]. Point de commerce, peu d'industrie, nulle confiance, opinion universelle que le régime actuel ne passera pas six mois. En effet, le fanatisme d'égalité, père de la Révolution, devient l'ennemi implacable et assure la ruine de la Constitution de 1795. Car, ou la fureur de l'égalité se soutiendra, et la guerre sera éternellement entre lui et toute forme de gouvernement qui voudra maintenir quelque subordination; ou enfin

[1] 2 messidor. — « En supposant la paix avec les puissances belligérantes, il n'y a qu'une intention à l'égard de l'Angleterre, celle de la poursuivre à outrance... » (*Rapp. du bur. centr.*) Voir aussi les *Rapports* des 29 prairial, 3, 5, 19 messidor. — « La nation anglaise est vouée dans les conversations à toute la... misère que son gouvernement a, depuis quatre ans, soufflée sur la France; et cependant on exprimait le désir de voir une paix générale, etc., etc. » (19 messidor.)

[2] Ils furent retirés de la circulation le 16 juillet (28 messidor).

ce fanatisme s'éteindra, et avec lui la Révolution et l'état républicain.

Le décret qui envoie Drouet à la haute Cour nationale a eu 96 voix de majorité dans le Conseil des Anciens. C'est un événement important pour les antirépublicains, parce que suivant toutes les apparences, cette procédure donnera un dessous marqué aux terroristes et aux jacobins dont la puissance soit directe ou indirecte, dominante ou auxiliaire, est le rempart du régime républicain.

En vertu de la Constitution, toutes les autorités administratives dont le Directoire avait usurpé l'élection, doivent être renouvelées le mois prochain par les assemblées primaires; et l'on peut être assuré, si quelque coup de main directorial ou jacobin n'y porte obstacle, qu'elles seront presque universellement composées de royalistes masqués, de faux républicains et de gens honnêtes. C'est la seule ressource pour la rétablissement de l'ordre et de la monarchie que l'épuration des corps administratifs, gouvernants et judiciaires. Aussi travaille-t-on déjà fortement à préparer dans neuf mois la nomination libre du second tiers du Corps législatif. C'est dans une Assemblée nationale, source de tous les maux, qu'on espère trouver leur remède sans contre-révolution violente, sanguinaire et oppressive, ou du moins un acheminement au remède.

LXXV

Berne, le 28 juillet 1796.

Si l'affermissement de la Révolution, c'est-à-dire si l'indépendance de ses œuvres, du régime qu'elle a produit et

des crises intérieures qu'elle enfantera encore, était l'unique but de la guerre, ce but serait aujourd'hui rempli : il faudrait en Europe un cours d'événements aussi improbables qu'imprévus, pour redonner aux puissances aucune influence sur la destinée de la République française et de son gouvernement. L'un et l'autre sont aujourd'hui irrévocablement soustraits aux chances militaires et ne peuvent plus péricliter que par eux-mêmes.

Mais à ce but se joint encore celui des conquêtes à conserver, des ennemis de la France à mettre pour longtemps hors de combat, de la moitié de l'Europe à rançonner, et de semer partout les causes de désorganisation et d'affaiblissement.

Tous ces projets sont ou seront plus ou moins avancés, non que le Directoire entende continuer la guerre sur le continent jusqu'à ce que ses armées ne trouvent plus de limites; il accordera la paix partout où elle lui sera demandée, pourvu que ses triomphes politiques soient aussi assurés par un traité que le sont ses triomphes militaires.

La contenance, les succès maritimes et les prises de possession de l'Angleterre ne l'excepteront pas de ce plan général du Directoire. Il aspire, et la nation entière avec lui, à la combattre seule lorsque toutes les autres puissances auront posé les armes; on continue les efforts pour entraîner l'Espagne dans la querelle; si l'on y parvient, ces projets gigantesques d'invasion seront exécutés aussitôt coûte que coûte. En attendant, on lui fermera tant qu'on pourra le commerce du continent, afin d'attaquer ainsi son revenu, ses fabriques, ses principales ressources, de provoquer les cris de la nation anglaise et de forcer son gouvernement à demander la paix, avec l'offre de restituer tout ce qu'elle a pris.

On n'adopte pas les maximes de l'audace, pour renoncer volontairement et par esprit de modération à l'ascendant qu'elle acquiert sur la peur, sur l'indécision, sur les tergiversations et la discorde de l'Europe. Six mois de guerre devenaient impossibles à la France en mars dernier, si ses ennemis lui eussent opposé un système de résistance proportionné à ses derniers efforts. C'est une vérité généralement connue et consentie à Paris; je la présentai dans le temps avec assurance, sans oser me permettre de supposer qu'elle serait négligée. Tous les possibles ont été dépassés par les événements. Si des hommes, qui n'auraient pas voulu retrancher un mois de pension à une courtisane pour armer une tartane sur la Méditerranée ou quelques soldats sur le Rhin, se cotisent à l'envi et sont *à la queue* pour obtenir des armistices, est-il donné à l'homme le plus *absurde* de mettre de semblables prodiges de lâcheté et d'impudeur au nombre des chances à supposer ?

Telle a été la fatalité des raisonnements et des calculs faits au dehors, qu'on a sans cesse méconnu et qu'on s'obstine encore à méconnaître le vrai caractère d'une révolution de sans-culottes. On suppose des plans savants et combinés, là où il n'y a que fureur et nécessité ; une politique vaste, où il n'y a que fanatisme et passions aveugles. Jusqu'au crime, tout est *impromptu* en France depuis sept ans. Telle est la source de cette instabilité perpétuelle dans les choses, dans les projets, dans les maximes, instabilité facile à pressentir dans tous les temps et qu'on n'a jamais voulu prévoir, en sorte que l'étranger a toujours été pris au dépourvu ou est demeuré fort en arrière des événements.

Toute idée de contre-révolution étant anéantie dans l'intérieur, l'influence, l'appui ou le concours des armes

étrangères ne pouvant plus séduire les mécontents les plus bornés, ils sont unanimes aujourd'hui à n'attendre aucune amélioration que du temps, du système de modération dans le gouvernement, des élections et du choix des dépositaires de l'autorité.

De là cette espèce de neutralisme qui s'introduit dans les affaires et dont les effets, pour n'être pas aperçus au dehors, n'en sont pas moins certains.

Républicains mitigés, monarchistes, constitutionnels, royalistes modérés, en se mêlant eux-mêmes dans le gouvernement, en atténuent jusqu'à un certain point les inclinations et la marche impétueuse. Tel État ne doit peut-être qu'à ce neutralisme de n'être pas encore ravagé; tel autre, occupé par la République ou en paix avec elle, de n'être point encore livré de vive force à une subversion révolutionnaire totale. La même cause prévient ou retarde les vengeances méditées par le Directoire après l'affaire des sections, les jugements contre leurs chefs et les projets meurtriers d'un Tallien, d'un Babeuf, d'un Louvet, d'un Sieyès et de toutes les cliques sanguinaires de l'ancien parti d'Orléans. Cela ne termine rien, mais adoucit pour le moment la situation des honnêtes gens et arrête le bras des égorgeurs.

Voici donc le résumé des dispositions et des plans en ce moment :

1° Les opinions sont les mêmes dans tous les partis; mais enfin, las de leur funeste espoir dans l'étranger et d'être sans cesse livrés à des assassins pour le fait d'une cause que les souverains eux-mêmes abandonnent généralement, les royalistes, dont le nombre est toujours très-grand, soupirent après le repos et le prendront de quelque part qu'il vienne;

2° Le but dominant est donc de contenir le sans-culottisme, le système de terreur, etc.; c'est le premier besoin, comme le premier devoir;

3° Empêcher que si la force des choses amène un changement dans le gouvernement, on ne soit ni divisé par les jacobins, ni déchiré par des factions royalistes;

4° Favoriser les idées de paix, diminuer par l'opinion l'ambition conquérante est aujourd'hui le point de vue de la pluralité de tout ce qui n'est ni terroriste ni mendiant. Sans l'influence des antijacobins, la guerre probablement aurait un caractère de subversion sociale plus rapide et plus déplorable.

Ce parti intermédiaire entre le Directoire et les jacobins, et dans lequel se sont jetés tous les royalistes modérés, n'aura une prépondérance marquée qu'après les élections du mois de mai 1797, époque où un second tiers du Corps législatif sera renouvelé; mais pour cela, il faut deux choses encore bien incertaines, que la liberté de ces élections soit maintenue, et qu'un coup de main subit des terroristes ne renverse pas la machine actuelle.

Depuis l'acte d'accusation prononcé contre Drouet, les jacobins ont perdu du terrain et cherchent à en venir à un accommodement sur le fait et la poursuite de la dernière conspiration. Leur auxiliaire Merlin, ministre de la justice, passe pour devoir être incessamment remplacé par Cambacérès.

LXXVI

Berne, le 6 août 1796.

Le système du gouvernement français, quant à l'extérieur, n'a point encore varié. Des contributions, des expéditions aussi loin qu'elles pourront s'étendre, jusqu'à Vienne, si les généraux conservent le bon sens. Plus de propositions spontanées; mais tendance à recevoir celles qui démantèleront les couronnes humiliées. Lorsqu'on aura fini ses comptes avec l'Empereur, on exécutera tous les desseins contre l'Angleterre, dont j'ai parlé antérieurement. Cette puissance est toujours le principal point de mire; on attaquera dans tous les sens son commerce, son crédit, sa constitution; on l'attaquera chez elle par des descentes, pour lesquelles on continue à préparer des embarcations depuis Flessingue à Brest.

C'est une erreur d'attribuer, ainsi qu'on le fait dans beaucoup de cabinets, la continuation de ce système d'insolence et de domination au caractère personnel de Delacroix, ministre des relations extérieures. Il est vrai que ce ministre, ancien secrétaire de M. Turgot, à qui il fit beaucoup de mal, ne connaît aucune politique, qu'il est un jacobin brutal, qu'il suscite partout des querelles, qu'il manque à tous les égards, et que ses bureaux et opérations diplomatiques se ressentent de son caractère; mais le fond du plan ne lui appartient pas : il n'est qu'agent du Directoire; il outre dans les formes l'esprit dominant, sans lui donner

l'impulsion ; enfin, il serait congédié depuis longtemps si ses maximes et son arrogance n'étaient plus ou moins l'apanage du gouvernement lui-même.

On verrait encore pire, sans l'influence des républicains modérés et des vendémiaristes qui, plus ou moins rapprochés de la majorité du Directoire, en neutralisent un peu les desseins violents. Plus cette influence augmentera, plus le *système débellateur* et l'éloignement pour une paix modérée perdront de force.

Or, il est certain que cet esprit de modération fait des progrès et devient déjà, pour l'intérieur du moins, le préservatif momentané contre le fanatisme terroriste. Il est celui de la majorité des Conseils et même du Directoire, qui, pressé d'une part par l'opinion, de l'autre par l'intérêt de la sûreté que les jacobins attaquaient de vive force, s'est enfin coalisé avec les vendémiaristes, les modérés de l'ancienne Convention et le nouveau tiers, contre la montagne, les thermidoriens et le club de l'hôtel de Noailles.

Ce rapprochement n'a rien de solide encore; il est purement de circonstance; mais ses effets sont visibles et certains. Journellement des places essentielles passent à des antijacobins très-prononcés; les nouvelles élections pour les emplois municipaux et d'administration départementale fortifient le nombre et l'influence des modérés. Les lois de sang dorment, le régime révolutionnaire ne s'exerce plus avec autant d'audace; il règne plus de calme et de sécurité parmi les honnêtes gens, aussi fatigués des cruautés républicaines que des conspirations royalistes et de leurs vaines espérances sur la guerre étrangère. Le gouvernement s'abandonne à l'opinion, parce qu'il ne pourrait essayer de la contraindre sans recourir aux mesures et à l'assistance jacobines. La liberté de la presse est à tel point que mon der-

nier ouvrage sur le *Républicanisme français*[1] vient d'avoir trois éditions consécutives à Paris, où il se vend fort cher, quoique publiquement, et avec l'applaudissement de tous les partis, excepté les jacobins. Ce trait seul peint l'esprit, l'opinion régnante et la conduite comme le but du gouvernement.

Celui-ci et les vendémiaristes relevés ont un intérêt et un besoin pressant de se serrer, pour se maintenir contre le jacobinisme qui conserve des appuis dans les Conseils et dans le Directoire, qui manœuvrent en dessous et ouvertement, par promesses, par menaces, par corruption, qui séduisent les troupes campées auprès de la capitale, et dont le bas peuple est toujours prêt à seconder les fureurs.

A ces mouvements près, qui tôt ou tard éclateront par une explosion, Paris est tranquille ; l'abondance y règne, les subsistances y sont assurées, les anciens costumes, les anciennes habitudes recommencent, et tous les usages introduits par la Révolution baissent d'autant. En un mot, l'état moral et politique est à peu près ce qu'il était il y a quinze mois.

Quant au caractère des esprits, c'est toujours un mélange de dissimulation, de plaintes, d'animosité, de légèreté. Chacun attend. Le gouvernement lui-même, incertain, compte sur les événements sans les faire. Il y a encore beaucoup de bêtise et de jacobinisme dans sa conduite, mais moins d'atrocité qu'on n'en a vu depuis quatre ans.

Les embarras de finance deviennent plus sérieux, parce que ce qui pourrait aller avec le système purement jacobin ne peut se concilier avec les prétentions du régime modéré. Aussi, dans l'impuissance de pouvoir créer un troisième

[1] *Correspondance politique pour servir à l'histoire du républicanisme français.* Londres (Hambourg), 1796. In-8°.

papier-monnaie, on pense à requérir un dixième ou un sixième du *capital* des biens-fonds, payable en plusieurs termes.

LXXVII

Berne, le 11 août 1796.

Paris est toujours stationnaire; nulle variété sensible. On s'embarrasse fort peu du gouvernement, et le gouvernement, qui sait cela, ne cherche qu'à vivre le plus longtemps possible. Il est persuadé avec raison que tout ce qu'on appelle royalistes et honnêtes gens doit lui inspirer peu d'ombrage : les terroristes seuls le tourmentent, et ce n'est pas sans sujet. Il n'existerait pas huit jours devant eux, sans une précaution à laquelle ne fut jamais réduit le plus despotique des rois de France, c'est-à-dire sans la présence de trente mille soldats campés à la porte de Paris, ou logés dans ses murs.

Les royalistes, les gens de *vendémiaire,* les propriétaires, les modérés, ont adopté la conduite la plus commode, c'est-à-dire une parfaite insouciance sur le présent, l'avenir et même le passé. Aucune injustice ne les révolte, pourvu qu'ils aient l'espoir d'en partager les bénéfices; aucune tyrannie ne les effarouche, pourvu qu'elle les laisse vivre, bavarder et aller à l'Opéra. Comme dans toute l'Europe, il ne se trouve à Paris encore quelque énergie que parmi le peuple.

Cependant, c'est une opinion assez générale que la

France ne pouvant vivre sous aucune autre forme de gouvernement que la monarchie, ce sera par une mutation ou altération interne et successive dans l'organisation républicaine, que s'opérera le changement : telles, par exemple, qu'une majorité dans les deux Conseils qui tendrait à la monarchie.

Mais l'esprit de mouvement insurrectionnel, à la manière de celui des sections de Paris, est assoupi pour longtemps. Toute la classe bourgeoise, la classe lettrée, les propriétaires sont blasés sur les factions royalistes ou antigouvernementales; ils ne croient plus au succès d'aucune tentative; les royalistes sont absolument désabusés quant à la conduite, par les événements de la guerre; ils ne concevront jamais que la Révolution ait trouvé en Europe des alliés dans plus d'un souverain absolu, que presque tous n'aient pas fait, pour en prévenir l'inondation et les conquêtes, la moitié des efforts que leur eût inspirés la perspective de conquérir une douzaine de villages, que l'Allemagne se laisse soumettre et rançonner, comme l'Italie, sans combattre, et qu'elle regarde presque comme ses ennemis ceux qui l'ont défendue et qui la défendraient encore sans sa défection. Ils conçoivent encore moins comment toutes ces invasions s'opèrent avec des soldats de réquisition, des *volontaires* traduits garrottés aux armées, et par des généraux *de la veille* et sans qu'une *seule bataille* soit livrée et perdue.

Ce phénomène faisait dire dernièrement à un vieux chevalier de Saint-Louis, dans un cercle de Paris où l'on parlait des succès de Bonaparte : *Ne voyez-vous pas que ce sont de vieilles gazettes de Louis XIV qu'ils font réimprimer ?*

Ce Bonaparte, ce petit bamboche à cheveux éparpillés, ce bâtard de Mandrin, que les rhéteurs des Conseils appel-

lent *jeune héros* et *vainqueur de l'Italie*, expiera promptement sa gloire de tréteau, son inconduite, ses vols, ses fusillades, ses insolentes pasquinades. On se tromperait tout à fait, en lisant la dernière déclaration que le Directoire a fait imprimer[1] à l'éloge du général, de supposer ce langage sincère. — Bonaparte a eu l'audace d'écrire au Directoire : *J'ai reçu votre traité de paix avec la Sardaigne, l'armée l'a approuvé*. Cette lettre a été pour lui ce que fut le canon de la Bastille pour mademoiselle de Montpensier sous la minorité de Louis XIV, si ce n'est pire encore. Il y a eu des voix pour envoyer le *jeune héros* à la place de la Révolution, et y recevoir vingt balles dans la cervelle; mais, ami de Barras, protégé par les jacobins de toute classe, il a échappé au châtiment de son incartade.

Ce qu'on lui reproche encore, ce qui est prouvé, c'est la plus complète dilapidation des rapines et des contributions qu'il a levées en Italie. Les gazettes ont annoncé qu'il était arrivé à Paris un convoi d'argent venu d'Italie; ce fait est absolument faux; il n'est pas même vrai qu'il y ait aucun convoi de cette espèce en route. Nous savons, au contraire, que nombre d'officiers de tout grade ont fait passer et font passer leur butin clandestinement en Suisse.

Le Directoire, furieux de voir échapper cette proie, a envoyé des commissaires secrets à l'armée d'Italie ; ils y seront bientôt connus, sans aucun doute, reçus, observés, considérés comme des ennemis. La levée du siége de Mantoue[2], les premiers avantages du feld-maréchal de Wurmser, la retraite des Français en Piémont qui résultera inévi-

[1] *Moniteur* du 15 thermidor (2 août).

[2] Wurmser était arrivé dans le Tyrol avec trente mille hommes et y avait recueilli le reste des troupes de Beaulieu. Parti de Trente le 29 juillet, il avait fait occuper Brescia par une de ses divisions, et s'était établi dans les faubourgs de Vérone après avoir enlevé les plateaux de Rivoli et de la Corona.

tablement d'opérations un peu rapides[1] de l'armée de Sa Majesté Impériale et Royale, exalteront encore la discorde entre le Directoire et ses généraux d'Italie, et il n'est pas sans vraisemblance qu'il s'ensuivît alors une désorganisation de l'armée, celle de toutes qui renferme le plus de jacobins.

On aura la mesure juste des *modérés,* de leur faiblesse, de leur impuissance et même de l'empire qu'a encore sur beaucoup d'entre eux le système révolutionnaire, dans le double silence qu'ils gardent dans les Conseils, soit contre la durée de la guerre, soit contre les excès commis en Lombardie. On désapprouve qu'on sans-culottise et qu'on saccage l'Italie; mais le parti jacobin le veut, ainsi qu'il veut *municipaliser l'Europe.* Or, le Directoire laisse faire et connive à ce plan, parce qu'il est forcé de ménager cette redoutable et active réunion. Sans la peur qu'elle inspire aux vendémiaristes, au nouveau tiers, aux modérés, ceux-ci réduiraient la guerre à l'ancien mode de conquêtes. La preuve qu'ils ne le peuvent pas, c'est qu'ils se taisent, et cette preuve sert encore à démontrer combien sont encore prématurées ces annonces d'un changement de système, cette confiance que plusieurs cabinets mal instruits ou trompés accordent à des apparences ou à des paroles, et ce déplorable vertige qui a fait tomber les deux tiers de l'Europe dans la résolution de s'en remettre à la discrétion de la République française.

Les mandats sont à peu de chose près aussi avilis que les assignats et ne valent plus que 2 pour 100. Des 2 milliards et 400 millions créés il y a cinq mois, il n'en reste plus à dissiper que 360 millions, et la dette flottante,

[1] Bonaparte la gagna de vitesse; Lonato (3 août), Castiglione (5 août).

arriérée, est le triple de cette valeur. Les finances ne font aucun pas; c'est toujours le même cercle de moyens violents et inutiles, de mesures décrétées et rapportées quelques semaines après, et de bavardage dans les conseils. Incessamment on aura recours à quelque nouvel expédient révolutionnaire, et quelque écrasant qu'il puisse être pour la nation, elle le supportera comme tant d'autres.

On a célébré avec assez d'allégresse à Paris l'anniversaire de la chute de Robespierre[1], et l'on a remarqué que, parmi l'immense multitude qui assistait à cette fête, il ne s'est pas élevé un cri de : *Vive le Roi!* ni de : *Vive la République!* Ce trait seul peint l'insouciance publique mieux que ne le pourraient faire des volumes.

LXXVIII

Berne, le 18 août 1796.

Lorsque j'ai avancé antérieurement, et à plusieurs reprises, qu'on jugeait beaucoup trop favorablement des vues politiques du gouvernement français, d'un changement prétendu de système dans ses intentions de paix ou de guerre et de son éloignement des principes jacobins dans l'administration des intérêts extérieurs de la république, j'ai énoncé un fait et non une conjecture.

[1] Discours de Carnot. Défilé places de la Bastille, du Carrousel (où sont brûlés les attributs de la royauté), et au Champ de Mars (où sont brûlés les attributs de l'anarchie). — Courses à pied, à cheval, concerts, feux d'artifice... etc., etc. (Voir le *Rédacteur*, nos 226 et 227.)

La saine partie des conseils, peut-être même quelques membres individuels du Directoire, et l'opinion générale, désapprouvent hautement la conduite révolutionnaire qu'on tient en Italie, celle qu'on se permet envers le roi de Sardaigne, le grand-duc de Toscane, le Pape, la république de Gênes. Ils désapprouvent cette fureur continue d'invasions et de conquêtes; ils désapprouvent que le gouvernement veuille à toute force soumettre ses ennemis avant de traiter avec eux, et qu'il entende accorder la paix aux puissances belligérantes comme un suzerain l'accorde à ses vassaux, comme Thamasp-Kouli-Khan[1] l'accorda à l'Hindoustan en la signant à Delhi.

Mais les voix sages et modérées sont encore loin de prévaloir. Charles Delacroix, ministre des relations extérieures, méprisé, méprisable, entouré et gouverné par des jacobins, n'est point renvoyé. Le Directoire continue à traiter en tributaires les puissances neutres; sa conduite envers le régent de Suède en est la preuve, et l'on a retrouvé dans sa réponse à la dernière note du baron de Staël, le langage et la maxime fondamentale de la révolution : *Le Directoire proteste que la* NATION SUÉDOISE *peut toujours compter sur ses sentiments d'affection.*

Telle est la doctrine essentielle et invétérée : elle ne changera qu'avec les dépositaires de l'autorité. L'Europe ne doit pas s'abuser là-dessus. Tant que le parti dominant gouvernera, il demeurera plus ou moins révolutionnaire, sa politique extérieure ne perdra point son caractère actuel; la paix faite, ou plutôt dictée, la fermeté de la république sera éternellement de l'arrogance; au moindre grief, elle fera aux peuples des appels contre leurs gouvernements; elle

[1] Nadir-Schah.

sera toujours menaçante et exigeante, parce qu'elle ne cessera point d'être ombrageuse et de poursuivre, de manière ou d'autre, toutes les souverainetés légitimes.

Les espérances contraires que l'on peut concevoir d'après les assurances de quelques individus en place, plus modérés ou plus confiants, sont certainement spécieuses et prématurées. La démonstration de cette vérité est dans le silence auquel se condamne la portion non jacobine du gouvernement, quant aux affaires extérieures, et le cours que continue à suivre leur direction. Il s'en faut qu'elle prévale dans l'administration de l'intérieur; mais son influence est encore plus faible pour tout ce qui concerne le dehors.

Ce serait se faire illusion que de compter sur aucune amélioration, jusqu'à ce que la minorité ait acquis plus de prépondérance.

Cette minorité dans les conseils est composée de gens qui, soit royalistes, soit républicains, sont également d'accord à extirper le système jacobin, soit au dedans de la France, soit dans la politique extérieure; ils veulent la paix, la sûreté, la foi des traités, la justice, et cela avec ou sans un Roi.

Il existe un plan de restauration monarchique parmi un certain nombre de royalistes *non contre-révolutionnaires*, et la plupart siégeant dans les deux conseils. Leur infériorité actuelle, la crainte des jacobins, la nécessité de soutenir la Constitution d'où ils entendent tirer leurs ressources, ne leur permettent que l'emploi de moyens lents, successifs et légaux. Ils projettent de faire rentrer dans les conseils Vaublanc, l'un de leurs principaux chefs, expulsé et proscrit malgré son élection, pour avoir signé en *vendémiaire* dernier ce qu'on nomme des arrêtés *liberticides;* de faire révoquer le décret rendu l'année dernière, et qui exclut les

parents d'émigrés ainsi que les *rebelles* des sections de Paris, des fonctions publiques; de faire placer dans ces fonctions diverses le plus de royalistes masqués et d'honnêtes gens qu'il sera possible; enfin, de faire rentrer les émigrés qui n'ont point porté les armes contre la France.

Ils ont à eux neuf à dix feuilles publiques des plus accréditées; ils comptent sur l'opinion qui leur est favorable; enfin ils espèrent que les élections de l'année prochaine leur assureront la majorité dans les deux conseils.

Ce plan, conforme aux circonstances, l'est encore à l'esprit général qui redoute les secousses; il faut louvoyer lorsqu'on ne peut voguer à pleines voiles : il se concilie, d'ailleurs, avec le caractère d'hommes qui n'ont que le courage d'inertie; mais on sent qu'une conduite si mesurée au milieu de passions si ardentes, qu'une marche graduelle et systématique dans les accès d'une révolution, que des arrangements d'une exécution lente et compliquée peuvent être dix fois renversés avant d'arriver à leur maturité, soit par des coups de main, soit par des événements inopinés.

Il sera d'ailleurs difficile de maintenir dans ce parti l'union, la subordination, l'unité et le zèle qu'il serait nécessaire. Sa faiblesse est déjà et encore augmentée par des divisions de jalousie entre le nouveau tiers et les anciens conventionnels, tels que Boissy-d'Anglas, Lanjuinais, La Rivière, etc., qui marchent dans le même sens.

Quoiqu'ils aient emporté la présidence et le secrétariat des conseils, offices dédaignés par les jacobins qui assistent peu à ce genre d'élections, ils n'ont nullement la majorité. Celle-ci est toujours déterminée pour ou contre par ce qu'on appelle le *ventre,* espèce de tiers parti qui représente aujourd'hui ce qu'on nommait les *bariolés* dans la première Assemblée constituante. Ces *métis* tiennent la ba-



lance entre les jacobins *montagnards* ou autres et les royalistes systématiques. Les uns sont des républicains de circonstance, d'autres des républicains de bonne foi; tous ennemis des violences trop révolutionnaires, criant journellement contre les terroristes et les royalistes; mais la plupart sans caractère et sans opinions fermes, prudents et ne se commettant jamais qu'avec le parti qu'ils jugent le plus fort, redoutant par-dessus tout les chocs, serviles sous Robespierre, attachés après lui aux thermidoriens tant qu'ils dominèrent, aujourd'hui dévoués au gouvernement parce qu'il est le gouvernement. — Les monarchistes ont gagné depuis quelque temps plusieurs membres de ce tiers parti dont la politique, semblable à celle du Directoire, vacille journellemement et consiste non à *réprimer* les jacobins, mais à les *maintenir*.

Ces derniers viennent encore une fois d'ensanglanter la Provence; ils ont forcé les élections municipales à coups de sabre et de bâton, et massacré ou blessé plus de soixante citoyens. Au lieu de prendre à ce sujet des résolutions fermes, le tiers parti et une partie du nouveau tiers ont eu la faiblesse de s'en tenir à des déclamations et de remettre le soin du remède au Directoire, divisé lui-même, ainsi que ses bureaux et ses agents, pour ou contre les jacobins; division qui paralyse ou laisse à moitié chemin toutes les mesures à prendre contre cette faction.

Les préparatifs d'invasion en Angleterre se poursuivent; le plan est de Carnot. Pour accoutumer les esprits, on commencera par une descente dans les îles de Jersey et de Guernesey. Si l'on réussit, le projet général sera exécuté, et suivant les avis que je reçois, par les trois points de Cherbourg, de Dunkerque et de Flessingue. C'est là que se rassemblent les troupes et les bâtiments. Le débarquement

s'opérera par des flottilles de frégates, de chaloupes canonnières, de bateaux armés, pendant que les vaisseaux de Brest chercheront à attirer la flotte anglaise dans le golfe de Biscaye. L'armement de Flessingue se dirigera à l'embouchure de l'Humber pour prendre poste à Derby; c'est celui sur lequel on compte le plus, avec l'assistance de la flotte hollandaise. L'armement de Dunkerque doit entrer dans la Tamise, la remonter jusqu'à Chatam et y brûler ce chantier; celui de Cherbourg, auquel on emploie le plus d'enfants perdus, doit aborder à *Starpoint* et gagner Exeter.

Le mandat de cent livres ne vaut plus que trente sols. Le gouvernement a accéléré leur chute par des achats de numéraire faits avec ce papier. Il existe 50 à 60 millions en espèces à la trésorerie. La confusion, le désordre, les dissipations et le brigandage continuent à tenir le sceptre des finances. Ainsi, l'Europe est à genoux devant un gouvernement sans crédit et sans trésors, qui ne peut pas même parvenir à arranger les loyers des maisons et qui force les rentiers, premiers auxiliaires de la Révolution, à demander l'aumône ou à se tuer de désespoir. C'est un semblable gouvernement qui réduit la plupart des Souverains pour n'avoir rien prévu, rien voulu empêcher, à se croire très-heureux de pouvoir être *six mois* tranquilles spectateurs de l'invasion et de la ruine de la moitié de l'Europe.



LXXIX

Berne, le 25 août 1796.

Ce serait une erreur grossière de prendre la tranquillité qui règne à Paris, et cette espèce d'armistice que l'aplomb momentané du gouvernement maintient entre les factions, pour le prélude d'un ordre invariable, d'une paix constitutionnelle et de l'affermissement solide du régime actuel. Rien de tout cela n'existe qu'aux yeux du vulgaire, des sots et d'une grande partie de l'étranger toujours dupe des apparences, et en général aussi peu initié dans les secrets de la Révolution, que si elle se passait au Japon.

Les esprits ne sont ni unis, ni ralliés. Chacun, tout en se conformant à la force des choses, garde en son cœur l'espoir et le désir de voir cesser cette position contrainte. Les ferments des passions les plus violentes subsistent, se mûrissent; non pas, il est vrai, parmi le public blasé et insouciant, non parmi le beau monde et les bourgeois généralement *dérévolutionnés,* mais parmi tout ce qui gouverne ou prétend gouverner. On trouve dans cette classe d'hommes une animosité réciproque que rien ne peut éteindre; là est le volcan; il n'a fait que resserrer son diamètre, et ses explosions n'en sont pas moins inévitables.

Le gouvernement actuel n'a ni l'affection, ni l'estime, ni la confiance. Dans toutes les classes, et tout en lui obéissant, on ne dissimule ni sa haine, ni son mépris pour lui. Le peuple, à qui l'on avait promis l'*égalité,* et qui y tient



toujours, ne peut s'accoutumer à des *hommes comme lui*, qui vont eu carrosse, qui ont des gardes et qui se disent républicains. La majorité de la nation portée au monarchisme par habitude et par la confrontation matérielle de ce régime à celui qui l'a suivi, reste dans l'inertie sur les intérêts et les usages de la République; elle ne l'aime ni ne la combat, et l'adopte sans la seconder. Un grand fond d'amertume et de haine entre chaque parti, des déclamations furieuses les uns contre les autres, l'espoir de se venger un jour et le désir d'un changement, tout en jurant la permanence de la Constitution de 1795, voilà ce qu'on aperçoit dans le public, chez les gens en place et partout.

La conduite ambiguë et versatile du gouvernement, son faible pour les terroristes dont il ménage les passions avec une servilité puérile, lui fait journellement commettre des sottises qui le perdront. Il n'existait qu'un moyen de prévenir la dissolution *tragique* des autorités d'aujourd'hui, c'était de réparer toutes les injustices réparables, d'appeler aux places ceux qui se sont montrés ennemis des crimes de la Révolution et d'assurer pour clients, pour tuteurs de l'autorité tous ceux qui réclament protection et sûreté. Mais le Directoire ne veut pas encore cette direction : il tolère et prêche lui-même les maximes du 10 août, du 2 septembre, du 31 mai; maximes subversives de sa propre autorité. C'est là, c'est dans cette manie révolutionnaire, dans cette persévérance à contrarier les inclinations et les habitudes nationales par des préceptes et des procédés jacobins, que réside le plus grand danger pour l'établissement du nouveau régime.

Il deviendra de plus en plus odieux à la majorité du public qui, sans l'aimer, a pris le parti de l'obéissance, mais qui ne veut pas d'une obéissance gratuite, et il restera

en même temps à découvert contre les jacobins qui ne souffrent aucun ordre de choses fixe et qui détestent toute supériorité civile le lendemain du jour où ils l'ont instituée.

Cependant, rien n'est plus certain que la stupidité des directeurs et de leur clique à cet égard. Il règne parmi eux une crainte pusillanime à punir le crime, un ménagement lâche pour les scélérats, qui éclatera bientôt contre eux ; ils sont trop aveugles pour le sentir.

L'étranger voit leur force et ne peut la révoquer en doute; mais leur défaut de sagesse et d'habileté dans l'intérieur ne sont ni mandés ni connus des envoyés ou des émissaires des Cours étrangères, plus empressés de faire leur cour à madame Tallien ou de dîner au Luxembourg, que d'apercevoir des observations et des faits qui sont au-dessus de leur portée, ou de se tenir en garde contre la simplicité avec laquelle ils comptent sur tels ou tels, sur des paroles, sur des promesses, sur des traités.

Ce que toutes les armées de la coalition n'ont pu faire, les dispositions dont je parle l'opéreront, et cela dans six mois, au renouvellement des élections, à moins qu'une révolution sanglante et jacobine ne replonge la France dans la situation de 1793.

Tandis qu'on préjuge les chefs du gouvernement occupés de plans vastes d'affermissement, et convaincus de la solidité de leur puissance intérieure, ils sont dominés, entraînés par l'apathie. Étonnés d'eux-mêmes, de ce qu'ils sont, de ce qui est, ils ne pensent pas au lendemain. En sorte que, malgré l'emphase de leurs discours et la bouffissure de leur politique, il n'existe chez eux aucune conviction de leur durée, et ils sont dévorés d'incertitude.

C'est la guerre, ou pour parler plus exactement, ce sont les succès de la guerre qui soutiennent leur existence et oc-

cupent leur activité. Les victoires, les contributions, les princes allemands et italiens qui se mettent à la queue pour mendier et payer des armistices, couvrent tout.

L'impulsion rapide des armées, ce mouvement hostile qui leur soumet une partie de l'Europe, tandis que l'autre regarde à la fenêtre, est le seul ressort qui fasse encore agir les volontés et les combinaisons révolutionnaires. Aussi, le Directoire, divisé sur le gouvernement intérieur, embarrassé, presque lassé de ses grandes fonctions, reprend de la vigueur et de l'ensemble, lorsqu'il s'agit des armées. C'est le grand moyen de succès et celui qui a toujours réussi, grâces aux divisions de l'étranger, à la lâche indifférence d'une partie de l'Europe sur la catastrophe du moment, aux collusions, aux corruptions, au défaut de zèle, d'énergie et d'unité qui a caractérisé la conduite de la plupart des Cours.

Aussi les derniers succès en Allemagne[1] ont tellement enflé les espérances de ces messieurs, qu'ils n'entendent plus traiter les puissances autrement que comme les Romains traitaient les rois de Bithynie et de Cappadoce. Il n'est plus question de restituer ni le duché de Juliers, ni celui de Berg, ni celui d'outre-Meuse; révolutionner l'Italie et la *municipaliser* est le texte dominant. Si l'on dicte la paix à Sa Majesté l'Empereur, on veut se réserver l'Angleterre pour entretenir la guerre, et l'on est bien décidé à considérer tous ces prétendus traités du moment, toutes ces pacifications partielles, comme des chiffons de circonstance, attendu qu'il faut au Directoire, à la République, à la Ré-

[1] Capitulation de Francfort, de Wurzbourg, et action de Jourdan à Bamberg (4 août). Armistice acheté par les princes allemands de Souabe (25 millions en argent et promesse de neutralité). — Victoire de Moreau à Neresheim (11 août).

volution des ennemis, sans quoi ces trois puissances mourraient de consomption sur leurs victoires précédentes.

C'est, au reste, le dernier des soins et des soucis *nationaux* que les événements du dehors. La majorité des vœux, tous les gens sages ou modérés dans les Conseils eussent ambitionné que l'étranger eût au moins balancé les succès de la République, et montré une résistance, une volonté d'union, de vues et de moyens, qui eussent amené le Directoire à la paix, en le forçant à ne point exagérer les conditions; mais la conduite de l'Empire, celle des troupes des cercles, de l'Espagne, du roi de Sardaigne, du Pape, les projets d'envahissement qu'on suppose universellement au roi de Prusse, et les retraites perpétuelles des armées autrichiennes, ont porté des coups mortels au parti pacifique et lui ont fait tomber les armes.

Bonaparte a envoyé à l'armée d'Italie quelques sommes d'argent provenant de ses rapines ultramontaines : cela a un peu réconcilié avec le Directoire ce bamboche à cheveux éparpillés, ce petit saltimbanque de cinq pieds trois pouces, qui n'a jamais fait la guerre que dans les tripots et les lieux de débauche.

Barras, son protecteur et son ami, est décidément terroriste, ainsi que Letourneur; les trois autres membres du Directoire sont moins prononcés. La Revellière est le moins mauvais et le plus nul; Rewbell lutte entre son naturel qui le porterait au pire et les influences qui le modèrent un peu; Carnot est un caméléon, plus fort et plus fin que ses quatre collègues réunis, sans avoir pour cela plus de crédit.

Du 27 août.

La politique directoriale augmente chaque jour d'insolence et de présomption : les succès de ses armées ne sont pas encore assez vastes pour elle ; on s'impatiente de leur lenteur ; on ne rêve que guerre à outrance, invasions, conquêtes à garder : ce système prévaut absolument ; il est devenu une affaire de parti ; les intentions jacobines, quant à l'extérieur, ont un dessus très-prononcé.

Drouet s'est évadé de sa prison, ou plutôt on lui en a ouvert les portes. Cette collusion est une nouvelle preuve de l'ascendant que les jacobins conservent dans le gouvernement.

Les quinze mille hommes qu'on fait passer de la Vendée en Italie sont sans habits, bas, ni souliers : la plupart sont de véritables bêtes féroces : la totalité de ce renfort ne sera pas arrivée en Lombardie avant le milieu de septembre

---

LXXX

Berne, le 10 septembre 1796.

J'avais eu l'honneur de mander dernièrement à Sa Majesté l'Empereur et Roi que le délire de la présomption s'était emparé du Directoire, des Conseils et de tout ce qui les approche ; qu'impatientés de la lenteur de leurs armées, ils ne cessaient de harceler les généraux et de leur ordonner de presser leur marche ; qu'enfin, ivres de leurs derni

succès, toujours infectés de l'esprit de jacobinisme, c'est à Londres et à Vienne qu'ils prétendaient aller dicter leurs capitulations, et qu'on ne respirait dans les bureaux, comme dans le gouvernement en chef, qu'invasions, révolutionnement, conquêtes et pillage. Le ministre des affaires étrangères Delacroix pousse sans relâche à ce système.

C'est le Directoire qui a fait plaider officiellement dans quelques journaux la nécessité de révolutionner l'Italie, et d'en former une république annexée à la France : il y a pour cela la plume d'un fou méprisable, né Milanais, qui se nomme le comte Gorani, et qui, depuis quatre ans, gagne sa vie à écrire tous les mois un libelle contre quelque Cour de l'Europe.

Ce sont encore les écrivains *directoriaux* qui défendent le système des conquêtes, de l'extension de la République jusqu'au Rhin et même au delà, d'abattre les grandes puissances et de réduire les autres, neutres ou non, à la condition de *satellites* ou de *tributaires* de la République ; ce sont là les expressions.

Ce serait une erreur de penser que ces romans fanatiques ne sont adoptés que par les jacobins. Les sentiments de fausse gloire , de vanité nationale, sont populaires et universels depuis le passage du Rhin et l'occupation de la Lombardie. Quelques bons esprits luttent contre ce torrent ; mais l'ignorance, le bavardage, la crédulité et la badauderie parisienne sont journellement entretenus par les relations que publie le Directoire et par les feuilles publiques, qui semblent toutes être datées des Petites-Maisons.

Ce ne seront pas sûrement les tristes négociations des princes d'Empire, ni leurs armistices payés si cher, ni ces soumissions qu'ils honorent du nom de traités de paix, ni

les neutralités armées, ni cette complaisance si générale à se rendre sans résistance, qui changeront l'esprit et les vices du gouvernement français. Il n'y a plus qu'un seul moyen de traiter honorablement et sûrement avec lui, c'est de s'en faire craindre; les victoires seules peuvent désarmer son insolence, désenivrer les Conseils et ramener le moment propice de négocier.

Je puis certifier que les dernières victoires de Son Altesse Royale Monseigneur l'archiduc Charles [1], et les suites qu'il est permis d'en espérer, feront à Paris et dans toute la France une sensation prodigieuse; à l'engouement et à l'extase vont succéder le découragement et les clabauderies. Si les Français repassent le Rhin, forcés par leurs défaites, le Directoire n'échappera point à l'odieux de l'acharnement avec lequel il s'est obstiné à poursuivre ses conquêtes, au lieu de saisir le moment de la paix. Le parti pacifique dans les Conseils et dans le public reprendra de l'empire, osera parler, j'aime à le croire, et sera l'interprète de l'indignation publique; car, si un cinquième de la France, si le gouvernement, par des vues purement personnelles et par fanatisme révolutionnaire, s'opiniâtre à perpétuer la guerre, la nation ne soupire qu'après la paix, ne demande que la paix, et c'est dans l'espoir de l'obtenir par des victoires, qu'elle applaudissait à celles-ci; elle accablera le gouvernement du reproche de n'avoir pas voulu profiter de ses succès pour terminer la guerre, et du blâme de l'épuisement, des mesures désastreuses et des pertes qui suivront les défaites. Ainsi, après avoir pour la troisième fois sauvé l'Europe de la honte de passer sous les Fourches Caudines, Sa Majesté l'Empereur et Roi se retrouvera, pour traiter la paix, dans

[1] A Neumark sur Bernadotte, à Amberg et Wurzbourg (3 septembre) sur Jourdan.

une position encore plus favorable qu'elle ne l'était l'hiver dernier.

Au milieu de ses invasions et de ses succès, le Directoire succombait sous le fardeau de ses dépenses; il a été obligé d'en faire l'aveu au Corps législatif, par un message formel dont les journaux ont fait connaître la teneur. Les mandats sont dévorés; la majeure partie des biens confisqués sont aliénés; les dépenses ne diminuent ni ne diminueront; les déprédations en tout genre sont au comble; il est moralement impossible de recourir pour la troisième fois au papier-monnaie; tous les moyens de crédit sont coupés à la racine; sans armée révolutionnaire, jamais on ne parviendra à faire payer les contributions dont le mode et l'étendue sont plus accablants que les excès de l'ancienne fiscalité.

Il faudra recourir à des opérations oppressives, spoliatrices et révolutionnaires, revenir aux réquisitions, à l'attaque des capitaux, aux moyens de terreur pour se faire obéir. Il n'est aucun observateur éclairé, aucun esprit attentif qui ne découvre les conséquences réactives qu'amènera le retour d'un semblable régime.

Ajoutons que, même au sein de leurs avantages, les armées, depuis les généraux aux soldats, sont, en général, dégoûtées, lassées de la guerre et tout près du découragement et de la sédition, si des revers soutenus viennent les replonger dans cette alternative de misère ou de sacrifice de leur sang, dont ils pouvaient se croire sortis pour jamais.

J'ose faire pressentir avec confiance tous ces résultats, si les armées impériales poursuivent et soutiennent leurs victoires, soit en Allemagne, soit en Italie; mais je prends la liberté d'ajouter que, pour achever d'éteindre en France et dans les troupes le goût de la guerre, il serait utile de fournir des armes au parti pacifique, en opposant aux men-



songes, aux fureurs, à la rage conquérante du Directoire, une déclaration qui laissât sans réplique les impostures de ce gouvernement et désabusât les Français du préjugé que les alliés prétendent leur dicter des lois et le régime qu'ils doivent suivre, qu'ils conservent les armes pour opérer une contre-révolution, et que cette guerre a un autre but que celui de replacer chacun dans ses limites.

On me pardonnera encore de faire sentir que le véhicule de la terreur a été l'un des mobiles les plus efficaces et les plus sûrs des progrès que les Français ont faits en Italie et en Allemagne. C'est en répandant avec rapidité et profusion les bulletins de leurs moindres avantages, en effrayant ainsi les peuples et en prenant le ton de la confiance, qu'ils ont mis à leur solde, pour ainsi dire, tous les lâches, tous les esprits timides, soit dans les cabinets, soit parmi les propriétaires, soit parmi les peuples. J'ai été témoin du ravage qu'ont fait en ce genre les imprimés de la légation de Bâle, et je me permets de regretter profondément que les conseils de Sa Majesté l'Empereur et Roi aient méprisé l'importance de ces publications, surtout au voisinage des frontières, d'où elles pénétreraient en France sur-le-champ, en servant d'antidote aux faussetés par lesquelles le Directoire abuse la nation.

Le Corps législatif continue à aller au jour le jour; il rejette les embarras sur le gouvernement qui lui renvoie les difficultés. Chacun pense à soi; les Conseils, surtout celui des Cinq-Cents, ne s'inquiètent ni ne s'occupent des affaires générales; on discute par métier, on décrète par désœuvrement; nul plan, aucune administration, rien de suivi, excepté les cabales. La sollicitude de ces représentants se borne à préparer les voies et à ajourner les plans pour les prochaines élections, qui se feront au mois de mai pro-

chain. Les intrigues, les projets, les combats intestins sont innombrables à ce sujet, qui intéresse la France beaucoup plus que l'histoire militaire de l'Allemagne et de l'Italie. — Le parti jacobin, prévenu du désavantage qu'il aura dans ces élections qui renouvelleront un tiers du Corps législatif, travaille à les éloigner et médite de les faire ajourner à la paix; il est très-probable que le Directoire sera de moitié dans ce complot.

Le chevalier de Revel, ministre du roi de Sardaigne, est revenu à Turin, et, comme on le sait, après avoir été expulsé par le Directoire. Celui-ci lui a trouvé trop d'esprit, d'*aristocratie* et d'insistance en faveur des émigrés savoyards, dont la République a loyalement confisqué tous les biens. Je sais que ses instructions étaient connues du Directoire huit jours avant qu'il arrivât à Paris, et ce n'est pas le seul indice qui me soit parvenu de la trahison qui s'exerce dans les bureaux du ministère de Sa Majesté Sarde.

Le tableau de Paris est de plus en plus digne d'horreur : ce sont trente Sodomes réunies; tous les vices y donnent la main à tous les crimes; chacun s'y déteste et s'y friponne; plus d'amis, plus de parents, plus de liens, plus de devoirs; cinquante mille gueux ou gueuses, à qui l'on faisait l'aumône il y a cinq ans, enrichis par la Révolution, tiennent le haut du pavé, tandis que le reste des citoyens vit de pain moisi; la frivolité la plus insouciante accompagne la perversité publique; chacun ne songe qu'à se divertir, et personne n'a le sou; la capitale est partagée entre les fous et les coquins. Tout le monde se moque du Directoire, des Conseils, de la République; tout le monde espère un changement de choses, et qui que ce soit ne contribuerait de cent écus ou d'une heure de travail pour l'opérer.

Sa Majesté l'Empereur et Roi pourra prendre une juste

idée de la situation des Français en Italie, à la lecture du rapport suivant, envoyé le 3 de Milan par un des commissaires des guerres de l'armée de Buonaparte, à son frère, membre du Conseil des Anciens, rapport qui a passé entre mes mains :

« Notre armée se détruit, mande cet employé. Vingt à « vingt-cinq mille malades garnissent les hôpitaux ; l'air « dans les États vénitiens en était si infecté, qu'on en a fait « refluer cinq à six mille à Lodi et à Milan. Il n'y a pas, à « l'heure actuelle, *trente mille hommes valides sous les* « *armes*. Buonaparte pense de reprendre l'offensive et de « rapprocher son quartier général de Vérone. Ce projet est « fou, car il est douteux que nos moyens soient même suf- « fisants pour la défensive.

« On annonce des renforts; pure charlatanerie. Le Di- « rectoire déclare son impuissance. De dix-huit mille « hommes venant de la Vendée, à peine la moitié rejoin- « dra; douze cents hommes sont arrivés, et ces douze « cents étaient annoncés pour six mille hommes. On a « tenté de recruter , on a pris un millier de brigands ita- « liens; ce qui s'est passé sous Mantoue indique le peu de « fonds qu'on peut faire sur une pareille troupe. On a tenté « à Milan l'établissement d'une garde nationale; quoique « présentée comme purement sédentaire, la crainte de se « trouver troupe de réquisition a occasionné une émigra- « tion systématique, et l'on n'est pas encore parvenu à or- « ganiser un seul bataillon.

« On a supprimé les agences militaires dont les extor- « sions étaient énormes, et l'on a rendu à la Lombardie « les administrations; mais elles ont été si mal composées « que les concussions et les rapines n'ont fait que changer « de mains. L'opinion est manifestement prononcée contre

« nous, à une centaine de coquins près; un revers un peu « essentiel serait le signal de notre destruction.

« Tous les genres de mécontentement et tous les germes « de désorganisation travaillent notre armée. Salicetti et « Buonaparte ne cheminent point d'accord; ils empiètent « mutuellement sur leurs prérogatives; ils font et défont; « l'un vole avec impudence, l'autre avec adresse. De toutes « les sommes imposées et perçues, dix millions seulement « sont allés à Génes, et n'ont pas atteint le tiers de ce qui « était dû. Toutes les caisses sont épuisées; la dépense est « montée sur le pied de dix à douze millions par mois. « Quinze millions sont dus pour fournitures dans les États « vénitiens. L'officier ni le soldat ne sont payés; la déser- « tion est considérable, la haine générale contre Buona- « parte. Le soldat convalescent ne veut pas rejoindre : il « prononce hautement son vœu pour la paix; ce cri sédi- « tieux se répète chaque jour davantage. »

LXXXI

Berne, le 22 septembre 1796.

Le Directoire, jusqu'au 16 de ce mois, avait intercepté toutes les gazettes, les relations et les lettres qui auraient pu instruire Paris des derniers événements militaires en Allemagne. Gardant lui-même un silence absolu sur la défaite des armées, le gouvernement imposait la même réticence à tous les écrivains publics, placés, *au nom de la liberté,* entre le cachot ou la nécessité de taire l'histoire du

moment; mais tous ces efforts sont à pure perte; la vérité sera très-incessamment connue; elle frappera d'autant plus fort qu'elle aura été tardive et inattendue; elle discréditera encore le gouvernement, en faisant apprécier les motifs de ses fables et de sa dissimulation.

Ce n'est pas, cependant, que l'imbécile peuple de Paris s'occupe fortement des événements extérieurs. L'image de cette capitale est tracée dans ces dégoûtantes feuilles publiques, rédigées aux Petites-Maisons par des écrivains ivres, les uns d'eau-de-vie et les autres de vin de Champagne, et où il n'est plus question que d'invectives pour ou contre les jacobins. Avec la poltronnerie des lapins, les Parisiens en ont la simplicité; ils croient leurs armées aux portes de Vienne, la paix rédigée, la monarchie autrichienne noyée dans le Danube, et ils ne songent qu'à la frayeur permanente que leur inspirent les mouvements des terroristes.

Ceux-ci sont en conspiration permanente. Leurs dernières tentatives n'avaient rien de bien sérieux; c'étaient de simples escarmouches, fondées sur la collusion d'une partie des troupes campées à la porte de Paris[1], et uniquement destinées à intimider le gouvernement et les Conseils, et à ralentir les procédures commencées à Vendôme contre Babeuf et autres misérables mis en jugement.

Il n'en est pas moins vrai que sans la présence des troupes, les jacobins renversaient le gouvernement et se rendaient maîtres de Paris. On ne doit pas prendre au mot le bavardage héroïque des papiers publics jacobins; mais on doit

[1] Affaire du camp de Grenelle (9 septembre), nuit du 23 au 24 fructidor. Dans la nuit du 10 au 11 (27-28 août), celle où Babeuf et ses complices devaient être dirigés sur Vendôme, il y avait eu déjà, dans divers quartiers de Paris, des mouvements populaires qui n'avaient pas abouti.

demeurer convaincu que cette cohue discordante de bien intentionnés, de constitutionnels de 1795, de républicains modérés, de harangueurs, de dissertateurs, ne tiendra jamais un quart d'heure contre un peloton de jacobins, tant que le gouvernement ne fera pas face pour le public et ne sera pas gardé par des soldats fidèles.

La haine respective des divers partis s'accroît journellement par ces agitations; elle est envenimée par les feuilles publiques. Le système du Directoire qui persiste encore à rester *impartial* entre les scélérats et le public, entre les citoyens soumis à la Constitution et les factieux qui travaillent à la renverser, ne sert qu'à irriter ces passions mutuelles et qu'à indisposer tous les esprits.

En général, il faut se représenter Paris comme un État à part, comme une France particulière, détachée d'intérêts, de vues, d'habitudes, d'opinions, du reste de la République. On n'y songe qu'à soi, à ses plaisirs, au présent; on n'y donne des regrets à rien; on danse sur des cadavres; on déraisonne sur l'avenir sans y attacher aucune attention sérieuse; peuplé de gens ruinés ou de gens qui travaillent à la ruine des autres, Paris n'est, au pied de la lettre, qu'une bande d'escrocs et de dupes, blasés sur tout, excepté sur leur sûreté de vingt-quatre heures, républicains aujourd'hui parce qu'il n'y a aucun danger de l'être, royalistes par sentiment ou par opinion, parce qu'une pensée n'exige aucune démonstration publique, et près d'être toujours ce que voudra le plus fort.

Cette vile apathie ne règne pas au même degré dans les provinces, où la haine du gouvernement est plus énergique et plus libre, où les mécontentements ne se dissimulent point, où l'on déteste la République et ceux qui la gouvernent, et où les habitudes et les sentiments de l'ancien

régime ont de plus fortes racines. Lyon continue à se distinguer à la tête de cette rebellion tacite; les émigrés y sont rentrés en foule; qui que ce soit n'ose les inquiéter, ni même les apercevoir; le mépris et l'horreur de la République s'y manifestent comme dans une ville étrangère, et le gouvernement, qui la considère comme dans un état de contre-révolution passive, craint d'essayer son pouvoir contre elle. Il en est à peu près de même dans tous les départements où les jacobins ne dominant pas, il ne reste d'autre crainte que celle du gouvernement.

Malgré ce qu'on vient d'exposer sur l'indifférence et l'apathie de Paris, le plan d'atteindre les nouvelles élections au mois d'avril prochain, d'exclure du gouvernement les anciens conventionnels, les régicides, les républicains prononcés, existe toujours et se travaille, mais entre un petit nombre de députés, ayant plus d'esprit que de conduite, et d'intentions sages que de courage et de tenue. Ils viennent de demander la révocation de la loi du 3 brumaire dernier, qui exclut les parents d'émigrés et les complices de la révolte des sections de Paris, de toutes fonctions publiques. Cette motion, préméditée depuis longtemps, a excité une discussion violente; mais tout ce que les auteurs ont pu obtenir, a été le renvoi de la question à une commission sur le rapport de laquelle on discutera et décidera définitivement. Les jacobins ont emporté la majorité dans le choix de ces commissaires, grâce à l'accord parfait qui règne entre eux, et qui ne règne point parmi leurs antagonistes.

J'ai fait apercevoir dans l'un des *numéros* antérieurs l'importance et les suites de la révocation de cette loi du 3 brumaire, que la dernière Convention décréta et regardait comme une colonne essentielle de la République.

Au milieu de ces intrigues, de ces agitations, de ces

débats qui préparent des crises futures sans en être une encore, la France demeure sans administration et sans régime fixe. Il n'y a pas de police, et l'on ne s'aperçoit d'un gouvernement qu'à Paris; les lois, presque partout, sont de pure forme; l'anarchie reprend sans cesse le dessus, et l'on a la preuve de cette anarchie dans la foule des décrets contradictoires et de circonstance que rend journellement le Corps législatif. Tandis que les jacobins se jouent des lois à force ouverte, tantôt dans un département, tantôt dans un autre, le reste des citoyens s'y soumet sans leur prêter aucun appui; nul zèle, nul attachement à ce régime; les autorités entravées par la mobilité continuelle des principes, des règlements, du Directoire et de leurs propres membres, restent sans force et sans activité. La France, malgré tout ce qu'on avance de contraire, malgré la soumission apparente de ses habitants et malgré la vile incurie de Paris, est à peu près, comme elle l'était à la fin de 1791, entre une révolution faite et une révolution à faire.

C'est dans cet état de choses que s'évanouit le principe de la sécurité, de l'indifférence, de la soumission générales, savoir l'empire que les avantages extérieurs assuraient au gouvernement, les ressources qu'ils lui fournissaient, la crédulité sur les conquêtes et la paix qui promettaient à chacun le terme prochain des maux publics.

Distraite depuis six mois par les relations de Gargantua que publiait le Directoire sous le nom des généraux, la nation se croyait à jamais affranchie des mesures oppressives et révolutionnaires que vont nécessiter de nouveaux désastres.

Les finances livrées au pillage, plus que jamais devennes la proie d'une multitude de fripons et de parvenus scandaleux, vont retomber dans une détresse pire que l'année der-



nière; car ni ces imbéciles Conseils, ni le gouvernement, à qui toute espèce de notions et de volonté d'administration et de règle est étranger, n'ont su profiter des six mois qui viennent de s'écouler, pour mettre de l'ordre dans une seule partie, pour fixer un plan de dépenses et de recettes, pour pourvoir aux dépenses extraordinaires, à la dette flottante qui est énorme, au discrédit, aux moyens d'économie. Marbois, député du nouveau tiers et homme de mérite, déclara dernièrement dans un des derniers comités secrets, *qu'il était vide de sens de s'occuper de finances tant que l'on restait en état de guerre.*

Les mandats sont mangés; les biens confisqués; les plus disponibles aliénés en majeure partie; on a établi le plus grand nombre des dépenses, excepté toutefois celles de justice, sur le pied du mandat au cours, ou en numéraire effectif. *Fermond,* du comité des finances, qui est le plus sot et le plus ridicule des comités, avoua dernièrement que la dépense extraordinaire se levait à trois millions *espèces* par jour; la dépense ordinaire a passé cette année sept cents millions; et tout cela avec des armées qui, depuis six mois, vivent de contributions et de vols en Allemagne et en Italie. Le papier-monnaie est en horreur; si l'on s'avisait d'en créer un troisième, il ne serait pas reçu à 95 pour 100 de perte à son émission, et il faudrait en créer pour plusieurs milliards avant d'acquitter la dépense de six mois.

Les vides des armées avaient obligé le Directoire, même avant les dernières défaites, à dégarnir l'intérieur de ce qu'on nomme *colonnes mobiles,* dont partie a été envoyée en Italie au mois de juillet, et une autre partie licenciée. Le reste était employé à la défense des côtes, à la descente projetée en Angleterre (et qui définitivement est ajournée

au printemps prochain), à la garde de Paris et à la répression des mécontents. Ce sera beaucoup si l'on peut tirer quarante mille hommes de toute espèce de cette armée de l'intérieur, y compris même les garnisons des places fortes qui restent confiées aux troupes réglées; mais la République, le gouvernement, la sûreté, la soumission publique, les factions, la perception des taxes, les réquisitions fiscales et personnelles restent abandonnés à la protection des gardes nationales sédentaires, c'est-à-dire à des citoyens dont les trois quarts sont des ennemis prononcés ou cachés du gouvernement, des hommes livrés à l'esprit de parti, ou des insouciants incapables de faire la police d'un cabaret. L'autorité ne tardera pas à se repentir d'avoir ainsi réarmé, réuni, investi du pouvoir militaire, un peuple harassé du régime actuel, et que la durée de la guerre obligera de fouler encore.

Il suffit d'indiquer ces conséquences; la nécessité seule et la crainte d'effaroucher tout de suite les esprits par de nouvelles réquisitions ont pu inspirer cette mesure, que le Directoire a annoncée dans une déclaration publique, remplie comme à l'ordinaire de toutes les absurdités atroces et des charlataneries qui caractérisent son éloquence. « Ces « troupes, dit-il, achèveront d'accabler *un ennemi sourd à la* « *voix de l'humanité et de ses propres intérêts. Toutes les* « *troupes de France* vivront à ses dépens, toutes les cala- « mités de la guerre seront transférées sur son territoire, « jusqu'à ce qu'il lui plaise enfin d'accepter les *conditions* « *justes et modérées que nous n'avons cessé et que nous ne* « *cesserons de lui offrir.* »

Nonobstant cette impudence et ces beaux calculs, un peu dérangés par Son Altesse Royale Monseigneur l'archiduc Charles, il est aisé de prévoir que le Directoire va rouvrir la

boîte de Pandore, les réquisitions et autres fléaux dont il a amusé la France, ou que, revenant de gré ou de force, de sa politique révolutionnaire et de son droit de conquêtes, à des principes plus sensés, il abaissera son insolence jusqu'à parler sérieusement de paix.

Mais avant d'en venir là, il est extrêmement probable qu'il essayera encore les moyens de rage et de désespoir, qu'il tâtera la patience publique, qu'il inondera la France d'impostures *pacifiques,* pour démontrer que les alliés seuls s'obstinent à la guerre ; et je ne saurais trop répéter qu'on ne désarmera jamais ce gouvernement criminel, insensible aux maux de ses concitoyens, sans morale, sans honneur, sans aucun patriotisme, sans aucun principe de saine politique, sans respect pour tout ce qui est sacré dans les autres gouvernements, qu'en se montrant redoutable, victorieux, mais prêt à consentir à la paix et jamais à signer des capitulations semblables à celles du margrave de Bade, du duc du Wurtemberg et du roi de Sardaigne [1] ; capitulations plus pernicieuses à l'Europe que des batailles perdues et qui apprennent à la nation française à mépriser, à insulter tous les souverains.

Sa Majesté l'Empereur et Roi remarquera l'attention avec laquelle le Directoire ramène sans cesse la crédulité française à l'opinion que la durée de la guerre est uniquement le fruit de l'acharnement des alliés. Si cette opinion venait à s'affaiblir en France comme elle l'est déjà dans les armées, ce changement aurait les effets les plus utiles et les plus étendus ; il porterait au comble la haine contre le gouvernement, il frapperait d'un coup mortel toutes les mesures subséquentes, toutes les ressources extraordinaires ; il déve-

[1] 5, 7, 22 août. — Cession de Montbéliard par le duc de Wurtemberg.

lopperait l'esprit de résistance, qui se manifeste déjà, chez les réquisitionnaires; il faciliterait la paix en dégoûtant tout à fait la nation du système des conquêtes à garder, et en fournissant des moyens victorieux aux bien intentionnés du Corps législatif. — Sa Majesté l'Empereur et Roi me pardonnera la liberté que je prends de lui représenter de nouveau que tous ces avantages résulteraient indubitablement d'une déclaration adressée non au gouvernement, mais à la France, où, en rappelant l'agression dont Sa Majesté Impériale et Royale fut l'objet en 1792, sans la moindre provocation de sa part, elle rejetterait sur l'ambition révolutionnaire du gouvernement français tous les malheurs de la guerre et tous les obstacles à la paix, et où elle en annoncerait le terme au moment où les Français abandonneraient les pays envahis.

Jourdan a donné sa démission; Beurnonville le remplace dans le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse.

LXXXII

Berne, le 8 octobre 1796.

Quoique M. le baron de Degelman ait sûrement instruit ses supérieurs de ce qui se passe en Suisse depuis quinze jours, j'ajouterai ici quelques observations aux rapports de ce ministre.

Le baron d'Erlach de Spietz, sénateur de la république de Berne et membre du conseil de guerre, avait prévenu son gouvernement, dès le commencement de septembre,

de la nécessité où se trouverait le Corps helvétique de défendre son territoire contre une retraite du général Moreau, et il avait invoqué des mesures promptes et énergiques. Cet avis fut repoussé par esprit d'insouciance et d'économie, par l'effet de cette disposition fatale qui a dominé dans la plupart des Conseils de l'Europe, dont la prévision a laissé si souvent arriver les événements au lieu de s'en garantir, et enfin par l'embarras de concerter aucunes précautions avec les cantons limitrophes de la Souabe. L'esprit de parti travailla encore à augmenter cette sécurité ; on vit avec indifférence les premiers Français fugitifs, battus dans le comté de Bregenz, se sauver à Schaffouse, traverser le bas Argau et se rendre à Bâle.

La prédominance de l'influence française dans cette dernière ville, les lenteurs et la partialité de Zurich, ne laissaient aucun espoir d'amener les cantons septentrionaux à une mesure générale ; ces derniers avaient pris le parti de recevoir les Français, de leur accorder le transit et l'hospitalité, de laisser sans ordre, sans police, sans précautions quelconques, les bandes de gueux en uniforme faire de la Suisse leur hôpital ambulant, la traverser en grand nombre, sans armes, il est vrai, mais avec leurs convois, pour gagner Bâle par la route de Schaffouse à Bade, Lentzbourg, le bas Argau, l'extrémité du canton de Soleure et le Hanstein.

Enfin, Berne, indisposée de la conduite de Zurich, de Schaffouse et de Bâle, a pris la résolution d'armer et a armé douze mille hommes, avec un train d'artillerie. En ce moment, ce corps se rassemble dans l'Argau. Probablement, Soleure, Lucerne et Fribourg joindront un contingent à cette force; le baron d'Erlach de Spietz a été député à Zurich pour représenter à ce canton les conséquences de sa conduite.

Généralement, cette inondation de Français a indisposé le peuple, surtout les paysans : le parti bien intentionné a gagné de l'avantage; et tout porte à croire que Zurich, Bâle et Schaffouse porteront seuls le poids de la responsabilité, à laquelle les exposent leur partialité, le vice de leur gouvernement populaire et la terreur qu'y ont semée les Français depuis deux ans.

Plus de dix mille de ces fuyards ont déjà traversé la Suisse par pelotons. La lettre du feld-maréchal comte de Latour[1] au ministre impérial, et la note de M. le baron Degelman, ont prodigieusement contribué à tirer enfin la Suisse de sa léthargie et à réfléchir plus mûrement sur les sophismes de ces publicistes en matière de neutralité. En énonçant que ce passage des Français, la lenteur des précautions et la conduite des trois cantons désignés plus haut ont encouru une désapprobation générale, on indique suffisamment quel est l'esprit public du reste de la Suisse, travaillée d'ailleurs par toutes sortes d'affections ou de préjugés, d'influences ou de raisonnements qui dérivent de sa position, et la douce habitude qu'on y a contractée de se croire inaccessible à toutes les conséquences de la guerre, moyennant un acquiescement entier et subit à toutes les demandes insolentes dont les fatigue le Directoire.

Il n'est aucune ruse, aucune inquisition, aucune imposture que le gouvernement néglige à Paris, pour prolonger la crédulité du peuple sur la situation des armées françaises. Il était, il est vrai, impossible de dissimuler plus longtemps la dissolution de celle de Sambre-et-Meuse, dont la plupart des chefs de l'état-major ont donné leur démission, et qui est absolument désorganisée. — Le commissaire ordonnateur

[1] Il marchait sur les derrières de Moreau pour inquiéter sa retraite. Celui-ci se retourna contre lui et le battit à Biberach (2 octobre).

écrivait le 18 de Cologne à l'un de ses parents à Paris, qu'il n'y avait plus aucun moyen de faire mouvoir cette armée, sans vivres, sans chariots, sans équipages, sans chevaux, et retirée dans des contrées déjà épuisées par les contributions et qui ne présentent aucune ressource. Mais le Directoire n'en publie pas moins dans ses journaux que *Moreau* continue de *marcher sur Vienne,* qu'il *attaquera et vaincra partout* Monseigneur l'archiduc Charles. — Les fables extravagantes de Buonaparte sont crues encore par le peuple. Pour balancer l'impression des revers, un jour on annonce les secours de la Porte ottomane, le lendemain une alliance avec le roi de Prusse. Tout cela se publie sous l'attache du Directoire, fait la risée de gens sensés, est adopté sans discernement par la multitude de toute condition et commenté chaque jour par une foule d'imbéciles gazetiers. D'ailleurs, le caractère de la capitale, tel que j'ai eu l'honneur de le dépeindre plus d'une fois, exclut tout intérêt sérieux, toute attention suivie aux événements extérieurs. Paris n'est plus touché de rien, plus susceptible d'aucun sentiment public : ce sont les Petites-Maisons habitées par des scélérats qui s'amusent aux dépens des insensés. Voler, se divertir, bavarder sans but et ne jamais voir que l'instant qui court, voilà l'histoire des trois quarts des Parisiens.

Cependant, tout ce qui appartient au gouvernement s'agite et intrigue pour tourner en sa faveur les désastres extérieurs, et pour s'en faire une arme contre les mécontents et les ennemis du régime actuel. Le Directoire, ses commis, ses créatures, toute la nuée de brigands qui vivent de la guerre, épouvantés de leur responsabilité et prévoyant le parti que l'opposition tirerait des derniers revers, se sont rapprochés des jacobins. Ceux-ci ont de même attiré à eux la bande des deux Conseils qu'on appelle le *ventre,* espèce

vénale, lâche, sans opinion comme sans conscience, et dévouée au parti le plus menaçant. — En conséquence, depuis quinze jours, les bien intentionnés du Corps législatif sont retombés en minorité. L'un d'eux, Pelet de la Lozère, ayant représenté dans un discours *ad hoc* la nécessité de la paix les jacobins et les directoriaux l'ont accablé de clameurs et ont fait tomber cette motion. La révocation de la loi du 3 brumaire qui exclut des fonctions publiques jusqu'à la paix tous les parents d'émigrés et les complices des sections de Paris l'année dernière, sera très-probablement rejetée; l'aigreur, la vengeance et la haine se raniment, chez les uns, pour écraser la parti pacifique et le parti royaliste; chez celui-ci, pour prévenir que l'autorité ne retombe en entier dans les mains des jacobins.

Point de doute que ceux-ci ne tentent l'impossible pour poursuivre leur avantage. Ils ont laissé fusiller quelques terroristes subalternes, auteurs du dernier mouvement tenté sur le camp de Grenelle; mais on a sauvé les chefs. Cette insurrection, dont le public, frappé de sa bizarrerie, n'a point pénétré le mystère, tient à des ressorts qui aboutissent jusqu'au Directoire. Jacobins et terroristes ont repris le ton audacieux, ils menacent ouvertement de leurs vengeances; ils sont parvenus à maintenir dans leurs places Charles Delacroix, ministre des relations extérieures, et Merlin, ministre de la justice, tous deux dévoués au système jacobin.

Ce système est toujours le même quant à la politique extérieure. Les journaux officiels du gouvernement viennent d'imprimer *que les opérations de la campagne n'ont rien changé au système adopté par le Directoire avant son ouverture.* Ce conseil a répondu à la demande faite par le gouvernement britannique d'un passe-port pour M. Jackson, qu'il délivrerait ce passe-port à l'envoyé s'il était muni de pleins pouvoirs,

non-seulement pour préparer et négocier la paix, mais pour la conclure définitivement, c'est-à-dire pour souscrire aux conditions qu'imposera le Directoire. Cette réponse n'a pas d'autre sens; les auteurs ne veulent point d'autre paix, et cette comédie relative à M. Jackson n'a d'autre but que d'éluder toute négociation, en rejetant cependant sur Sa Majesté Britannique le dessein de continuer la guerre et en faisant croire à la France que le Directoire n'a point refusé de traiter sérieusement.

C'est à introduire et à fortifier cette opinion que tendent tous les ressorts du Directoire. Poursuivre la guerre en persuadant à la nation que le retard de la paix est l'ouvrage des puissances, voilà sa politique fondamentale en ce moment.

Il épuise l'armée de l'intérieur avant d'en venir à une réquisition générale. On a fait marcher encore 10,000 hommes de cette armée en Italie et 15,000 à Strasbourg. On a commandé, mais sans aucun succès encore, des réquisitions partielles en Alsace et dans les autres départements les plus voisins du théâtre de la guerre.

Ce qui est encore plus embarrassant que les levées, c'est la recherche des ressources de finance. On aura peine à croire, et rien n'est plus vrai cependant, que le gouvernement est sans le sol. Depuis un mois, il n'est pas sorti cinquante mille livres de la Trésorerie; personne n'est payé, excepté les députés, les ministres et les principaux commis. Le Directoire fait vendre sur la place les ordonnances du Trésor royal à 60, 70 pour 100 de perte; on donne des primes aux acheteurs qui payent avant le terme; on a, dans le temps, délivré des ordonnances sur les contributions de Francfort, *avant que cette ville fût occupée.* Toutes les friponneries, les expédients les plus désastreux, sont

employés; les provinces sont accablées d'impositions; mais toutes ces misérables ressources sont des gouttes d'eau dans l'Océan, maintenant que les revers exigent la dépense de nouveaux milliards. On s'attend à quelque *grande mesure*, semblable aux précédentes, et à un orage que sa proposition fera éclater dans le Conseil des Cinq-Cents.

P. S. — Zurich s'est déterminé sur les représentations de Berne à armer 6,000 hommes; les autres cantons fourniront aussi leur contingent. Le principe adopté par Berne, à la pluralité de quatre-vingts voix contre vingt, dans le conseil souverain, est de fermer entièrement le passage aux Français.

Il n'y a dans la langue aucun terme pour exprimer l'état réel des finances, et de tout ce qui y a quelque rapport. L'argent est tellement rare que les bonnes maisons qui empruntaient ou qui prêtaient à demi pour 100 par mois, sont obligées de donner 4 pour 100 par mois. Cette disette est journellement accrue par le gouvernement, qui pompe avec l'agiotage de son papier tout l'argent disponible de la circulation. Les commis et autres fonctionnaires publics n'ont reçu qu'un quart à-compte de leurs appointements du mois dernier.

Dernièrement, le gouvernement a payé une compagnie de ses fournisseurs avec des meubles en tapisserie, volés dans les maisons royales, déposés à l'hôtel de l'Infantado, et aujourd'hui mis en vente publique. Il a de même abandonné pour plusieurs millions d'arpents de bois domaniaux à la fabrique de drap des Varrolais à Abbeville, contre un marché de drap pour l'habillement des troupes. — Le droit

de patentes est tellement onéreux qu'on en refuse partout le payement; à peine un quart de Paris l'a-t-il acquitté, et cependant le gouvernement exige déjà les impositions de l'année prochaine. — Paris réunit les deux extrêmes, toute la cherté des pays riches et toute la misère des pays pauvres.

Cela n'empêche pas que les beaux quartiers de Richelieu et de la Chaussée-d'Antin ne soient remplis de parvenus qui donnent des fêtes, des soupers, des concerts, qui garnissent les spectacles et étalent un luxe crapuleux. Ce sont les vers et les insectes qui rongent le cadavre de la France et qui ont remplacé le clergé, la noblesse et la magistrature. — Au milieu de ces déprédations et de cette misère, on vole, on assassine impunément dans les villes et sur les routes. Cela n'arrivait pas au temps du terrorisme, parce que la canaille occupait les comités et recevait tant par jour pour assister aux assemblées des sections.

La négociation de lord Malmesbury a pris décidément le caractère que j'avais eu l'honneur de faire pressentir dès l'origine [1]. C'est intentionnellement que le ministre du Directoire pour les affaires extérieures a adopté ces formes de correspondance insolentes et insolites; le but est d'avilir l'envoyé et le gouvernement britannique, et ce but est rempli en France. Les journaux du gouvernement ont déjà signifié à l'ambassadeur anglais qu'il ferait sagement de repartir. Louvet, député, chef jacobin, journaliste salarié du Directoire qui fait distribuer 6,000 exemplaires de sa feuille intitulée *la Sentinelle*, dit, le 16 de ce mois, ces propres paroles : « Les choses en sont venues au point que le « Directoire ne peut plus rester dans cette attitude; *il a « épuisé les voies de la modération et de la générosité;* il ne

[1] *Moniteurs* des 3, 7, 8, 10, 20, 24, 29 brumaire et 9 frimaire.

« lui reste plus qu'à déployer *sa dignité et sa force.* » Il est à croire que lord Malmesbury ne continuera pas à servir de jouet aux Parisiens, à se laisser outrager *officiellement* et journellement sans utilité; car, qu'il parte ou qu'il demeure, le Directoire n'en rejettera pas moins sur lui le tort de la rupture et le persuadera au gros de la nation, ainsi qu'à l'opposition en Angleterre.

Les projets de descente en restent aux démonstrations. Cependant les troupes, c'est-à-dire un ramas de coquins et de malfaiteurs, enrégimentés sous le nom de *francs* ou de *bandes noires,* arrivent à Brest et s'y embarquent sur l'escadre qui, le 12, n'avait point encore mis à la voile : les avis sont toujours qu'elle est destinée pour l'Amérique.

Quant à la première division des troupes rassemblées à Dunkerque, qui était partie le 8, elle est rentrée le 10, battue par la grosse mer et hors d'état de continuer sa route. Cette embarcation devait se réunir à une autre dans le port de Flessingue et tenter, selon l'opinion la plus accréditée, une descente dans l'Elbe pour rançonner Hambourg et l'obliger de fermer sa porte aux Anglais.

IIe P. S. — Plusieurs coups de main de cette nature sont à l'ordre du jour; le besoin et la soif du pillage, enflammés par le succès des rapines exécutées en Italie et en Allemagne, forment le point de vue central et le principal objet de l'activité directoriale. Tous les États neutres, neutralisés ou belligérants qui peuvent tenter la cupidité de ce gouvernement cartouchien, doivent redoubler de précautions.

La moitié des troupes qui de Provence devaient aller joindre Bonaparte, ont déserté dans le comté de Nice. La guerre d'Italie est un objet d'horreur pour les volontaires.

LXXXIII

Berne, le 16 octobre 1796.

On se tromperait en supposant que les revers fassent, en France et surtout à Paris, plus d'impression que n'en firent les victoires. Le public rassasié d'événements, indifférent à l'avenir, blasé sur les craintes comme sur les espérances, est à peine touché des événements extérieurs. Cependant, il en résulte déjà des effets politiques et moraux très-importants.

Dans l'état de servilité où la capitale est tombée, il lui restait ce qu'aucune révolution n'affaiblira jamais en France, la vanité et la présomption nationales. Tous les partis étaient enchantés de ces victoires prétendues remportées sans combattre, de prendre des États, de dicter des actes de soumission à des souverains, de triompher de l'Europe, de l'humilier et de la piller. Peu de gens croyaient au terme de ces succès : le gouvernement était en délire. Paris considérait l'Europe comme une scène d'opéra, jouée pour l'amuser, par des acteurs invincibles. Ces folies ont disparu, malgré les réticences du Directoire, malgré les impostures et les sottises de tout genre dont il berce la crédulité des Parisiens.

Les républicains voyaient dans les conquêtes les progrès de la Révolution, la chute des rois et autant de tributaires qu'ils avaient d'ennemis. Les royalistes systématiques, toujours inquiets d'une contre-révolution absolue, se jugeaient maîtres de la faire à leur gré, aussitôt que les puissances

seraient abattues. Le gouvernement et son parti, ne respirant que pillages, désorganisation, soumission des États belligérants, et toujours pleins du projet de les désarmer les uns après les autres, ne mettaient pas plus de bornes à leur sécurité qu'à leur insolence. Les *pacifiques* voyaient dans les victoires la fin prochaine de la guerre; les fauteurs de celle-ci, des moyens de la continuer, pour la terminer enfin de la seule manière qui ne fût pas préjudiciable aux intérêts de la Révolution.

Aujourd'hui, toutes ces vues sont bouleversées; mais chacun n'envisage ce changement que sous le rapport qu'il peut avoir avec la situation intérieure.

Les mécontents les plus prononcés reviennent à une partie de leurs anciennes espérances; un gouvernement haï et battu est moins redouté. Les conspirateurs, les moteurs d'insurrections aperçoivent dans l'éloignement des troupes du dedans des facilités à remuer; les vendémiaristes, les anciens constitutionnels y voient l'éloignement de la paix, et se retrouvent dans l'alternative, ou de voir la Constitution entourée par les mesures révolutionnaires, ou de résister avec plus d'énergie à leur retour. Les gouvernants, chargés d'une responsabilité dangereuse après des revers et forcés de recourir, ou à une paix modérée dont ils ne veulent point, ou à des opérations oppressives pour continuer la guerre, se rapprochent des oppresseurs par excellence, c'est-à-dire des jacobins. Ceux-ci, qui travaillent à sortir la France du régime constitutionnel de 1795, pour la replonger en entier sous le régime révolutionnaire, acceptent les défaites extérieures comme un des meilleurs mobiles de leurs entreprises. — A côté d'eux, les terroristes purs, enfants perdus des jacobins, remuent, conjurent dans les cabarets, entretiennent la fermentation pour se rendre redoutables, pour

inquiéter le gouvernement et le faire glisser dans les bras des jacobins.

Telles sont en grande partie les causes de l'ascendant que ces derniers reprennent dans le Corps législatif et au Directoire.

Les vendémiaristes ont perdu dix questions depuis quinze jours, et très-probablement perdront la délibération définitive sur la loi du 3 brumaire, sur la révocation de laquelle reposaient tous leurs plans, leurs mesures et leurs espérances.

Le découragement en a gagné plusieurs, qui ont demandé leur congé. Les discussions sont redevenues orageuses; l'arrogance et l'animosité des jacobins se déploient à pleines voiles : ils ont ressuscité dans Paris et dans les conseils une agitation sourde qui prépare des éclats.

Les modérés se sont affaiblis en s'attachant précédemment au système de se rallier au Directoire, de lui applaudir, de lui tout permettre, pour l'empêcher de retourner aux jacobins. Ils ont sacrifié à cette chimère des circonstances importantes et des avantages sûrs; ils manquent de suite, d'égalité dans leur marche, d'uniformité et de constance dans leur but. Ils se battent avec des *principes* dans un empire en combustion; c'est avec des *formes légales* qu'ils entendent renverser des adversaires toujours agissants et auxquels on n'oppose que des lois méprisées, inobservées et inobservables.

Autant les vendémiaristes fondent d'espérances sur l'élection d'un nouveau tiers du Corps législatif au printemps prochain (élection qui, en la supposant libre, leur assurerait la prépondérance), autant les jacobins et le Directoire redoutent ce moment, qu'ils travaillent déjà à prévenir.

Leur plan secret est d'ajourner la Constitution, et par conséquent les élections, *jusqu'à la paix :* c'est une des raisons puissantes pour lesquelles ils s'obstinent à la guerre. Ce projet ne s'exécutera pas sans résistance et sans déchirements. Voilà les éléments d'une nouvelle crise révolutionnaire plus ou moins immédiate.

En apparence, le Directoire conserve sa neutralité; mais, dans le fait, cette neutralité sert utilement la faction entreprenante. Exécré d'ailleurs autant que méprisé, caressé par des hypocrites, envié et attaqué par des coquins, ses complices, ce n'est pas au parti le plus dangereux qu'il s'avisera de déclarer la guerre.

L'oppression, l'arbitraire, les exactions, les actes révolutionnaires pèsent sur les départements beaucoup plus que sur Paris, distrait d'ailleurs par des plaisirs crapuleux, par des spéculations infâmes et par l'exercice de toutes sortes de friponneries qui font la ressource de la moitié de ses habitants.

On prépare de nouvelles extorsions pécuniaires; il est question de tirer encore deux cents millions en numéraire, des propriétaires déjà écrasés des taxes ordinaires qui absorbent la moitié du revenu net de chaque possesseur d'immeubles. Ces deux cents millions pour les besoins extraordinaires de la guerre, couvriront à peine la dépense de deux mois.

On s'attend de même à une nouvelle levée de deux cent mille hommes. Le Directoire ne prononcera pas le mot de réquisition ; il désavoue les réquisitions ; mais il en fera, ou il en tentera une du cinquième de la population virile. Voici comment :

Sans décret, sans autorisation législative, le Directoire a entrepris la formation d'une armée qui, sous le nom de

colonnes mobiles, sera une armée révolutionnaire de seconde édition. Elle est prise, *pour un cinquième,* sur toutes les gardes nationales de chaque département. Cette formation n'est point encore organisée; elle n'existe même nominalement que dans quelques départements frontières du théâtre de la guerre. Ainsi, lorsqu'on lit dans les journaux que telles colonnes mobiles se sont mises en mouvement, cela signifie qu'on a fait marcher le cinquième, ou ce qu'on a pu du cinquième, des habitants d'une province, entre dix-huit et quarante-cinq ans. Ces levées sont aussi odieuses aux peuples que les réquisitions; on s'y refuse comme à celles-ci. On a requis tout à l'heure les colonnes mobiles de Franche-Comté, de la haute Alsace; il ne s'est pas encore trouvé cent hommes de bonne volonté.

LXXXIV

Berne, le 26 octobre 1796.

Si la lecture des papiers publics français sert à égarer l'Europe touchant la situation réelle de la France, ces papiers rendent le même service aux départements et au peuple, relativement aux affaires extérieures. Les Orientaux, qui n'ont point de gazettes, ne sont point du moins trompés par leur gouvernement. Si un philosophe, descendant de la lune, tombait sur les gazettes de Paris depuis cinq ou six semaines, il penserait que ces feuilles sont celles d'une nation dont la raison est en enfance, et l'entendement abruti par la plus vile servitude. Le Directoire donne le

signal du mensonge dans une feuille officielle intitulée *le Rédacteur*[1], composée par un ancien valet de Robespierre. Aussitôt, les journaux de tous les partis transcrivent ces fables, et sous peine de prison se gardent bien de hasarder un mot de critique ou de contradiction. Sur la parole loyale du Directoire, Paris et les Conseils étaient, le 19 et le 20, très-convaincus que le général Moreau se reposait sur des *victoires*, en attendant d'autres victoires *sûres* et des résultats aussi *décisifs* que la *dispersion totale* des troupes de Son Altesse Royale Monseigneur l'archiduc Charles. Le Directoire fabrique lui-même les dépêches de ses généraux qui n'ont pas au même degré le talent de l'invention : le seul Buonaparte qui écrit qu'il est maître de la *moitié de la ville* de Mantoue, est un poëte digne des romanciers du Luxembourg.

Malgré l'ignorance stupide des Conseils, du Parisien, et les jongleries du gouvernement, plus que jamais la nécessité de finir la guerre est à l'ordre du jour dans le public : c'est-à-dire que depuis qu'on est battu, on ne demande plus de victoires, et que la manie des conquêtes s'éclipse avec la gloire des conquérants. Il n'existait pas d'autre remède sur l'esprit des Français, pour guérir leur fièvre belliqueuse; mais il n'agira avec le même succès sur les indignes usurpateurs qui les gouvernent, qu'autant que les nouveaux et éclatants avantages de l'armée autrichienne et la contenance ferme des alliés feront chanceler son audace et le jetteront dans l'alternative, ou de signer la paix, ou de pré-

[1] Le *Rédacteur* du 25 frimaire an IV au 28 nivôse an VIII. — Depuis le n° 320 (10 brumaire an V) jusqu'au n° 591 (11 thermidor), chaque numéro porte cet avis : « Les articles *officiels* de ce journal sont les seuls qui passent sous les yeux du Directoire exécutif ou des autorités constituées... Le gouvernement n'a aucune part aux autres. » — Le n° 592 (12 thermidor, 30 juillet 1797) porte : « Il n'y a plus d'articles officiels dans ce journal. »

cipiter la France dans des horreurs révolutionnaires auxquelles, définitivement, le Directoire n'échapperait pas lui-même.

Le négociateur anglais attendu à Paris n'y était pas encore arrivé le 20. On y prévoyait une première difficulté de forme, indépendamment de celles du fond, c'est que le Directoire voudrait traiter avec l'Angleterre seule, et celle-ci, à ce qu'autorise le discours du roi d'Angleterre, traiter des intérêts de ses alliés comme des siens propres. Le délabrement de l'armée d'Italie, les avantages de M. de Wurmser, ses renforts et les armements du roi de Naples, ont valu à ce prince des conditions plus modestes de pacification[1]; mais l'esprit de modération n'y entre pour rien, ni n'influera jamais sur de pareils hommes et un pareil gouvernement. Personne d'éclairé ne peut plus aujourd'hui être dupe de son hypocrisie.

Le *parti* pacifique, je prends la liberté de le répéter, se compose uniquement du nouveau tiers et de ceux qu'effraye le retour des mesures révolutionnaires, suite inévitable de la prolongation de la guerre. La nation en corps soupire après la paix; mais la nation est sans influence.

Parmi ces pacifiques mêmes, nombre d'intrigants, de beaux esprits, de mauvaises têtes, ne se détachent qu'à moitié des habitudes et des principes révolutionnaires. L'un *pardonne* à l'Europe pourvu qu'on extermine l'Angleterre; l'autre enverrait des armées à Olmütz pour tirer Lafayette de prison; de troisièmes applaudissent à la spoliation de l'Italie, pour l'amour des beaux-arts. La plupart sont infectés du philosophisme moderne, et tous ont pris ce jargon mêlé de raisonnement et d'absurdités, de poésie républicaine et

[1] Traité signé le 10 octobre.

d'inconséquences, qui les caractérisa dès l'origine. Ils ne visent qu'à la tribune, ils traitent la politique comme une déclamation de collége. Tout à l'heure, un Pastoret, du nouveau tiers, rhéteur boursouflé, autrefois constitutionnel virulent, aujourd'hui mauvais royaliste et mauvais républicain, vient, à propos du traité conclu avec le roi de Naples, de parcourir le globe, d'adjuger la paix, la guerre, les alliances, en style d'avocat qui fait une prosopopée, et de finir sa harangue par un hommage à la modération sublime du peuple français. Ce même Pastoret fut, en 1792, un des promoteurs de la guerre dans l'Assemblée législative. Quiconque fonderait ses conjectures et ses jugements sur ces amplifications oratoires, courrait le risque de se méprendre éternellement sur les projets et sur les vues du gouvernement français.

C'est un malheur encore que ce parti pacifique soit celui qu'on accuse de détester la République, parce que ses efforts pour terminer la guerre sont représentés par les jacobins comme des actes de *chouannerie*. Ceux-ci crient au royalisme et à la conspiration, aussitôt que les autres parlent de paix. Le *ventre,* c'est-à-dire le centre des Conseils qui se compose de deux ou trois cents plats coquins, se rallie à ce coup de tocsin autour de la *montagne*. Essuye-t-on des revers? Les jacobins font paraître le spectre de la royauté, et les grands comme les petits coupables, les fanatiques, les fripons, réclament aussitôt le pouvoir révolutionnaire. Est-on victorieux? Raison de plus pour continuer la guerre aux dépens de l'ennemi, et parce qu'infailliblement elle conduira un *peuple fier et libre* à sa destinée, qui doit être de désorganiser ou d'envahir l'Europe entière.

Les vendémiaristes, le nouveau tiers, les modérés, font depuis six mois une guerre pitoyable à ce genre d'argumen-

tation; ils adoptent les principes de leurs adversaires et leur en disputent les conséquences. Ils n'ont ni suite, ni courage, ni constance, ni entente. — C'est par le dévouement à la cause, par une ténacité fanatique, par ce terrible intérêt de quatre ans de crimes dont l'image les poursuit, que les jacobins l'emportent sur les modérés.

Composé de ce qu'il y a de plus misérable, ce n'est pourtant pas le mépris que ce parti révolutionnaire devrait inspirer à ses antagonistes. Il a fait dix tentatives insuffisantes; il en prépare une onzième; il en essayera cent : rien ne le rebute, rien ne l'effraye. Si la persévérance dans un but y fait arriver à la fin, tôt ou tard les jacobins sont sûrs de leur succès.

Les grands criminels en chef se gardent de laisser écraser ce parti, qu'en cas d'événement, ils considèrent comme leur corps de réserve. Les ambitieux le ménagent par cet instinct qui portait César à ménager les complices de Catilina. Les moins pervers des gouvernants, tous sortis des jacobins et élevés par eux, ne peuvent se détacher d'un penchant filial pour ces chefs de la famille. Ceux-là même des républicains qui, soit par sentiment, soit par raison, haïssent et redoutent les jacobins, haïssent et redoutent davantage la Monarchie et, à la première approche de celle-ci, redeviennent les protecteurs de la montagne. On a vu dernièrement un exemple singulier de cette affinité.

Dans l'un des débats sur la loi du 3 brumaire, *Lemerer,* député du nouveau tiers, homme de talent et de courage, représentant cette loi comme inconstitutionnelle, s'avisa d'observer que le Code de 1791 n'avait pas du moins été renversé par ses auteurs, tandis que ceux de la loi de 1795 travaillaient eux-mêmes à la détruire. *Ce Code de* 1791 rappelé fut un coup électrique; le *ventre,* la *montagne,* les *in-*

décis, les *impartiaux*, virent dans ce mot une attaque à la révolution du 10 août et un projet formel de royauté. Aussitôt, le bataillon se serra, se grossit, et depuis ce jour a repris sa prépondérance. Voilà à quoi tiennent les oscillations du pendule qui gouverne la France.

D'ailleurs, l'audace et la persévérance des jacobins persuadent aux lâches, aux incertains, à tous les politiques sans scrupule, que ce parti finira par triompher. Ils ont fait quelques pas vers lui, précisément depuis et à cause de la dernière affaire du camp de Grenelle, affaire probablement combinée dans ce but.

La haute Cour nationale, la commission militaire du Temple, les procédures, les fusillements ne le détruisent ni ne le découragent, bien différent, en cela, de ce parti indéfinissable de *vendémiaire*, que la seule correction de l'an passé a précipité dans l'inertie. Quelques-uns, beaucoup même de ces *vendémiaristes*, continuent dans les journaux la guerre d'épigrammes, de déclamations, de personnalités, de chansons. N'osant être conspirateurs, ce sont des frondeurs à la journée : ils aigrissent le gouvernement, qui les enferme de temps à autre ; les tribunaux les absolvent, car ces juges sont les meilleures gens ; ils acquittent tout le monde, royalistes et septembriseurs.

A ces observations sur le caractère actuel, la balance et la destinée probable des différents partis, ajoutons-en une que nous fournit l'état moral de Paris.

Cette ville s'enfonce de plus en plus dans ce genre de corruption qui précède, qui prépare, qui accompagne les grands crimes et les grandes catastrophes.

Une cupidité et une prodigalité effrénées sont les deux passions universelles. Rapine, et puis rapine, et toujours rapine, voilà le pivot central, le but, l'élément unique de



la République. On vole, on escamote, on acquiert par tous les moyens vils, coquins, ridicules même. L'avidité résulte ici de la misère et de l'excès de la dépense. Elle prend toutes les formes, elle essaye toutes les turpitudes, elle imagine tous les expédients. Rien ne la révolte ni ne l'intimide; son âpreté est au-dessus de tout. Il n'y a pas moins d'activité et même d'*application* à dépenser qu'à gagner de l'argent. Débauche de table, de boisson, de femmes, de luxe, de folies, cela surpasse infiniment ce qu'aucune capitale a jamais présenté en ce genre de plus monstrueux.

Autrefois, ces vices étaient concentrés dans une classe à qui sa nature commandait quelques bienséances. A cet égard, *la liberté et l'égalité* ont inévitablement triomphé. Depuis le porteur d'eau jusqu'au représentant du peuple, c'est une saturnale vile et sans goût, dépouillée de tout ce que le vice avait autrefois de séduisant. La bassesse des mœurs et des manières lui a donné un caractère hideux de crapule grossière et effrontée. Mille genres d'industrie criminelle se sont élevés sur la ruine de l'industrie véritable; chaque jour on fait en cela des découvertes de génie.

A peine une fortune sur cent qui ne soit le prix d'une bassesse ou d'un crime; à peine une fortune sur cent qui ait six mois de solidité. Un coquin acquiert cent mille écus en huit jours, est ruiné au bout d'un mois, et recommence son *pharaon*. — Les bureaux, les Conseils, les administrations, les agences, le trafic des biens nationaux, les régies, les perceptions sont au pillage. Le même esprit règne dans les armées; celle d'Italie est, au pied de la lettre, une troupe de brigands, à commencer par le général et les commissaires. — Un témoin oculaire m'écrit du 10 de ce mois qu'à l'armée de Sambre-et-Meuse on vole jusqu'aux chariots de poudre et de munitions au sortir des magasins.

C'est dans de pareilles mœurs que sont les racines du jacobinisme; c'est au milieu d'une semblable population qu'il est assuré de trouver des recrues. — Quant aux honnêtes gens, ils veulent vivre d'abord, puis vivre tranquilles, s'il y a moyen. On se fait mouton, pour n'être pas mangé par les loups, et l'on est content de se voir dévoré morceau par morceau, au lieu de l'être d'un seul coup comme à l'époque de Robespierre.

On peut maintenant tirer l'horoscope d'un État asservi à une capitale montée sur de tels ressorts, et lire l'avenir dans ce caractère d'hommes perdus, dans lesquels certaines puissances ont la simplicité de chercher des *alliés*, des *amis*.

J'ai plusieurs fois fait observer que l'esprit des départements est tout différent.

P. S. — Lord Malmesbury est arrivé à Paris le 13 avec quatre secrétaires.

LXXXV

Berne, le 9 novembre 1796.

Jamais l'esprit, le caractère et les vues du parti dirigeant à Paris n'ont mieux éclaté qu'à l'ouverture de la négociation entamée par la Grande-Bretagne.

A peine lord Malmesbury fut-il arrivé, que le Directoire lui interdit son audience en le renvoyant au jacobin La Croix, ministre des relations extérieures, le plus grossier





des hommes et le plus inepte, autrefois copiste de M. Turgot, aujourd'hui créature et marionnette de Sieyès.

Aussitôt que l'envoyé britannique eut fait connaître le principe des restitutions compensées, que La Croix, appuyé de Rewbell au Directoire, proposa de renvoyer lord Malmesbury à Londres. Carnot, plus fin, représenta qu'une mesure si brusque rejetterait sur le Directoire tout l'odieux de la rupture, et qu'il fallait la conduire avec plus d'art. C'est d'après cette opinion que fut rédigée la réponse du Directoire.

Toutes les manœuvres propres à décréditer, à décrier, à indisposer l'ambassadeur, ont été déployées par les agents du Directoire et par les jacobins. C'est là, disent-ils, le ton qui convient à un *peuple fier, libre* et victorieux. Louvet a dénoncé lord Malmesbury comme un corrupteur arrivé avec un crédit de 5 millions. (En cela Louvet connaît très-bien le génie et les mœurs de son gouvernement et de Paris, et a raison de les craindre; car il n'est pas un individu sur mille, à commencer par Louvet lui-même, qui ne soit à vendre.) Dix autres papiers ont commenté ce texte et versé à pleines mains la défiance et l'insulte sur le négociateur, sur la négociation et sur l'Angleterre. Enfin le gouvernement a laissé paraître dans son propre journal officiel, le *Rédacteur* du 29 octobre, un article où les intentions de ces messieurs sont annoncées sans déguisement.

« Il faut, dit ce journal, séparer absolument la paix mari-
« time de la paix continentale. Il faut réduire l'Angleterre
« à son île. Il ne peut s'agir que de rétrocessions directes
« et exclusives entre les deux puissances. Que les Anglais
« nous rendent nos îles, nous leur rendrons Terre-Neuve et
« la liberté des ports que nous leur avons fermés. Ils n'ont
« que faire d'intervenir dans les intérêts de la maison

« d'Autriche et des Pays-Bas. Nous nous arrangerons avec « l'Empereur sans l'Angleterre. Le ministre britannique ne « veut pas la paix; son envoyé est un fourbe, un ennemi « connu de la république, un agitateur. Notre politique « doit se réduire à ruiner le commerce de l'Angleterre et « sa puissance, en l'isolant du continent [1]. »

Les papiers antidirectoriaux s'étant récriés contre cet article et contre le poids que lui donnait l'attache du gouvernement, non-seulement l'article a été maintenu, mais suivi encore de deux autres non moins virulents.

On peut regarder ce début comme le prélude des avanies dont on accablera lord Malmesbury jusqu'au moment où, par quelque outrage plus sanglant, on le forcera à la retraite pour lui attribuer le tort de la rupture.

C'est à ce dernier but que vont tendre les stratagèmes et les efforts du Directoire ; il n'oublie rien pour intéresser la vanité nationale à la conservation des conquêtes et à la nécessité de *dicter la paix,* formule reçue à Paris comme un article de Constitution.

Quelques intrigants avaient essayé de faire adjoindre un des leurs, l'évêque d'Autun, Talleyrand-Périgord, au ministre La Croix pour la négociation actuelle, mais le Directoire s'y est refusé. Aussitôt M. d'Autun, le moins scrupuleux et le plus immoral des hommes, et dont l'ambition serait sans bornes si sa paresse ne l'emportait sur son ambition, a cherché à regagner la confiance du Directoire par un discours prononcé dans un comité choisi, et où il a conclu à conserver invariablement la Belgique, la principauté de Liége, les places et la tutelle de la Hollande, et à faire confirmer par un décret du Corps législatif l'incorpo-

[1] Résumé d'un article du *Rédacteur* du 28 octobre.



ration *constitutionnelle* des pays susnommés, afin d'écarter définitivement toute négociation sur ce chapitre. Ce discours a beaucoup réussi, et l'on en a décrété l'impression *d'office*.

Il serait superflu de revenir à ce que j'ai eu l'honneur d'énoncer très-souvent, qu'au travers de ses simulations et de sa mobilité, et nonobstant ses magnifiques déclarations et ses phrases de rhétorique sur sa *modération*, son *humanité* et sa *vertu*, le Directoire persiste à ne vouloir aucune paix indivisible, qu'il persiste à garder ses conquêtes, à la réserve du pays d'outre-Meuse sur lequel, s'il est encore battu, il consentirait à négocier; que la continuation de la guerre est toujours nécessaire à sa politique intérieure et aux jacobins; qu'ils appellent *paix honteuse* tout traité qui ne ruinera ou n'avilira point la puissance de leurs ennemis; enfin que ce gouvernement est composé et entouré d'une nuée d'intrigants, d'écervelés, de débauchés avides et de voleurs publics dont la guerre sert les passions et les intérêts.

Le parti pacifique combat et combattra dans les journaux à lui les prétentions immodérées, les intrigues et les vues directoriales pendant la négociation présente; mais je ne lui découvre pas d'autres armes. L'opinion publique lui est favorable de Bayonne à Strasbourg, mais ce désir général de la paix est passif comme tous les autres sentiments, et le Directoire trouvera dans ses jongleries et dans les préjugés nationaux des moyens d'endormir encore le mécontentement public et de faire reconnaître la nécessité de la guerre par les cris des intéressés et par l'inertie des gens faibles.

Personne, au reste, n'a la moindre foi à Paris dans le succès de la négociation commencée. On la considère comme une solennelle facétie, et les plus modérés ne

croient pas plus à la sincérité du Directoire qu'à celle de l'Angleterre.

La coalition du conseil exécutif avec les jacobins se décèle de plus en plus. Louvet, Chénier, Sieyès avaient échoué à deux reprises dans leurs demandes au Corps législatif contre la liberté de la presse et les journaux. Le Directoire a reproduit, de son chef, cette tentative, et par un message spécial [1]. Usurpant ainsi l'initiative sur le Corps législatif, il a obtenu qu'on nommât une commission *ad hoc* dont Sieyès, Treilhard et Daunou, tous trois jacobins, forment la majorité. Les journaux, dont la grande pluralité est antidirectoriale, sont la seule et dernière arme qui subsiste contre la tyrannie gouvernante et révolutionnaire : il faut étouffer les cris et les arguments de l'opinion, surtout à l'approche des élections; tel est le but du Directoire par son message.

Cette supériorité jacobine vient de se manifester par un succès encore plus important et que j'avais eu l'honneur de faire pressentir antérieurement. La loi du 3 brumaire a été maintenue et confirmée le 2 novembre, par une délibération définitive et furieuse, où les jacobins l'ont emporté de cinquante voix. Peu de décrets ont répandu plus de consternation.

Ce sont encore les jacobins et le Directoire réunis qui ont fait rendre le décret prohibitif de toutes les marchandises anglaises ou venant d'Angleterre, avec des formes de tyrannie inusitées dans l'ancien régime. Le Directoire s'est flatté de forcer ainsi la Grande-Bretagne à capituler. Cette loi de circonstance est une de ces mesures dont l'extravagance et l'étendue sont les préservatifs. La France ne peut

[1] Séance du 9 brumaire (30 octobre). (*Moniteur* du 14, 4 novembre.)

se passer du plus grand nombre des articles prohibés; son industrie est tellement chère et tellement réduite, que le besoin, l'économie, la nécessité, l'intérêt du consommateur et du vendeur rendront inutile toute loi de cette espèce. — Des préliminaires et des dispositions de paix semblables caractérisent et peignent ce gouvernement, monté sur les ressorts invariables de l'insolence, de la haine et de la vengeance.

C'est encore dans le même dessein d'amener par terreur l'Angleterre à signer les volontés du Directoire, qu'on s'occupe de la descente : des troupes ont été embarquées à Dunkerque, et un embargo général mis sur tous les navires neutres ou nationaux.

Le Directoire et les amis de Buonaparte ont des craintes très-fortes sur l'armée d'Italie. On y fait passer, et on lui destine des renforts. Environ 5,000 hommes qui campaient auprès de Lyon sont partis dernièrement pour la Lombardie; on vide les garnisons de Provence et du Languedoc; si ces renforts arrivent à temps, on espère se maintenir pendant l'hiver en Lombardie et achever alors le révolutionnement des parties antérieures de l'Italie.

LXXXVII[1]

Berne, le 23 novembre 1796.

Les ressources intérieures de la France se présentent à peu près sous la même face que l'année dernière, parce

[1] Le n° LXXXVI manque aux archives de Vienne. — Défaite d'Alvinzi aux journées d'Arcole, 15, 16, 17 novembre.

qu'elles dérivent moins des forces intrinsèques de la France que de la nature du gouvernement violent et destructeur auquel elle est soumise : or ce gouvernement n'ayant pas changé, sa méthode de pourvoir à ses besoins demeure inaltérable.

Chaque année il dévore une partie du capital national en tout genre; les reproductions ne réparent que très-imparfaitement ce vide successif, mais elles préviennent l'épuisement total. La nation, les classes différentes de la nation s'appauvrissent les unes après les autres; mais le gouvernement ne s'inquiète ni de la pauvreté, ni de la richesse publiques. Son unique soin est d'absorber sans choix autant de capitaux qu'il a de dépenses à acquitter; c'est une proie qu'il dépèce et non un État qu'il administre.

Toute autre manière de considérer le thermomètre de ses ressources est absolument fautive. Il a ruiné l'industrie, les fabriques, le commerce maritime, les rentiers, les anciens propriétaires; il lui reste à ruiner l'agriculture, les agioteurs, les nouveaux propriétaires, les acquéreurs des domaines nationaux.

La *population* a sensiblement diminué; on porte à un *sixième* cette diminution; ce calcul n'est pas exagéré : on aperçoit ce déficit d'hommes très-visiblement dans les petites villes, les villes moyennes, les bourgs et les villages. Tous les rapports, tous les voyageurs attentifs sont d'accord sur ce fait. Paris seul paraît avoir augmenté de population, et l'on s'en étonnera peu si l'on observe que cette capitale est le centre du seul commerce subsistant, de l'agiotage, — le gouffre où s'entassent et se dissipent 2 ou 3 milliards de recettes et de dépenses annuelles, — où le gouvernement soudoie 150,000 employés, — où l'anarchie a forcé nombre de gens des provinces à prendre domicile, — où tous les

ressorts de l'autorité et de l'administration sont accumulés, et où les étrangers accourent pour participer au jeu effréné de l'agiotage.

L'*agriculture* a conservé une assez grande prospérité; on cultive beaucoup et mal, les paysans ont gagné, et gagné seuls des avantages immenses à la révolution; ils ont payé leurs dettes et ont acquis des domaines avec des assignats; ils ont ensuite refusé de vendre dans cette même monnaie, ils ont coupé les bois, ils sont restés en arrière du payement de leurs impositions, ils sont libérés de la dîme et des redevances féodales : tous ces bénéfices ont compensé pour eux les exactions réquisitionnaires. Cela est généralement vrai de tous les départements qui n'ont essuyé ni la guerre extérieure, ni la guerre civile.

Cependant le manque de bras, qui depuis longtemps afflige les ateliers dépeuplés, se fait sentir plus fortement dans les campagnes. Cela est prouvé par les témoignages unanimes et par les congés accordés aux soldats de l'intérieur pendant l'été, pour venir travailler aux récoltes. — Les denrées ne manquent pas; mais elles sont partout, et principalement à Paris, d'un tiers au moins plus chères qu'en 1791, nonobstant le retour des payements en numéraire; cette cherté paraît avoir sa principale cause dans le prix exorbitant de la main-d'œuvre et de tous les objets d'industrie.

L'effectif des *armées*, à l'ouverture de la campagne, n'était pas de 550,000 hommes, dont 150,000 dans l'intérieur. Le Directoire, cependant, avait passé cette armée intérieure pour 350,000 hommes, et a prétendu en avoir payé ce nombre; c'est pour fournir à cette dépense que, le mois dernier, il exposa au Corps législatif la pénurie de cette armée, le défaut de fonds pour la solde et le vêtement,

et la nécessité d'y pourvoir. Le conseil des Cinq-Cents nomma une commission spéciale pour vérifier l'état des caisses et celui des dépenses faites. Cette commission, présidée par Gilbert des Molières, financier de l'ancien régime, porta cet examen à la Trésorerie même, malgré la résistance du ministre des finances. Il en résulta que le Directoire n'avait soldé, dans tout le cours de l'année, que 150,000 hommes dans l'intérieur, et que le surplus, alloué à l'effectif de 350,000 hommes, avait été détourné à d'autres usages, dissipé et dérobé. La commission se transporta au Directoire et lui reprocha ses prévarications; Gilbert des Molières les accabla du tableau de leurs profusions et de leurs fortunes personnelles; il leur déclara qu'il existait contre eux trente-neuf chefs d'accusation qui seraient produits en temps et lieu, et dont la nécessité du service public faisait suspendre la dénonciation.

Aujourd'hui, l'armée de l'intérieur est réduite de moitié: le reste a marché, en différentes époques, comme supplément aux armées extérieures. Les pertes de celles-ci, soit en Allemagne, soit en Italie, excédaient 90,000 hommes au milieu d'août, et il n'en reste pas en ce moment 260,000 valides sous les armes, soit en campagne, soit dans les pays conquis, soit dans les garnisons.

Les colonnes mobiles, ainsi que je l'ai dit dans un numéro antérieur, et les jeunes réquisitionnaires échappés ou désertés, forment la masse des recrues ou des augmentations nouvelles. Ces colonnes ne sont ni formées, ni organisées. Si elles le sont jamais, ce sera avec beaucoup de lenteurs et de difficultés. La résistance aux réquisitions est générale; on la surmontera, mais aux dépens du nombre, mais aux dépens de l'agriculture, mais en aggravant l'horreur déjà si forte et si universelle contre le gouvernement.

En résumant ces moyens, ces besoins et ces pertes militaires, on arrive à ce résultat très-probable, qu'à moins du danger d'une invasion très-menaçante, il ne faut plus craindre les levées en masse ni ces inondations de réquisitionnaires forcés, traînés aux armées en 1794 et en 1795, mais que le Directoire ne peut guère aujourd'hui lever, entretenir et payer au delà de 400,000 hommes de terre, y compris les garnisons, la partie des colonnes mobiles qu'on mettrait en activité pour le service du dedans, et l'armée de l'intérieur; nécessairement, celle-ci reviendra à l'état de 100,000 hommes.

Nous avons trop souvent exposé l'état des *finances* de la république pour nous permettre des détails fastidieux et des répétitions sur ce sujet.

Il n'existe, nous le répétons, aucune administration, aucun ordre de finances en France. Les conseils nomment des commissions, reçoivent, décrètent, révoquent des projets; on présente des chiffres, on les commente, on les renverse par d'autres chiffres; nulle règle fixe de comptabilité, nulle balance invariable de recettes et de dépenses. Dernièrement, on a institué sur le papier un état fictif, éventuel, de dépenses et de revenus : chacune des Assemblées législatives a joué, et plusieurs fois, la même comédie; et toujours ces beaux bilans n'ont servi qu'à l'amusement des badauds.

Dans cet état récent décrété par les conseils, la dépense fixe ordinaire est portée à 500 millions annuellement en temps de paix : il serait aisé de prouver qu'elle dépassera de moitié cet *ultimatum,* si le gouvernement républicain subsiste. De tout temps, en matière de finances, excepté dans quelques intervalles très-courts, le gouvernement français fut désordonné; le péculat et la dissipation sont



des vices nationaux incorrigibles; mais sous un régime semblable à celui d'aujourd'hui, ils dévoreraient trois fois ce que coûtait autrefois l'administration de l'État.

La dépense extraordinaire est incalculable. Pour en couvrir une partie, ainsi que la dépense ordinaire, on compte sur les impositions. Les taxes directes sont énormes et surpassent considérablement celles de l'ancien régime. Les taxes indirectes s'accroissent sans mesures; droits de patentes, droits de timbre et d'enregistrement, droits de transit sur les routes, droits de douane rétablis ainsi qu'un impôt de 60 livres sur le tabac, affranchi par la première Convention; il est arrêté de remettre, de même, les droits aux entrées des villages. Ajoutez à cette masse, toujours croissante, celle des impositions locales et municipales; car le gouvernement ne veut entrer pour rien dans les dépenses quelconques des communes, du culte, des hôpitaux.

L'exorbitance et la multiplicité des taxes forment donc aujourd'hui l'une des ressources qui doivent remplacer les subventions extraordinaires, les réquisitions, les domaines aliénés; mais si les peuples doivent trois milliards et plus d'arrérages sur les impositions des précédentes années, comment acquitteront-ils ces taxes anciennes et les nouvelles? Comment acquitteront-ils ces arrérages dont le gouvernement a décrété le recouvrement? Cette ressource est donc illusoire. C'est par *impuissance* et non par *résistance* qu'on ne paye pas les contributions : on peut dompter la résistance, mais comment forcer une impuissance qui s'accroît de jour en jour?

Aussi, le Directoire serait bientôt en banqueroute totale s'il était réduit à la ressource des subsides publics. Il aura recours, comme par le passé, aux voies de friponnerie, de vol, de concussion et de pillage.



L'une des plus productives de ces voies est l'agiotage sur son papier-monnaie : c'est par ce moyen qu'il a rempli, durant l'année dernière, pour une valeur de 200 millions de ses engagements. Le mandat ne se soutient que par le *cours forcé* que lui donne le gouvernement. Ainsi, par exemple, on a décrété que les soumissionnaires des biens nationaux ne pourraient s'acquitter qu'en *mandats au cours.* Or, le Directoire faisant lui-même ce cours, il est réellement le maître d'imposer le prix qu'il veut aux acquéreurs.

Parmi les moyens ultérieurs et indispensables, il compte sur des emprunts ou cautionnements d'emprunts dans l'étranger, de la part des pays qu'il honorera de son alliance ou qu'il maîtrisera comme Gênes par la terreur de ses armes. — Il pense encore à la création d'un nouveau papier hypothéqué sur les biens nationaux qu'on reprendra comme vendus à trop vil prix et en déclarant les acquéreurs *évincés, créanciers* de l'État. — On a aussi le projet d'hypothèque sur la totalité des propriétés foncières, d'une levée d'un sixième sur le capital effectif des citoyens, et de chambres ardentes pour le recensement des fortunes et spolier celles qui seront jugées contraires à l'intérêt public.

LXXXVIII

Berne, le 5 décembre 1796.

Les conjectures et les indices varient encore une fois touchant les ports de Brest, de Dunkerque et de Flessingue.

Le projet d'une descente sur deux ou trois points de l'Angleterre paraissait tellement absurde et a été conduit avec si peu de secret et de moyens proportionnés aux difficultés, qu'on l'a généralement regardé comme de pure démonstration ou comme le masque d'autres entreprises. Cependant, toutes les probabilités se réunissent maintenant pour accréditer l'existence de ce dessein. — Il est certain que les objections faites par l'amiral Villaret-Joyeuse ont entraîné sa démission, celle de son état-major et de plusieurs capitaines. On poursuit à Brest l'embarquement des troupes : le général Hoche y préside : c'est une réunion de malfaiteurs et non de soldats. Nombre de ces misérables ont déserté le port; ils volent et assassinent sur les routes. Ce corps est l'effroi de la basse Bretagne. — Les vaisseaux sont dans un mauvais état, et presque tous n'ont que la moitié de leur équipage en matelots : ceux de dix-sept vaisseaux de ligne en armement n'ont pas suffi à en équiper cinq complétement.

Ces troupes, ainsi que celles de Dunkerque, sont embarquées sur des bateaux plats : elles sont composées les unes et les autres de la même classe d'hommes; on a forcé 1,500 prisonniers autrichiens, renfermés à Lille, de se joindre à cette canaille et de s'embarquer. — Le commandant de l'expédition de Dunkerque a été arrêté et mis en jugement, pour être rentré le 10 novembre avec la première division, dont deux bâtiments firent côte et plusieurs autres, dispersés par le gros temps, furent poussés à Nieuport, Ostende, etc. Le 22, ces troupes, entassées dans la rade de Dunkerque depuis trois semaines sur une espace de quatorze pouces par homme, ont forcé leurs officiers, le pistolet sur la gorge, de les ramener à terre. L'esprit de sédition et de mécontentement règne de même à Brest parmi les équipages et les soldats.

C'est vers l'Italie que se dirigent principalement le peu de renforts disponibles qu'on met en activité. Environ 3,000 hommes ont passé la semaine dernière par la cité d'Aoste. C'est à peu près tout ce qu'il restait de l'armée des Alpes en deçà des monts; mais il n'est pas douteux que le Directoire ne tente tous les expédients pour fortifier et soutenir Buonaparte, tant qu'il se maintiendra en Lombardie et qu'il n'éprouvera aucun revers de grave conséquence.

Si l'on gagne l'hiver dans la position actuelle, on poussera à outrance le révolutionnement et le républicanisme en Italie : tout est mûr pour cela; dans quelques mois on sera effrayé du ravage et de la consistance de cette désorganisation. Les Français ont formé des élèves qui les surpasseront. Les projets les plus atroces, les mesures les plus sanguinaires et les plus spoliatrices sont à l'ordre du jour : on veut qu'à force de crimes les révolutionnaires italiens, à l'exemple de ceux de Paris, ne puissent plus reculer dans la carrière. Le caractère des propriétaires offrira bien plus de prise aux horreurs révolutionnaires au delà des Alpes, qu'il n'en a offert en France.

C'est une sécurité bien absurde que celle des princes voisins qui comptent rester debout à côté d'un pareil volcan, qui composent avec les incendiaires qui l'allument, qui prêtent l'oreille à leurs propositions et à leurs promesses; qui, sur la foi de M. le chevalier d'Azzara, ont la simplicité de croire que leur salut est attaché à leur bonne intelligence avec le Directoire, et qui facilitent les progrès de la démocratie révolutionnaire dans l'Italie septentrionale, dans le vain espoir de partager quelques lambeaux des invasions françaises. On pourrait s'étonner de la conduite que tiennent plusieurs de ces princes et de l'aveuglement

de leurs conseils, si tout ce que nous avons vu depuis cinq ans permettait encore de l'étonnement sur rien.

La politique de Paris et le balancement des intrigues intérieures dans le gouvernement continuent de présenter une image du chaos. Des vents opposés soufflent, élèvent, renversent des montagnes de sable. Nulle direction constante, nulle suite, nul accord dans les démarches et les résolutions. Le Directoire, les conseils, les ministres divisés, vont par sauts et par bonds, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. Les partis avancent et reculent : dans le même jour le gouvernement fait les actes les plus contradictoires; il redoute les jacobins, les punit, les protége, les encourage, les récompense, les réprime alternativement. Entraîné par les oscillations du mouvement public, il obéit à ce mouvement, bien loin de le diriger, et ce mouvement lui-même est indépendant des hommes, il découle de la nature irrésistible des choses.

Toutes les fois que le pouvoir exécutif veut gouverner par les lois, par ce qu'on nomme la Constitution, l'anarchie est là et les jacobins à côté pour en extraire quelque convulsion. Toutes les fois qu'on déroge à la Constitution et qu'on recourt aux mesures révolutionnaires, mille clameurs s'élèvent; elles retentissent jusque dans les conseils, cent journaux diffament les autorités, et le gouvernement, ou n'est pas obéi, ou ne l'est qu'à moitié; on est forcé de recourir aux jacobins pour obtenir cette obéissance.

Ces disparates répétées et inévitables achèvent d'enlever toute espèce de considération à l'autorité. Un jour, elle destitue un jacobin en place; le lendemain, elle en place un autre pire que le précédent. Barras ordonne une mesure dans les départements du Midi, Carnot en ordonne une toute contraire dans le Nord; quoi qu'on fasse, quelque

envie qu'eussent une partie des gouvernants de prendre quelquefois un masque de légalité et de justice, l'injustice surnage forcément. Nous en voyons en ce moment un exemple frappant. Saint-Domingue a été couvert de cendres et inondé de sang par un scélérat nommé Santhonax, jacobin forcené et commissaire du Directoire dans cette île, où le brigandage, l'anarchie, la discorde et les ravages sont au comble. Le Conseil des Cinq-Cents voulant sauver les débris de cette colonie, écouter les plaintes de ses habitants et rechercher la conduite des agents directoriaux, le Directoire s'est empressé d'en publier la plus scandaleuse apologie. Nonobstant ce message révoltant, les Cinq-Cents nommèrent une commission très-bien composée pour examiner la conduite de Santhonax et l'état de Saint-Domingue. Le Directoire effrayé a fait jouer ses mines; deux jours après, la commission a été révoquée et formée de jacobins déterminés.

Ces variations dérivent en partie du défaut de concert, de constance, d'entente et de courage parmi le nouveau tiers et ses adhérents : hardis à proposer des questions, ils ne savent jamais les soutenir et sont toujours battus à la seconde charge. Il se présente en ce moment un exemple du peu d'intelligence et de jugement qui règne parmi eux.

Après avoir prématurément demandé et plaidé la révocation de cette loi du 3 brumaire, qui exclut de toutes fonctions publiques jusqu'à la paix les parents d'émigrés et les fauteurs ou accusés de la résistance des sections de Paris l'automne dernier, ils triomphaient avec une sottise rare, lorsqu'ils eurent perdu la question, d'avoir obtenu du moins que l'exclusion s'étendît aux jacobins impliqués dans quelques-uns des derniers mouvements. Les ambitieux, les intrigants tels que l'évêque d'Autun, Talleyrand, Montesquiou

et quelques autres parents d'émigrés, étaient au désespoir; mais l'opposition en masse, uniquement inspirée par une vue de parti et d'animosité, était enchantée de sa défaite, parce qu'elle enveloppait une partie de ses ennemis.

La résolution des Cinq-Cents à ce sujet ayant été portée au Conseil des Anciens, le nouveau tiers s'est divisé, et le plus grand nombre de ses orateurs ont voté avec les jacobins contre l'exclusion donnée à ceux-ci par les Cinq-Cents, et sous le prétexte que la loi du 3 brumaire devait être abolie comme inconstitutionnelle ou conservée sans additions. On aura peine à le croire, mais le fait n'en est pas moins avéré : la plupart de ces orateurs insensés ont parlé dans ce sens uniquement par un principe d'amour-propre; ils avaient préparé de beaux discours contre la loi du 3 brumaire, et ils les eussent perdus s'ils s'étaient bornés à pérorer en faveur des additions utiles à leur propre parti, qu'elle avait reçues dans le Conseil des Cinq-Cents. La vanité oratoire de la tribune, la rage du bel esprit, la manie des phrases et celle de la réputation sont, en France, des passions irrésistibles qui ont eu et qui auront jusqu'à la fin une influence prodigieuse sur la conduite des hommes un peu en évidence dans toute Assemblée nationale.

Ces caractères de la conduite du gouvernement et de l'esprit public, relativement aux intérêts de l'intérieur, ne sont point applicables à la marche des affaires dans la direction de la guerre et de la politique extérieures. Celles-ci sont poursuivies sur un plan fixe, dont j'ai antérieurement tracé les bases, la raison nécessaire et le but.

Les billets aigres de lord Malmesbury et de Charles Lacroix continuent à être la fable de Paris. Nulle correspondance diplomatique ne fut exposée à plus de dérision. L'ambassadeur anglais vient de s'aliéner une partie des

pacifiques par sa dernière réplique dilatoire, où il redemande l'envoi d'un courrier nouveau pour obtenir une instruction que de premiers courriers, de retour, étaient allés chercher, et après avoir déclaré, au début, qu'il était muni des instructions nécessaires.

La plus grave mésintelligence a éclaté à Toulon entre l'escadre espagnole et les républicains. Journellement on en vient aux injures et aux voies de fait; les jacobins soufflent le feu depuis Paris. Cette monstrueuse réunion, fruit des grandes lumières du prince Godoy, se dissoudra probablement avant sa maturité. On me mande de Cadix qu'il n'y a qu'un cri dans la marine, dans le commerce, dans la monarchie contre la guerre, et qu'on s'attend à une suspension d'hostilités. En attendant, la France inonde l'Espagne de libelles révolutionnaires [1].

LXXXIX

Berne, le 20 décembre 1796.

Ceux qui, habitués au spectacle des coups de théâtre et des coups de main qui signalèrent la révolution française, la supposent aujourd'hui subordonnée et fixée par le régime du moment, parce que la scène ne change pas aussi rapidement de face, sont dans une grande erreur; mais le principe des secousses brusques est amorti par une foule de causes

[1] L'Espagne avait déclaré la guerre à l'Angleterre le 6 octobre 1796. Le traité d'alliance entre la France et l'Espagne avait été signé le 19 aout à Saint-Ildefonse et ratifié le 15 octobre 1796.

que nous avons successivement développées dans cette correspondance, et dont l'action plus lente, moins évidente, prépare graduellement de nouvelles variations.

La France se retrouve à plusieurs égards dans la situation où nous la vîmes sous la Constitution de 1791. Tout le monde en professait l'admiration et l'amour, et chacun travaillait en sens contraire à la détruire ou à la réformer; on ne parlait que de l'empire des lois, et aucune loi n'était exécutée ni exécutable; les partis, comme aujourd'hui, s'observaient, s'insultaient dans les papiers publics, se faisaient une guerre d'intrigues, violente et soutenue.

Mais ce qui caractérise plus particulièrement les deux époques, ce sont les progrès de l'anarchie sous un gouvernement qui ne se soutient que par le balancement de partis déréglés que tout le monde déteste ou méprise, qui, dans son mouvement irrégulier, est entraîné tantôt au delà de la loi et tantôt se trouve trop faible pour en maintenir l'observation. Il demeure éternellement vrai que, du moment où le sceptre révolutionnaire cesse d'agir, l'anarchie se présente et domine tous ces pouvoirs confus, mal organisés, dont la complication, la multiplicité et les contrariétés ramènent sans cesse le chaos.

La législation est un ressort impuissant et usé : les mœurs en atténuent journellement l'empire, auquel la mutation perpétuelle et la multitude des décrets ôtent toute autorité; le public, le peuple, les législateurs ne voient dans les lois que l'ouvrage de la nécessité et des passions. Personne ne se révolte, mais personne ne seconde le gouvernement. Or, sous un régime nouveau, sous un régime républicain, ce n'est rien que l'obéissance publique, si cette obéissance n'est pas le fruit de l'intérêt public et particulier, et si chacun, au lieu de travailler à conserver la situation présente,

n'aspire qu'à en changer et soumet ses actions sans soumettre sa volonté.

Telle est l'inévitable position où arrivent tous les usurpateurs; vouloir maintenir cette usurpation par des lois républicaines, c'est vouloir prendre la lune avec les dents. La tyrannie seule, le pouvoir révolutionnaire peuvent la maintenir quelque temps, mais le gouvernement actuel est placé entre le danger de se voir écrasé par les agents de ce pouvoir ou le danger de l'anarchie s'il n'est pas le maître de l'employer.

Nous avons fait remarquer antérieurement que l'attention, la sollicitude, les plans, la marche du Directoire étaient absorbés par la guerre et les intérêts extérieurs. Pour tout le reste, on vit du jour à la journée; l'administration publique est nulle, aucune décombre n'est relevée. Si quelquefois des objets de gouvernement civil sont mis en délibération, c'est uniquement pour enfanter des bavardages oratoires. L'inconstance des lois a détruit toute confiance; on les reçoit comme des tempêtes, on les rend par lassitude, on les oublie aussitôt qu'elles sont faites, et de ce monceau de décrets, le gouvernement ne surveille l'exécution que des règlements spoliatifs, onéreux ou de parti.

Il n'y a aucune police dans toute l'étendue de la France. A Paris même, excepté la partie des conspirations, tout est négligé [1]. La gendarmerie elle-même, préposée à la sûreté des routes, s'associe aux voleurs et aux assassins; tandis que la misère augmente par le manque de travail, une foule

[1] Les bulletins journaliers de police disparaissent tout à fait à partir de l'an V, et des lacunes considérables sont constatées dans les papiers de police. On n'a plus que des comptes rendus décadaires, mensuels et annuels émanés du bureau central, du commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département de la Seine et de l'administration centrale elle-même. (SCHMIDT, t. III, p. 278.)

d'individus ont contracté l'habitude de l'oisiveté. La canaille des grandes villes, les milices jacobines, les déserteurs, des malheureux poussés par le désespoir, par la faiblesse des lois, l'impunité, l'immoralité générale, deviennent autant de malfaiteurs; le brigandage est devenu un état, un état nécessaire, dans un pays subitement privé d'un commerce immense, de fabriques multipliées, de ports de mer très-actifs et de la plupart des ressources honnêtes. On ne s'en apercevait pas sous le terrorisme, parce que tous les coquins étaient alors soldés et employés par la Convention; ces hordes sont revenues à leur premier métier, avec l'audace qu'inspirent la faim et le défaut d'une police répressive.

Le gouvernement n'a de force réelle et n'existe que dans Paris ou dans les départements qu'occupent ses armées. Généralement les magistrats, les agents du pouvoir exécutif, sont méconnus, méprisés, désobéis, et ne hasardent qu'en tremblant l'exercice de leurs fonctions. Cette indépendance est absolue dans les départements méridionaux du Vivarais, des Cévennes, des Rouergue, de la haute Auvergne, du bas Languedoc.

Une des causes principales de l'abandon total où sont tombées l'administration intérieure et les parties les plus urgentes du service public, c'est le défaut de fonds; la guerre, la corruption, les intrigues, les dilapidations absorbent toutes les recettes. Le Directoire est venu lui-même faire le 12 de ce mois, au Conseil des Cinq-Cents, l'aveu de ce désordre. « Toutes les parties de ce service, a-t-il dit, « sont en souffrance, la solde des troupes est arriérée, les « défenseurs de la patrie sont nus, leur dégoût entraîne « la désertion, les hôpitaux manquent de fournitures et de « médicaments, les hospices civils sont en proie au même « dénûment; les créanciers de l'État, les entrepreneurs

« n'arrachent que de faibles parcelles des sommes qui leur « sont dues, les routes sont bouleversées, les communica- « tions interrompues, les fonctionnaires publics sont sans « salaire d'un bout de la République à l'autre ; partout la « malveillance s'agite, l'assassinat s'organise et la police « est sans activité. »

Cette peinture, il est vrai, se termine par la phrase du maître de trictrac dans la comédie du *Joueur : Monsieur, vous plairait-il de m'avancer le mois?* C'est pour motiver la demande d'un nouveau papier et de 80 millions effectifs que le Directoire se montre aussi franc; mais, quoiqu'on puisse l'accuser d'avoir à dessein chargé le tableau, il n'en est pas moins exact.

Le projet fiscal dont il est question consiste à créer des cédules hypothécaires ou billets obligatoires pour la somme de 80 millions, que l'on prétend être encore dus par les acquéreurs de biens nationaux. Ceux-ci seront tenus de livrer des billets à ordre, hypothéqués sur le domaine qu'ils ont acquis et pour la somme dont ils restent débiteurs. Le gouvernement livrera ces billets à une banque particulière, qui les mettra en circulation et qui s'engagera à les payer à bureau ouvert. Si ces obligations ne sont pas acquittées à l'échéance, les endosseurs seront évincés de leurs propriétés On voit que ceci n'est autre chose qu'une anticipation par billets d'un recouvrement éloigné. La banque qui se charge de cette opération est composée non de capitalistes ou de gros négociants (il n'en existe plus), mais d'agioteurs de profession, d'aventuriers de finance, de gens indignes de crédit.

Le besoin de cette ressource a paru tellement urgent. que le comité des Cinq-Cents, au lieu de saisir cette occasion de mettre le Directoire hors d'état de perpétuer la

guerre, lui a accordé sa demande après force harangues remplies d'ignorance, de contradictions et de charlatanisme. L'affaire n'a pas encore été délibérée en séance publique du Conseil des Cinq-Cents.

L'armement de Dunkerque est congédié, après avoir occasionné une dépense inutile de 10 à 15 millions. Celui de Brest, composé d'environ 12,000 bandits et de 7 ou 8 vaisseaux de ligne mal équipés, avait enfin reçu l'ordre de mettre à la voile. Mais le 15, Truguet, ministre de la marine, étant subitement parti pour Brest au milieu de la nuit, le bruit s'est répandu que ce voyage était occasionné par une insurrection générale sur l'escadre et parmi les troupes qui refusent de partir. — L'esprit de mutinerie et de désordre règne dans les ports comme dans les armées, où l'indiscipline et le mécontentement et la désertion dans l'intérieur sont au même degré.

Les jacobins conservent toujours la majorité dans le conseil des Cinq-Cents et au Directoire, mais l'opposition a repris un peu de vie à l'approche de plusieurs projets menaçants et des élections prochaines. Carnot, esprit souple, sans principes, sans affection, se rapproche des modérés et devient l'objet de la haine des jacobins, qui ne le ménagent plus.

Toujours le même esprit au Directoire, dans les bureaux, dans les comités jacobins, touchant la politique extérieure. On vient de répandre deux écrits, distribués *officiellement* à chaque membre des conseils : l'un, anonyme, recommande de consacrer au plus tôt l'établissement de la République italique; l'autre, signé d'un nommé Tilly, ci-devant ministre de la République à Gênes, petit boute-feu insolent, ambitieux, jacobin et créature du gouvernement, est une invective contre l'Angleterre et lord Malmesbury. L'auteur

y démontre que l'abandon de la Belgique par un traité de paix serait un crime de lèse-nation, et que le Directoire ne peut y consentir sans être autorisé par une convention nationale *ad hoc*. — Sa conclusion est d'ailleurs claire, naïve et catégorique : *A quoi donc aurait servi la guerre,* s'écrie l'auteur, *si l'Europe restait l'esclave de cinq ou six despotes?* Le Directoire a fait distribuer six exemplaires de cette profession de foi à chaque député. — Par une suite de ces principes d'arrogance, de despotisme et de haine pour tout gouvernement qui ne devient pas son tributaire, ce même Directoire a arrêté de ne pas recevoir M. Pinckney, nouvel ambassadeur des États-Unis, et de cesser avec cette puissance toute relation jusqu'à ce qu'elle ait réparé ses torts envers la République française. M. Pinckney va repartir. — Il est question fortement au Luxembourg de la réunion définitive de Gênes et de Genève à la France.

XC

Berne, le 29 décembre 1796.

Les Français, et surtout les Parisiens, étant de grands enfants qui se consolent du présent par une espérance plus ou moins romanesque sur l'avenir, toute nouveauté produit parmi eux cette espérance. Tel est en ce moment l'effet du rapprochement des élections qui s'ouvriront au mois d'avril prochain.

Quoique l'expérience, la raison et les faits dussent mêler beaucoup d'inquiétudes dans les calculs des mécontents

touchant les avantages qu'ils attendent de cette époque-là, la sécurité est très-grande, et ils doutent peu de prévaloir de haute lutte dans le choix des nouveaux députés.

Les spectateurs un peu plus froids ne sont pas aussi tranquilles. Certainement, si ces élections ne dépendaient que de l'opinion publique, l'élite des républicains serait écartée, et les nominations tomberaient sur des hommes dont les sentiments ne ressemblent guère à ceux qui ont prévalu depuis 1792.

Mais il entre bien d'autres chances que celles de la volonté publique, dans ce ballottage de la France entière. Le parti dominant a de grands moyens d'influence et de corruption ; ses intrigues, ses combinaisons, ses efforts se développent ; ses agents sont occupés à préparer les esprits et à s'assurer des voix. Là où ils ne peuvent gagner la majorité, ils sèment des divisions et des jalousies. Enfin, il reste à ce parti la ressource définitive qu'il employa l'année dernière, celle de prévenir au besoin des élections qui leur seraient contraires par un ajournement dont la durée de la guerre fournirait le prétexte, par un décret de circonstance, par quelque mouvement qu'on provoquerait pour légitimer une suspension des assemblées primaires. On prétend, par exemple, que le comité de Sieyès propose de substituer à la prochaine élection une simple réduction de nombre parmi les membres des Conseils, dont deux cent cinquante seraient écartés par le sort, pour laisser discuter, délibérer et décider *souverainement jusqu'à la paix* les cinq cents députés conservés.

Quoi qu'il en soit de ces projets, ils rencontreront un grand obstacle dans la force et la publicité de l'opinion journalière, appuyée du droit national le plus formel et du texte positif de la Constitution. Quelque puissants que

soient les usurpateurs, ils ne le sont pas assez pour fouler aux pieds une loi fondamentale si récente et dont l'exécution est l'objet du vœu général, sans être obligés de recourir aux mesures extrêmes pour soutenir un pareil acte de tyrannie. Il ne pourrait être coloré que par quelque circonstance extraordinaire, par un événement soudain, et c'est à le faire naître que travailleront les jacobins et leurs amis dans le Directoire.

Mais on est en garde, mais les conspirations et les soulèvements royalistes sont endormis par nécessité et par raison ; il faudra donc recourir aux terroristes; plusieurs indices décèlent l'intention de quelque mouvement de leur part.

En supposant une pleine liberté dans les assemblées primaires et le cours légal laissé aux élections, on ne doit pas adopter l'exagération des espérances à cet égard. Le Directoire et les jacobins emporteront au moins la nomination d'un certain nombre de députés, qu'ils feront choisir parmi les plus ardents, les plus énergiques, les plus passionnés d'entre eux. Leurs adversaires, au contraire, se préparent à porter leur choix sur des propriétaires neufs ou timides, sur des honnêtes gens sans nerf, sur quelques intrigants ou premiers révolutionnaires mitigés, mais ambitieux. Le premier tiers siégeant aujourd'hui dans les Conseils nous offre un exemple de cette bigarrure; il lui manque ce qui manquera au second, l'indépendance et le courage. Ce qu'on nomme en France les *honnêtes gens* ne veulent pas le mal; mais ils ne s'opposeront que faiblement à celui que voudront faire les méchants; ils lutteront d'abord, et finiront par se taire ou s'absenter des séances.

Telles sont à peu près les conjectures raisonnables qu'autorisent le plus grand nombre des observations; mais les

conjectures et les observations ont été si souvent trompées, qu'il faut se garder de toute affirmative.

En attendant, les haines, les rivalités, les invectives vont leur train ; mais ces passions sont plutôt personnelles ; elles s'occupent des individus beaucoup plus que des choses : c'est à élever ou à renverser tels hommes, plutôt qu'à élever ou à renverser tel système, que tendent les intrigues et la guerre des partis.

Le Conseil des Cinq-Cents, principal foyer de ces cabales, laisse engorger la discussion et la décision des affaires de son ressort. Trente questions pressantes sont éludées, ajournées, confinées dans les commissions ou dans leurs rapports. A l'exception de ce qui concerne les besoins de la guerre et les vexations fiscales, la législation sommeille sur tout le reste.

Nous avons rapporté dans un des numéros antérieurs de cette correspondance que la commission des finances du Conseil des Cinq-Cents et le Directoire étaient en mésintelligence. C'est à cette cause qu'il faut principalement attribuer le style du message adressé dernièrement par le Directoire au Corps législatif; message où il a hasardé une peinture déplorable de la détresse où se trouve le service public, message qu'il a aussitôt rendu public, et dont Camus, au nom de la commission des finances, a contesté l'exactitude et blâmé la publicité.

Dans ce débat, personne n'avait tort. La commission était fondée à affirmer que les fonds ont été faits pour les différentes parties que le Directoire dit être en souffrance. Le Directoire a eu raison d'affirmer que cette souffrance est réelle et générale, qu'il n'y a plus de fonds pour y pourvoir, et qu'il en faut chercher de nouveaux. Le Corps législatif en effet avait successivement décrété les fonds; ils ont été em-

ployés; mais ils ne l'ont pas été à leur destination; le Directoire en a distrait une partie à d'autres usages, et ils se trouvent par conséquent très-insuffisants.

Dans un rapport subséquent, Camus a porté à cent vingt millions les dépenses de la guerre depuis le 15 décembre jusqu'au 15 avril; il a même indiqué les moyens ordinaires et extraordinaires d'y pourvoir. Le premier de ces deux états est tellement inférieur à celui des dépenses faites dans chaque tiers de l'année précédente, qu'on peut le regarder comme une estimation sans conséquence. Quant aux moyens d'y pourvoir, ils roulent essentiellement sur les quatre-vingts millions demandés en cédules hypothécaires et sur le revenu des contributions.

Mais les cédules de la banque qui doit les mettre en circulation se trouvent à leur naissance frappées du même discrédit qui a anéanti les mandats. Ce sera beaucoup si cette ressource procure vingt millions effectifs au gouvernement.

Quant aux contributions, on en presse le recouvrement avec activité, et même à main armée, c'est-à-dire par des détachements militaires. Suivant le tarif des décrets, ces impositions rendaient plus de sept cents millions annuellement. La France est hors d'état de les supporter, et le *déficit* sur le revenu sera peut-être aussi considérable que la recette. En deux années, le gouvernement aura de la peine à retirer cent millions des contributions publiques.

Six mille hommes de renfort passent les Alpes en ce moment pour joindre Buonaparte; ce sont des troupes de rebut et de nouvelles réquisitions; la désertion y est très-fréquente; mais on ne s'en tiendra pas là, et le projet est de porter l'armée d'Italie à une force capable de la maintenir dans ses conquêtes.

La sédition parmi les équipages de Brest a été très-réelle, violente, soutenue plusieurs jours par des voies de fait. Cependant, Truguet, ministre de la marine, est parvenu à calmer les esprits pour le moment, et à faire partir l'escadre et les transports, qui ont mis à la voile le 15 de ce mois. L'amiral Richery lui a amené cinq vaisseaux de ligne de Rochefort, ce qui l'a portée à seize vaisseaux de ligne. L'opinion subsiste qu'elle est destinée pour l'Irlande. On a repris l'armement de Dunkerque, abandonné il y a un mois.

Le renvoi de lord Malmesbury [1], la forme outrageante et les frivoles prétextes de cette mesure, l'insolence brutale et les prétentions absolues qu'a manifestées le Directoire dans le cours de cette négociation, ont justifié l'opinion qu'en avaient pris, dès l'origine, tous les gens éclairés. Les agents et les écrivains directoriaux ayant d'abord prévenu l'opinion par le compte rendu le plus infidèle des dernières offres de l'Angleterre, un cri général s'était élevé au premier moment contre cette puissance et son ambassadeur; mais la publication des notes officielles a bientôt redressé ces jugements précipités, et les clameurs sont générales contre le Directoire, parmi tout ce qui n'est pas jacobin.

XCI

Berne, le 8 janvier 1797.

La haine pour le Directoire étant à Paris aussi forte et aussi générale que les préventions publiques contre l'An-

gleterre, le renvoi de Malmesbury a excité d'abord de grandes clameurs; puis on a balancé les torts respectifs; on a ensuite fini, trois jours après, par oublier cet incident. Chacun est allé se consoler au tripot et à l'Opéra; les Conseils ont gardé un silence absolu; les journaux de l'opposition sont revenus à leurs diatribes contre les jacobins, et la prolongation de la guerre a fait sur ce peuple affamé de la paix une sensation moins durable que la question la plus frivole.

Cette insouciance ne résulte pas seulement de la légèreté publique; elle tient essentiellement à l'empire exclusif qu'exercent les événements de l'intérieur, et à ce que la passion nationale contre l'Angleterre a neutralisé en cette occasion le désir d'inculper le gouvernement.

Celui-ci pressera l'éponge, ouvrira de force les bourses, même celles de la misère, accablera la France d'exactions, exigera corps et biens, le tout au nom de la *patrie en danger;* alors les gémissements recommenceront, et l'on se doutera à ce moment-là que le Directoire fut coupable d'avoir précipité la rupture des négociations.

Sæpe, premente Deo, fert Deus alter opem.

En congédiant l'ambassadeur britannique avec aussi peu de formes qu'on en mettrait à renvoyer un courrier de cabinet, le Directoire, sur-le-champ, a présenté au public la riante perspective d'un armistice général et d'une négociation très-avancée avec la Cour de Vienne. Le Parisien dort sur cette espérance, attend en se réveillant que la feuille du matin lui apprenne le débarquement du général Hoche en Irlande ou en Portugal, et ne pense aucunement à la guerre, parce que dans trois mois il aura à élire un nouveau tiers de ses Conseils.

L'esprit révolutionnaire est encore tellement infusé chez cette nation que, même en combattant les excès de la Révolution, les esprits tempérés en pressent les conséquences. Nul ne s'avoue ni l'injustice de la guerre, ni l'atrocité du système désorganisateur et spoliatif porté dans les pays conquis, ni l'iniquité de ces entreprises cartouchiennes qui occupent sans relâche la fécondité des faiseurs directoriaux, ni la nécessité de sacrifier au besoin de la paix les conquêtes faites et les projets de conquérir. Cet esprit de turbulence et de domination national en France dans tous les temps, s'est exalté par la fureur du prosélytisme et fortifié par les succès qui ont semé un étourdissement d'orgueil presque général.

On ne doit donc pas s'attendre qu'il s'élève à Paris aucun dissentiment grave touchant la conduite des intérêts extérieurs. On bénirait le gouvernement s'il procurait la paix ; on le laissera faire quoiqu'il la refuse. Dans les départements, surtout dans ceux où les effets de la guerre se font plus particulièrement sentir, par exemple dans les départements maritimes, les sentiments sont plus prononcés ; mais si Paris et l'autorité ne peuvent imposer silence à ces mécontentements provinciaux, ils les empêchent du moins d'éclater en actes positifs.

C'est une remarque aussi vraie qu'étonnante que plus les Français souffrent de la guerre et aspirent à en voir la fin, moins les préjugés qu'on leur a inspirés contre leurs ennemis s'affaiblissent ; le Directoire tire des facilités et des forces incalculables de cette antipathie ; jusqu'aux royalistes la fortifient journellement. Les émigrés qui rentrent, aigris par l'adversité, irrités du traitement inhospitalier qu'ils essuient dans la plupart des contrées de l'Europe, lassés d'une attente inutile et abandonnés à l'effervescence de

leur imagination, répètent et confirment en France toutes les fables inventées au dedans et au dehors. Les journaux même de ce parti ont pris l'étendard de la République, et se remplissent d'invectives et d'assertions outrageantes contre les puissances étrangères.

Cent opinions extravagantes se sont emparées de la crédulité publique. Ici, on est convaincu que l'Angleterre veut perdre à la fois la maison de Bourbon et la France, pour placer le duc d'York à la tête de la nouvelle Monarchie. Là, on soutient qu'elle protége le duc d'Orléans pour éterniser la guerre civile et prévenir la restauration du royaume. Ailleurs, c'est un prince de la maison d'Autriche que les alliés destinent à régner sur la France. Tous sans exception croient au projet de démembrer leur patrie comme on a démembré la Pologne; on suppose les puissances encore plus ennemies de la maison de Bourbon que des jacobins, et ayant dans cette guerre un tout autre but que celui d'éteindre ou de comprimer la Révolution.

Je rapporte ces préjugés parce qu'ils dominent de Bayonne à Strasbourg, parce qu'ils sont exprimés dans toutes les bouches, parce qu'ils rallient au Directoire ses plus implacables ennemis.

Déjà des émigrés rentrés ont pris parti dans les armées et sur les escadres; frappés de mort par la loi, l'exécuteur de la loi emploie leurs services. J'ose penser que, si ces sentiments subsistent, jamais la guerre n'aura été plus généralement nationale qu'elle ne le sera pendant l'année courante.

Les conjectures flottaient encore le 31 décembre à Paris sur la marche de l'armement sorti de Brest le 17. L'opinion continuait à se partager entre une descente en Irlande ou une descente en Portugal. Si cette expédition réussit,



même momentanément, elle achèvera de dissiper les nuages qu'ont fait naître l'expulsion de lord Malmesbury et la continuation de la guerre. Si elle échoue, ce revers ramènera les cris, les apostrophes, les dissertations contre l'ambitieuse ténacité du Directoire. Ce serait sous ses auspices-là que s'ouvriraient les assemblées primaires, dont le mécontentement alors ne restera pas muet.

Rebwell et Barras continuent à tenir au Luxembourg les rênes du jacobinisme. Le premier est chargé des affaires extérieures; le second, de la sûreté intérieure. Carnot et La Revellière sont plus mitigés; Letourneur tient la balance, et la fléchit le plus ordinairement en faveur du système jacobin.

Les mandats achèvent d'expirer et ne valent plus que trente sols pour cent livres. A vue de pays, les cédules hypothécaires qui ne sont pas encore décrétées, qu'on fabrique et qu'on voudrait négocier par anticipation, perdront 80 ou 85 pour 100 au début; c'est au moins l'opinion générale des gens d'affaires.

Une partie des derniers renforts envoyés en Italie ont été tirés de l'armée du Rhin. On y portera de nouveaux corps aussitôt que la saison et la difficulté de les réunir le permettront. Il est arrêté de mettre l'armée actuelle en état de poursuivre offensivement la guerre, de réduire Mantoue s'il ne tombe pas avant le printemps, d'achever la soumission du Pape, de fermer définitivement aux Anglais tous les ports de l'Italie, et à Sa Majesté l'Empereur l'accès de

---

XCII

Berne, le 18 janvier 1797.

La publication officielle, faite à Londres, de la conversation de lord Malmesbury avec Charles Lacroix, en dit plus que des volumes touchant la politique de la faction dominante, dont ce Lacroix n'est au reste que l'organe imparfait et l'inepte instrument. Mais on se tromperait de penser que, même avec plus de condescendance, l'ambassadeur britannique eût pu conduire la négociation à un dénoûment.

Nous avons, plusieurs fois, développé dans cette correspondance les principes qui animent exclusivement le Directoire, et le plan qu'il s'est formé. Quelques variantes passagères dans sa conduite, quelques déclarations fallacieuses, quelque hypocrisie qui tempère quelquefois l'éclat de son insolence et sert à masquer son ambition, sont des indices trompeurs de ses véritables desseins. — Le plus grand danger comme la plus grande erreur de l'Europe, est de ne jamais distinguer ces apparences fugitives, du système fixe, invariable et permanent que suit le Gouvernement; système né de la Révolution, inséparable de son existence, devenu nécessaire à son maintien, soutenu à la fois par les *philosophes* et les *politiques*, invinciblement lié aux bouleversements de tout genre introduits dans l'état moral, religieux, civil, politique de la France, et étant pour tous ceux qui la gouvernent un dogme fondamental, une raison d'État, un objet de fanatisme et un résultat de la nécessité.



Si ce Gouvernement a fait trêve un moment avec quelques États, c'est pour les perdre tous successivement, avec plus d'avantage, pour les isoler par la défiance, pour les armer les uns contre les autres, pour rendre entre eux toute alliance, toute confiance impossibles, et planer seul au-dessus de ce chaos. D'ailleurs, si ses armes se reposent, ses intrigues agissent, ses corruptions de tout genre font leur chemin, son prosélytisme se répand; les États neutralisés ont à cet égard un désavantage marqué sur les États belligérants; car les poisons révolutionnaires s'y insinuent par tous les pores; il est moralement impossible qu'aucun pays en relations soutenues et en amitié avec cette république régicide ne s'habitue plus ou moins à ses maximes, ne se familiarise avec ses exemples, et qu'il puisse préserver ses sujets du mépris qu'une semblable connexion leur inspire pour leurs souverains.

Ces vérités, pour avoir été vainement représentées dès l'origine de la guerre, n'en conservent pas moins et plus que jamais toute leur force. L'Europe voit maintenant ce qu'il lui en coûte de les avoir négligées; et je ne crains pas d'affirmer que si la fausse sécurité et les fausses vues sur la direction du mouvement militaire et révolutionnaire de la France se prolongent, les périls et les calamités de l'Europe n'auront fait que commencer.

Il faut qu'elle périsse tout entière, ou que la Révolution succombe; du moins qu'elle rentre épuisée dans son foyer.

Ce n'est pas seulement l'antipathie nationale qui pousse le gouvernement français à la destruction de l'Angleterre, ce n'est pas la jalousie de son commerce, ni les motifs qui si souvent armèrent ces deux nations. Les régicides ne peuvent supporter le spectacle d'une monarchie limitée;

leur fanatisme et leur orgueil sont indignés de la résistance que l'esprit public oppose dans cette île à leurs théories et à leurs subversions; par son opulence, ses subsides, ses alliances, ses rapports, l'Angleterre oppose au renversement de la balance politique sur le continent un obstacle irritant et redoutable. Cette puissance une fois hors de combat, on se flatte bientôt d'y mettre le reste de l'Europe.

Mais ce n'est point par les armes seules qu'on travaille à cette catastrophe. Si les puissances unies n'avaient à redouter que la République en état de guerre, elles n'éprouveraient que la moitié du danger qui les enveloppe. La perfidie directoriale, le machiavélisme de ses avances, les négociations où il a entraîné tant de cabinets, les divisions qu'il fomente et qu'il entretient par ses propositions simulées, l'artifice avec lequel il est parvenu à faire confondre la France ancienne avec la France d'aujourd'hui, et une guerre inouïe dans son principe, dans ses moyens et dans ses effets, avec une guerre ordinaire où il s'agirait d'une province à regagner ou d'un traité à maintenir, voilà les arsenaux sur lesquels il compte, et avec lesquels il supplée à l'affaiblissement de ses moyens de guerre.

Son esprit révolutionnaire a passé de sa politique intérieure à celle du dehors. Tous ses projets de paix sont établis sur des bouleversements; il veut une paix qui renverse le droit des nations, et qui allume en Europe un incendie, sur les ruines duquel la puissance révolutionnaire établira sa domination.

Qui peut en douter, en le voyant désunir toute l'Europe par des paix séparées ou par des offres extravagantes; en le voyant travailler à écraser ou à enlever tous les alliés de la maison d'Autriche, et à lui chercher partout des ennemis,

tandis qu'il propose son amitié et des indemnisations au chef de l'Empire, aux dépens de l'Empire même et au prix de la subversion totale de la constitution de l'Empire germanique?

Qui peut en douter en observant leur politique en Italie et à Madrid? Tandis qu'ils infatuent la reine d'Espagne et son ministre de l'espoir d'agrandir la maison de Parme[1], ils révolutionnent et républicanisent les pays dont ils entendent la gratifier, et associent la cour de Madrid à leurs projets contre celle de Rome. Le même stratagème est employé auprès du Roi de Sardaigne, pour le faire concourir à écarter les Allemands de l'Italie. Si ces tromperies avaient leur effet, les puissances assez stupides pour s'y livrer ne trouveraient plus dans les États qu'on *feint* de leur adjuger, que des cimetières révolutionnaires, des droits de l'homme, des panaches tricolores, et des républicains régicides dont l'établissement serait garanti par leurs maîtres et leur modèles, dont ils se rendraient les tributaires.

Ces spéculations directoriales, ce jeu de brigands travaillant l'Europe comme un tripot, prennent chaque jour à Paris la plus infernale activité. Tous les brûlots politiques imaginés par des fous et des scélérats depuis quatre siècles sont sur le chantier. Plus les cabinets montrent de crainte et le désir de vivre en intelligence avec ces irréconciliables ennemis de tout ce qui porte une couronne, plus le champ des combinaisons révolutionnaires s'agrandit au Luxembourg : il croit tenir la mesure de la plupart des conseils de l'Europe; il se flatte de les étouffer par des embrassements hypocrites, ou de les culbuter à force armée et d'y semer ses propres passions pour les perdre plus sûrement.

[1] Voir Albert SOREL, *la Diplomatie française et l'Espagne* (*Revue historique*, t. XIII, p. 270-278).



Les envoyés que plusieurs puissances ont le courage d'entretenir à Paris, ne connaissant que la superficie du théâtre, de la pièce et des acteurs, servent encore à égarer le jugement de leurs commettants, se laissent fasciner par toutes les charlataneries du jour, intimider par les rodomontades des gouvernants, et sont incapables de saisir aucune vue nette, générale et complète du système fondamental du Directoire et de sa conspiration permanente contre l'Europe entière.

La fin de la négociation anglaise était prévue par quiconque connaît l'instinct de la République et de son Directoire; mais ce qui n'est pas moins digne d'attention, c'est l'audace de cinq gredins jouant les Césars et les Gengis-Khan, qui, le lendemain d'un message au Corps législatif, où ils représentent leurs armées sans solde et sans habillement, leurs hôpitaux sans secours, leur police anéantie, osent chasser l'ambassadeur d'une puissance de premier rang qui vient leur demander la paix, traitent cet ambassadeur comme un Carletti ou un Reybaz, et deux jours après chassent l'ambassadeur des États-Unis qui ont nourri la France deux ans consécutifs. Jamais la Révolution ne se montra plus vivace et plus à découvert que dans ces procédés.

Il est vraisemblable que la négociation eût traîné quelques jours de plus, si la mort subite de l'Impératrice de Russie[1], et les espérances fondées sur l'armement de Brest, n'eussent redoublé la verve directoriale et persuadé qu'une heure de ménagement serait une bassesse indigne de potentats nés pour affranchir l'univers.

Cet armement de Brest a coûté cinquante millions effectifs. On l'a modelé sur celui qu'entreprit Louis XIV en 1692,

[1] 7 novembre.

et que suivit la catastrophe de la Hogue. La folie de cette entreprise en a égalé la dépense; on s'en promettait les plus grands effets. Sur la parole de quelques clubistes irlandais, sur la foi du secours qu'on recevrait des voleurs et des coupe-jarrets, connus sous le nom de *defenders*, on comptait sur un soulèvement considérable. La base du projet était non de conquérir d'abord l'Irlande, mais de la révolutionner. Clarcke, Carnot, et un Irlandais nommé le colonel Fate, furent les auteurs de l'entreprise; Truguet, le ministre de la marine et le Directoire l'avaient adoptée avec enthousiasme. Cinq vaisseaux de ligne et trois frégates seulement, sous les ordres de Bouvet, étaient rentrés à Brest le 1er de ce mois. Depuis cette date jusqu'au 8, aucun autre bâtiment n'avait paru : l'escadre de Bouvet avait ramené cinq mille hommes commandés par le général Grouchy, beau-frère de Concordet, gentilhomme sans-culottisé et grand exterminateur de Vendéens. Les lettres de Brest du 7 et du 8 peignent ce port comme livré à toutes les agitations de la douleur, de la crainte et de l'indignation. Toutes les probabilités se réunissent pour faire appréhender la perte d'une grande partie de la flotte. On sait par la voie de Londres que le 29 décembre, il ne restait aucun vaisseau français en vue des côtes d'Irlande, et qu'une tempête violente soufflait alors de l'est comme les jours précédents; si la flotte française, comme on n'en peut douter, a été obligée de quitter les côtes d'Irlande, qu'est-elle devenue depuis le 27, époque de sa retraite? Pourquoi n'est-elle pas revenue à Brest, ainsi que la division de Bouvet? Toute porte à croire qu'elle aura été ou naufragée ou portée dans l'Atlantique. Or, comme les troupes n'avaient très-certainement à leur départ que pour quinze jours de vivres, on peut induire de cette circonstance quelle aura été leur destinée.

Ces troupes étaient composées mi-partie de scélérats déterminés et des meilleurs régiments qui avaient servi contre la Vendée et les chouans : les uns et les autres formaient dix-huit à vingt mille hommes. Les provinces de l'Ouest sont maintenant sans soldats, et l'on craint, non sans raison, que les chouans ne profitent de cette circonstance si l'armement est réellement perdu.

Ce revers ajoute au mépris où est tombé le gouvernement. Tous les partis sans exception s'évertuent à le vilipender : il suffit pour s'en convaincre de lire les feuillles publiques : c'est encore pire dans les conversations et les lieux publics. Il s'est fait à cet égard un changement très-remarquable dans l'opinion publique. Dans le cours de l'été dernier, ceux mêmes qui abhorrent le gouvernement ou qui voudraient le supplanter subordonnaient ces sentiments à la nécessité de faire marcher la constitution. De toutes parts, on prêchait l'union avec les autorités constituées; on invitait à les seconder, on excusait leurs torts, on formait des espérances sur leur marche future. Ces dispositions ont disparu, pour faire place à la satire la plus sanglante. Un terroriste nommé Despaze s'étant avisé l'autre jour de publier un éloge du Directoire, sous le titre des *Cinq Hommes,* il a été couvert de huées, de brocards et d'insultes unanimes.

XCIII

Berne, le 25 janvier 1797.

J'ai fait observer dans un numéro précédent de cette correspondance un changement certain de l'esprit public en France, qui d'une soumission systématique et d'un ralliement raisonné au gouvernement, a passé depuis trois mois à une révolte morale qui éclate dans les discours, les écrits, les journaux, les sociétés et les lieux publics. Il reste à l'autorité des créatures et des complices, mais plus de partisans. Pas une cabale, pas une faction, pas un club qui ne donne au Directoire le coup de pied de l'âne.

Ces cinq dictateurs du régicide et de l'Europe ont aliéné la nation par leurs choix, leurs procédés et leurs inclinaisons jacobines et révolutionnaires. Ils ont aliéné les jacobins en évitant de rendre leur règne tout-puissant et exclusif. Quant aux terroristes et à la foule nombreuse des anarchistes d'habitude, ils ne veulent pas plus du Directoire que de toute autre régence.

Cette balance que le Gouvernement affectait de tenir entre les différents partis l'a conduit là. Ses inconséquences d'ailleurs, l'arbitraire et l'instabilité de ses décisions, cette tendance d'usurpation révolutionnaire dont il ne déguise ni le dessein ni les actes, le défaut total d'administation régulière, cette multitude de règlements contradictoires auxquels il est aussi impossible d'obéir que de faire obéir,

raniment et généralisent le désir d'un régime plus stable. Personne ne sait sur quoi compter; personne n'est assuré de son état, de sa propriété, de sa tranquillité.

On est las de l'élévation de cinq drôles dont l'insolence, le faste et la médiocrité soulèvent le public. Jamais le Français ne s'accoutumera longtemps à souffrir au-dessus de lui ses égaux, et ceux qu'il a lui-même élevés en dignité. La jalousie fortifie donc la haine et le mépris qu'inspire ce divan, aux pieds duquel la moitié de l'Europe à genoux marchande l'honneur de devenir sa tributaire et de conquérir son amitié.

Carnot est abhorré des jacobins, comme le sont tous les apostats : on ne pardonne point à un valet de Robespierre d'affecter les grimaces du modérantisme. Rewbell et Barras sont abhorrés de tout ce qui n'est pas jacobin. Les deux autres directeurs ne comptent point.

Le Corps législatif n'a pas plus de considération que le Directoire. Le public et le peuple voient tout au moins avec indifférence ce mélange de scélérats et d'égoïstes, d'hommes timides ou vénaux où l'on distingue un petit nombre d'honnêtes gens, trop faibles de caractère ou de puissance pour résister au torrent. Le temps de cette Assemblée s'écoule en bavardages et en décrets réglementaires : jamais un mot sur ce qui touche aux grands intérêts ou aux vœux fondamentaux de la nation. On ne finit rien; on commence des décrets pour les achever trois mois après, et les révoquer la semaine suivante. Les finances, malgré la grandeur du mal et les réclamations du Directoire, demeurent ensevelies dans les commissions ou dans des discussions interminables.

Ce tableau ne doit pas induire à présumer que la France est dans des dispositions insurrectionnelles, et près de ren-

verser ce gouvernement qu'elle traîne dans la fange. Rien n'est plus loin de l'esprit général. L'opinion avilit le gouvernement, sans lui enlever ses moyens réels. Il est vrai que nulle part il n'est obéi volontairement, personne ne lui prête secours; à tout instant il faut recourir à la force; mais le ressort de la crainte est encore entier.

Les citoyens, d'ailleurs, sont plus divisés que jamais d'intérêts et de sentiments. La loterie des biens confisqués, les rapines publiques, l'agiotage, les fournitures, les dilapidations, ont introduit un brigandage qui excite la convoitise générale. La France est un mort dont on pille la succession, et dont deux millions d'individus s'arrachent les lambeaux. Le reste souffre, crie, envie et attend.

Les pronostics que j'avais tirés sur les prochaines élections ne se vérifient que trop tôt. A voir l'enthousiasme avec lequel les mécontents observaient cette époque, on eût supposé que chaque citoyen concourrait de toute son activité à faire valoir son suffrage. Il en est tout autrement. La plus imbécile insouciance, la plus inconcevable frivolité, surtout à Paris, l'emportent encore aujourd'hui sur toutes les considérations. La crainte de quelque crise retient les gens timides; c'est le grand nombre : d'autres ne s'occupent que de leurs plaisirs ou de leurs spéculations : toute opération publique semble un piége et offre un danger à la foule des bourgeois; ils refusent de s'inscrire au registre de leur municipalité. Ces jours derniers, les assemblées où l'on devait élire les officiers de la garde nationale de Paris ont été presque désertes.

Les jacobins, les anarchistes, la clientèle du Directoire tirent un parti immense de cette insouciance parisienne; ils n'auront pas grand'peine à diriger les élections, et la preuve qu'ils s'en flattent, c'est que, jusqu'ici, ils n'ont

opposé aucun obstacle à la formation prochaine des assemblées primaires. Les espérances que beaucoup de gens, soit au dedans, soit au dehors, ont fondées sur cette époque, sont à mes yeux presque aussi chimériques que celles dont on s'est consécutivement bercé depuis six ans. Même dans les départements les moins républicains, dans ceux dont on célèbre le bon esprit, les choix s'adressent à des hommes qui siégeraient mille ans dans le Corps législatif, sans oser y prononcer ou y appuyer une grande mesure de restauration, s'ils ne se croyaient pas mathématiquement certains de la majorité, d'une force supérieure et d'un succès sans péril.

Ce moment n'en sera pas moins un d'agitation : il donnera l'essor à toutes les haines, il mettra en jeu les passions qui fermentent dans un repos apparent ; il produira même, probablement, quelques troubles locaux. Toutes les autorités administratives, auxquelles le Directoire s'arrogea le droit de nommer l'année dernière, seront renouvelées : le choix de leurs membres est aussi important que celui des députés, car ce sont les rouages de la machine ; mais il est à craindre que l'incurie publique ne rende ces élections aussi inutiles que celles du nouveau tiers des représentants.

Les agents du Roi de France, les plus gauches et les plus incorrigibles de tous les hommes, ont saisi ce moment pour tâcher de faire nommer des aristocrates prononcés. Les constitutionnels de leur côté voudraient ressusciter et ramener en scène les Lameth, les d'Autun, les Montesquiou et autres coryphées du parti. Les anciens administrateurs des départements sous la constitution de 1791 sont en concurrence avec les fondateurs de cette constitution. Trente cabales, sectes, tripots, divisent les ennemis du gouverne-



ment actuel. Pendant quelque temps, après la chute de Robespierre et jusqu'à la fin de l'année dernière, ils avaient fait trêve à leurs inimitiés. Elles ont recommencé avec éclat depuis quelque temps; les journaux sont le théâtre de ces disputes dignes des Petites-Maisons.

La voix des jacobins et en général des dominants, pour le remplacement de celui des cinq directeurs que doit écarter le sort, se fixe sur Merlin de Douai, ministre de la justice, et beaucoup plus propre à être le ministre de Satan. La République ne renferme guère d'hommes plus dépravés, plus capables de tous les crimes, plus attachés au régime jacobin.

En un mot, on ne doit pas espérer que ces élections fassent changer de face à la France et le système dominant. Tout au plus pourraient-elles faciliter ce changement, si quelque grand événement imprévu fournissait un sujet de révolte active et étendue, des chefs, des moyens, des motifs de sécurité qui ralliassent les mécontents et les forçassent de sortir de leur léthargie.

On continue la guerre intérieure aux réquisitionnaires. Des détachements de hussards et de gendarmerie parcourent les départements frontières pour y enlever les jeunes déserteurs. Ceux-ci se réfugient en troupe de commune en commune; on met garnison chez leurs parents. Les journaux des différents partis s'accusent mutuellement de complots médités et prêts à éclore; ces conspirations sont des fables, et un moyen qu'on emploie de part et d'autre pour se rendre odieux. Il faut lire avec une extrême défiance tout ce que les feuilles publiques écrivent à ce sujet.

Onze vaisseaux de ligne, sept frégates et deux corvettes de l'expédition d'Irlande, étaient rentrés le 13 à Brest. La moitié de l'armement est encore au dehors et on ne sait où.

Des frégates ont péri, d'autres ont été prises : aucune nouvelle de la *Fraternité* qui porte le général Hoche et l'amiral en chef. Paris et le gouvernement ont été vite consolés de ce revers : on l'a oublié aussi promptement que la rupture des négociations de paix.

XCIV

Berne, le 4 février 1797.

J'avais eu l'honneur, il y a un an, d'informer Sa Majesté l'Empereur et Roi que le projet du Directoire était de pénétrer à tout prix en Italie, de diriger les plus grands efforts vers cette contrée et d'employer tous les genres de ressources pour y parvenir. Aujourd'hui, il s'agit de consommer la spoliation et l'assujettissement de cette partie de l'Europe, et de tenter une invasion dans les États méridionaux de Sa Majesté Impériale. Quarante-cinq mille hommes de troupes nouvelles, principalement tirées des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, sont destinés à aller joindre le général Bonaparte ; vingt-quatre mille hommes de ce corps additionnel défilent depuis quinze jours vers les Alpes. Dix-huit cents hommes de cavalerie et huit mille fantassins ont traversé ces jours derniers Lyon et le département de l'Ain, pour se rendre en Italie par Grenoble et Briançon d'une part, par la Savoie de l'autre. Une colonne de quatorze mille hommes suit cette première et prendra la même route. Il est arrêté de porter à quatre-vingt mille hommes l'armée d'Italie, sans y comprendre les auxiliaires



italiens que l'on enrégimente et que l'on dresse avec activité dans la Lombardie, dans le Modénais et dans les légations romaines. Jour et nuit, on travaille à Lyon dans l'arsenal à remonter des pièces d'artillerie de tout calibre; on les embarque successivement sur le Rhône pour les transporter à Nice.

Il est arrêté de porter à Rome même les armes de la République, d'y imposer de force au Souverain Pontife les conditions que Sa Sainteté a refusées, de le réduire au rôle d'administrateur des États qu'on lui laissera, et dont les commissaires directoriaux seront les véritables souverains; enfin, d'épuiser Rome et le patrimoine de Saint-Pierre par des rançons, des réquisitions, des brigandages de toute espèce. Le même sort attend la Toscane : on imposera de même le roi de Naples et les Vénitiens à des tributs et des réquisitions. Près de quatre cents millions en numéraire, en vaisselle, en productions, en marchandises, en denrées, ont été arrachés l'année dernière à l'Italie par ces modernes Attila : on projette un semblable saccagement et l'on attend des ressources non moins abondantes dans le reste de l'Italie ; c'est avec ce pillage que l'on entretiendra l'armée et qu'on tentera de pénétrer dans les provinces méridionales autrichiennes qui seront livrées à la même dévastation.

Les derniers avantages qu'a obtenus l'armée française ont mis le sceau à ces entreprises [1] : ils ont eu à Paris des effets pernicieux dans plus d'un genre. Le Directoire, décrédité par l'expédition d'Irlande, a repris son aplomb; on a fermé la bouche aux partisans de la paix par restitutions réciproques; les jacobins et leur système ont pris de nouvelles

[1] Rivoli, Mantoue, la Favorite, 14, 15, 16 janvier.

forces : c'est pour eux, pour le gouvernement, pour la révolution désorganisatrice, c'est pour Barras, son ami et son protecteur, c'est pour favoriser les conjurations préparées dans les comités jacobins, que Buonaparte a combattu. Ce général, l'exécration de Paris, de la minorité du gouvernement et du Corps législatif, est absolument le général des jacobins et des révolutionnaires permanents. La France eût célébré sa défaite, sa captivité et sa mort, avec une allégresse bien différente de la sensation morne qu'ont produite sur le public les derniers événements.

Je sais de la *première main* que le Directoire était dans une mortelle inquiétude sur le sort de Buonaparte et de son armée, et qu'une défaite eût été pour lui une espèce de coup de grâce, dans l'état de dénigrement où il était tombé.

Pour concevoir l'étendue de cette réaction des événements du dehors sur l'intérieur, il faut savoir que Carnot est aujourd'hui en guerre ouverte avec ses collègues ; il a donné toute sa confiance à un député nommé Lacuée de Cessac, ancien capitaine d'infanterie, membre de l'Assemblée législative en 1791 et en 1792, et membre constamment royaliste. Échappé au terrorisme, Lacuée, qui m'est personnellement connu, est un homme actif, intelligent, de talents médiocres, mais travailleur et toujours dans les principes qu'il professait en 1791. Cette liaison en a amené d'autres ; Carnot n'est plus entouré que d'adversaires du régime actuel ; il espère en courant à un autre ordre de choses, ou du moins en empêchant que celui du jour ne devienne pire encore, il espère, dis-je, se faire pardonner sa complicité aux crimes du Comité de salut public en 1793 et en 1794.

Il a contre lui Barras, Rewbell et Letourneur. La Re-

vellière-Lépaux est insignifiant. — Cette conduite de Carnot, ses comités secrets, les vues du parti auquel il se dévoue, ont fourni une occasion et un prétexte de plus aux chefs jacobins de conspirer pour le renversement de la constitution actuelle, et pour en instituer une nouvelle, montée par le jacobinisme exalté, et qui concentre dans la tête du parti les places, le pouvoir, l'administration suprême et exclusive. Barras, Tallien, Sieyès, le ministre Merlin, et un nombre d'autres, tiennent à ce sujet de fréquents comités, ont un plan fait et travaillent journellement à son exécution.

L'approche des élections nouvelles redouble l'activité de ces complots. Nombre d'apparences décèlent qu'elles seront l'époque d'un coup de main qui décidera, ou de la chute de la République, ou de sa conversion en oligarchie absolument jacobine, révolutionnaire et tyrannique. Des bandes de brigands se rendent à Paris : on échauffe les faubourgs, on suppose des conspirations royalistes, on fait naître des prétextes de nouvelles révolutions. Le projet est conduit par peu de chefs : la masse des jacobins, des anarchistes, des terroristes, n'est qu'un instrument aveugle et se résume sans savoir le but qui la conduit, ni quels hommes sont à la tête du mouvement.

La pluralité des avis s'accorde à annoncer un ouragan prochain ; il paraît inévitable. Chaque jour, le déchaînement contre le Directoire devient plus violent et plus général ; les journaux diffamatoires, les libelles, les placards incendiaires se multiplient à un degré inconcevable. Le Corps législatif est tombé dans un tel mépris que ses membres osent à peine s'avouer députés dans les cercles et dans le peuple. La célébration du régicide, le 21 janvier, a fait éclater le sentiment public, d'une manière encore inouïe depuis la fondation de

la République[1] ; le peuple n'y a pris part que pour insulter les députés et les agents de l'autorité : on a jeté des ordures sur le Directoire, siégeant à l'église Notre-Dame. Tout ce que la haine, l'indignation, les ressentiments peuvent inventer, a été écrit, imprimé, affiché, répandu avec profusion et publicité dans cette circonstance. Les journaux, pour la première fois, ont osé donner des regrets à Louis XVI, traiter sa mort de régicide et la commémoration de ce crime une fête exécrable.

En voyant ce débordement d'opinion et ce contraste inconcevable entre les sentiments publics et la nature du gouvernement actuel, on serait tenté de prédire le renversement prochain de celui-ci. Soit par faiblesse, soit par indifférence, soit en vertu de la confiance dans ses forces, soit enfin par une combinaison de machiavélisme qui tolère ces mutineries et ces injures pour en préparer sourdement la punition, le Directoire a paru insensible à ces explosions de la haine publique; mais cet état de choses ne peut se prolonger : ou la liberté de la presse et les ravages de l'opinion tueront infailliblement et bientôt le gouvernement, ou celui-ci ensevelira l'opinion et la liberté de la presse dans les cachots et les tombeaux.

Cet événement ne peut être très-éloigné, et je n'ai pas besoin d'annoncer que, si le choc s'engage, la victoire restera probablement aux jacobins.

[1] Article d'Aymé Jourdan. (*Moniteur* du 3 pluviôse.)



XCV

Berne, le 15 février 1797.

Le complot royaliste découvert à Paris dans les premiers jours de ce mois a suspendu tout autre objet d'intérêt public. On pourrait, à juste titre, le nommer une intrigue contre-révolutionnaire et un tripot de marmousets plutôt qu'une conspiration. Trois des agents arrêtés[1] me sont personnellement connus, et si bien, que je ne leur eusse pas confié une lettre de quelque importance à porter à deux lieues de moi. L'abbé Brottier, homme de lettres, est une espèce de fanatique, du nombre de ceux qui, dès l'origine, ont attendu et prédit une contre-révolution à chaque renouvellement de lune. M. de La Villeurnois[2], ancien maître des requêtes, est un homme du monde et de plaisir, aussi crédule que léger, et ayant de l'esprit sans jugement. Duran, dont le vrai nom est Duverne de Presles, ancien lieutenant de marine, a vécu ici plusieurs mois de l'année dernière avec une courtisane qu'il appelait sa femme, et jouant le petit seigneur avec l'argent que lui donnaient les entrepreneurs de contre-révolutions. Voilà l'espèce d'hommes auxquels le roi de France, sur la parole de M. d'Entraigues, confiait des pleins pouvoirs, et à qui ses ministres remettaient le soin de finir une révolution et de renverser une puissance qui, sur les débris d'une grande

[1] Le 31 janvier.
[2] Ou Villeheurnois.

Monarchie et avec toutes ses ressources, menace et subjugue tous les autres États.

L'ineptie, l'indiscrétion, la folle confiance, l'imprudence et un défaut absolu de jugement ont caractérisé cette entreprise, comme toutes celles du même genre qui l'avaient précédée. Le plus impertinent de ces conspirateurs est un nommé Proly, originaire du Palatinat, intrigant subalterne, dévoué à toutes sortes de métiers, et qui a avoué s'être fait terroriste, il y a trois ans.

On retrouve dans les confidences que ces messieurs ont été faire dans les casernes même de la garde républicaine et aux deux chefs de cette garde, un nouvel effet de l'erreur invincible où d'absurdes rapports maintiennent les royalistes de l'extérieur et leurs conseils : elle consiste à considérer comme des soupirants après l'ancien régime tous les Français qui ne sont pas jacobins. Il n'y a jamais de nuances pour les ignorants : on s'est éternellement étudié à ne compter pour rien les intermédiaires. Ce Malo[1], ce Ramel[2], auxquels les agents du Roi ont été confier leurs pouvoirs, leurs plans et leurs listes, s'étaient prononcés contre les terroristes. Les conspirateurs sont partis de là pour les supposer francs royalistes.

Il est encore incertain, néanmoins, si ces deux chefs militaires ont été les premiers dénonciateurs, ou si, instruits que le gouvernement cherchait la trace du complot, ils ont jugé nécessaire de le révéler, afin de prévenir le soupçon de complicité.

Les rapports officiels de l'un et de l'autre sont évidemment faits à la main, et concertés avec des souffleurs. On ne doit pas juger des détails et du but de cette conspiration

[1] Chef d'escadron.
[2] Commandant des grenadiers du Corps législatif.

par le témoignage de deux délateurs, qui se trouvent en contradiction avec les pièces écrites, saisies sur les conjurés. Ces pièces seules méritent d'être consultées et de fixer l'opinion.

Les principales sont une formule de proclamation royale, une instruction de M. le duc de La Vauguyon, toutes deux dressées dans un esprit de sagesse et de popularité; un plan d'opérations politiques fait par La Villeurnois, et une liste de nominations ministérielles [1]; mais il paraît par les dépositions annexées et par les propos des conjurés que le fond de l'entreprise consistait, non à la tenter soi-même, mais à profiter du premier mouvement des terroristes, pour armer Paris contre eux et en même temps contre la République, en ne laissant au peuple d'autre alternative que de choisir entre l'ancien régime ou le régime de terreur. On n'aperçoit aucun moyen, aucune mesure, aucun levier d'exécution; nulle force quelconque pour opérer; les terroristes devaient faire les premiers frais de l'entreprise, les constitutionnels les seconder dans le sens des agents royaux, et ceux-ci profiter seuls du dénoûment par le rétablissement pur et simple de l'ancien régime.

Ces idées n'abandonneront jamais les émigrés et leurs conseils : ils rejetteront éternellement toutes les voies de salut que pourraient offrir une conciliation des intérêts, des sacrifices et une Monarchie limitée, pour embrasser sans

[1] Voici quelle était la composition de cette liste : « Intérieur, laisser « Benezech. Affaires étrangères, Hénin, ancien premier commis. Marine, « M. de Fleury. Justice, M. Siméon. Finances, M. Bernignot de la Grange « ou un Barbé-Marbois, qui a des talents et de l'instruction : il a été « intendant à Saint-Domingue et passe pour honnête. Ponts et chaussées, « M. de La Millière. Subsistances, M. de Vauvilliers. Commissaire général « des prisons, M. Sourdas. Police, laisser Cochon... » — Puis, en note : « Il « a voté la mort du Roi; son nom effaroucherait trop les royalistes... On « pourra y mettre Portalis ou Siméon... »

relâche l'ombre d'une contre-révolution de vive-force, qui mette la France à leur disposition.

Mais ils sont bien simples ou bien confiants de supposer qu'ils joueront ainsi des fractions mille fois plus vigilantes, plus adroites, plus exercées, plus puissantes qu'eux, en les réduisant au rôle d'instruments aveugles d'une contre-révolution. Vouloir tromper à la fois les terroristes, les constitutionnels et les royalistes d'opinion, c'est prétendre beaucoup trop. Croire les faire servir à ses desseins en sens contraire, pour les sacrifier ensuite les uns et les autres, c'est une politique dangereuse même pour une autorité puissante, telle que le Directoire, mais ridicule dans une minorité sans pouvoir et sans ressource.

C'est un rêve d'enfants ou d'ivrognes que de semblables combinaisons.

Il est remarquable que le gouvernement provisoire chargé dans ce plan d'administrer la France juqu'à l'arrivée de son Roi, était presque entièrement formé de membres du Corps législatif pris dans le nouveau Tiers; on conservait même le ministre actuel de l'intérieur. Cette vue était judicieuse, si elle eût été sincère, ce dont les discours de Brottier, rapportés au procès, permettent de douter.

Ces administrateurs futurs partageaient-ils le secret des promoteurs, ou ont-ils été choisis à leur insu? Il me paraît moralement impossible que des hommes éclairés, tels que ceux qu'on désignait, appartenant la plupart au parti des anciens constitutionnels, se fussent livrés à une entreprise aussi informe et sans bases, dont le but définitif était le rétablissement de l'ancien régime.

Mais il est aussi vraisemblable qu'on leur avait fait des demi-confidences et qu'on avait jugé nécessaire de se rallier à eux et de les placer momentanément, pour entraîner ceux



qui partagent leurs intérêts, leurs sentiments, leur position, et auxquels on faisait ainsi partager leurs espérances.

Quoi qu'il en soit, cette liste saisie a fourni uu motif de soupçon au public et un arsenal aux jacobins : c'est un nouveau brûlot jeté dans le Corps législatif, entre le parti dominant et les modérés. — Vainement ceux-ci se sont hâtés de désavouer l'honneur que leur faisaient les conjurés, de protester contre toute connivence et de jouer les républicains sincères. Ces protestations seraient fondées, que les jacobins n'en seraient pas plus radoucis. Un incident singulier a fortifié leur défiance et leur a préparé un moyen d'attaque direct. Voici le fait :

Sur la liste des promotions se trouvait pour le ministère de la guerre, Dumas, ancien adjudant général de M. de Lafayette et son ami, membre du Conseil des Anciens, homme d'esprit, souple, ambitieux, rusé, et qui s'est insinué dans la confiance de Carnot, abhorré aujourd'hui des jacobins, tout autant que Dumas. Or, le nom de ce dernier s'est trouvé déchiré sur la liste, et par conséquent le ministère de la guerre vacant. Brottier, l'un des agents arrêtés, interrogé sur cette radiation, a déclaré que Malo et Ramel l'avaient exigée. Dans quel but? Évidemment pour soustraire Dumas au soupçon de complicité. Les deux révélateurs ont fait plus. Ils ont supposé que Proly, subalterne dans cette intrigue et sans pouvoirs royaux, leur avait assuré que Lafayette serait traduit à Paris dans une cage de fer, et que Dumas, les Lameth et les autres chefs des premiers révolutionnaires, seraient mis en jugement. Proly a formellement nié ce discours, inventé pour détourner les regards de dessus Dumas. Ramel est sa créature, et Malo celle de Carnot; le nœud de ce commérage grossier est palpable; les jacobins l'ont bien vite aperçu et coupé; ils re-

doublent d'efforts pour aggraver l'opinion de la complicité de Dumas et de ses amis.

Depuis longtemps, ils cherchaient une conspiration royaliste : elle était nécessaire à la leur, bien autrement formidable. On ne peut plus leur nier que le royalisme ne soit encore debout, dangereux et agissant. Donc, les mesures violentes, les opérations révolutionnaires, les freins de la liberté de la presse, les incarcérations et les supplices sont nécessaires; donc, la minorité des Conseils et tout ce qui résiste aux jacobins sont des ennemis de la République; donc, les jacobins sont seuls à l'aimer et à la défendre; ils ont, par conséquent, seuls droit à tous les emplois, et si la Constitution de 1795 est insuffisante pour étouffer le royalisme, il faut revenir au pouvoir révolutionnaire, ajourner les élections ou ne choisir pour députés que des jacobins.

Telle est la chaîne des calculs que cette faction infernale établit sur la circonstance du moment. Déjà Tallien a fait décréter que le Directoire eût à faire un rapport sur la situation de la République. Cette formule est le coup ordinaire de tocsin et la préface du régime dictatorial.

Cette conspiration n'aura donc été, comme toutes les précédentes, utile qu'aux jacobins seuls; elle remet sous le couteau l'opposition et les honnêtes gens : elle renforce la pusillanimité générale et fera déserter par crainte les assemblées primaires. Si elle est bonne à quelque chose, c'est d'avoir tiré un moment le Roi de l'oubli profond où il est plongé, d'avoir manifesté de sa part des intentions de clémence et de douceur, et appris au public que le royalisme n'était pas aussi mort qu'on le supposait.

Contre toutes les lois, contre toute liberté, contre la lettre de la Constitution, les conspirateurs sont livrés à une com-



mission militaire qui les jugera; et on leur a enlevé la sauvegarde des tribunaux ordinaires.

XCVI

Berne, le 28 février 1797.

La reddition de Mantoue [1] et les premières suites ont eu à Paris l'effet ordinaire des événements du même genre. Le peuple y est demeuré indifférent, les ennemis et les censeurs du régime républicain et du gouvernement en ont été consternés; la clientèle du Directoire, ses bureaux, ses employés, ont augmenté d'insolence et de jubilation; les jacobins, personnifiés avec Buonaparte et son protecteur Barras, regardent ces succès comme des victoires sur leurs antagonistes de l'intérieur et versent à pleines mains le mépris et l'injure sur quiconque ose parler de paix. Enfin, le gros de la nation qu'on séduira toujours par des idées de fausse gloire et d'ambition, oublie un moment ses souffrances à la vue de ces progrès extérieurs, qui seront pour elle la source certaine de nouveaux malheurs.

Telle fut, depuis l'origine de la guerre, la conséquence funeste des succès, qu'en même temps qu'ils agrandissent le territoire de la République, ils agrandissent celui de la révolution, en exaltent les admirateurs, en enhardissent les partisans secrets, éternisent son fanatisme, soutiennent ses ressorts usés, en fortifient le gouvernement et l'éloignent toujours davantage des desseins de tranquillité.

[1] Wurmser s'était rendu le 2 février.

La division de l'armée de Sambre-et-Meuse, que le général Bernadotte a conduite en Italie, sera suivie de troupes tirées de l'armée du Rhin et de l'intérieur, mais en moindre nombre. On porte en France la totalité de ces renforts à 54,000 hommes; c'est une exagération certaine, mais ils ne seront pas au-dessous de 35,000. J'ai l'honneur de répéter que c'est vers cette partie de l'Europe, et au dessein de la fermer aux Impériaux, de la républicaniser, de la dépouiller et de pénétrer dans les provinces autrichiennes méridionales, que va tendre l'effort principal de la campagne.

Le Directoire vient de publier l'ordre qui oblige tous les réquisitionnaires à rejoindre les drapeaux au 11 d'avril prochain. Les moyens coactifs seront déployés dans toute leur rigueur. Le gouvernement repeuple ainsi ses armées en se débarrassant d'une foule inquiète de mécontents au moment des élections.

La dernière conjuration royaliste a été bientôt vouée au ridicule : elle avilit le Roi, ses conseils, ses agents et sa cause; c'est le pire malheur où un parti puisse tomber en France. Ce complot sans racines, projet d'écoliers ivres, a heureusement jusqu'ici atteint fort peu de complices. Les accusés, soumis à une commission militaire sous prétexte d'embauchage, ont récusé ce tribunal révolutionnaire; les jacobins n'épargnent aucune recherche pour impliquer dans cette affaire les vendémiaristes, soit les chefs du nouveau tiers dans les deux conseils.

Le mépris public envers ce Corps législatif s'accroît en raison de son insuffisance, du vide de ses délibérations, de l'oubli où il laisse toutes les affaires importantes, de la multitude de ses décrets oiseux ou ridicules et de son asservissement au Directoire. Le Conseil des Anciens résiste, il est vrai, à quelques injustices par sa négative; mais, réduit à

un simple oui ou non sur les propositions du Conseil des Cinq-Cents, il ne sert qu'à paralyser l'action législative et nullement à lui imprimer une salutaire direction.

Il s'ensuit que l'activité et la puissance publique se concentrent dans le Directoire : il est réellement ce que fut autrefois le Comité de salut public. La France n'est république que de nom, il ne faut jamais le perdre de vue. Par l'esprit de sa constitution et par le fait même, elle est soumise, sous les formes de la liberté, à un despotisme oligarchique positif, artistement travaillé, basé, il est vrai, sur un volcan, mais à peu près aussi absolu que le fut celui de Robespierre.

La liberté de la presse lutte encore contre les tyrans et la tyrannie; mais que peut l'opinion sur des gouvernants insensibles au blâme, à la honte, à la haine même? Que peut-elle pour réveiller une nation engourdie de lassitude, absorbée dans le sentiment de l'intérêt personnel et qui, placée entre le souvenir de la terreur dont on l'a frappée et la crainte de retomber dans cet abîme en aspirant à un ordre nouveau, s'abandonne de plus en plus à son immoralité, à son incurie et à la fatalité de ses destinées?

Les élections se ressentiront de ces dispositions. D'ailleurs, dans le système constitutif de la République, les représentants sont si loin du peuple immense dont ils se prétendent les députés! — Étrangers à ses vœux, n'étant liés à lui que par leur propre volonté, ils n'en seront pas les organes à côté d'une régence qui a mille moyens de les influencer, de les corrompre et de les intimider; arrivés à peine à Paris, trois mois de séjour les identifient avec son esprit et à ses mœurs ; ils y oublient jusqu'au nom de leurs départements.

Aucun changement essentiel et prochain n'étant à espé-

qui rend ces troupes si dangereuses, et l'autorité qui s'en sert si active et si entreprenante.

Au 31 décembre dernier, il ne restait, aux différentes armées, qu'environ 300,000 hommes des 460,000 employés l'année dernière. Le reste avait péri, déserté à l'intérieur, traînait dans les hôpitaux, se trouvait invalide, congédié ou prisonnier.

Cet état militaire, distribué en vingt-quatre divisions, était réparti, au 31 décembre, pour 90,000 hommes dans l'intérieur et pour 150,000 à 170,000 répandus de la Hollande à Huningue; l'armée effective d'Italie ne dépassait pas 55,000 à 60,000 hommes.

Environ un quart des jeunes réquisitionnaires sont depuis cinq mois rentrés sans congé dans l'intérieur : les gendarmes, les hussards et les autorités administratives n'en ont pu faire rejoindre qu'un très-petit nombre; mais deux sixièmes au plus de ces déserteurs échapperont aux exécuteurs de l'arrêté du Directoire dont j'ai fait mention antérieurement.

Pour l'année courante 1797, le Directoire entend ramener ses forces à l'état de 1796, c'est-à-dire à environ 460,000 hommes. Je doute qu'il les atteigne, mais je ne doute pas qu'il lui soit impossible d'aller au delà. Le temps n'est plus de ces levées en masse, de ces profusions de citoyens de tout âge et de toute condition, précipités aux frontières par le terrorisme. Ces masses ont fourni jusqu'à ce jour le fond des armées; on vit encore sur ce capital, on en alimente les restes.

Pour compléter ces quatre cent et quelques mille hommes, le gouvernement se servira : 1° des réquisitionnaires déserteurs; 2° des réquisitionnaires non encore enrôlés; 3° d'une partie des colonnes mobiles, extraites de la force armée de chaque département.

A cette force française se joindront les corps d'auxiliaires italiens qu'on organise et qu'on augmentera à mesure que le républicanisme s'opérera.

Non compris ces auxiliaires, l'armée d'Italie est comptée dans les bureaux de la guerre pour 80,000 hommes; celles du Nord, de Sambre et Meuse, de Rhin et Moselle, y compris les garnisons, le corps soldé par la Hollande : 170,000 hommes; l'armée intérieure pour 100,000 hommes, et de plus 30,000 hommes destinés aux expéditions maritimes.

Tel est le plan de distribution générale, arrêté provisoirement dans les bureaux de la guerre; il pourra varier, mais c'est toujours sur une armée totale approximative de 400,000 hommes qu'on peut établir sa prévoyance.

Nous exposerons dans le numéro suivant de cette correspondance l'état des forces maritimes et celui des ressources fiscales par lesquelles on tendra à soutenir les dépenses générales de la République.

XCVII

Berne, le 7 mars 1797.

L'approche immédiate des élections, qui s'ouvriront le 21 de ce mois, a tiré cependant une partie des Parisiens de leur engourdissement. Vingt-huit mille d'entre eux se sont fait inscrire sur les registres de leurs sections en qualité de votants : il n'y en eut pas la moitié autant l'année dernière, et comme Paris renferme au moins quatre-vingt-cinq

mille individus en activité de suffrage, c'est justement le tiers de ces républicains d'opéra-comique qui consent à exercer le droit d'élire des électeurs, qui éliront à leur tour des *représentants du peuple,* lesquels n'appartiennent à ce peuple qu'au second degré et peuvent même lui être totalement inconnus, comme l'expérience l'a déjà prouvé, ou ne représenter que la millième partie de la nation.

On peut croire que les jacobins et les républicains ardents ne sont pas du nombre des insouciants qui négligent de se faire inscrire. Cependant, il est aujourd'hui plus que douteux qu'ils obtiennent la majorité. La haine contre eux est si violente et si générale, les espérances sont tellement exaltées sur cette transformation du Corps législatif, qu'ils seront probablement écartés des élections de Paris et des grandes villes; mais ils prendront leur revanche dans les départements plus obscurs où leur domination est moins contestée. Les députés des pays conquis et incorporés seront les pires de tous.

Dans cette position, les jacobins cherchent à faire naître des incidents et des troubles : la conspiration royaliste n'ayant pu fournir un prétexte suffisant, on en imagine d'autres chaque jour; on remuait les terroristes du Midi; ils avaient égorgé à Avignon nombre de personnes et s'étaient rendus maîtres de la ville, lorsque le commandant de Marseille, nommé Willot, brave homme, ennemi mortel de Buonaparte et des jacobins, est accouru, les a chassés, dissipés, et a arrêté les principaux chefs.

Il est donc toujours difficile d'asseoir un jugement sur le résultat des élections et sur les suites qu'elles pourront amener. Ce sera un mouvement de scène dans le Corps législatif, et plus ou moins sensible suivant l'avantage que tel ou tel parti aura eu dans les élections; mais on ne doit pas

perdre de vue qu'en supposant les choix bons ou médiocres, ces nouveaux députés tombés des nues, arrivant l'un d'Anvers, l'autre de Nice, absolument étrangers les uns aux autres, sans alliance, sans correspondance préalable, seront plus ou moins la proie des factions qui les attendent à leur débotté. Le Directoire avec ses moyens d'influence et de corruption, les jacobins avec leurs moyens de terreur, auront de la prise sur ces nouveaux venus, jetés au milieu des intrigues d'une capitale prostituée, sans pouvoir se reconnaître.

Quoi qu'il en soit, il est aisé de pressentir que ce nouvel amalgame va produire un nouveau ferment, et le pire malheur serait qu'il ne le produisît pas; car, en imitant l'apathie, l'indifférence, la servilité qu'a montrée le Corps législatif, on perpétuerait le despotisme directorial sous lequel on ne doit espérer aucun changement favorable.

Les jacobins ont célébré en pompe, le 27 février, les succès de Buonaparte, leur chef et leur bouclier, par un festin public où ont assisté trois à quatre cents députés et la plupart des ministres. On y a bu à la *liberté des peuples* et à la *chute des oppresseurs*. Serbelloni et les députés de la République italique ont assisté à ce banquet, objet d'horreur et d'effroi pour tout le reste de Paris qui hait Buonaparte à peu près autant que Robespierre.

Il vient de sortir de Brest une petite escadre de deux vaisseaux de ligne et de quelques transports portant douze cents forçats : nul doute qu'il ne soit question de quelque opération de brigandage.

Après avoir tracé dans le numéro précédent l'état sommaire des forces de terre de la République, je vais passer à ses forces maritimes et à ses finances.

Ce serait exagérer de porter la marine de la République à

quarante vaisseaux de ligne en bonne condition; le nombre des bâtiments du second et du troisième ordre a diminué dans une proportion encore plus forte. Le travail des arsenaux et des chantiers a pour objet principal des radoubs, des réparations de carcasses, très-peu de constructions de grands bâtiments; on manque de mâtures : les magasins de chanvre, de gros bois, de goudron, sont épuisés. Cette administration, comme toutes les autres, est livrée à des dilapidations sans bornes. Une si faible marine coûte autant que coûtait celle de Louis XVI en 1780. Les matelots formés ne sont pas au nombre de trente mille : tout le reste est d'équipages mêlés, tirés la plupart de la marine marchande. Le corps d'officiers n'a ni expérience ni instruction dans la tactique navale, nulle considération, nul empire sur les équipages. Le peu de chefs instruits, tels que Morard de Galles, Joyeuse, Bruix, appartiennent à l'ancienne marine royale. Le gouvernement sent tellement ses pertes à cet égard, qu'il vient d'offrir un commandement à M. de Bougainville, serviteur zélé de Louis XVI, et qui n'a jamais émigré.

Sachant bien qu'avec une semblable marine on ne peut hasarder ni flottes, ni croisières fixes, ni disputer l'empire de la mer, le Directoire a réduit ses opérations à des entreprises de flibustiers. Il ne s'embarrasse ni de couvrir ce qui lui reste de colonies, ni de protéger les débris de son commerce maritime, bien moins encore de le relever des pillages imprévus ; quelques surprises sur des côtes mal gardées, des coups de main et des descentes pour opérer une insurrection ou un saccagement, voilà les brillantes destinées qu'il assigne à la valeur de ses marins.

On avait d'abord compté sur la flotte espagnole [1] pour

[1] Elle avait été battue par les Anglais au cap Saint-Vincent, le 14 février.

suppléer à l'insuffisance de celle de la République; mais jusqu'à présent aucune combinaison n'a été adoptée. L'inutile croisière de Langara, dans la Méditerranée, s'est réduite à essuyer des coups de vent et à escorter jusqu'au détroit cinq vaisseaux de Toulon qui, en décembre, sont arrivés à Lorient.

L'activité du département de la marine est toujours absorbée par le dessein de simuler et d'effectuer, si on le peut, une descente sur les côtes d'Irlande, ou simultanée sur quelques points des côtes britanniques. On a repris les rassemblements de Dunkerque. Trente mille hommes de l'armée intérieure sont choisis et réservés pour ce genre d'expéditions, mais il sera impossible de les tenter avec plus de vingt vaisseaux de ligne. Un nommé Gauthier, agent de la marine à Toulon, a donné un plan suivant lequel on se passerait de grosse escadre.

Dans le cas où l'on abandonnerait les projets sur l'Angleterre et où l'Espagne menacerait par terre le Portugal, nul doute que ce royaume n'attirât les convoitises de la République et une entreprise de débarquement. Le besoin du pillage, pivot d'un gouvernement appauvri et dissipateur, l'espoir de rançonner Sa Majesté Très-Fidèle en l'intimidant, et le désir de couper toute relation entre le Portugal et l'Angleterre, décideront cette tentative.

A ce résumé des forces militaires de la République, j'ajouterai que toute sorte d'obstacles physiques, politiques et moraux, les circonscrivent au degré que j'ai tracé, et empêcheront même qu'elles n'atteignent ce *maximum*.

Le plus invincible de ces obstacles est l'état où le gouvernement a plongé les finances, la propriété et les sources de la propriété. Aucun État, au milieu des plus grands désastres, n'éprouva une situation semblable. Elle n'a existé



et ne peut se prolonger que dans un pays où une faction de gens de néant, parvenus par usurpation à l'autorité absolue, traitent leur patrie comme un pays conquis et ne laissent à leurs concitoyens d'autre alternative que celle de périr ou de se résigner à la tyrannie.

Mais les ressources d'une pareille domination, si elles ne rencontrent pas encore leur *terme,* trouvent enfin leurs *bornes*. Voilà où en est cette régence qui administre le pillage public au nom des révolutionnaires; nous rendrons cette vérité sensible dans le numéro suivant de cette correspondance.

XCVIII

Berne, le 15 mars 1797.

Le tirage au sort du tiers des anciens conventionnels qui vont quitter le Corps législatif, s'est effectué le 4 de ce mois : il n'a pas été défavorable aux régicides, dont vingt seulement ont été exclus par cette opération. Les plus importants sont Louvet, Dubois de Crancé et Treilhard. Environ soixante-dix membres qui leur étaient affiliés, jacobins par politique, par système ou par goût, partagent cette exclusion : le reste des sortants est composé ou de modérés, ou de cette classe pourrie de serviteurs du plus fort qu'on appelle le *ventre.*

Si l'on observe que cent vingt des régicides ont antérieurement péri sur l'échafaud, ont été assassinés, sont morts dans leur lit ou ont été chassés de la Convention et exclus

de la rééligibilité comme complices des conspirations terroristes depuis deux ans; si l'on ajoute à ce nombre celui de leurs pareils qui ne furent point réélus l'année dernière, on s'assurera que les deux tiers de ces scélérats, ou à peu près, sont ou morts ou détrônés. Il en reste encore quatre-vingts environ dans le Corps législatif, et parmi eux, Sieyès, Chénier, Tallien, Legendre, Bourdon de l'Oise, et divers de leurs acolytes.

Nonobstant cette circonstance, les antagonistes des jacobins sont satisfaits, parce que les membres de cette exécrable secte qui viennent d'être exclus, ne seront probablement réélus qu'en très-petite partie par les départements, au lieu que les bien intentionnés qui se trouvent sur la liste des députés sortants auront sûrement les suffrages de plus d'une assemblée électorale.

Il est difficile de peindre l'exaltation de joie où cette purgation du Corps législatif, opérée selon la loi et sans obstacle, a monté les Parisiens, au moins tous ceux d'entre eux qui s'intéressent aux affaires publiques. Chacun croit toucher à l'heure d'une régénération nouvelle; les espérances vont jusqu'à l'enthousiasme; on se promet les plus heureux changements de la nouvelle agrégation qui va entrer dans les Conseils législatifs. — Il est résulté de ces dispositions un plus grand empressement à se faire inscrire sur les listes d'élection, et c'est un bien.

Les esprits plus froids et plus réfléchissants ne partagent pas toutes ces illusions; mais ils voient des chances nouvelles naître de cette révolution dans les places; ils sont assurés que s'il n'en résulte pas de grands biens, elle préservera du moins de plus grands maux. — Les jacobins perdront la majorité dans les Conseils; le Directoire n'y trouvera plus la même docilité; le système de la République changera

plus ou moins, et la lutte pour revenir à d'autres principes, quoique encore lente et difficile, deviendra moins inégale.

Le pire danger à craindre dans ces élections est moins l'influence des jacobins que celle des divisions qui subsistent entre leurs ennemis. Ces derniers, au lieu de réunir leurs vœux et leur choix, au lieu d'ajourner leurs anciennes dissensions, au lieu de marcher à un but commun, continuent à s'accuser mutuellement et à briguer une influence exclusive. Ce désir est particulièrement le caractère des royalistes purs, des agents du Roi, des partisans de l'ancien régime; hargneux, intolérants, implacables, incorrigibles, au lieu de sentir que ce n'est pas à une faible minorité comme la leur à dicter la loi, que ce n'est pas aux faibles à être si exigeants, et que la plus grande sottise est de s'aliéner tous ceux qui veulent restaurer la monarchie avec des conditions, ils ont choisi ce moment pour recommencer la guerre : ils ont soin de reprocher à l'un ses opinions en 1789, à l'autre ses torts en 1790, et ils prononcent l'exclusion de quiconque, à leur exemple, n'a pas été nul pendant la Révolution.

Plusieurs départements ont publié des exhortations au peuple sur la conduite à tenir durant les élections; celui de Lyon s'est particulièrement distingué par une proclamation aussi sage qu'énergique, et où le but de rétablir la religion et le trône ne sont guère dissimulés.

J'ai eu l'honneur de tracer plus d'une fois le rapport qu'avait tel ou tel parti avec les différents systèmes de politique extérieure. On ne doit ici nullement tenir compte des nuances d'opinions et de conduite. Presque tous les fondateurs en chef de la République, les régicides ou non qui ont adopté depuis 1792 les projets des jacobins, cette confrérie tout entière, les terroristes qui en sont les instruments, la majorité du Directoire, du ministère, des bureaux,



enfin, les républicains prononcés et la plupart des philosophes politiques de Paris, veulent la guerre à outrance, le républicanisme en Italie, la subversion de la constitution germanique, celle de l'Angleterre, l'extension des limites françaises jusqu'au Rhin, la formation de républiques démocratiques tout autour de la France, et le révolutionnement général de l'Europe, violent ou graduel, selon l'empire que le sort des armes pourra donner au gouvernement dans les négociations.

Tous les républicains lassés, convertis ou tièdes, les anciens constitutionnels, les partisans d'une monarchie limitée, les ennemis du gouvernement actuel, la grande pluralité des journalistes, des écrivains publics, des gens de lettres dignes de considération, les amis de la paix qui ne voient de salut que dans la fin de la guerre, quelles que soient d'ailleurs leurs opinions politiques, toutes les classes où il y a éducation, lumières, honnêteté, fortunes légitimes, aspirent à finir pour jamais la révolution en France, et à prévenir qu'elle ne gagne l'Europe : ils ne tiennent aucunement à la conservation des conquêtes, et signeraient une paix équitable, le lendemain du jour où ils deviendraient les maîtres.

Selon que l'une ou que l'autre de ces deux classes prévaudra, la guerre sera poursuivie ou terminée, et la fureur de républicaniser l'Europe subsistante ou abattue.

En attendant le résultat des prochaines élections et leurs conséquences, le Directoire continue les préparatifs et travaille le plan d'une campagne vigoureuse. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse sont portées au complet ; on a fait partir pour cela tous les dépôts des garnisons. Le projet est de repasser le Rhin, de vivre encore une fois aux dépens de l'Allemagne et de reprendre le système de l'année der-

nière, pour pénétrer jusqu'aux frontières autrichiennes. J'ai la certitude de ce dessein, et nul doute que la guerre ne soit partout offensive de la part de l'ennemi.

Quant à l'Italie, je confirme ce que j'ai eu l'honneur de mander antérieurement sur la force de l'armée de Buonaparte, qui doit réunir ses divisions contre les États héréditaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi et y tenter une invasion. Venise sera rançonnée et peut-être châtiée; ou consolidera l'établissement des républiques italiques; on poussera l'esprit révolutionnaire par les moyens indirects ou de terreur, soit en Piémont, soit en Toscane, soit dans les États du Roi de Naples.

Pour l'expédition d'Allemagne, on compte essentiellement sur le général Hoche, second Buonaparte par son audace, son activité, sa célérité et son fanatisme républicain.

P. S. — Mes lettres de Paris du 11 courant m'apprennent à l'instant que la flotte espagnole, malgré sa supériorité de sept vaisseaux, a été entièrement défaite, et a laissé six vaisseaux de ligne aux mains des Anglais. La bataille s'est livrée le 21 février, à la hauteur du cap Saint-Vincent.

XCIX

Berne, le 22 mars 1797.

Le débarquement des quatorze cents forçats que le Directoire a jetés sur la côte du pays de Galles est une de ces

mesures qui caractérisent un pareil gouvernement. Le public et la saine partie du Corps législatif n'ont pas déguisé l'horreur que leur inspiraient de semblables procédés. Ils aggravent chaque jour le mépris général pour les gouvernants et le dégoût de la guerre. Convaincu par l'expérience que les succès sont autant de motifs de la prolonger, la nation revient rapidement de son ivresse de fausse gloire; la dernière victoire navale des Anglais a fait à Paris plus de plaisir peut-être que la prise de Mantoue.

Mais cette opposition du sentiment public n'altère point la politique des jacobins et du Gouvernement : renverser tous les États où l'autorité est, dans la langue révolutionnaire, fondée sur les préjugés, y parvenir par la guerre, soutenir celle-ci par la dévastation et le pillage, voilà les trois principes immuables.

Montesquieu a dit : Que serait-ce si une puissance de l'Europe, à l'exemple des Romains, faisait la guerre aux dépens des vaincus, et tirait ses moyens de guerre de la guerre même? Elle irait à l'empire de l'univers!

La prise de possession des États vénitiens de terre ferme est une nouvelle preuve de la politique fondamentale du Directoire. En déclarant ces États *libres*, et en les républicanisant à la française, on obtient le double but d'étendre le domaine de la Révolution, et de faire payer les frais de la conquête aux nouveaux *frères* qu'on s'associe. — Dans toutes les parties de l'Italie, on fomente et l'on fomentera des révoltes contre le souverain légitime; on fera de même proclamer la *liberté* par quelques bandits, et les généraux du Directoire seront là pour sanctionner et soutenir cette proclamation. — Ce sont de nouveaux théâtres de vol, de rapines, de contributions, de brigandages, que l'on ouvre à l'industrie de Buonaparte et des

commissaires républicains. Depuis deux mois j'avais eu l'honneur de faire pressentir cet événement et de l'annoncer comme irrévocablement arrêté par la régence de Paris.

Elle a en vue d'en opérer un pareil en Souabe et dans une partie de la Franconie. Si l'on parvient à passer le Rhin et à envahir encore une fois ces deux cercles, on les érigera en républiques, en réservant quelques dépouilles au Roi de Prusse et au duc de Wurtemberg, pour faciliter momentanément le succès de l'invasion et en assurer les effets contre les armes et la résistance de l'auguste chef et des princes de l'Empire qui s'y opposeront. On peut demeurer certain que le Directoire emploiera tous les moyens de séduction et de corruption dans les deux cercles que j'ai désignés, et spécialement dans l'Assemblée qui va s'ouvrir à Stuttgard. Nul doute que le passage du Rhin ne se combine avec ces machinations et ne soit destiné à en soutenir l'effet.

S'il est permis de s'étonner aujourd'hui de quelque chose, c'est de l'immoralité des coopérateurs de ces desseins en Allemagne et du délire avec lequel quelques-uns de ces souverains, aveuglés par le plus coupable intérêt, se sont faits les auxiliaires du vautour qui les dévorera, après avoir fait servir leurs vices et leurs passions à ses entreprises. — C'est une erreur stupide d'imaginer que les démembrements et les sécularisations projetés ne doivent servir qu'à agrandir la puissance de quelques princes de l'Empire : ils seront pris pour dupes dans ce jeu abominable où les jacobins de France ne jouent, eux, qu'à diviser, qu'à incendier l'Allemagne, pour y établir plus aisément des républiques fédérées et tributaires, *à l'instar* de celles qu'on forme en Italie.

Ce n'est point ici une conjecture, c'est un fait très-positif que j'annonce. La totalité des renforts expédiés, arrivés ou destinés en ce moment à l'armée d'Italie ne s'élève pas au-dessus de trente-cinq mille hommes. Toutes les évaluations contraires qu'on se plaît à débiter sont des exagérations. C'est un phénomène inconcevable que de voir d'un côté une poignée, un comité d'usurpateurs abhorrés, jouant les Césars et les Gengis-Khan, envoyant des armées changer la face de l'Europe, menacer, envahir, désorganiser les États sans distinction, sans égard à la neutralité; et de l'autre, les trois quarts de la nation de qui ces brigands tiennent leur autorité et aux dépens de laquelle ils font marcher leurs soldats, repoussant par un sentiment presque universel ces projets de désolation, cette propagande à main armée, ces envahissements qui ne servent qu'à prolonger les malheurs de la France.

Cependant on entrevoit que leur terme, et celui des calamités de l'Europe, est peut-être moins éloigné qu'on ne le pense communément. Il est indubitable que l'esprit public se fortifie et s'anime de jour en jour contre les personnes et les systèmes dominants. La puissance morale du Gouvernement est éteinte : celle des jacobins décline à vue d'œil. Objets de l'horreur universelle, ils cessent d'en être un d'effroi, parce qu'ils n'osent ou ne peuvent rien entreprendre pour se maintenir contre la haine dont ils sont frappés ; le Gouvernement lui-même craint de les soutenir, et malgré lui, se voit forcé de les abandonner un à un. Tous les ressorts révolutionnaires sont usés ; tous les ressorts d'administration, d'opinion, d'autorité, détendus. Livré à une diffamation journalière, le Gouvernement a vainement essayé de la réprimer, il a trouvé le Corps législatif indifférent et les tribunaux incorruptibles. Il va perdre les



auxiliaires que lui avait donnés le choix des autorités administratives et municipales; ce choix, laissé provisoirement au Directoire dans le temps de son influence suprême sur les conseils législatifs, retourne au peuple dans un mois ; les trois quarts de la France se préparent à nommer des ennemis du régime actuel.

A force d'incitation, les citoyens honnêtes sont, enfin, un peu sortis de leur léthargie ; les assemblées primaires seront plus peuplées qu'on ne l'avait supposé. Si les élections entraînent quelques mauvais choix et beaucoup de médiocres, elles amèneront dans la législature un nombre de députés de caractère et d'opinions éprouvées. Réunis au premier tiers qui siége en ce moment, ils lui donneront infailliblement une activité que son infériorité présente tenait en respect. La plupart des gens faibles, mais honnêtes, se joindront à eux, parce qu'ils y verront de la sûreté. Le Directoire ne trouvera sûrement plus la même docilité de la part d'une Assemblée qui se fera un titre, un mérite, un appui de l'opinion publique, qui, ainsi qu'elle, se piquera de contrecarrer en tout l'autorité exécutive et qui, chaque jour, démolira la République en sapant ses étais, ses fondateurs, ses lois révolutionnaires.

Il n'est donc pas déraisonnable d'adopter l'opinion des meilleurs esprits de l'intérieur, en pensant avec eux que cet échafaudage de gouvernement ne tardera pas à tomber au pied du trône, ou à s'engloutir dans l'anarchie. Il fera place à la Monarchie, si la majorité du Corps législatif, poussée par le mouvement public, rappelle elle-même la royauté, ou si elle y est forcée par le vœu général qu'il ne lui sera plus possible de contenir. Il fera place à l'anarchie, si cette majorité et le Directoire veulent maintenir la République par les moyens ordinaires de gouverne-

ment, ou s'ils se divisent, comme l'annoncent nombre de probabilités. L'un et l'autre de ces événements ne semblent aujourd'hui pouvoir être prévenus que par une usurpation ouverte de tyrannie absolue de la part du Diretoire et des jacobins, rétablissant momentanément leur domination par un terrorisme qui ne subsisterait pas longtemps.

P. S. — A l'instant mes lettres et les gazettes de Paris m'apprennent qu'effrayé des manifestations publiques de royalisme, le Directoire a adressé le 15 un message au Conseil des Cinq-Cents, en lui demandant d'imposer aux électeurs le *serment de haine à la royauté*[1]. Les jacobins, prévenus se sont hâtés d'appuyer cette demande, et se sont efforcés de l'emporter d'assaut; mais la résistance a été égale; il y a eu tempête, cris, menaces, tumulte; enfin, l'opposition a obtenu que la discussion fût ajournée au lendemain.

Cette démarche du Directoire atteste la vérité du tableau que j'ai présenté en rendant compte du sentiment public. Il est clair que le gouvernement et les jacobins aperçoivent aujourd'hui que les élections vont leur échapper, et qu'on se dispose partout à nommer des royalistes. Que le serment soit ou non accordé par les Cinq-Cents, il sera très-probablement rejeté par le Conseil des Anciens. Chassés de cette première parallèle, les jacobins en ouvriront une nouvelle; si le serment est imposé, un très-grand nombre d'électeurs le refuseront et seront autorisés dans leur refus par les assemblées primaires : c'est le principe d'une crise, et des troubles les plus sérieux.

[1] Le message du Directoire indiquait qu'il serait utile d'imposer aux électeurs choisis par les assemblées primaires le serment de *haine à la royauté et à l'anarchie*. (V. discours de Pastoret, Boissy d'Anglas, Siméon, Pontécoulant, Thibaudeau, aux *Cinq-Cents*; Portalis, Lanjuinais, Tronçon du Coudray, etc., etc., aux *Anciens*.)

C

Berne, le 30 mars 1797.

J'ai à compléter le tableau des ressources de la France, par quelques observations touchant l'état de ses finances. On doit se rappeler d'abord que ce qu'on nomme ailleurs administration des finances, balance des revenus et des dépenses, ordre régulier et stable dans les moyens et dans leur emploi, n'existe point ici. — Les comptes, les romans, les rapports qui se font de temps à autre dans le Corps législatif sur cette matière, sont des hypothèses dont les éléments seraient aussi justes, si on les tirait au sort. Lorsqu'un gouvernement ou un individu ont menti deux mille fois et cinq ans consécutifs, on peut croire sans les outrager qu'ils mentiront éternellement; à cet égard, les faits confirment le préjugé.

Dépenses. Durant l'année 1796, le gouvernement français a dépensé, *valeur numéraire,* deux milliards et quatre cents millions, reconnus, accordés par décrets, constatés par les états de la trésorerie nationale.

Mais au delà de cette somme, on a dissipé de plus :

1° Ce qui est rentré au trésor public des contributions en réquisitions levées sur les pays antérieurement conquis, et dans les cercles du Haut-Rhin, de Franconie, de Souabe, de Bavière, et en Italie;

2° L'entretien, fournitures, subsistances, solde, fourrages des armées pendant leur séjour hors de France;

3° Les ventes faites sur ce qu'on nomme le *mobilier national,* c'est-à-dire sur ce qui restait en magasin d'effets précieux, de meubles, diamants volés dans les maisons royales et dans celles des citoyens séquestrés et confisqués ;

4° Au delà de soixante millions qu'a bénéficiés le gouvernement sur l'agiotage de ses mandats, du cours desquels il s'est rendu le taxateur, de même qu'un banquier fixerait le change des traites qu'il aurait à acquitter ;

5° La dette flottante contractée en 1796, au moyen d'anticipations et d'engagements à court terme. Cet article est immense : les gens d'affaires évaluent à 550 ou 600 millions la totalité d'ordonnances au comptant ou de *bons* sur la trésorie nationale qui circulent dans le public, et avec lesquels le Directoire a payé une partie de ses fournisseurs et de ses dépenses.

Sans parler d'autres articles moins importants, je présume donc qu'on peut, sans exagération, évaluer à *trois milliards et demi* la consommation faite en 1796 par ce gouvernement *dévorateur*.

Nonobstant l'excès de cette dépense, les rentiers, créanciers de l'État pour 300 millions d'arrérages annuels, les fonctionnaires publics, les pensionnaires, les établissements de charité, la plupart des travaux publics, n'ont été payés ou secourus qu'en mandats, soit en assignats au *cours*, et il leur est dû plusieurs mois d'arrérages. — Il en est de même pour la solde des troupes de l'intérieur.

En supposant qu'il ne surviendra en 1797 ni événements extraordinaires au dedans, ni revers au dehors ; en supposant même que les Français fassent dans cette année-ci un butin égal à celui de l'année dernière, les besoins du gouvernement pendant 1797 seront pour le moins aussi chers et aussi étendus qu'en 1796.

Je dis *pour le moins*, parce que les resssources du crédit, déjà si faibles, diminuent de jour en jour, et que les contractants, fournisseurs et autres, avec le Gouvernement proportionnent leurs marchés à son infidélité déjà éprouvée, à son discrédit et à son embarras. Toutes les transactions deviennent donc plus usuraires. Même sur nantissements, les meilleures maisons de commerce ne trouvent pas à emprunter au dessous de 3 ou 4 pour 100 *par mois*. Quel individu oserait se fier, même à ce prix-là, au gouvernement le plus dilapidateur, le plus immoral et le plus despotique?

Trois milliards et demi seront donc probablement le *minimum* de la dépense directoriale pendant l'année courante.

Voici l'aperçu des moyens qu'il emploiera :

Les revenus ordinaires consistent dans les impositions quelconques déjà établies, et que, le 18 pluviôse dernier (8 mars), la commission des finances a fixées, par *hypothèse,* à 414 millions. — Elle a proposé de nouvelles taxes sur le sel, sur le tabac, un nouveau droit de timbre et d'enregistrement, le rétablissement de la loterie nationale : toutes ces contributions, qui réunissent sur le Français le fardeau de l'ancien et du nouveau régime, porteront au plus la recette à 550 millions. C'est 100 millions de plus que sous le roi Louis XVI, et l'on disait les peuples accablés, et alors existaient vingt mille grands propriétaires qui ont disparu, et alors toutes les branches de prospérité publique étaient en pleine vigueur.

Les *moyens extraordinaires* se composeront de deux parties distinctes :

1° Des rentrées passagères d'arrérages, de capitaux aliénés. De ce genre sont 80 millions qui restent à acquitter par les premiers acquéreurs de domaines nationaux, le com-

plément des tributs imposés à la Hollande, à Gênes, au roi de Naples, et de ceux qu'on imposera aux Vénitiens; deux millions à recouvrer sur les restes du dernier emprunt forcé, et ce qu'on pourra obtenir de l'arriéré des contributions. Ces divers articles, en y ajoutant le fermage des biens nationaux invendus, produiront une recette possible de 400 millions. Joignant cette somme aux revenus ordinaires, la totalité de la recette présumée serait de 950 millions.

2° Pour faire face à la totalité de la dépense générale portée à *trois milliards et demi*, on aura recours à la seconde classe des *moyens extraordinaires*, c'est-à-dire à la filouterie, aux engagements, aux anticipations et aux exactions.

La ressource d'un nouveau papier-monnaie, proposé sous le nom de *cédules hypothécaires*, paraît décidément avortée ou ajournée. Ce projet a été échafaudé sur celui d'une banque particulière, qui se fût chargée de ces cédules pour le compte du gouvernement, et qui les eût mises en circulation; or, après nombre de conférences inutiles, les négociants convoqués à cet effet ont unanimement refusé d'entrer dans ce projet, en déclarant que le commerce ne pouvait plus risquer les débris de son crédit, en s'associant avec le gouvernement.

Celui-ci substituera son propre papier au papier-monnaie ou d'une banque. Il inondera de ses ordonnances et de ses *bons* au comptant ou à terme la France et les pays envahis; ceux qui circulent maintenant perdent, à leur émission, depuis 50 à 85 pour 100.

Les fournisseurs qui contractent des marchés payables avec ces ordonnances ne sont jamais remboursés à temps ou ne le sont pas du tout à la Trésorerie. Ce sont ou des escrocs, qui font des victimes de tous les entrepreneurs

qui les servent à crédit, ou des spéculateurs qui font supporter à l'État la perte que subit sur la place le papier avec lequel on les paye. — Beaucoup se ruinent, quelques-uns s'enrichissent; des nuées de fripons, qui n'ont pas dix écus à risquer, se mettent sur les rangs et supplantent les premiers fournisseurs, si ceux-ci abandonnent leurs marchés. — *Le gouvernement ne subsiste qu'en faisant des dupes qui en font à leur tour.* L'histoire des finances françaises est tout entière dans ce mot.

Le Directoire soutiendra donc une partie du fardeau de la même manière qu'il le soutint l'année dernière, par une navette de fournisseurs, alternativement volés et voleurs, et par une émission désordonnée de son papier, émission qui portera la dette courante et exigible à une somme aussi forte que l'était le capital général de la dette publique il y a dix ans.

On tient encore en réserve une levée sur le fonds capital de chaque propriétaire, une reprise des biens nationaux comme vendus à trop vil prix; le démembrement et la dévastation de l'Italie entrent encore dans l'actif de ce bilan directorial; il y comprend des ventes d'armistices, de neutralités, de traités de paix, un pillage en Angleterre et en Allemagne.

Telle est sommairement la situation du fisc public en ce moment. Elle ne peut appartenir qu'à un pays révolutionné et révolutionnaire, où le gouvernement est une faction qui traite sa patrie comme un pays conquis, et l'étranger comme les Huns et les Vandales traitèrent autrefois l'Europe.

Le Conseil des Anciens, après un long tumulte et à une simple majorité de vingt voix, a confirmé la résolution des Cinq-Cents sur le dernier message du Directoire; mais le serment à imposer aux électeurs a été modifié en un simple

engagement de combattre la royauté et l'anarchie. Publiquement, on exhorte les électeurs à ne tenir aucun compte de cette loi *révolutionnaire.* Elle sera probablement le germe de beaucoup de contestations et de troubles, c'est ce que cherchent les jacobins et le Directoire.

Dans le dernier comité secret des Cinq-Cents, Camus accusa le gouvernement d'avoir emprunté sept cent cinquante mille livres *sur la rançon du Pape,* pour les semer dans les assemblées primaires et électorales. Le fait est avéré, quoique le Directoire ait fait insérer dans son journal du *Rédacteur,* le plus vil et le plus imposteur des journaux, que cette somme était destinée à des *œuvres de bienfaisance.* — On met tout en œuvre pour faire réélire, surtout dans les départements conquis, les jacobins les plus fameux que le sort a exclus. Je ne doute pas qu'on n'y réussisse pour plusieurs d'entre eux; cependant, en général, les choix ne seront pas mauvais, du moins quant à la moralité et aux opinions des individus; car il se trouve peu de vrais propriétaires parmi les nouveaux députés. Les villes, et surtout Paris, ne sont pas corrigées de la manie d'élire des auteurs, des avocats, des *gens à talents.* — La Harpe, Quatremère de Quincy, de Bonnières, ancien avocat de M. le comte d'Artois; de Sèze, défenseur de Louis XVI; Lacretelle, Anson et Desmeuniers, anciens membres de l'Assemblée constituante, sont sur les rangs pour la capitale, c'est-à-dire désignés par l'opinion publique. Tous sont antirépublicains.

Ce qui caractérise ce peuple étrange, c'est que dans un pareil moment, après tout ce qui a précédé et tout ce qui doit suivre, Paris est un grand bal. On y danse partout, dans toutes les classes; c'est une maladie qui a fait déserter même les spectacles. Les femmes et les enfants des guillotinés ont suivi l'exemple. Il y a eu des sociétés où l'on n'ad-

mettait *par décence* que des personnes dont les parents avaient péri victimes de la Révolution. Je doute que les parents et amis des Romains proscrits sous Sylla et Tibère s'amusassent à faire des entrechats.

P. S. — Mes lettres de Paris du 15 m'apprennent que les assemblées primaires, ouvertes le 21, montrent le même esprit qu'elles developpèrent au mois d'octobre 1795, et que les choix pour la formation de leurs bureaux sont universellement tombés sur des antirépublicains. Il en est de même à Lyon, dans le Midi, et dans les départements de l'Est.

CI

Berne, le 5 avril 1797.

Un député marquant du Conseil des Cinq-Cents me mandait le 24 mars : « Je ne veux pas m'ériger en prophète ; mais je vous annonce que d'ici à trois mois, *nous serons à la royauté ou subjugués par le gouvernement militaire et révolutionnaire.* » Toutes les observations, toutes les notions viennent en effet aboutir à ce résultat.

L'anarchie s'avance; elle a été produite par un choc opiniâtre et continuel entre l'autorité et l'opinion publique : la politique longtemps ambiguë du Directoire l'a fortifiée. Le Corps législatif, divisé, embarrassé dans ce conflit des lois révolutionnaires et des lois constitutionnelles, qui met aux prises journellement la Législature et les corps adminis-

tratifs et judiciaires avec le gouvernement, n'a su résister à celui-ci que par la force d'inertie : une foule de décrets nécessaires et urgents sont restés dans l'oubli. Personne ne sait à quelle règle obéir : à chaque point, des disputes sur le sens de la loi ou des conflits de compétence. Depuis six mois, le mouvement public pousse la nation à l'indépendance et au mépris des gouvernants. Privés de toute force morale, ceux-ci ont essayé, mais obliquement, de ressaisir la force révolutionnaire. Un cri universel s'est fait entendre; on a réitéré les essais, on les a rendus plus audacieux; les clameurs en sont devenues plus véhémentes, et c'est dans cette fluctuation qu'on a atteint l'ouverture des assemblées primaires.

Effrayé de leurs dispositions et des choix qui le menaçaient, le Directoire a ouvert son arsenal de réserve. D'abord, il a demandé qu'on limitât le nombre d'électeurs, les Conseils l'ont refusé. Il a exigé le serment de haine à la royauté; un amendement a réduit ce serment à une promesse sans importance. Le Directoire n'a gagné par cet expédient qu'un redoublement de haine publique et a encouru l'accusation légitime d'usurper l'initiative des lois.

Bientôt après, il a été convaincu de tenter la corruption des assemblées primaires. Enfin, perdant toute mesure, il a usurpé le pouvoir judiciaire, en annulant, contre le texte formel de la loi fondamentale, une sentence du tribunal de cassation, qui venait d'évoquer à lui la question de compétence, interjetée par les accusés de la conspiration royaliste contre la commission militaire et illégale devant laquelle le Directoire les a traduits. L'atroce acharnement du ministre de la justice et de ses supérieurs contre les prévenus a fait de leur cause une cause publique et leur a attiré l'intérêt universel.

Il est aisé de pressentir combien les élections se ressentiront de la situation où s'est placé le Directoire.

S'il en résulte une égalité de forces légales entre les conseils et le pouvoir exécutif, l'anarchie montera au comble. Si l'opposition a la supériorité, elle mettra le Directoire en jugement : tous les chefs d'accusation sont préparés et prouvés ; elle révoquera les lois de *brumaire ;* elle marchera à la Monarchie, la Constitution à la main.

Le Directoire prévoit ces deux événements. Barras, Rewbell et Letourneur, qui en forment la majorité, réunis aux jacobins, tenteront de les prévenir en s'emparant de l'autorité absolue, en épurant de force la Législature, en mettant la France en état de siége et leur domination sous la garde des baïonnettes et des terroristes.

Les apparences annoncent des choix assez généralement conformes aux vues de l'opposition. Si ce ne sont pas de *bons* choix dans le sens absolu, ils seront tels au moins relativement à tout ce qui a gouverné la France depuis cinq ans ; ils ne seront pas tirés, en grande pluralité, de la faction dominante, républicaine ou jacobine ; mais beaucoup seront des égoïstes, honnêtes gens nommés par d'autres pour veiller à leur repos et à ce qu'aucune crise ne vienne troubler leur digestion.

M. de Marbois a fait au Conseil des Anciens un rapport très-curieux au nom de la commission des finances, touchant les comptes rendus par le Directoire des dépenses et recettes de trésorerie nationale, pendant l'année dernière. Ce rapport justifie, presque mot à mot, une grande partie des détails que j'ai exposés sur cette matière dans un des numéros précédents. On y voit que le ministère de la guerre a coûté deux milliards six cents millions en assignats, deux cent cinquante millions en mandats et soixante mil-

lions en numéraire. Le rapporteur confirme ce que j'avais avancé, qu'on a payé des rations pour deux cent cinquante mille soldats et vingt mille chevaux de plus qu'on n'en a eu sur pied. Il dénonce que de deux cents millions de contributions levées dans l'étranger, le Directoire ne rend pas compte d'une *obole;* qu'il passe en recette pour quinze cents livres les diamants de la couronne, évalués *sept millions*, etc., etc.

Les procès-verbaux de cinquante-six assemblées primaires dans différents départements présentent une foule d'électeurs, tirés de l'ordre de la noblesse, de la classe des chevaliers de Saint-Louis, de l'ancienne magistrature, d'officiers publics qui restèrent fidèles à la Monarchie. Sur ces cinquante-six assemblées, onze seulement ont été dominées par les républicains. En divers lieux, à Mâcon, à Nevers, les jacobins ont ensanglanté la scène, expulsé les bureaux légalement nommés, et procédé aux élections révolutionnaires. — Les choix sont presque généralement louables et souvent excellents dans les environs de Paris; Saint-Germain en Laye, Fontainebleau, Melun, se sont distingués par leurs nominations : Corbeil a élu unanimement M. de Vauvilliers, impliqué par le Directoire dans la conspiration royaliste. A Paris même, l'esprit des élections est supérieur à ce que j'en présumais : les anciens constitutionnels n'y ont pas dominé; jusqu'au 31, ils n'avaient pu parvenir à porter aux fonctions électorales le marquis de Montesquiou, ni Rœderer, deux de leurs coryphées : partout, les premiers auteurs de la Révolution et ses chefs dans l'Assemblée constituante semblent avoir du désavantage. Paris a choisi plusieurs gens de naissance, entre autres le baron de Choiseul, ancien ambassadeur du Roi à Turin, quatre conseillers au Parlement, échappés du massacre de leur compagnie, plusieurs autres magistrats, d'anciens avocats

de considération, plusieurs intendants ou administrateurs de 1788, entre autres M. Chaumont de La Millière, homme d'un rare mérite, des personnes de la haute finance et de la haute bourgeoisie. Les Assemblées ont conservé une sagesse et un calme soutenus.

Il se tient de fréquents comités chez Barras et chez les principaux conspirateurs du parti jacobin ; il paraît qu'ils vont former un orage pour prévenir celui qui les menace. On leur attribue le plan de faire accuser cent quatre-vingt-quatre membres des Conseils actuels, comme complices de Louis XVIII et de ses agents, d'épurer de même les nouvelles élections et de regagner de vive force et sur les ruines de la Constitution l'autorité qu'ils voient près de leur échapper.

Ce coup de main replongerait la France dans un océan de catastrophes; mais, en supposant même qu'il soit ajourné ou manqué, il faut s'attendre à une lutte désordonnée dans le Corps législatif, entre le parti directorial et le parti anti-républicain; lutte qui, je le répète, amènera ou l'anarchie ou la tyrannie révolutionnaire. On prévoit encore qu'il s'élèvera des dissensions entre les royalistes de différentes couleurs qui entreront dans les Conseils. Les uns voudront marcher lentement, sous l'appui de la Constitution actuelle, pour finir par substituer le Roi au Directoire; les autres aspireront à une contre-révolutien brusque et complète. S'ils n'ont pas le bon sens d'ajourner leurs débats, nul doute que les jacobins ne les écrasent facilement.

Nonobstant leur emphase ordinaire, les dernières dépêches de Buonaparte n'ont pas fait la moindre sensation. Hors des bureaux du gouvernement, on ne s'en est pas occupé une minute [1].

[1] Passage de la Piave, le 13 mars ; — du Tagliamento, le 16. — L'archiduc



La flottille de Dunkerque avait mis à la voile le 22 mars avec cinq ou six mille hommes de troupes; poursuivie par quelques *cutters* anglais, elle est rentrée le 23. Deux divisions de cette armée des côtes ont passé à l'armée de Sambre-et-Meuse.

La défaite de la flotte espagnole qui devait joindre à Brest celle de France, pour exécuter de conserve la descente en Angleterre, a fait ajourner ce projet, qui dégénère aujourd'hui en expéditions partielles de piraterie et de brigandage.

CII

Berne, le 19 avril 1797.

Le renouvellement d'un tiers du Corps législatif à Paris opérera sans aucun doute un changement notable dans la politique extérieure de la France, en produisant de même un amendement plus ou moins prompt dans l'état domestique de cet empire. La qualité de ce nouveau tiers est donc le problème le plus intéressant à résoudre en ce moment.

Le Directoire et les jacobins ne dissimulent plus leurs alarmes; ils ont arboré le signal de détresse par leurs publications, leurs plaintes, leurs mesures et leurs complots.

Dans les deux tiers de la France ce parti n'a pas osé paraître aux assemblées primaires, et ce n'est qu'à l'aide de la violence ouverte qu'il l'a emporté momentanément en

Charles refoulé derrière l'Isonzo. — Prise de Palmanova, Gradisca, Goriz, Trieste...

certains lieux. Sur les quatre-vingt-quatre anciens départements, soixante-six ont choisi la pluralité des électeurs parmi les antirépublicains; huit ne sont ni bons ni mauvais, et dix sont restés fidèles aux jacobins. A Paris principalement, à Paris, centre autrefois des forces et des menées de cette faction, régulateur du mouvement général, et dont l'esprit est plus ou moins le thermomètre des événements, elle a paru dans l'humiliation et le néant.

Le sentiment de la capitale s'est clairement manifesté par le choix des électeurs et des députés[1]. Non-seulement on a écarté les républicains, mais même ceux des anciens constitutionnels connus ou décriés pour avoir pris une part trop essentielle à la première révolution. Ils ont rempli deux ou trois journaux de leurs clameurs; ils ont cité leurs talents et leurs *vertus révolutionnaires;* ils ont reproché à la nation son ingratitude envers les *vieux amis de la liberté;* tout ce bavardage a été à pure perte : les choix sont tombés sur des hommes qui aspirent à la monarchie modifiée et non dénaturée; les suffrages se sont également éloignés des royalistes sectateurs de l'ancien régime et des contre-révolutions violentes; on peut assurer que l'esprit général de ce nouveau tiers sera de remonter la monarchie pièce par pièce, par le secours même de la Constitution actuelle, et sans courir le danger de nouvelles révolutions. Quant à l'extérieur, cette section de députés secondera tous les projets de paix équitables, et le plus promptement possible. C'est dire en deux mots que le gouvernement marchera dans un sens, et la majorité du Corps législatif dans un autre.

Les députés nommés à Paris sont MM. de Fleurieu,

[1] La réunion des assemblées avait eu lieu le 10 avril.

ancien ministre de Louis XVI et gouverneur du dernier Dauphin; le comte de Murinais, autrefois maréchal de camp et inspecteur général de cavalerie; Du Fresne, directeur du trésor royal sous les deux ministères de M. Necker, homme droit, inflexible et d'expérience; Émery, de l'Assemblée constituante; de Bonnières, avocat de M. le comte d'Artois; Quatremère de Quincy, le meilleur des députés de l'Assemblée législative de 1791, et Boissy d'Anglas.

Ce dernier est connu. Émery fut longtemps le conseil et l'ami de M. de Lafayette; c'est le seul des sept choix sur lequel on puisse conserver des doutes.

Le général Pichegru a été nommé député en Franche-Comté. Au milieu de ces dispositions publiques, le Directoire continue à offenser l'esprit général, les lois, la justice la plus vulgaire. Après avoir illégalement traduit les accusés de la conspiration royaliste devant un conseil militaire, comme *embaucheurs*, après avoir été livré à l'animadversion publique pour l'acharnement qu'il mettait à cette poursuite irrégulière, après avoir vu ce tribunal, intimidé par le cri public et par la crainte de la responsabilité, refuser de prononcer la mort contre ces prévenus, il les a fait écrouer de nouveau en dépit du jugement rendu et remettre à un autre juridiction comme conspirateurs. L'indignation universelle s'est prononcée, et sûrement le Directoire ne trouvera pas plus de complaisance dans le nouveau tribunal que dans le précédent [1].

Quant à ses propres complots et à ceux des jacobins contre la liberté et l'intégralité du nouveau Corps législatif, le Directoire, ou plutôt la majorité de cette régence, en reste

[1] Seize accusés sur vingt avaient été acquittés. Brottier et Duverne avaient été condamnés à dix ans de réclusion, Proly à cinq ans, Lavilleurnois à un an. (8 avril.)

à la théorie;. mais rien n'est abandonné; on attend une circonstance propice, on s'étudiera à la faire naître. Dans tous les cas, la France est certainement parvenue à un moment de crise prochain; j'ai déduit antérieurement les motifs de cette opinion.

Les projets de descente en Angleterre sont ajournés; la défaite de la flotte espagnole a dérangé tout le plan primitif; les travaux sont ralentis à Brest par défaut de fonds; les ouvriers ne sont point payés, et les mutineries se succèdent. On avait fait sortir de Dunkerque une flottille de transports; les Anglais l'ont sur-le-champ forcée de rentrer, après avoir perdu quelques bâtiments.

P. S. — Les nouvelles que je reçois des départements m'apprennent des choix généralement étonnants, et dans le sens de Paris, c'est-à-dire ni républicains, ni constitutionnels, ni constituants anciens et modernes. L'horreur et le mépris pour ces législateurs anciens et nouveaux ont éclaté partout.

Le corps électoral de Paris a été presque unanime dans ses choix. Les jacobins et le Directoire en sont désespérés, surtout de la nomination de MM. de Fleurieu, Quatremère et Émery. Ce dernier, autrefois constitutionnel, a été porté par le parti du Roi; il a fait sa soumission à Sa Majesté Très-Chrétienne. Il sera un des plus dangereux ennemis du Directoire et du régime actuel.

Lyon vient de nommer deux députés parfaits; l'un d'eux est agent du Roi publiquement connu, et n'a cessé d'être un royaliste fervent depuis l'origine; il avait émigré à trois reprises. Cette époque des élections a produit une manifestation du sentiment public, rehaussé les esprits et les espérances; on boit à la santé du Roi dans les cabarets; le

peuple invoque tout haut et attend le rétablissement prochain de la Monarchie.

CIV[1]

Berne, le 27 avril 1797.

Les élections sont généralement terminées en France, et en très-grande pluralité dans le sens de celles de Paris. De deux cent cinquante conventionnels exclus par le sort, à peine cinq ou six ont été réélus. On ne compte pas huit départements où les jacobins aient obtenu quelques nominations; même dans les pays conquis on les a assez généralement rejetés. Les choix de Paris, des départements contigus, de la Picardie, de la Normandie, de l'Orléanais, de la Beauce, du pays chartrain, de la basse Bourgogne, du Nivernais, du Bourbonnais, du Mâconnais, du Lyonnais, de la Bresse, du Languedoc, du Vivarais, et de deux des trois départements de la Provence, de Bordeaux, de l'Angoumois, du Poitou, de la grande majorité de la Bretagne, de l'Artois, de la Flandre et des Trois-Évêchés, sont royalistes avec plus ou moins de modifications. Jamais la voix publique, la condamnation de la Convention, des fondateurs de la République, et même de la Révolution, ne se sont prononcées d'une manière plus manifeste.

L'influence du Directoire et des ministres a été aussi méprisée qu'insignifiante. Les jacobins ont succombé à une

[1] Le nº CIII manque aux Archives de Vienne.

immense majorité : la faiblesse *numérique* de ce parti républicain si actif, si redoutable, si menaçant, a été arithmétiquement démontrée.

Ce n'est pas que les nouveaux députés soient de caractère à opérer soudainement une contre-révolution ; leur plan est de temporiser, et leur opinion générale est qu'il faut démolir la république pièce à pièce, la Constitution à la main, et sans produire de secousses violentes qui feraient peut-être le triomphe des jacobins et serviraient de prétexte aux attentats du gouvernement.

Mais les crises qu'on travaille à éviter naîtront vraisemblablement de la chose même, et du choc plus ou moins opiniâtre qui se manifestera dans les Conseils législatifs et entre leur majorité et le Directoire.

Désespéré de ces nominations, ce dernier corps combine avec les chefs du jacobinisme les moyens d'en faire avorter le fruit. Il rouvre l'arsenal des conspirations, il médite de proclamer le danger public, de s'en autoriser pour essayer des mesures révolutionnaires, pour enrayer le Corps législatif et pour en ajourner les délibérations ; tous les expédients du machiavélisme sont dans ce but à l'ordre du jour ; mais le Directoire est divisé ; Carnot et La Revellière ne veulent pas sortir de la ligne constitutionnelle ; on craint d'employer les terroristes qui ne feraient pas plus de grâce aux directeurs qu'à tout le reste. Barras, Rewbell, le ministre de la justice Merlin, l'homme de France le plus exécré, sont à la tête des complots violents et des partisans d'une nouvelle révolution ; mais les dissentiments, les craintes, une responsabilité terrible, l'incertitude du succès, la liberté de la presse qui furète tout et met tout en évidence, atténuent ces grands desseins, et font balancer les résolutions.

En attendant, les jacobins poussent les hauts cris et accu-

sent le sommeil du gouvernement. On aperçoit même dans leurs plaintes des symptômes d'impuissance et un ton de déjection qui leur fut étranger jusqu'à ce jour.

Le nouveau Corps législatif ne se rassemblera que le 20 mai; c'est dans l'intervalle qui court que les révolutionnaires et leur régence ont à faire jouer leurs mines; car, si les conseils sont une fois installés, la difficulté de les abattre ou de les asservir sera décuplée. Il règne une inquiétude sourde sur ce passage critique de l'élection à la réunion des députés. Si le Directoire et les jacobins employaient la force pour prévenir le rassemblement du Corps législatif, je ne découvre point quelle espèce de résistance ils éprouveraient; mais ce coup de main aurait des suites incalculables, et n'assurerait à ses auteurs qu'un triomphe momentané.

Parmi les projets que les scrutateurs attribuent aux jacobins et à leurs protecteurs directoriaux, se trouve celui de terminer la guerre sur le continent et surtout en Italie, pour lâcher sur la France Buonaparte et son armée. On présume donc qu'ils se rendront plus traitables sur les conditions de paix, qui, sans aucun doute, eussent été infiniment modérées, si le nouveau Corps législatif parvient à se réunir.

Du reste, l'Italie et l'Allemagne pillées, il ne restait plus qu'à glaner dans ces deux contrées; c'est à des pays neufs qu'il s'agit de s'attaquer; le saccagement du Portugal et de l'Angleterre sont les deux points de vue dominants de la politique directoriale. Elle va réunir toutes les forces de son génie à renverser la Constitution britannique, à armer les habitants de cette île les uns contre les autres, à la bouleverser, à s'y introduire, à la saccager et à consommer ainsi par la ruine de cette florissante contrée celle de l'Europe et de toutes ses institutions. Les jacobins de France ont bien mesuré les contre-coups de cette catastrophe, qui

sera pour l'Europe ce que le tremblement de terre fut pour Lisbonne, et pour la France, la cause de cent nouvelles calamités révolutionnaires.

Tels sont les deux motifs qui rendent ce gouvernement un peu plus accessible à la paix du continent : la subversion de l'Angleterre et le dessein de remettre sous le joug la France même prête à échapper à la révolution. C'est avec l'armée du général Hoche et celle de Buonaparte qu'il prétend regagner le terrain qui s'enfonce sous lui dans l'intérieur, et faire disparaître les dispositions favorables qui se manifestent aujourd'hui.

Pichegru, ainsi que nous l'avons annoncé antérieurement, est nommé député par le département du Jura : il emmène avec lui quelques officiers affidés, et ne doute pas d'être bientôt appelé à un rôle sanglant avec les satellites du Directoire.

Un officier civil en chef de la division de l'armée française qui avait pénétré dans le Tyrol, et homme digne de créance, rapporte à l'un de mes amis qu'ils ont vainement offert jusqu'à deux mille sequins à des Tyroliens pour leur servir de guides et d'espions; cette libéralité n'a pu séduire le plus misérable paysan. Sa Majesté Impériale et Royale apprendra, je crois, avec intérêt cette preuve de fidélité héroïque de la part de ses sujets du Tyrol.

CV

Berne, le 3 mai 1797.

La nouvelle de la signature des préliminaires de paix entre Sa Majesté l'Empereur et la République française[1] n'a nullement produit à Paris une sensation uniforme. Les Français ne considèrent absolument les événements extérieurs que sous le rapport de l'influence qu'ils peuvent avoir sur la situation des affaires intérieures. Or, jamais instant de pacification ne fut plus opportun pour le Directoire et moins favorable aux antirépublicains. Ces derniers redoutent l'éclat que tant de succès suivis de traités éclatants doivent donner à leur régence. Ils redoutent ces armées qui vont refluer dans l'intérieur, et dont l'emploi peut servir à remonter l'autorité expirante du jacobinisme, à faciliter de nouvelles violences révolutionnaires et à opprimer les citoyens et le Corps législatif.

Il est certain, du moins, que la faction régnante et à la veille d'être détrônée l'était infailliblement par le seul mouvement de l'opinion publique, par les nominations de députés et d'administrateurs, et par la marche que prend le royalisme; mais la rentrée des armées d'Italie et de Sambre-et-Meuse, dont les généraux sont enfants protégés et protecteurs des jacobins, peut recommencer une révolution non moins terrible que celle qui allait finir.

[1] Le 18 avril, à Léoben.



Cependant, ce danger peut être prévenu, et l'on s'en occupe. Si le Corps législatif est librement installé, il ne laissera pas au Directoire et aux jacobins la faculté de payer, d'armer, de commander des soldats qu'ils destineraient à assassiner la liberté publique. Les armées et leurs chefs se diviseraient, et une guerre civile de courte durée succéderait à toutes les horreurs précédentes.

C'est le 20 de ce mois que la nouvelle législature prendra séance. Pour les dix-huit vingtièmes de Paris et de la France, ce jour-là est considéré comme celui de la rédemption. Toutes les élections sont consommées, et nombre de députés déjà rendus à Paris. Les choix sont mauvais dans sept ou huit départements, médiocres dans dix ou douze, bons dans vingt-cinq, et excellents dans tout le reste.

Quelque démonstration que fassent et quelque rage qu'exhalent les jacobins et la majorité directoriale, on n'aperçoit encore que des mouvements faibles et vagues de leur part, pour empêcher la réunion de la législature. Il paraît impossible de pouvoir soulever la multitude dans ce but, ni réunir et armer dans la capitale un assez grand nombre de brigands pour fermer de force la salle des représentants publics. Les inventions, les conspirations fictives, les moyens ordinaires d'émouvoir la crédulité et de provoquer des voies révolutionnaires sont usés; mais le Directoire se rejettera sur une guerre de chicane contre les nouveaux députés; il disputera sur leur légitimité, il tâchera d'en écarter par la vérification des pouvoirs, il tentera la corruption, la diversion et tous les expédients analogues.

Il est question de renvoyer Delacroix, le ministre des relations extérieures, et de lui substituer un misérable nommé

Poterat[1], employé à Bâle il y a un an, immiscé dans l'assassinat du Roi de France à Dillingen, puis arrêté et traduit enchaîné à Paris, où il a bientôt recouvré sa liberté. Sa nomination est une affaire de finance; il a promis deux cent mille francs à madame Rewbell et à la maîtresse de Barras. Le ministre de la guerre Petiet va être renvoyé de même, pour avoir osé éclairer la commission des finances sur les prévarications du Directoire, et présenter un compte exact des dépenses et de l'effectif de l'armée pendant l'année dernière; *Beurnonville* sera vraisemblablement son successeur.

Il entre dans les plans du Directoire d'exiger des États-Unis l'abrogation de leur traité de commerce avec l'Angleterre et quelques autres conditions de cette force, ou, à leur refus, de leur déclarer la guerre. D'un jour à l'autre, on s'attend à voir chasser le chevalier d'Aranjo, envoyé de Portugal, si sa cour ne souscrit pas immédiatement à la rançon qu'on en exige et à la capitulation qu'on entend lui imposer.

Ainsi s'avance le moment que j'avais pris la liberté de faire pressentir sans interruption depuis trois ans, où la France sera la métropole de l'Europe, et ne verra autour d'elle que des puissances vassales de sa révolution, ou des puissances hors d'état de lui disputer l'empire universel.

[1] Chargé d'une mission secrète à Vienne, en 1795. (Voir A. Sorel, *Rev. hist.*, t. XVIII, p. 303 et suiv.)



CVI

Berne, le 10 mai 1797.

La nature de la paix continentale, ses causes et son époque, changent encore une fois totalement la face des affaires dans l'intérieur de la France. Sa régence, objet d'un déchaînement national, déclinant chaque jour de crédit, d'influence et d'autorité, voyait une législature nouvelle et ennemie s'approcher avec des intentions et une popularité dont le Directoire avait tout à craindre ; une pacification si éclatante a mis fin à ses angoisses et raffermi son piédestal. Il a forcé ses adversaires d'avouer qu'il avait mieux calculé qu'eux en prolongeant la guerre, il a justifié son ambition, son système, son arrogance, il a fait tomber les armes des mains de l'opposition et terminé tout cela à l'instant même où le nouveau Corps législatif, à la veille de son installation, ne peut partager avec le Directoire la reconnaissance publique, ni refuser un hommage à son étoile.

C'est encore là un de ces coups de fortune qui ont plus d'une fois signalé les destinées de la Révolution : deux mois plus tard, la perte du Directoire et des jacobins était consommée, et une paix sûrement très-différente eût été l'ouvrage du Corps législatif.

La paix a eu encore pour effet de réunir au gouvernement les *fayettistes,* les constitutionnels de 1791. Les chefs de ce parti, qui, en général, n'ont pas plus de morale, d'honneur, de principes, de respect d'aucun devoir que les

jacobins, avec moins de sincérité, n'avaient pas pardonné aux royalistes et au peuple de les avoir écartés de la représensation nationale. — Plus ils étaient dangereux, plus les royalistes devaient les ménager : au contraire, ceux-là, éternellement absurdes et impolitiques, ont manifesté avec plus d'éclat leur malveillance envers les fayettistes ; on a rejeté à Blankenbourg leurs ouvertures ; on les a menacés d'une contre-révolution complète, à l'instant où les nouveaux députés seraient affermis. Alors, ils ont fait volte-face ; leurs discours à la tribune et leurs journaux ont changé de langage, pour prêcher la concorde avec les jacobins, l'union avec le Directoire, une réconciliation fraternelle entre les républicains et le maintien inviolable de la constitution.

Dumas, l'ancien aide de camp et l'ami de Lafayette, Dumolard, Pastoret, et autres chefs du parti dans les Conseils législatifs, ont conduit l'opération.

Aussi exaltés que les jacobins par les conquêtes extérieures, aussi ravis de l'abaissement des Rois, et pour le moins très-indifférents aux ravages de la Révolution dans l'étranger, ils ont jugé la force que l'esprit public et les nouvelles élections donnaient aux royalistes et la force que la paix pouvait rendre à la faction républicaine. — Le Directoire leur a promis le partage des places et des profits ; ils ont exigé qu'il fît de la liberté de Lafayette un article nécessaire de la paix ; il s'y est engagé, a expédié ses ordres en conséquence, et, de concert, les uns et les autres vont probablement travailler à rendre inutiles le vœu du peuple et les efforts des nouveaux députés.

Les espérances et les projets de ces intrigants s'étaient élevés jusqu'à porter Lafayette au Directoire. Heureusement, l'intervalle de son élargissement à celui de l'élection d'un des Directeurs est trop court pour que cette chimère

puisse se réaliser. En général, les honnêtes gens voteront pour M. Barthélemi, qui a pour lui droiture, expérience, capacité, mais je doute qu'il accepte.

Buonaparte a annoncé son retour qui sera prochain : il est en ce moment pour les jacobins, les fanatiques, les philosophes, bien supérieur à Charlemagne; mais les hommes sages et la saine partie du public sont loin de partager cet enthousiasme; ils voient clairement que ce jeune homme n'est autre chose que l'instrument dont le Directoire et les jacobins se serviront au besoin pour intimider la France, et pour l'opprimer ensuite. S'il y avait un grain de sagesse dans cette tête sulfureuse, il imiterait la modeste retraite de Pichegru; mais il veut du fracas, des honneurs et un rôle; il le payera cher tôt ou tard.

Il saute aux yeux qu'en traitant séparément avec Sa Majesté l'Empereur, le Directoire s'inquiète peu de laisser à l'Angleterre ses conquêtes, qui, dans une paix générale, eussent servi de points de compensation. La raison en est qu'il compte arracher de force ces restitutions, renverser le ministère britannique et la constitution, bouleverser cette île et la saccager, ainsi que le Portugal, à moins que d'elle-même et effrayée des préparatifs de la France, elle ne rétrocède l'universalité de ses acquisitions, et n'y joigne Gibraltar promis à l'Espagne.

CIX[1]

Berne, 3 juin 1797.

La situation de la France prend le caractère que j'avais eu l'honneur de faire pressentir avant les élections. A beaucoup d'égards c'est un nouveau monde, où chacun cherche à se reconnaître, et porte d'une part de grandes craintes et de l'autre de vives espérances. On peut à la lettre considérer Paris et le Corps législatif comme un pays conquis par des étrangers qui y apporteraient des lois, des mœurs, des intérêts, des vues totalement dissemblables de celles qui auraient régné jusqu'alors.

Le Directoire reste seul avec sa clientèle de spéculateurs et de scélérats, de jacobins et de terroristes. Les voix dans les deux Conseils sont recensées ; le Gouvernement en a 70 sur 250 dans les Anciens, et 200 sur 500 dans le Conseil des jeunes. Dans cette majorité d'opposition victorieuse, une classe nombreuse vise à la royauté par la constitution, et à anéantir le Directoire en le mettant en jugement; une seconde classe plus tempérée flotte entre la République et la Monarchie, se décidera par la circonstance, mais se réunit à la première pour punir le Directoire de ses excès, pour le réprimer et le renouveler; enfin, une troisième branche se fixe à la constitution actuelle tant qu'on aura l'espoir de la faire marcher, et, redoutant les crises, se tient au *statu quo;* mais elle coïncide avec les deux premières

[1] Les numéros CVII et CVIII manquent aux Archives de Vienne.

dans ses sentiments pour le Directoire et dans le dessein de l'enchaîner aux pieds de la législature, sur les débris des lois révolutionnaires qui jusqu'ici ont formé à peu près toute sa puissance.

Cette infâme régence a de plus contre elle la nation presque entière, l'opinion et les ressentiments publics, le souvenir des crimes de ses chefs, et quatre-vingts journaux qui la diffament tous les matins, sans qu'elle en ose punir un seul.

Quoique les différentes classes ne soient pas toutes d'accord dans leur but définitif, chacune y tend par les mêmes moyens; ainsi, il y a harmonie dans les opérations. Ce concert a été parfait jusqu'ici entre elles et entre les deux conseils.

La nomination de M. Barthélemi a été leur ouvrage[1]. Le Directoire et sa bande portaient le ministre Cochon. Ce n'est pas que la faiblesse physique et morale de M. Barthélemi n'aient fait craindre qu'il ne soutînt pas avec assez de fermeté les intérêts publics contre ses indignes collègues, mais la disette d'hommes capables a forcé ce choix-là. Rewbell, Charles Lacroix et tous les incendiaires qui forment le bataillon des relations extérieures, sont désespérés de cette promotion. Il paraît difficile qu'ils ne soient bientôt obligés de céder à M. Barthélemi cette branche d'administration. L'appui certain du Corps législatif, la réputation dont il jouit, celle de ses collègues devenus un objet d'opprobre, tout doit le fortifier contre leur influence et laisser à ses qualités et à ses intentions personnelles tout leur développement.

Le Directoire joue de son reste et poursuit son plan

[1] Nommé en remplacement de Letourneur, membre sortant.

favori en continuant de peupler de scélérats les places vacantes et celles qu'il fait vaquer. Impuissant à faire nommer à la législature aucun des députés *montagnards,* qu'il recommanda si vainement, il les dédommage par des emplois. Il a nommé Treilhard, consul à Naples, Louvet à Palerme, Courtois à la Corogne, etc. On doit se bien persuader que ces *consuls*-là ne sont autre chose que des conducteurs révolutionnaires et des directeurs de mèches incendiaires dans tous les lieux où on les envoie. Si l'on persiste au dehors à s'aveugler là-dessus, ces messieurs ne tarderont pas à montrer leur savoir-faire aux gouvernements qui auront l'imprudence de les recevoir. L'Espagne en fait déjà l'expérience; ses connexions avec la France y ont ouvert toutes les issues au feu *grégeois,* qui chaque jour y fait des progrès rapides. L'inoculation française, l'activité des agents révolutionnaires et le mépris où est tombé le Gouvernement auprès des grands et du peuple, hâtent l'embrasement.

Plus la faction qui si longtemps tyrannisa la France et qui a précipité l'Europe dans un abîme incommensurable, perd de terrain sur l'intérieur, plus elle se roidit dans son plan de bouleversement au dehors. Jamais ce plan ne fut dans une plus grande activité! Allumer de nouvelles guerres entre les puissances, les diviser par des offres de partages et d'envahissement, subvertir l'ancien droit public de l'Europe, proposer des alliances, provoquer des ruptures, profiter de la terreur qu'on a semée dans tous les États et dans tous les cabinets, et surtout *révolutionner* chemin faisant au travers des négociations, — le Directoire et sa clientèle en sont là et y resteront jusqu'à ce que l'autorité de la législature intervienne pour faire changer de face à la politique et pour travailler avec sincérité à une paix générale qui raffermisse le repos de la France et celui de l'Europe, qu'on chercherait

bien vainement dans les traités particuliers que le Directoire a dictés jusqu'ici.

Dire que son intention n'est point de composer avec l'Angleterre, tant que l'on espérera en subvertir la constitution, en détacher l'Irlande avec laquelle le Directoire est en correspondance active et suivie depuis dix-huit mois, et enflammer les divisions de partis qui affaiblissent à Londres l'unité de résistance, c'est dire une chose aussi évidente que le soleil et que personne ne peut ignorer.

On me pardonnera de le dire, le salut de l'Europe n'est plus ni dans ses armées, ni dans ses négociations, ni dans ses traités isolés. Il repose en entier sur le Corps législatif, qui, en aspirant à finir la Révolution en France, sera trop judicieux pour en provigner les colonies dans l'étranger, et pour provoquer la durée de cet état de trouble et de danger qui favorise partout l'extension du jacobinisme.

Toute déconcertée qu'est cette secte et ses chefs par l'infériorité et le décri où elle est tombée en France, elle ne regarde pas sa cause comme désespérée à beaucoup près. Au travers de ses lamentations et de son découragement, elle travaille à de nouvelles batteries. L'argent du Directoire, les manœuvres du ministre Merlin et la corruption des jurés viennent de faire absoudre à Vendôme les cinquante et tant de terroristes qui complotèrent il y a six mois le renversement de la constitution et une nouvelle Saint-Barthélemy *civique*[1]. Pendant la durée de la procédure, ces misérables, souillés des crimes les plus affreux, ordonnateurs, exécuteurs de pillages, de vols et de massacres quatre ans consécutifs, n'ont cessé de discourir, de commenter Marat, de prêcher la loi agraire, à la face du tribunal, aux applaudis-

[1] Babeuf et Darthé furent condamnés à mort, Buonarotti, Germain et cinq autres à la déportation; le reste acquitté.

sements de la canaille qui formait l'auditoire ; ils traitaient les juges de *gredins*, de *gueux*, de *mâtins;* c'était une véritable bacchanale. La France entière demandait le supplice de ces scélérats convaincus ; le tribunal, c'est-à-dire les *jurés*, les a reconnus innocents et remis en liberté, à l'exception de *Babeuf*, condamné à deux ans de détention, c'est-à-dire à sortir quand il lui plaira par la porte qui lui sera ouverte, comme elle l'a été à Drouet[1].

Cet événement a produit une surprise et une indignation universelles. Voilà une recrue de coquins d'élite rejetés dans Paris et certainement destinés à préparer, si on le peut, le siége du Corps législatif.

Tel est cependant le pays auquel l'étranger a la bonté de supposer un *gouvernement*. — Dans le fait, les tribunaux, voyant des factions se disputer l'autorité et la France, et incertains à laquelle restera l'avantage, ne condamnent personne, et pour éviter la responsabilité future absolvent tout le monde.

Cette anarchie dans l'administration judiciaire s'étend à toutes les administrations, et va se généraliser par la collision établie entre le Corps législatif et le Directoire. Dans la crainte d'une méprise sur le destin de la victoire entre les combattants, les autorités constituées n'obéiront ni aux uns ni aux autres ; les lois incertaines tomberont en désuétude, et le Gouvernement cessera de fait jusqu'au jour où le despotisme révolutionnaire ou bien le retour de la Royauté viendront fixer les institutions, terminer les débats, et forcer l'obéissance publique.

En attendant, le Conseil des Cinq-Cents ne perd pas une minute ; il démolit pièce à pièce l'édifice révolutionnaire ;

[1] Voir le *post-scriptum*.

il force le Directoire d'élargir vingt mille prêtres incarcérés depuis des années, il affermit la liberté des cultes; il prépare le rétablissement de la religion nationale, il va abroger les lois révolutionnaires et rechercher sérieusement les crimes de l'administration des finances. Ces crimes, qui ont pour coupables le Directoire, les ministres, les commissaires de la trésorerie et de la comptabilité, les agents du gouvernement, les compagnies de fournisseurs dont les chefs de l'autorité étaient les associés partageants, surpassent tout ce que pourrait inventer l'imagination d'un romancier. Cette recherche, qui sera poussée sans ménagement, conduira à des destitutions et à des actes d'accusation. Les finances sont au dernier période de ruine; toutes les caisses sont dévorées; jusqu'aux commis des ministres réclament leurs appointements. Rentiers, employés, fonctionnaires publics, créanciers, juges, administrateurs provinciaux, hospices publics, personne n'est payé, et les dépenses ont passé deux milliards et demi dans le courant de l'année, et l'on a volé plus de 500 millions dans l'étranger!

P. S. — Les premiers avis sur le jugement de Babeuf n'étaient pas entièrement exacts : ce misérable et un autre de ses collègues ont été condamnés à mort; quatre à la déportation, et cinquante-deux absous; parmi ces derniers, Drouet et tous les scélérats en chef.

CX

Berne, le 10 juin 1797.

Le Directoire, craignant apparemment que ses brigandages sur Venise, sur Gênes[1], ceux qu'il prépare en Toscane, à Naples, en Espagne, en Angleterre, et partout où il trouvera un point de contact et un emplacement pour ses machines, ne trouvassent peut-être des incrédules, vient de manifester clairement ses intentions dans une apologie de sa politique, que son secrétaire général *Lagarde* a composée et fait imprimer dans le n° 535 du *Rédacteur,* son journal officiel, pour répondre aux cris de l'indignation de la France.

Dans cette espèce de manifeste, fait pour être médité par tous les souverains qui peuvent y lire leur prochaine destinée, Lagarde répond au reproche fait au Directoire d'embraser par des révolutions tous les États qui ne peuvent lui résister: *Est-ce notre faute si nos principes sont si généraux qu'ils conviennent à tous les peuples? Nous respectons l'indépendance des PEUPLES. S'il existe un danger, c'est pour les gouvernements qui, au lieu de céder à l'influence de nos prin-*

[1] Voir la *Lettre à un membre du Corps législatif sur la déclaration de guerre à la République de Venise* (1797, in-8) et la *Lettre à un membre du Corps législatif sur la révolution actuelle de Gênes* (1797, in-8).

Elles parurent en brochures, après avoir été publiées dans la *Quotidienne,* et furent traduites immédiatement en italien :

Le famose due lettere di Mallet du Pan, scritte ad un membro del Corpo legislativo sulla dichiarazione di guerra contra le due Republiche di Venezia et di Genova. (VENEZIA, 1797. In-8.)

cipes, s'obstineraient à les combattre. — Dans le prochain congrès, les puissances recevant toutes de concert l'impression des lumières de nos négociateurs, se familiariseront avec les principes de la politique nouvelle que notre révolution a dû introduire en Europe.

Nous n'avons cessé dans le cours de cette correspondance, et depuis l'origine de la guerre, d'avertir que tels, en effet, étaient le but, le plan, la doctrine définitive et immuable de ce que l'Europe veut bien appeler le *Gouvernement français*. Tant que ce gouvernement a été incertain du succès, tant qu'il a eu des dupes à faire, des négociations hypocrites à entamer et des puissances à diviser, il traitait de calomniateurs ceux qui lui prêtaient de semblables desseins : aujourd'hui, le masque est inutile; l'effronterie des aveux succède au mensonge des artifices, le Directoire ne doute plus de tenir l'Europe entière dans les serres de la Révolution.

Elle va être incessamment généralisée en Italie : le projet est de fondre cette contrée en une seule république à la française, qui puisse avoir assez de consistance et de ressources, non-seulement pour se soutenir, mais pour s'étendre et pousser les conquêtes révolutionnaires.

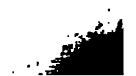
L'impudence du Directoire est allée jusqu'à annoncer dans cette même feuille du *Rédacteur* que son ministre et ses commissaires avaient conservé dans les mouvements de Gênes la contenance *la plus respectable et la plus impartiale*. M. Rewbell et son commis Charles Lacroix écrivaient sans doute cet article pour leur antichambre. La collusion des agents directoriaux à la révolution de Gênes a été aussi évidente que le soleil. Eux seuls ont préparé, payé et conduit cette catastrophe. Morando, apothicaire patenté du ministre Faypoult, chez lequel se tenait depuis quatre ans le club des jacobins, et chef des conjurés le 23 mai, avait établi

son quartier général au palais de France, d'où il envoyait ses instructions et ses ordres. Nombre de jacobins provençaux avaient été depuis trois semaines mandés à prix d'argent et étaient venus renforcer leurs confrères génois et lombards; une escadre était sortie de Toulon le 14 avec des troupes, et parut le 25 à la hauteur de Gênes. Des événements semblables ne tarderont pas à éclater dans divers lieux de l'Europe qui ne s'en doutent guère.

L'Espagne est une des contrées qui, grâce à son alliance avec le Directoire, font les progrès les plus rapides dans la carrière révolutionnaire. Le mépris où y est tombé le Gouvernement, sa servilité à obéir à toutes les instructions qui lui sont envoyées du Luxembourg, le mécontentement général qu'y excite la guerre, les clubs qui y sont naturalisés, l'absence de toute espèce de police contre les émissaires français et leurs partisans, accélèrent de jour en jour le moment prochain où cette monarchie sautera en l'air.

Quant à l'Angleterre, le Directoire ne l'abandonnera pas avant de l'avoir culbutée de fond en comble. Il est revenu au plan de l'année dernière, d'exécuter trois descentes partielles en Angleterre, entre Flessingue et Cherbourg, tandis que l'armée principale, sortie de Brest, se portera sur l'Irlande, où quarante mille conjurés sont aux ordres et à la solde du Directoire.

Tous ces projets de désolation font horreur à la grande majorité de la France et à celle de la législature; mais cette majorité législative n'est encore qu'une coterie et n'est pas un parti; nul de ces membres n'a la moindre notion de droit public ni des intérêts extérieurs; ils abandonnent exclusivement cette administration au Directoire, qu'ils cherchent à frapper avec des instruments plus à leur usage; enfin le soin de l'intérieur les préoccupe et les absorbe.



Les finances et les colonies sont les deux batteries avec lesquelles la législature entreprend de démolir le Directoire et les ministres. Les colonies ne sont plus qu'un monceau de ruines trempées de sang; les finances sont un abîme de crimes, de malversations, de concussions, de vols et de désordres en tout genre. La dépense de l'année révolue a été de deux milliards et demi, et l'arriéré passe pour être d'un milliard. Il ne reste aucune trace des cinq cents millions pillés dans l'étranger; toutes les branches du service public sont en souffrance, et plusieurs absolument paralysées; pas un compte rendu, ni de la part des ministres, ni de celle du Directoire; un dédale de brigandages qui ont autant de complices qu'il y a d'agents du Gouvernement. Pour tout remède, le Directoire, dont l'ignorance dans cette matière surpasse encore l'audace, fatigue la législature de messages, et ne cesse de lui dire : *Imposez, imposez à force!* c'est-à-dire donnez-nous, en écrasant le riche et le pauvre, de nouvelles recettes à dévorer; ouvrez des sources à nos dilapidations, car les anciennes se tarissent.

Il existe déjà beaucoup plus d'impôts que la France ne peut en supporter; aussi le déficit et les arrérages augmentent chaque jour, et à vue de pays, on ne percevra pas plus de trois cinquièmes des revenus fixes sur lesquels on a compté.

Le Directoire n'épargne rien pour corrompre la législature, soit par des séductions et des promesses, soit à prix d'argent, soit en tâchant d'y semer la discorde. Il considère le corps de députés comme une banque d'actionnaires auxquels il se charge de payer les dividendes, moyennant qu'ils lui abandonnent la France et l'Europe.

Mais ces pratiques n'ayant eu jusqu'ici aucun succès, on ne perd pas de vue les moyens de force. Les jacobins reprennent

leur ton de cannibalisme, leur audace est remontée. Ils ont obtenu du Directoire de faire filer dans le Midi quelques pelotons de coupe-jarrets de l'armée d'Italie, sous les ordres d'un officier général que Buonaparte doit choisir dans sa bande et envoyer en Provence. Le Directoire lui a enjoint de *pacifier le Midi,* c'est-à-dire d'y faire une nouvelle révolution à coups de sabre, de raffermir *la sûreté des républicains,* c'est-à-dire de n'en laisser aucune aux honnêtes gens.

M. Barthélemi va être installé : il aura besoin d'un courage qui n'est guère dans son caractère : il y a déjà nombre de paris qu'il aura abdiqué avant trois mois. Rewbell a, dit-on, désigné pour son successeur en Suisse Treilhard, ex-conventionnel, confident coopérateur du fameux comité de *salut public,* et l'un des douze scélérats les plus prononcés qu'ait fait éclore la Révolution. Malheureux Suisses, si ce choix se confirme. En général, c'est un plan fait de semer en Europe, dans tous les pays qui ont l'infortune d'avoir des rapports avec la France, des jacobins expérimentés, et qui, sous le manteau d'un caractère public d'envoyés ou de consuls, feront de leur hôtel un club et un centre de conjuration.

CXI

Berne, le 17 juin 1797.

Le Directoire, se rendant un hommage personnel, avait préparé à M. Barthélemi une entrée absolument *royale;* mais ce ministre plus sensé et plus modeste se déroba à ces



honneurs, et s'introduisit à Paris *incognito*. Le public, révolté de la pompe des autres vizirs républicains, a su très-bon gré à M. Barthélemi de sa décence. Dans son discours d'installation, il a manifesté ses vues pour la paix générale ; son expression est parfaitement sincère ; mais il est à propos de remarquer celles que le Directoire a employées dans sa réponse au sujet de cette ouverture ; il ne pouvait guère annoncer clairement que l'espèce de paix à laquelle il prétend n'est pas tout à fait la même que celle désirée par M. Barthélemi. Ces messieurs n'ont pas a été moins choqués du silence que leur nouveau collègue a gardé sur son prédécesseur Letourneur (de la Manche), et ils ont eu soin de le venger de cet oubli par un panégyrique très-conforme à leur candeur.

M. Barthélemi va marcher sur des précipices. On espère néanmoins que Carnot et La Revellière se réuniront à lui dans tout ce qui ne touchera pas trop essentiellement les intérêts de la Révolution. Ces deux membres ont avec leurs confrères Barras et Rewbell une solidarité de crimes connus qui les rendra toujours indissolubles dans la marche générale de l'administration.

Leur but du moment est de neutraliser le Corps législatif, d'en diviser la majorité et de rendre cette Assemblée aussi souple que la précédente. Il n'y a rien à faire pour lui avec le nouveau tiers, inaccessible à sa corruption, et dont les dix-neuf-vingtièmes sont de vrais représentants du peuple et non les commis de quatre régents jacobins : mais on a trouvé plus de prise sur les ambitieux et les parleurs du premier tiers, ainsi que sur quelques-uns des conventionnels, dits autrefois les *modérés*. Thibaudeau est à la tête de ce parti de caméléons, auquel se réunissent la plupart des anciens chefs constitutionnels. Perdus de crédit dans l'opinion et le public, ils en cherchent au Luxembourg ; mar-



chant à l'aventure, sans but fixe, craignant le retour d'une royauté qui ne serait pas exclusivement leur ouvrage et leur patrimoine, ils ne refusent point de servir le Directoire, pourvu qu'il les gratifie de myriagrammes et de bonnes prébendes républicaines. Les emplois, l'argent, le partage de l'autorité : voilà où ils aspirent. Jusqu'ici, le Directoire a réservé ses faveurs aux ex-conventionnels jacobins et aux républicains d'origine : il se défie, non sans raison, de ces intrigants sans principes, qui le vendront un beau matin à quelque roi, si l'intérêt de leur sûreté ou de leur ambition leur dicte ce marché ; mais comme la nécessité est urgente, et l'opposition très-menaçante, il y a eu des propositions respectives ; si l'on peut compter sur la complaisance et le secours de ces honnêtes députés, on les mettra en avant, et l'alliance sera conclue.

Ce tripotage, malheureusement, achève de discréditer ces constitutionnels et ces modérés si souples : ils ne font qu'accélérer leur dépopularisation. On les a déjà employés à ouvrir la tranchée contre le nouveau tiers, dans une séance sur les colonies, où il s'agissait de sauver les scélérats que le Directoire a placés à Saint-Domingue pour en compléter la ruine. Ce Thibaudeau dont j'ai parlé, soutenu des montagnards, a incidenté sur une expression du rapporteur Tarbé, et espérait faire tomber la question par un scandale ; mais cette fourberie et cet éclat ont été à pure perte ; la révocation des agents directoriaux aux colonies a été prononcée le lendemain, et il a été interdit au Directoire d'en nommer de nouveaux jusqu'à ultérieure autorisation.

La jalousie des anciens meneurs des modérés conventionnels contre le dernier tiers ne pardonne à celui-ci ni son indépendance, ni ses talents, ni la popularité dont il jouit. Le balancement que ces divisions entretiennent dans

les conseils durera quelque temps pour se résoudre définitivement en faveur des royalistes ou du Directoire et des jacobins, car les partis intermédiaires ne servent et ne serviront que d'instrument à l'une ou l'autre de ces deux révolutions; mais l'événement ne sera pas décidé par des décrets, des discours, des efforts de tactique délibérative et des intrigues; des circonstances forcées et des incidents imprévus peuvent déranger et dérangeront probablement les spéculations. Par exemple, le retour des armées dans l'intérieur et le rôle qu'elles y joueront peuvent renverser toutes les combinaisons. Nul doute que les jacobins, les terroristes, les voleurs publics, les brise-scellés, les parvenus et le Directoire ne comptent sur Buonaparte et ses soldats, pour traiter la France comme Venise et Gênes, si la nation et ses représentants veulent se défaire de leur *vertueux* gouvernement.

Les défaites et les alarmes qu'il éprouve au dedans sont du moins compensées par les révolutions et par la dictature qu'il exerce dans l'étranger. Le Corps législatif n'a point encore osé demander compte de ses horribles attentats. La constitution laissant à cet égard l'initiative au Directoire, les Conseils sont obligés d'attendre qu'il veuille bien les entretenir des intérêts extérieurs de l'État, ce qu'il ne fait jamais que lorsqu'il a consommé ses coups de main. Il fait révolutionner un État étranger; lorsque la nouvelle s'en répand à Paris, il n'y a plus de remède, et la législature n'a qu'à signer. L'indignation est unanime parmi tout ce que la France renferme encore de gens de quelque honneur, de quelque sens et de probité ; mais qu'importe l'indignation à des hommes au-dessus de toute honte comme au-dessus de tous traités, et dont il est impossible de garantir la bonne foi même si on les place au pied de l'échafaud ?

Je confirme qu'ils travaillent à force à révolutionner l'Espagne, où ils viennent d'exercer leur suprématie comme ailleurs. Leurs agents ayant excité une insurrection à Barcelone, il y a trois ans, le gouvernement les fit arrêter et confina tous ces garnements aux présides. L'ambassadeur Pérignon vient de réclamer ces illustres victimes au nom du Directoire, et le non moins illustre prince de la Paix les a fait remettre en liberté avec de bons dédommagements.

Une division de l'armée d'Italie était destinée à marcher dans le Midi, pour y remettre les jacobins à flot, et de là passer les Pyrénées pour se joindre aux Espagnols et attaquer le Portugal; ce noble dessein aura son exécution, mais seulement à la fin de l'été.

Toutes ces hostilités, insurrections, révolutions, bouleversements s'opèrent, sont délibérés au milieu de la plus infâme débauche, par des hommes qui traitent de la ruine d'une nation comme d'un marché de chevaux. La ruine de Venise et celle de Gênes feront la fortune de quelques centaines de misérables, qui viendront dévorer à Paris leur butin, au milieu de la licence la plus effrénée et d'excès qui font frémir même les observateurs les plus immoraux.

Les succès révolutionnaires au dehors marchent avec une rapidité si soutenue et avec si peu d'obstacles, qu'on est loin de vouloir s'arrêter en un si beau chemin. Le roi de Sardaigne, qui n'est, au reste, qu'un gentilhomme vassal de Buonaparte, éprouvera dans très-peu de temps la tendresse des républicains pour leurs *alliés*. — Leur ministre Jacob disait à Turin, il y a quinze jours, à l'une de mes connaissances, et cela en pleine table : *Bientôt il ne sera plus question du roi de Sardaigne en Europe*. On chante publiquement à Turin les chansons révolutionnaires, et tous les indices décèlent que la mine est prête et ne tardera pas à sauter.

Celle qu'on creuse sous la Suisse ne jouera pas avec la même facilité.

Buonaparte regarde les aristocraties helvétiques comme un outrage à sa gloire ; il a décidé la confiscation des bailliages italiens, pour les donner à ses Cisalpins : cette spoliation est filée depuis trois mois ; mais les Suisses, et en particulier les petits cantons, ont les yeux très-ouverts. Buonaparte écrit à leurs députés à Lugano exactement dans le style que Charlemagne employait peut-être avec une horde de Saxons sauvages. Il exige du Valais une grande route au travers du mont Simplon, afin, dit-il, de faciliter les communications entre la *grande République* et ses protégées en Italie. Ce mot de grande République est son expression favorite; elle orne toutes ses dépêches. Quoiqu'il ait accompagné cette demande perfide d'une offre aux Valaisans de prendre un régiment de leur nation au service des *Transalpins,* la Diète a unanimement repoussé cette ouverture, et répondu que la décision appartenait au Corps helvétique. — C'est à la Diète générale qui va s'assembler que la question sera portée : Soleure a déjà signifié aux autres cantons qu'il s'exposerait à tout plutôt qne de consentir à ce passage ; Berne manifeste les mêmes sentiments.

CXII

Berne, le 25 juin 1797.

La crise inévitable dont nous avons annoncé les symptômes et les approches se mûrit à Paris avec une rapidité

proportionnée au caractère national. Il suffit d'observer en masse la situation respective des Conseils législatifs et du Directoire, depuis quelques mois, pour se convaincre des pertes successives que fait l'autorité des gouvernants ; ils disputent le terrain, ils n'en sont plus les maîtres; font-ils ajourner une question, elle reparaît en triomphe quelques jours après. On gagne quelques députés; ils échappent la semaine suivante; les Conseils sont réellement aujourd'hui le centre du crédit, de l'opinion, du vœu national et du mouvement public. Les députés douteux sont entraînés par ce mouvement; ils ne parviennent qu'à le retarder, puis ils finissent par y obéir.

La liberté des cultes, c'est-à-dire le rétablissement de la religion catholique [1], va être prononcée, ainsi que l'inviolabilité des prêtres et le libre retour de ceux qui furent déportés. Le rappel du plus grand nombre des émigrés suivra peu après; toutes les lois révolutionnaires sont près de crouler. — Les acquéreurs de biens nationaux, découragés par les restitutions qui s'exécutent, par celles dont ils sont menacés et par la haine qui les poursuit, se hâtent de composer avec les anciens possesseurs. Les émigrés rentrent en foule, se montrent partout; qui que ce soit n'ose les dénoncer; les administrations populaires les protégent, le Directoire n'ose ni en faire punir, ni en faire arrêter un seul.

Les dilapidations et les désordres commis dans les finances acquièrent tous les jours plus de notoriété, par les soins du Conseil des Cinq-Cents [2]. Vainement le Directoire tente par des messages successifs et impérieux de rejeter le blâme et l'embarras sur les commissions du Corps législatif;

[1] Rapport de Camille Jordan. — Voir sur les rapports de Louis XVIII avec le clergé, A. Lebon, *l'Angleterre et l'émigration française*, p. 239, 240. (Plon et Cie.)

[2] Rapport de Gilbert Desmolières. (Séance du 14 juin.)

il ne fait que les animer de plus en plus. Il y a huit jours qu'un nommé Bailleul, député conventionnel, pensionné du Directoire, s'avisa de prendre sa défense et d'inculper la commission des finances. Le chef de celle-ci, Gilbert Desmolières, député de Paris, ancien receveur général des domaines, et plus accrédité dans la capitale aujourd'hui que les cinq directeurs, traita ceux-ci sans aucun ménagement. Il déclara qu'on avait fait l'année dernière une chose infâme en accordant au Directoire cent millions qu'il demandait pour opérer la paix, tandis qu'il ne s'était occupé qu'à prolonger la guerre, à en créer de nouvelles et à révolutionner; qu'il était temps de le faire rentrer dans les bornes de son devoir, de le remettre à sa place et de faire cesser l'indécence de ses interventions continuelles dans les discussions des Conseils.

Ce discours fut reçu avec des applaudissements presque unanimes, et Bailleul, couvert de huées, fut contraint de sortir de la salle. Il est donc positif que l'influence et le pouvoir du Directoire déclinent à vue d'œil. Jusqu'ici, il avait conservé un libre arbitre dans l'administration de la politique extérieure; mais l'abus horrible qu'il en fait envers Venise, Gênes, ont ouvert les yeux ; incessamment, les Conseils vont lui demander compte de sa conduite, lui arracher cette suprématie dangereuse et mettre fin à ce système désolateur qu'il a répandu sur l'Europe entière.

Nul doute que lui et Bonaparte n'aient projeté d'incendier la Suisse, et surtout les cantons aristocratiques, où les inquiétudes les plus légitimes s'aggravent chaque jour. On veut renverser ces gouvernements, les remplacer par la démocratie révolutionnaire, les rançonner et former une chaîne contiguë de la France avec la République Italique. — Si le Corps législatif ne prévient pas cet événement, il s'opérera

avant peu de mois par les mêmes causes et par les mêmes moyens qu'il s'est opéré à Gênes. On sème la terreur et les menaces d'invasion ; on intimide les peuples et les gouvernements ; ceux-ci cherchent leur sûreté précisément dans ce qui les conduira à leur perte, c'est-à-dire dans une contenance de crainte et de soumission.

C'est à Lille que le Directoire a fixé le lieu des conférences avec le plénipotentiaire anglais. Il a fait choix d'un conseil entier de négociateurs, c'est-à-dire de trois individus dont l'un est l'ex-directeur Letourneur, qui n'a pas la première notion de sa besogne ; le second, Maret, enfermé à Mantoue avec Sémonville, jeune homme adroit et assez fin, et un ancien capitaine de vaisseau, nommé Pléville, dont tout le talent et l'expérience diplomatiques se réduisent à une haine fanatique contre les Anglais.

M. Barthélemy n'a eu nulle influence sur ces choix ; mais on lui a accordé celui de Colchen, ancien employé des affaires étrangères, et qu'il a fait nommer secrétaire général de la légation de Lille.

Les préparatifs et les projets de descente n'en continuent et n'en continueront pas moins, ainsi que les efforts pour révolutionner les trois royaumes.

C'est le Directoire même, c'est-à-dire les quatre anciens membres, qui a formé de nouveau les chefs jacobins en club, sous le nom de *réunion littéraire*. Sieyès, Tallien et tous les autres adeptes en sont membres. Des clubs rivaux vont s'ouvrir de même ; et cette institution passera dans les départements ; elle va ouvrir une large porte à l'anarchie, aux combats et peut-être à la guerre civile ; mais le peuple et la populace, qui autrefois furent les protecteurs des clubs jacobins, les ont maintenant en horreur, et ne les laisseront pas établir tranquillement.

CXIV[1]

Berne, le 19 juillet 1797.

Le tableau de Paris et des affaires se complique et se charge à tel point, qu'il n'est pas aisé d'en tirer une perspective nette et tranchante. On pourrait former trente hypothèses toutes plausibles, touchant l'avenir, et se tromper; car les causes des événements que l'on prévoit ne sont pas simples; chaque parti, chaque individu, marche sans but fixe et poussé du jour au jour par des conjectures ou des incidents fortuits, qui échappent à la prudence et à la sagacité.

Nous avions annoncé dès l'origine la crise inévitable qui s'est déclarée entre le Conseil des Cinq-Cents et le Directoire. Quels en seront le terme et les résultats? On ne saurait l'affirmer sans témérité; il suffit d'en tracer les effets, les progrès et les mobiles.

Deux cent cinquante individus, introduits en masse dans un conseil auquel ils furent jusqu'alors totalement étrangers par leurs intérêts, par leurs sentiments, par leurs passions, doivent nécessairement lui donner leur esprit, ou y introduire un état de guerre. Les deux cent cinquante membres nouveaux trouvant dans les Conseils un premier tiers de députés dont la pluralité partageaient leurs intentions et leurs principes, il a dû se faire dans une semblable Assemblée une révolution dont le Directoire et les jacobins ont méconnu la

[1] Le n° CXIII manque aux Archives de Vienne.

nécessité, et qui a dû promptement porter l'empreinte de l'impétuosité et de l'impatience nationales.

Quelque plan, quelque mesure que se soient promis les nouveaux députés, la force des choses les a bientôt jetés hors de cette ligne de conduite. Avertis par les écueils, ils ont voulu y rentrer et y rentrent de fait de temps à autre, mais la même cause les en fait ressortir invariablement. — Cela tient beaucoup moins à la fixité de leur système qu'au zèle d'hommes ardents et honnêtes, longtemps victimes et opprimés, mettant leur gloire dans la chaleur avec laquelle ils poursuivent la réparation des injustices. Il n'est aucun pays où l'on parle autant de modération qu'en France, ni aucun où la vivacité, la promptitude, la vanité générales la rendent plus difficile à conserver.

Objets de la défiance du parti républicain, précisément parce qu'ils étaient choisis par des électeurs dont l'institution de la République a froissé et froisse encore les intérêts et les habitudes, ces députés n'attaquent pas une loi révolutionnaire qu'on ne leur soupçonne le dessein d'anéantir les résultats de la Révolution, et toutes les fois qu'ils parlent de régler la République, on les accuse d'en vouloir à la République même.

De leur côté, les Cinq-Cents, et le public avec eux, attribuent au dessein de relever la Révolution dans son énormité toutes les mesures de défense qu'emploient le Directoire et les jacobins. De ces suppositions réciproques et au fond légitimes, mais exagérées, résulte un degré de défiance, de haine et de chaleur qui s'accroît journellement. Après avoir reçu l'impulsion du Corps législatif, l'opinion publique et cent trente journaux la communiquent à la masse de la nation et augmentent à leur tour l'effervescence des députés.

A ces causes inévitables de discorde entre le Directoire et les Conseils, il faut en ajouter une autre qui dérive de la moderne amphibologie sur l'indépendance des pouvoirs qu'on confond en France avec leur division. Cette sottise *constitutionnelle* est une espèce de gluau dans lequel ils s'empêtrent réciproquement. Ils ne considèrent pas les pouvoirs comme seulement distincts pour l'exécution des détails, et cependant soumis à la souveraineté, mais ils en font autant d'autorités rivales et abstraites. Le gouvernement anglais ne pourrait cheminer s'il ne gouvernait pas le Parlement, dans lequel il n'y a d'indépendant que l'opposition qui déclame et qui devient gouvernement aussitôt qu'elle obtient la majorité. A Paris, le Directoire, ne pouvant gouverner les Conseils, doit ou conspirer, ou obéir, ou périr.

Telle est la véritable position des choses; elle présage clairement que les Conseils finiront par dompter le Directoire et le renverser, ou que le Directoire en conquerra la majorité des voix, soit par violence, soit par intrigue, sons peine de voir s'anéantir son autorité. C'est donc à une nouvelle révolution inévitable que les uns et les autres sont conduits, par la nature même de la Constitution, autant que par la force des circonstances, des passions et des desseins respectifs.

Le Directoire a trouvé un tempérament à la fougue des Cinq-Cents dans l'inertie du Conseil des Anciens; non qu'en majorité ce Conseil lui soit plus dévoué que les Cinq-Cents, mais il renferme des hommes que l'âge rend plus calmes et plus craintifs, sur qui la terreur d'une nouvelle Révolution a plus de prise, jaloux d'ailleurs de l'autorité des Cinq-Cents et voulant montrer la leur par l'exercice de leur négative. Ils tendent au repos, et le Directoire par ses créatures se sert de cette disposition; mais il en résulte un

redoublement de désordre et de confusion, parce qu'en rejetant les résolutions des Cinq-Cents, les Anciens n'y suppléent point; qu'au lieu d'agir, le Corps législatif perd le temps à délibérer sans conclure, et qu'au milieu de ce flot de décrets rendus dans un Conseil, paralysés dans l'autre, l'administration reste sans mouvement et l'État dans l'anarchie.

Paris s'attend très-généralement à une crise prochaine; les apparences l'annoncent en effet. Les jacobins se sont mis en conspiration, et sans nul doute de concert avec le Directoire. Ils remontent à force l'ancienne machine des clubs, ils n'épargnent aucun moyen d'épouvanter; le Directoire ajoute à ces démonstrations l'artifice des intrigues, des promesses, des séductions, des corruptions. On pratique les généraux les plus ardents; on travaille les troupes; on cherche à gagner les républicains honnêtes et les anciens constitutionnels par des peintures épouvantables des horreurs et des supplices qu'amènerait le retour de la Monarchie. Les affiches, les écrits incendiaires, tout ce qui peut rallumer le fanatisme est employé.

Jusqu'à présent, il est vrai, cette tactique n'a pas obtenu de grands effets. Le nouveau club de jacobins a été livré au ridicule et au mépris; ceux qu'on a tenté de ressusciter dans quelques départements ont rencontré des obstacles majeurs; cet établissement a réveillé partout la haine publique contre les jacobins, qui, partout, se trouvent en très-petite minorité. Enfin, le Corps législatif n'a pas vu tranquillement renaître ces foyers de crimes; un projet, ridicule il est vrai, a déjà été présenté aux Cinq-Cents pour réprimer les clubs, et leur danger est trop manifeste pour qu'une résolution quelconque du Corps législatif n'en prévienne les conséquences.

Mais il n'est que trop réel que la majorité des Cinq-Cents marche sans chefs, sans plan fixe, et qu'elle n'est point encore organisée pour l'état de guerre où elle se rencontre. Elle renferme nombre de gens flottants, qui désirent passer en repos les années de leur session ; beaucoup vont passer quelques heures aux Conseils, et hors de là ne s'inquiètent plus de la chose publique et vont l'oublier chez Ruggieri, à l'Élysée ou à l'Opéra. On ne se forme aucune idée de l'influence qu'exercent les plaisirs et la corruption de la capitale sur un député provincial, qui tout à coup se trouve devenu un homme de conséquence. Peu y résistent entièrement, peu montrent de l'application, de l'assiduité, de la persévérance dans leurs travaux. La multitude des comités et des commissions auxquels les affaires sont renvoyées, sont un nouvel inconvénient; elles nuisent à l'ensemble dans les plans, parce que chaque membre d'une commission ne s'occupe que de son affaire.

Soit que le Directoire ait mesuré tous ces désavantages, soit qu'il se soit ménagé une défensive suffisante, soit que l'insolence de ses chefs et l'audace que leur ont donnée des succès continus, forment le principe de leur sécurité, il ne se pique d'aucun ménagement; il continue à fatiguer les Conseils de messages insidieux et à leur tendre les piéges les plus publics; il s'obstine à conserver des ministres journellement couverts d'opprobre et objets de l'exécration publique. — Si cette conduite intimide quelques députés, elle aigrit de plus en plus les Conseils : si les menaces et les rassemblements jacobins de la clientèle directoriale font craindre à beaucoup de gens de perdre leur tranquillité; ils raniment chez eux en plus grand nombre le désir et le dessein de se garantir de ces entreprises, et la peur même donne du courage.

Quelle que soit l'étendue des conspirations, de l'influence du Directoire, de ses créatures, elles n'empêcheront pas très-probablement que la liberté entière du culte catholique, le retour des prêtres déportés, celui du plus grand nombre des émigrés et la révocation de la plupart des lois révolutionnaires, ne soient décrétés par les Conseils. Ces résolutions ont pour elles le vœu national et la popularité la plus prononcée.

Mais ce n'est pas le tout de rendre des décrets, si l'on ne prend des moyens virils de les soutenir. Nul doute que si le Corps législatif se maintient ferme et uni, il ne fasse la loi et ne renverse facilement les conspirations jacobines et directoriales; la nation se ralliera éternellement à l'Assemblée de ses représentants; un décret a sur elle une force irrésistible; l'événement l'a prouvé cent fois. Nul général, nulle armée, n'oserait se joindre au Directoire et à un club, lorsque le Corps législatif leur aura ordonné l'obéissance; mais je parle d'un Corps législatif ferme et systématique; sans cette condition, une simple insurrection le renversera.

Parmi tant de causes puissantes d'agitation, il faut compter la situation des finances, plus déplorable qu'elle ne le fut à aucune des époques de la Révolution. Les recettes de l'année courante sont dévorées; on est écrasé d'anticipations sans bornes; la dette flottante est immense; les domaines nationaux consumés en très-grande partie pour les *bons* avec lesquels le gouvernement paye ses créanciers; des banqueroutes effrayantes se multiplient parmi les agents mêmes du gouvernement; l'intérêt de l'argent se soutient à 2 et demi par *mois;* le numéraire, la confiance, la circulation disparaissent de plus en plus. Les caisses sont vides; on est obligé de recourir aux moyens les plus ruineux et les plus violents pour obtenir ou accélérer des rentrées; les contributions

laissent un déficit immense par l'impuissance tout autant que par la mauvaise volonté des contribuables. Les créanciers de l'État, les fournisseurs, les employés, assiégent la trésorerie dès les dix heures du soir et y passent le nuit, à la queue, afin de se trouver les premiers le lendemain, à l'heure des payements, et encore, on ne paye qu'environ trente personnes par jour.

C'est à cette horrible détresse seule, et aux embarras de la surmonter où se trouve le gouvernement par son discrédit dans les Cinq-Cents, qu'on doit l'amendement des instructions remises aux plénipotentiaires envoyés à Lille [1]. Si la paix se conclut, on la devra, non à aucun changement dans le système du Directoire, qui, plus que jamais, a besoin et faim de la guerre, mais à l'impossibilité où il se trouve de suffire à ses profusions et d'en rendre complice le Conseil des Cinq-Cents.

CXV

Berne, le 30 juillet 1797.

La crise des affaires s'est mûrie à Paris avec une rapidité proportionnée à la situation où se trouvaient le Corps législatif et le Directoire. Une lutte en France, et au milieu des fureurs d'une révolution, ne peut rester longtemps défensive; mais le Directoire n'ayant mis aucun ménagement dans ses préparatifs d'agression, il a enfin tiré les Conseils de leur

[1] Les conférences de Lille s'étaient ouvertes le 4 juillet entre lord Malmesbury, Letourneur et Pléville, assistés de Maret, qui dirigea bientôt les égociations. Après fructidor, Treilhard et Bonnier furent envoyés à Lille.

sécurité, et a fait toucher du doigt aux incrédules la certitude et la proximité du péril.

Quelle que puisse être l'issue de cet engagement, nous nous bornerons à en tracer la nature, les causes sommaires et les premiers effets.

Nous disions précédemment que le Directoire et les jacobins étaient réduits à obéir, à périr ou à conspirer, et qu'ils n'hésiteraient pas dans le choix. Écrasés par le sentiment général, poursuivis de la haine et du mépris de l'immense majorité de la nation, ayant en vain cherché à étouffer la liberté de la presse, qui, en manifestant chaque jour cette opinion publique, la passionnait de plus en plus; voyant avec douleur les représentants du peuple devenir les chefs et les organes de cette opinion, avec effroi démolir pièce à pièce l'édifice révolutionnaire qui formait le rempart de leur autorité, perdus de popularité, sans ressources morales, ils ont cherché à regagner par l'audace et la force l'influence et le pouvoir qui leur échappaient.

Quand je parle du Directoire, j'entends la majorité seule de cette régence, c'est-à-dire Rewbell, Barras et La Revellière; Carnot et Barthélemy ayant refusé de concourir aux mesures désordonnées et illicites.

Elles ont pris le caractère d'une conjuration réelle contre les Conseils, et l'ont décélée. L'abbé Sieyès en a été encore un des principaux artisans.

Pendant qu'on réunissait au club de Salm l'élite du jacobinisme et les philosophes révolutionnaires, on recommençait à caresser les terroristes et à les appeler à Paris de tous les départements. On instituait des clubs correspondants dans les villes où l'on pouvait encore le faire impunément; on faisait outrager le Conseil des Cinq-Cents, dans une multitude de libelles et d'affiches incendiaires rédigées

au club de Salm. Le *Rédacteur,* journal officiel du Directoire, répétait cette diffamation, et représentait ces Conseils comme des esclaves du despotisme royal, comme des contre-révolutionnaires prononcés.

Les moyens de terreur, l'artillerie comminatoire avaient reparu. Dans la séance *préparée* du 16, où nonobstant la délibération de la veille qui, à la pluralité des deux tiers des assistants, avait rejeté toute déclaration civique de la part des prêtres, les jacobins réclamèrent l'appel nominal, les tribunes et les avenues de la salle se trouvèrent, comme au bon temps, remplies de bandits des deux sexes; plusieurs députés furent menacés, intimidés, écartés même; quelques-uns effrayés rétrogradèrent ou restèrent chez eux. Tous les stratagèmes capables de fortifier cette terreur naissante furent déployés. Les terroristes les plus connus, les plus infâmes, paraissaient à la tête des groupes et triomphants.

Déterminés à braver l'opinion publique, à l'insulter avec audace, le Directoire et les jacobins s'étudiaient de mille manières et sans déguisement à avilir le Corps législatif, à le montrer impuissant contre les outrages et renfermé dans une timide défensive. Déjà le découragement gagnait les Conseils et le public.

Peu de jours auparavant, le feu avait été mis au couvent des Célestins à l'une des extrémités de Paris, pour attirer les regards, la troupe et la foule de ce côté-là, tandis que les jacobins eussent exécuté un mouvement contre les Conseils. Le ministre de la police, Cochon, bien intentionné, avertit les Cinq-Cents de ce complot, le fit échouer et sut avec certitude qu'on avait prémédité l'assassinat de huit députés des nouveaux tiers.

Le ministre de l'intérieur Benezech, dévoué aux Conseils, résistait comme celui de la police aux mesures violentes du

Directoire. Alors, les trois coquins formant la majorité et le club de Salm décidèrent deux grands coups : l'un, de renvoyer les ministres honnêtes et de les remplacer par leurs complices; l'autre, de faire approcher de Paris de nouvelles troupes pour augmenter l'épouvante.

En même temps Buonaparte, lieutenant général des révolutionnaires et digne capitaine des gardes du Directoire, fulminait à Milan des outrages, du bavardage et des fanfaronnades contre les Cinq-Cents; il leur déclarait la guerre, il menaçait de repasser les Alpes.

Heureusement ce luxe de mesures a renversé leur effet. Leur publicité, leur nombre et leur insolence ont tiré le public et les Conseils de leur sécurité; ils ont vu leur danger, et ils ont senti comme par instinct leur perte inévitable, s'ils ne s'armaient de fermeté.

Aussitôt que les destitutions des ministres et leurs successeurs furent connus, l'indignation universelle se déclara. On sut avec certitude que Carnot et Barthélemy avaient protesté contre ces destitutions et ces choix. Truguet, il est vrai, et Delacroix étaient congédiés, mais pour la forme, pour faire passer l'éloignement des trois ministres honnêtes et l'indigne choix de leurs successeurs.

Voici une notice succincte de ces derniers :

Le Noir-La Roche, à qui l'on donne la police, est un méchant avocat de Grenoble, disciple et parasite de l'abbé Sieyès, avorton de philosophie moderne, le plus lâche, le plus vil, le plus effronté valet du jacobinisme; ayant servi Robespierre, l'un des fondateurs du club de Salm, capable de toutes les bassesses, de tous les crimes, sans aucun talent d'administration; mais faiseur de phrases révolutionnaires dans les journaux. Je le peins d'après nature, le connaissant personnellement.

François de Neufchâteau, petit poëte de l'ancien régime, aussi lâche qu'incapable, révolutionnaire effréné, ayant célébré Barrère en vers et en prose, et fait l'apologie de Marat; serviteur pensionné du Directoire.

L'évêque d'Autun, trop connu pour en faire mention. Il s'est jeté dans les jacobins pour parvenir; beaucoup plus dangereux que Charles Delacroix, parce qu'il a plus d'esprit. Il a renvoyé Giraudet, secrétaire des affaires étrangères, homme sage et modéré, pour investir de cette place de confiance un étranger, un petit Suisse nommé Constant..... connu par quelques brochures révolutionnaires, embrasé du désir de républicaniser l'Europe entière, ayant de l'instruction et des talents, mais le plus pervers des hommes avant trente ans et le plus mortel ennemi du gouvernement de Berne, sous lequel il est né.

Le général Hoche, ministre de la guerre; jeune ambitieux, républicain fanatique, ancien sergent aux gardes-françaises. Le Directoire a retiré sa nomination, et conserve Petiet jusqu'à nouvel ordre.

Pleville, ministre de la marine. Officier bleu sous l'ancien régime, comblé de faveurs à cette époque, n'en est pas moins devenu un révolutionnaire forcené dès 1789; grand pilier des clubs de Marseille, tête provençale, quelque talent dans son métier, ennemi furieux des Anglais, et d'une violence brutale, quoique âgé de plus de soixante ans.

Le jour même de cette nomination, le Directoire fit imprimer officiellement l'approbation solennelle qu'il donnait à la conduite de Buonaparte en Italie, *notamment à l'égard de Venise et de Gênes*. On ne pouvait insulter avec plus d'impudence le Conseil des Cinq-Cents qui venait de nommer une commission, précisément pour examiner les

événements d'Italie, sur lesquels il avait exigé des informations du Directoire, qui n'a pas même daigné répondre à cette demande.

Enfin le 19 au soir, les Cinq-Cents furent confirmés dans la nouvelle que des troupes, et notamment cinq régiments de cavalerie, s'approchaient de Paris, et en étaient à dix lieues.

Le général Pichegru et cinq autres députés s'étaient transportés au Directoire, pour essayer d'engager Carnot et Barthélemy à faire révoquer les nouveaux ministres. Les autres membres les reçurent avec assez de hauteur et de dédain, pour que Pichegru leur dît : « *Vous nous déclarez la guerre! Eh bien, nous tirerons l'épée. — N'espérez pas de faire encore un* 31 *mai.* »

Dès le lendemain, un nouvel esprit parut animer les Cinq-Cents. La gravité de la circonstance y avait ramené l'union et le courage. L'approche des troupes fut dénoncée, recherchée : ordre au Directoire de rendre compte, de faire, sous peine d'accusation, éloigner ces régiments sans délai, et de nommer les coupables. Le Directoire ayant prétexté de l'*inattention* d'un commissaire, recherche ultérieure fut ordonnée.

On demanda à Pichegru, et il fit sur-le-champ, le rapport touchant l'organisation immédiate de la garde nationale. Ordre d'imprimer le rapport dans les vingt-quatre heures et de le discuter sur-le-champ;

Dumolard, l'un des principaux chefs de Clichy, le plus abhorré du Directoire, et auteur[1] de la motion pour examiner la conduite tenue en Italie, proclamé président, les secrétaires dans le même sens;

[1] Dans la séance du 23 juin.

Communication des résolutions prises donnée par message extraordinaire au Conseil des Anciens, qui enfin a ouvert les yeux et partagé les sentiments des Cinq-Cents.

On s'occupe des moyens virils et de maintenir l'inviolabilité des décrets. Pichegru est l'âme de ces mesures.

Mais on ne doit pas se dissimuler que ces mesures, cette fermeté, cet accord du moment, seront très-insuffisants si le Corps législatif place sa confiance dans ses *droits*, dans la *loi*, dans la faveur d'une opinion *passive*. Se défendre *constitutionnellement*, tandis que le Directoire attaque révolutionnairement, c'est se dévouer à une perte inévitable.

Les suites de la crise actuelle tiendront donc au choix que feront les Conseils d'un plan et d'une résistance *active*, et de la promptitude avec laquelle ils l'adopteront. Sans cela, ils seront *épurés*, proscrits, décimés; tel est le but du Directoire et des jacobins. Il y a tout à craindre de cette classe d'idiots et d'équilibristes, qui, dans les Conseils, jouent le rôle de danseurs de corde, et, opinant sans cesse pour les tempéraments, finiront par culbuter leur Assemblée et se casser le cou eux-mêmes.

P. S. — La nomination de Constant au secrétariat des affaires étrangères n'est pas encore définitivement arrêtée; mais il paraît sûrement destiné ou à cette place, ou à celle de secrétaire du Directoire.

Le discours de Buonaparte à son armée, le 14 juillet, a excité à Paris une indignation générale.

P. S. — L'un des membres les plus importants du Conseil des Cinq-Cents me mande, en date du 23, quelques détails particuliers dont je joins ici l'extrait suivant :

« Nous voilà parvenus à une crise nécessaire. Pour des

chefs de révolution, nos triumvirs ont fait une école digne de novices politiques. Ils avaient conjuré de réduire et d'épurer les Conseils : les listes de proscription étaient dressées, Pichegru à la tête de toutes : c'est l'homme le plus abhorré du Directoire et des jacobins. — On a commencé par chasser les ministres qui refusaient de se prêter au complot, ensuite on a fait avancer des troupes ; Hoche était arrivé pour les commander.

« Pichegru et le général Villot s'étant rendus au Directoire pour essayer de le ramener, Carnot leur annonça que Rewbell était intraitable. « *Eh bien!* répondit Pichegru, *nous monterons à cheval : votre Luxembourg n'est pas une Bastille, dans un quart d'heure il sera réduit.* » Aussitôt Barras, épouvanté, fit délivrer des cartouches à la garde, sortir des tonneaux d'eau-de-vie, boire les soldats, et toute la nuit on s'attendit à une attaque.

« Le lendemain, la marche des troupes étant éventée, le complot avorta. La Revellière a pris la fièvre de peur, on espère le ramener à Barthélemi et à Carnot. Celui-ci cherche à se débarrasser de ses collègues, il abhorre Buonaparte et le coulera à fond, si le Corps législatif l'emporte. Nous avons regagné la majorité dans les Anciens, la nôtre s'est réunie ; la force du Corps législatif réunie à celle de deux directeurs est incalculable et fera lever la France entière en vingt-quatre heures, si nous restons fermes et unis. Le peuple a une confiance absolue dans Pichegru, et le suivra. Notre président actuel est l'homme le plus ferme du Conseil ; point très-important. Les clubs seront cassés demain, et la garde nationale discutée. Nous avons vingt mille hommes sûrs et résolus dans Paris seul. — Au premier coup de canon, les triumvirs seront mis *hors de la loi*.

« Les jacobins projettent de se réfugier chez leurs amis

de Milan. L'Italie deviendra le refuge de tous nos bandits et de tous nos scelérats. »

P. S. — Les clubs ont été cassés par les Cinq-Cents le 24, la garde nationale de Paris va être armée sur-le-champ. La crise s'agrave d'un moment à l'autre. Rewbell a perdu la tête de fureur et parle de tout mettre à feu et à sang. — Buonaparte est destiné à se porter sur Lyon. — Le nouveau ministre de la police, Le Noir-Laroche, intimidé, a donné sa démission ; — de part et d'autre on prend les mesures d'hostilités. — Tel était l'état des choses le 26.

CXVI

Berne, le 6 août 1797.

Depuis l'envoi du numéro précédent, le mouvement de Paris, sans devenir un choc, a pris le caractère systématique, c'est-à-dire que chaque parti, avant de frapper, s'occupe de forger ses instruments. De toutes parts on montre plus de passion que de politique, on marche un peu au hasard sans respect pour les conséquences, et jamais, depuis l'origine de la Révolution, les factions ne montrèrent moins d'habileté.

Le Directoire a conspiré à faux, donné l'éveil, resserré et aguerri ses ennemis. Ce premier pas l'a enfilé dans une suite de mensonges, de messages ridicules et méprisés ; il fait approcher une armée et se hâte de lui faire rebrousser chemin aussitôt qu'il est découvert, il menace et ne frappe

point, il fait insulter, il outrage lui-même les Conseils et les laisse délibérer tranquillement sur toutes les mesures à prendre contre lui; de cinq ministres qu'il renvoie, trois emportent les regrets publics; il les remplace par des créatures dont deux lui échappent le lendemain de leur promotion[1] et affichent par leur refus le peu de confiance qu'ils ont dans sa puissance : le mépris public décrédite ses choix, il en fait de nouveaux et place aux affaires des individus inconnus à tout le monde; enfin, toutes ces démarches fausses et incertaines ont décelé qu'il perdait l'équilibre.

De leur côté, les Cinq-Cents dénoncent l'âge du général Hoche, à l'instant où ce général refuse le ministère, et lui donnent ainsi un grief contre eux sans aucune nécessité. Ils dénoncent l'âge de Barras, sans avoir les preuves de leur réclamation. Toutes ces petitesses d'écoliers décèlent la passion et donnent de la confiance à l'ennemi. Pichegru, dans un second rapport sur les limites à fixer aux armées, leur adresse une réfutation des calomnies dont les abreuvent les jacobins, et l'impression, la distribution, l'envoi aux armées de ce discours important, ne sont pas même décrétés.

Pendant ces discussions, le Directoire et les jacobins font arriver leurs frères à Paris : on s'exhale en propos furieux et en menaces, la guerre des placards incendiaires continue, et avec une activité sans bornes de la part des jacobins; plus ils sont en danger, plus ils affectent d'audace. Ils ne s'amusent pas, comme leurs adversaires, à courir les spectacles et à faire de mauvais quolibets sur la jambe de bois du ministre Pléville; ils caressent les troupes, ils les animent contre le Corps législatif.

Heureusement la force de l'opinion générale, l'horreur

[1] Hoche fut remplacé par Schérer; Lenoir-Laroche, par Sottin (de Nantes).

qu'inspirent ces scélérats, leurs menaces, celles de Buonaparte, la crainte de retomber sous une domination semblable contre-balancent l'effet de ces manœuvres. On sait, on voit qu'il y va de la vie; les jacobins eux-mêmes prennent soin d'en instruire les Parisiens, à qui il faut un danger imminent et visible pour les remuer. Telle est la lâcheté et la dégénération de ce peuple, qu'il ne veut repousser ses bourreaux qu'au moment où il voit la hache sur sa tête. Il s'était tellement habitué à l'incurie, que l'idée de reprendre un fusil et de racheter un uniforme a déplu à beaucoup de gens, et que c'est tout au plus s'ils ont vu avec indifférence le rétablissement de la garde nationale.

Il existe cependant quinze à vingt mille personnes décidées et qui donneront le branle au premier signal. — Je le répète, la force du Corps législatif est immense, s'il sait l'employer; avec un plan primitif, de l'unanimité et une énergie soutenue, tout était fini en quarante-huit heures.

Il règne toujours beaucoup d'agitation au Luxembourg. La Revellière continue à tenir à Barras et à Rewbell : ce dernier est dans les convulsions de la rage et ne parle que d'exterminer la France. Si l'on travaille à détacher La Revellière de la majorité, on n'en travaille pas avec moins d'intrigues à y ramener Carnot et Barthélemi.

En dernier résultat et en balançant respectivement les chances et les faits, on ne peut se refuser à attribuer, depuis le 20, l'avantage du terrain au Corps législatif.

Le Conseil des Anciens a secoué le joug des temporiseurs et des directoriaux pour faire cause commune avec les Cinq-Cents.

Le décret qui casse les clubs avait éprouvé peu de jours auparavant, malgré de nombreuses modifications, des oppositions et des ajournements : on l'a rendu sévère et tran-

chant, il a passé dans les deux Conseils à une immense majorité; le club de Salm n'a pas osé se fier à la protection du Directoire; à l'instant même il s'est dissous.

Le décret qui interdit aux troupes l'approche de Paris[1] et qui limite la prérogative directoriale sur le droit de faire mouvoir ces troupes dans l'intérieur, n'a pas essuyé plus d'obstacles.

Le décret si essentiel qui forme de nouveau les gardes nationales a passé avec la même supériorité de suffrages, et quoique cet armement soit le plus terrible coup porté au Directoire, quoiqu'il donne à l'opinion publique ce qui lui manquait, force réelle et physique, telle a été la faiblesse du parti jacobin, qu'il n'a pu l'empêcher même par une conspiration.

La démission du ministre de la police Le Noir, le refus qu'a fait Hoche d'accepter le ministère de la guerre, sont des preuves irrécusables de l'infériorité, ou du moins de l'incertitude où se trouve la faction directoriale.

Le recours de celle-ci à la violence armée et aux complots est un nouveau témoignage de l'insuffisance de son autorité et de son influence légale et politique.

Malgré ses fautes de détail et quoiqu'il ait eu l'air de tâtonner, le Corps législatif n'en a pas moins maintenu l'inviolabilité de ses décrets et celle de ses membres contre les attentats du Directoire et des jacobins. Il a eu le temps de se reconnaître, de s'unir, de combiner sa marche et de se créer une force armée dans la masse des citoyens. — Or, cette inviolabilité une fois hors de toute atteinte, il est clair que le législateur fera la loi et que personne ne tentera de lui désobéir.

[1] A une distance de six myriamètres (limite constitutionnelle pour les troupes).

Le seul et vrai danger qu'il court, c'est celui de sa propre sécurité ; c'est qu'il ne s'endorme sur ses premières mesures, c'est que s'il vient à sommeiller un moment, on ne le surprenne par un coup de main nocturne qui enlèverait dans leur lit une centaine de députés, et montrerait le lendemain matin un corps de troupes et de terroristes fermant les avenues de la salle des Conseils et empêchant les députés de se rassembler.

Mais on a prévu cet événement : les députés, *inspecteurs de la salle*, chargés de la sûreté du Corps législatif et presque tous militaires, ont pris des précautions viriles, et déjà ils ont forcé les bandes de terroristes et de coquins qui peuplaient les Tuileries à les abandonner.

CXVII

Berne, le 13 août 1797.

Non-seulement la dernière conspiration du Directoire contre le Corps législatif était certaine et offensive, mais elle dure encore. Trente mille hommes de troupes de l'armée de Sambre-et-Meuse occupent un demi-cercle à quinze et vingt-huit lieues de Paris : celles qui avaient dépassé le rayon *constitutionnel* ont, il est vrai, rétrogradé, mais pour rester stationnaires avec les autres à la distance dont nous venons de parler.

Sous prétexte de passages, des détachements entrent même à Paris depuis quelques jours, sans armes il est vrai, mais avec le havre-sac sur le dos. Une personne de confiance

me mande en avoir rencontré plus de deux cents en moins de trois jours. Paris fourmille d'officiers et de jacobins venant des départements. — Il faut écarteler Pichegru, criaient-ils l'autre jour dans un lieu public, et *de nos propres mains*.

Loin de chercher à adoucir et à calmer les Conseils, le triumvirat directorial est encore plus ardent à animer ses satellites : il se moque avec audace du Corps législatif, joint l'insulte à la dérision, l'accable de messages insidieux et ne répond à aucun des siens, brave l'opinion sans retenue et ne paraît nullement disposé à se désunir.

Les choses ont été poussées assez loin pour que ce triumvirat, après avoir comploté l'asservissement et la proscription des Conseils par la force armée, ne redoute pas, avec justice, les suites de sa conduite et un acte d'accusation formel. Ainsi, il fait aujourd'hui pour sa sûreté immédiate ce qu'il tentait il y a un mois par ambition. — Il y a bien eu quelques pourparlers indirects de conciliation, mais sans aucun effet. En supposant même que la crainte respective amenât une composition de cette espèce, ce serait une paix de vingt-quatre heures, pendant laquelle on reprendrait haleine pour conspirer de nouveau et mutuellement avec un succès plus décidé.

Jusqu'à présent les Conseils sont restés sur la défensive. Un combat entre des troupes armées par le Directoire et des lois eût été trop inégal. Il a fallu construire ses remparts avant de montrer les batteries. Rien n'était organisé ni prêt pour une attaque immédiate. Le premier point à obtenir était l'union de la majorité des deux Conseils et un centre de direction. On s'était concilié les Anciens ; le parti de Dumas et autres de ce Conseil, qui le tenait en balance entre les Cinq-Cents et le Directoire, s'est réuni. On a formé

un comité de meneurs et un comité d'orateurs, on a dissimulé les outrages et les dangers jusqu'à ce qu'on se fût mis en mesure de résistance : outre la garde nationale qui ne peut être sur pied dans quelques jours, on a pourvu à d'autres précautions par des enrôlements; on a aussi appelé les fidèles des départements, on a travaillé à s'assurer d'armes et de munitions, et à monter à Paris une surveillance et quelques corps de satellites.

Cette tactique circonspecte et occulte des Conseils était sans doute indispensable ; peut-être ne leur convenait-il pas de brusquer un engagement, mais la prudence n'excluait pas une attitude ferme et digne, ni un caractère de force et de suite dans les délibérations. Certes il est étrange, au milieu d'une pareille crise, de perdre des journées à discuter la *vente des presbytères*. — Toutes les discussions relatives à la circonstance ont eu une teinte d'hésitation et de timidité. — L'adresse de Pichegru aux armées a spécialement ce caractère : elle a le ton d'une apologie, et vis-à-vis de troupes qui s'érigent en corps délibérant, de généraux qui franchissent toutes les bornes du respect et de la décence.

Dans tout cela on aperçoit des hommes qui ne sont nullement exercés au maniement des affaires, dont le talent est de parler et non d'agir, plus politiques que hardis, et dont la retenue inspire de la défiance sur leurs ressources. Désavantage incalculable avec des Français, à Paris, au milieu d'une révolution où la victoire est toujours restée au plus audacieux. Eût-il cent fois plus d'habileté, le Corps législatif sans audace est un éclair sans tonnerre. On ne remue, on ne frappe, on n'enthousiasme personne avec des formes et des atténuements[1].

[1] *Sic.*

L'opinion publique est cent fois plus forte, plus prononcée, plus hardie que les Conseils : elle les pousse, bien loin d'en être animée. Ils ne savent tirer aucun parti de ce sentiment des quatre-vingt-dix centièmes de la nation qu'il leur serait aisé d'électriser, et qu'une conduite ambiguë et vacillante tend à décourager.

Nul doute que quelques mesures vigoureuses, mais légales, accompagnées d'un appel énergique à la nation, ne produisent un mouvement universel.

Les Conseils se trouvent, de plus, enchevêtrés dans les liens de cette malheureuse Constitution, à laquelle les gens faibles ont toujours soin de les ramener et dont le Directoire, plus actif, sait bien secouer le poids sans s'embarrasser de la responsabilité. — La même faute perdit les constitutionnels en 1792.

A ces désavantages il faut joindre celui de la présomption, de l'incurable légèreté et de la dissolution morale de Paris. Nombre de députés sont plus occupés de leurs plaisirs que de leurs dangers. Dans une conjoncture qui peut ramener sur la France un règne d'horreurs, au milieu de la misère publique et des plaintes générales, la frivolité et la dépravation des Parisiens se déploient avec éclat. Trente spectacles, autant de lieux de rendez-vous où un tas de désœuvrés vont admirer des coiffures grecques et se mêler à une canaille de parvenus scandaleux, sont plus remplis que jamais. Dans la semaine dernière, l'artificier Ruggieri a fait vingt-cinq mille francs d'une séance. — L'ambassadeur ottoman, qui n'est autre chose qu'un consul chargé de négocier le payement de blés vendus à la nation, a absorbé ce peuple d'enfants; il a perdu jusqu'au goût qui le caractérisait autrefois : ses modes comme ses mœurs, ses mœurs comme ses discours et ses jouissances, ont pris dans toutes les

classes et dans tous les partis ce caractère de basse turpitude, de sans-culottisme et d'impudeur que lui a imprimé la Révolution. Rien de plus mesquin, de plus sale que l'introduction de cet envoyé turc au Directoire. Le marquis d'El Campo y a paru ramenant dans sa voiture madame Tallien et d'autres coquines de cette espèce.

Les inspecteurs de la salle des Anciens et des Cinq-Cents, commission chargée de tout ce qui concerne la sûreté du Corps législatif et à laquelle ont été adjoints les généraux Pichegru et Willot, ont expédié des courriers dans les départements pour constater le nombre des troupes en marche, leur destination, leur esprit, et c'est au retour de ces courriers que la commission fera son rapport définitif.

Ce moment et ce rapport indiqueront si la guerre de dissimulation se prolongera ou si elle éclatera par des mesures viriles. — Nous ne préjugerons point cette alternative, car ce serait offrir un océan de conjectures et d'incertitudes.

Outre le but général du triumvirat et des jacobins de se rendre maîtres des Conseils et d'affermir leur domination absolue, — le Directoire en a un immédiat et urgent, c'est celui d'arracher au Conseil de nouveaux subsides.

Le besoin de fonds presse le gouvernement de toutes parts, et c'est à y suppléer par toutes les voies possibles que tend sa politique au dedans et au dehors. On ne doit jamais perdre de vue ce point central de tous ses desseins. Il veut un nouvel emprunt forcé et d'autres moyens tortionnaires. La résistance des Conseils, sur la matière des finances, a hâté l'entreprise formée contre eux. On espérait les intimider par l'approche des troupes, on a mis leur retraite et la réconciliation au prix de la condescendance qu'apporteraient les Conseils à lâcher les cordons de la bourse. — Si le Corps législatif avait la faiblesse et l'ineptie de céder, il

forgerait lui-même son instrument de mort, et l'argent qu'il aurait livré ne serait employé qu'à le perdre plus sûrement.

Un de mes correspondants, homme très-alerte et faufilé dans les bureaux, me certifie que Buonaparte a reçu ordre, s'il a besoin de fonds, de faire contribuer le roi de Sardaigne.

P. S. — Le Directoire a cédé *momentanément* le 5. Une députation des inspecteurs des salles des Conseils, ayant à leur tête le comte de Murinais, se transporta au Luxembourg, et là, avec une série de questions à la main, il interrogea le Directoire sur tout ce qui concernait la marche des troupes. Carnot[1] annonça affirmativement leur renvoi et les autres mesures qui pouvaient tranquilliser les Conseils. L'engagement est reculé, on reste en présence sur la foi de cette trêve passagère.

Les Conseils, n'ayant point encore montré la force physique qui leur est nécessaire, paraissent avoir consenti à ajourner l'acte d'accusation contre les directeurs et agents coupables de la marche illégale des troupes. On n'était pas en état d'attaquer ni de soutenir encore cette mesure, ou du moins on ne l'a pas osé.

De son côté, le triumvirat a craint de même le résultat d'une bataille ; il a été effrayé du débandement des divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse qu'on avait fait approcher, qui commettaient mille désordres dans les campagnes et qui, une fois à Paris, se fussent probablement unies aux terroristes pour piller, pour ensanglanter la capitale, et n'eussent pas plus épargné le Directoire que les Conseils.

[1] Il était, à ce moment, président du Directoire.

Enfin le général Hoche, furieux d'avoir été compromis, a manqué aux directeurs, donné sa démission, et retourne provisoirement à Coblentz.

Tout illusoire qu'il est, cet accord a désespéré les jacobins. — Les groupes ne parlent que d'*écarteler Pichegru :* ils menacent d'un mouvement à eux seuls pour le 11 : ces menaces sont peu redoutables.

Les Conseils tiennent ferme à ne point céder sur l'article des subsides; je le répète, on ne doit considérer ce répit que comme un moyen de recommencer avec plus d'avantage. Les deux partis travaillent les troupes, qui commencent à se diviser.

Si le projet du triumvirat eût réussi, il se proposait de fonder la proscription d'un certain nombre de députés sur un paquet de lettres que le comte d'Entraigues, toujours enfermé au château de Milan, avait adressées dernièrement à plusieurs d'entre eux pour implorer leur secours, et que portait son valet de chambre que Buonaparte a fait arrêter à Bellinzona avec sa valise.

CXVIII

Berne, le 20 août 1797.

Le prétendu accommodement entre le Directoire et le Corps législatif, exagéré dans les papiers publics, a bientôt fait place à un renouvellement d'hostilités; mais la nature de la guerre, toujours offensive de la part du triumvirat et des jacobins, est changée ainsi que ses moyens.

Une conspiration telle que celle qu'on avait tentée contre les Conseils, un assaut livré par des soldats et des terroristes aux représentants de la France, toutes ces mesures trop révolutionnaires offensaient ouvertement la Constitution; le Corps législatif était muni des forces légales pour leur résister.

Mais en lui faisant la guerre *constitutionnellement*, et en l'obligeant pour se défendre à quelque acte inconstitutionnel, on met les apparences de son côté; on légalise les moyens de violence et l'on en prépare le succès.

Telle est en ce moment la marche du triumvirat et des jacobins.

L'insolent et dérisoire message par lequel le Directoire[1] vient de répondre aux plaintes des Conseils sur la marche des troupes, et sur les délibérations criminelles de celles d'Italie[2], prouve que toute paix est impossible entre ces deux puissances, et que tous les efforts du Corps législatif pour retarder une rupture sont à pure perte.

On a fait dans les Cinq-Cents, et les journaux répètent à ce sujet, mille commentaires fastidieux qui ne vont point au fait. C'est une puérilité de chercher à démontrer que ce message est un manifeste hostile et un outrage médité. Qui en doute? Ce n'est sûrement ni le Directoire, ni les jacobins; mais voici le but de ces outrages.

En fatiguant les Conseils de ces libelles remplis d'injures et de mensonges, le Directoire ne fait que copier les feuilles publiques les plus abandonnées; il y met le sceau de son

[1] 10 août. — Carnot et Barthélemi ne le signèrent pas.

[2] Adresses des armées et des généraux Berthier, Augereau, etc., publiées par le Directoire, adressées par Berthier aux administrations départementales... « Parlez, citoyens directeurs, et aussitôt les scélérats qui souillent le sol de la liberté n'existeront plus. Le déluge universel fut nécessaire pour purger la terre. Il faut que les armées purifient la France. »

autorité et légalise cette diffamation de la représentation nationale. On espère l'irriter et la pousser à des opérations violentes; on se flatte de l'intimider par le mépris qu'on lui témoigne, et de décréditer tout à fait sa puissance et ses ressources.

Les Conseils dissimulent, non-seulement parce qu'ils ont besoin de temps, mais par l'effet d'une fausse sécurité. Persuadés sottement que le Directoire n'a pas plus envie de se battre qu'eux (ce qui est vrai), ils en concluent qu'ils n'ont rien à craindre (ce qui est faux); ces demandes éternelles d'explications qu'ils ne cessent de demander sur des affronts palpables, cette modération qui a le cachet de la peur et que fort peu de gens croient utile et systématique, enfin cette indifférence affectée sur des dangers qu'on n'a l'air ni de prévoir ni de vouloir prévenir, font perdre aux Conseils ces avantages moraux et politiques qui feraient triompher leur cause, sans aucun doute, s'ils osaient en faire usage.

De cette lutte inégale de patience et de temporisations d'une part, d'arrogance et d'audace offensive de l'autre, il résulte que chaque acte hostile du Directoire contre les Conseils encourage et fortifie les jacobins : ce sont eux qui excitent et qui pousseront si loin les triumvirs, qu'ils les mettront dans l'impossibilité de reculer, sans risquer leur place et leur tête. Barras est l'aiguillon de Rewbell et de La Revellière. Les batteries morales du Directoire se démasquent et jouent contre les Conseils, sous la protection même de la Constitution et par suite de l'autorité qu'elle défère au pouvoir exécutif.

Il déplace tous les fonctionnaires publics qui ne sont pas jacobins; il casse des administrations entières; il excite et crée des armées délibérantes qui déclarent rebelle et contre-

révolutionnaire la première autorité de l'État; il rend méprisable le Corps législatif que sa timidité commence à décréditer dans l'opinion publique ; il expulse les magistrats, les ministres qui aiment l'ordre, pour mettre à la tête des affaires des hommes féroces et extrêmes; il protége ouvertement les révoltes dans l'étranger; il travaille à s'entourer de peuples révolutionnés, dont l'esprit et l'alliance réagiront sur la France même.

Si les Conseils continuent à s'aveugler sur l'avenir, comme ils se sont aveuglés sur le passé, il est aisé de tirer leur horoscope. Ils laissent la crainte s'emparer des esprits; on se défie de leur courage, et s'ils ne donnent l'exemple, peu de gens se hasarderont à défendre une autorité qui se livre elle-même. Avec beaucoup plus de moyens que n'en avait Louis XVI en 1792, le Corps législatif se conduit comme ce prince, et en aura le sort, si très-promptement il ne prend une attitude de fermeté, s'il ne rend guerre pour guerre, s'il ne déclare traîtres à l'État les premiers généraux qui oseront expédier des délibérations de leurs armées, et s'il ne se hâte de se faire craindre et respecter.

Il a recomposé sa propre garde de quinze cents hommes, qui peut servir de noyau utile; on enrégimente, on arme des divisions de volontaires, soit à Paris, soit dans les départements voisins; on projette de casser le ministre de la police et d'attribuer celle de Paris tout entière au Corps législatif; mais ces mesures s'exécuteront-elles, et quand?

Quoi qu'il en soit, une nouvelle révolution est moralement inévitable; sa nature sera atroce si les jacobins l'emportent; ils finiront par sacrifier le Directoire lui-même, et par entretenir dans l'Europe entière un incendie inextinguible.

Par des états reçus qu'a livrés le ministre de la guerre, il

constate que la République solde 500,000 hommes, dont 80,000 sont aux hôpitaux : l'armée de l'intérieur et les garnisons sont dans cet état pour 160,000 hommes.

L'anarchie se déploie de plus en plus avec impunité, par des assassinats, des batailles de parti, des violences de toute espèce. La garnison de Metz, assure-t-on, vient de se soulever, de s'emparer de l'arsenal, d'enfermer la municipalité et de la forcer de lui payer les arrérages de ses appointements.

P. S. — A la date du 15, les divisions de troupes venues du Rhin pour s'approcher de Paris s'étaient seulement éloignées de quelques lieues et conservaient leurs cantonnements en Lorraine et en Champagne. Leur quartier général est à Châlons, où les généraux s'attendaient à recevoir bientôt l'ordre de marcher sur Paris.

Les Conseils ont envoyé sur-le-champ des courriers pour faire armer la garde nationale dans les principales villes; leur Commission des inspecteurs s'assemble tous les jours : de part et d'autre on se prépare à entrer en campagne, c'est-à-dire en guerre civile dans la capitale.

CXIX

Berne, le 29 août 1797.

Plus le temps s'écoule à Paris, et plus la contention actuelle entre le Directoire et les Conseils prend un caractère énigmatique et indécis. Cela est au point que, sur les

lieux mêmes, les observateurs les plus exercés se perdent dans cet *imbroglio* et ne peuvent se rendre compte que de la journée qui court.

Si l'on en jugeait par les feuilles publiques, on se formerait les idées les plus fausses de la situation de Paris; jamais ces feuilles ne durent inspirer plus de défiance. Tout ce fatras de conjurations, de coups montés dont on détaille le but, la date, les moyens d'exécution, sont en plus grande partie l'ouvrage de l'artifice et de la peur. Les journaux et la tribune du parti législatif sont particulièrement empreints de ces exagérations de commande, par lesquelles on cherche à secouer l'inertie des Parisiens, à les effrayer pour les faire agir, à animer les départements, à accroître la haine pour les jacobins et le Directoire.

Ceux-ci, au contraire, après avoir vainement essayé de terroriser les esprits et les Conseils, ont pris la livrée de la tranquillité, pour contraster avec leurs adversaires, pour répandre une fausse sécurité et pour augmenter l'indifférence, déjà si grande, d'une partie du public sur les événements.

Ce qu'il y a de plus plausible et de moins incertain, c'est que cette guerre intestine prend tout à fait le caractère de la poltronnerie, et que l'incertitude des chances fait que personne ne veut hasarder l'engagement.

Les hostilités ouvertes qui paraissaient, il y a quinze jours, devoir amener des voies de fait immédiates, ont dégénéré en stratagèmes et en ruses. Chaque parti se tend des piéges et tâche de faire sortir l'autre de la ligne constitutionnelle, pour avoir un prétexte d'agression et l'entreprendre à jeu plus sûr.

C'est là surtout la politique dominante du Directoire. Marat ou Saint-Just eussent frappé le Corps législatif, sans

s'inquiéter de ce qu'on penserait de la validité de leurs motifs; mais les triumvirs et leur clique sont fort loin de cette audace. Ils savent que la masse générale du peuple leur est contraire, qu'un degré d'irritation de plus pourrait l'émouvoir subitement, qu'une invasion à force ouverte du Corps et du pouvoir législatif serait sans excuse tant que ce Corps demeure sur une défensive légale; enfin, le Directoire ne se dissimule pas que l'emploi violent soit des armées, soit des terroristes, renverse la Constitution, le renverse lui-même, le livre au hasard de combinaisons inappréciables, et à des hommes beaucoup plus impatients encore d'usurper son autorité que de la maintenir.

Ainsi s'explique la marche entortillée et quelquefois inconséquente que tiennent les chefs du parti jacobin dans le Directoire. Barras est le seul qui aille de franc jeu, et qui, au risque des événements, veuille faire triompher le jacobinisme *per fas et nefas*. Ses deux autres collègues sont partagés entre le caractère de jacobin et celui de membre directorial.

Ils voudraient rester les maîtres; les jacobins aspirent à l'être seuls; le Directoire les considère comme des auxiliaires, sans leur permettre de devenir des supérieurs. Voilà la clef des ambiguïtés et la raison pour laquelle les jacobins sont à la fois contents et mécontents des triumvirs : *contents* de ce qu'ils ont engagé sérieusement la querelle avec les Conseils et poussé le Directoire à des premiers excès; *mécontents* de ce qu'il ne s'en permet pas chaque jour de nouveaux, de ce qu'il temporise et ne pousse point encore les choses à outrance.

Cependant, triumvirs et jacobins sont d'accord dans plusieurs des points essentiels du nouveau système de campagne adopté contre les Conseils. C'est de concert qu'on

provoque les généraux et les armées au mépris et à l'attaque du Corps législatif; c'est de concert que l'on couvre deux fois par jour les murs de Paris d'affiches incendiaires et perfides, où se trouve tout ce que la licence et l'imposture peuvent se permettre pour égarer le peuple qui lit ces placards, comme les gens du monde lisent chaque matin la feuille du jour. C'est encore de concert qu'on a essayé la petite guerre individuelle aux *collets noirs* que portent les jeunes gens de Paris, et en général les ennemis du gouvernement des jacobins; c'est enfin de concert qu'on a tenté de ressaisir l'administration universelle, en destituant les membres des départements et des municipalités choisis dans les dernières élections et les plus dévoués au Corps législatif. Avec le temps, ce dernier moyen serait d'une efficacité réelle.

Quoique les voies de force et les conspirations aient été ajournées, les meneurs des Conseils ne se reposent point sur ce sommeil passager. Leurs inquiétudes ont été au comble pendant quelques jours. Si les triumvirs eussent osé passer le Rubicon et joindre les troupes aux terroristes, nulle résistance proportionnelle à l'attaque ne pouvait sauver les Conseils. Plus de cent de leurs principaux membres, menacés d'un enlèvement nocturne et personnel, découchaient de leur maison; mais en reculant devant le moment décisif, en laissant ses auxiliaires à moitié chemin et en perdant de sa confiance, le Directoire a remonté celle de ses adversaires.

Il se trouve aujourd'hui par le répit qu'on leur a laissé que leurs mesures de résistance se sont consolidées, perfectionnées, agrandies, et qu'elles pourront bientôt devenir des moyens d'attaque.

La Commission des inspecteurs des salles est devenue un véritable comité de sûreté; il a monté un ministère de

police publique à l'usage du Corps législatif : non-seulement ce ministère a éventé toutes les menées de la police du gouvernement, mais il a tenu le comité des Conseils instruit de tout ce qui se passait de plus secret à Paris et dans les départements ; pas une mesure des conspirateurs, pas une intrigue, pas un acteur essentiel qu'il n'ait dénoncé à temps.

On a enrôlé des divisions considérables de jeunes volontaires; on leur a distribué des armes et des munitions. Partout on a pressé l'organisation de la garde nationale et préparé le choix de ses officiers. On a rendu aux jacobins leur guerre de placards ; on a révélé leurs conciliabules; on a enlevé au Directoire tout prétexte d'illégalité, en retenant les représentants les plus ardents dans les bornes de la modération; on a gagné du temps, c'était tout dans la circonstance.

Il est encore certain, et le Directoire ne l'a pas ignoré, qu'un grand nombre de départements étaient décidés à défendre le Corps législatif, et que la France presque entière eût été à subjuguer ou à comprimer.

Du recul du Directoire et de la permanence des Conseils dans leur résistance, il est résulté que ceux-ci ont regagné la confiance que le public et le peuple ont mise dans leur force, et qu'en contraignant la faction adverse à respecter leur indépendance, ils l'ont affermie.

Mais cet avantage sera vite perdu contre un ennemi aussi actif, si l'on ne profite pas de l'ascendant que l'on a pris sur lui. Deux cents membres des Conseils demandaient des mesures fortes; les députés plus flexibles et qui, à toute force, voudraient faire marcher la Constitution actuelle, ont diminué cet essor. Ils ont représenté qu'on n'était pas encore assez puissant pour se dispenser des ménagements,

et qu'il importait de ne pas pousser le Directoire à bout. Tel est le sens et le but des deux rapports qu'ont faits dernièrement Tronçon du Coudray et Thibaudeau [1] dans les deux Conseils, touchant la marche des troupes vers Paris et les insolentes adresses de l'armée d'Italie. Ces rapports sont de pures déclarations de censure, et d'un résultat assez insignifiant; mais ce n'est pas à la tribune qu'il convenait peut-être de réclamer plus audacieusement la guerre.

On peut remarquer dans tout ceci que l'esprit d'avocat prédomine; on ménage les formes par-dessus tout; on traite les affaires publiques dans le genre des procès.

Ce parti intermédiaire entre les royalistes et les directoriaux prolongera autant qu'il le pourra le système des tempéraments. Et comme ce système convient aux poltrons, aux égoïstes, à ceux qui ne demandent que repos, il se conservera jusqu'à ce que les circonstancs aient décidé la supériorité du Corps législatif et que les motifs de crainte aient diminué. Entre ces motifs, le plus fort est celui de la terreur qu'inspirent Buonaparte, Hoche et leurs armées.

CXX

Berne, le 10 septembre 1797.

Les papiers publics sont des guides tellement infidèles et si peu instructifs sur le vrai caractère des dissensions existantes entre les Conseils et le Directoire, que nous

Cinq-Cents et du 21 aux Anciens.

jugeons nécessaire de revenir sur ces événements pour éclairer le jugement sur les suites inévitables qu'ils entraîneront.

C'est le décret qui ôtait au Directoire les négociations de la trésorerie et la motion de Dumolard sur les affaires d'Italie, qui découvrirent aux triumvirs la profondeur de leur danger et qui devinrent le signal d'un combat mortel. D'abord, le Directoire observa le silence; mais lorsqu'il eut réussi à faire rejeter ce décret par les Anciens, il se servit de l'argent qui restait à la trésorerie, pour appeler à Paris cinq à six mille jacobins, deux mille réformés, et faire approcher Hoche avec vingt-cinq mille hommes. Le ministère fut changé; l'exécution du complot allait suivre, lorsque des indiscrétions, des révélations avertirent les Conseils, et déroutèrent l'entreprise en la faisant éclater. Plusieurs corps de troupes refusèrent de marcher; les capitaines et les lieutenants de divers bataillons déclarèrent qu'ils ne combattraient point le Corps législatif. Alors la peur gagna Rewbell et La Révellière; la contenance ferme des Cinq-Cents acheva de les intimider, et ils congédièrent troupes et jacobins jusqu'à nouvel ordre.|

Pour entendre la conduite, les variations, les incertitudes du Corps législatif, il faut se rappeler que, depuis l'entrée du nouveau tiers, la majorité des deux Conseils se trouve divisée en *trois partis*. Le premier, à la tête duquel sont Pichegru, Willot, Boissy, Dumolard, Quatremère, Imbert-Colomès [1], La Rivière, Boirot, Mersan, Pastoret, etc., veut saper à grands coups l'édifice révolutionnaire, diminuer

[1] Était un des correspondants les plus actifs de Mallet du Pan. Les papiers saisis chez lui ont été publiés sous le titre de « Papiers saisis à Bayreuth et à Mende ». Il devait être arrêté en 1801 à Bayreuth, sur la demande du premier consul.

l'autorité du Directoire, forcer la paix extérieure et ouvrir l'avenue à la monarchie. Le second, qui compose en grande partie la majorité des Anciens, veut aussi le bien, mais l'opérer lentement; il *craint* le Roi, les émigrés, toute contre-révolution brusque et complète. Le troisième, à la tête duquel sont Thibaudeau, Émery, Vaublanc, Bourdon, veut la Constitution dans toute sa pureté, affaiblir le Directoire et conserver l'État républicain; il déteste le Roi et les émigrés marquants par leur réputation, leurs lumières et le crédit qu'ils pourraient reprendre.

Le premier de ces trois partis ayant de bons orateurs, de l'union et toute la faveur de l'opinion publique, a emporté plusieurs décrets par acclamation, a nommé les présidents et fait rentrer les prêtres. Le troisième parti a empêché qu'on ne s'occupât très-sérieusement de la conduite des Français en Italie, qu'on ne sauvât Saint-Domingue et a exigé des prêtres une déclaration de soumission. L'acte le plus marquant du second parti a été le refus des Anciens de la résolution sur la trésorerie.

Le premier et le troisième parti dans les Cinq-Cents avaient concouru à ce décret; d'accord sur la nécessité de resserrer les bornes de la puissance directoriale, ils songèrent peu aux conséquences de cette délibération. Le Conseil des Anciens la cassa, et fit une énorme sottise. Il était imprudent aux Cinq-Cents de l'avoir prise sans avoir des forces pour la soutenir; mais, le coup porté, il fallait la maintenir. Le Directoire sans argent n'eût pu prendre à la trésorerie les frais de son complot et la solde de ses bandits.

Le renvoi des ministres ayant tiré les Conseils de leur sécurité, on songea d'abord aux moyens dilatoires et de conciliation; on suspendit toute agression, même de paroles, contre le Directoire; mais le triumvirat fut inflexible, et l'on

apprit l'arrivée des troupes à dix lieues de Paris. Pichegru et Willot se rendirent au Directoire, et eurent une conférence avec Carnot, qui ne leur laissa pas ignorer les dispositions de ses collègues. *Citoyen directeur,* dit Pichegru, *j'ai fait longtemps la guerre; je ne connais aucun poste que je ne puisse prendre avec deux mille hommes, et le Luxembourg n'est qu'un poste.*

Alors, tous les partis dans les Conseils se réunirent. Thibaudeau demanda de grandes mesures; Vaublanc fit casser les clubs. Deux cent cinquante députés formèrent entre eux un comité secret et choisi de vingt d'entre eux. Ce comité décida une attaque sur le Luxembourg, et publia qu'au premier coup de fusil les triumvirs seraient mis *hors de la loi.* Toute la force des Conseils à cette époque reposait cependant sur leurs décrets et sur la résolution de quatre à cinq mille jeunes gens.

Quoique le triumvirat intimidé eût reculé, les Conseils fermes et unis conservèrent leur comité, prirent à leur solde les officiers renvoyés par le Directoire, montèrent une contre-police, décrétèrent la garde nationale, recomposèrent celle du Corps législatif et refusèrent de l'argent.

Mais le danger devait se représenter; les jacobins menaçaient, les armées envoyaient leurs adresses séditieuses; celle d'Italie pouvait entrer en France au moment de la signature de la paix. Ces motifs décidèrent le premier parti à représenter avec force au Comité la nécessité d'écraser sans délai les trois directeurs. Pichegru, Willot, La Rivière, Quatremère, Royer-Collard, firent déterminer d'attaquer le Directoire de vive force. Thibaudeau devait entamer l'attaque en demandant la cassation de la division militaire de l'intérieur, commandée par Augereau. S'il eût obéi, le Directoire restait sans troupes; s'il eût désobéi, il se mettait

en révolte, et justifiait l'attaque des Conseils. Aussitôt le décret rendu, et à la suite d'un mouvement préparé, Pichegru et Willot marchaient au Luxembourg à la tête de quinze cents hommes qui forment la garde des Conseils, du 17ᵉ régiment de dragons qui leur est dévoué, et de quatre ou cinq mille Parisiens qui sont armés et enrégimentés. Nul doute que les trois directeurs rebelles n'eussent été massacrés.

Ce plan était arrêté et devait s'exécuter du 15 au 20 août, lorsqu'on le communiqua à Carnot, qui, pour prix de sa complicité, exigea qu'on lui laissât la nomination des trois nouveaux directeurs. Le refus fut positif, et le sien ébranla quelques membres du comité; il fournit à d'autres l'occasion de demander l'ajournement du plan jusqu'à de nouvelles hostilités directoriales. Cet avis prévalut, et le comité décida de suspendre. Telle était la situation des choses le 25 août.

Le Triumvirat, plus ou moins averti de ces desseins, hors d'état de résister à ce genre de guerre, s'il laisse à la garde nationale le temps de se former et aux Conseils celui de combler leurs mesures législatives, perdu d'ailleurs s'il laisse arriver les prochaines élections, a repris ses premiers desseins. La présidence de Carnot le gênait; celle de La Revellière le favorise. Ce directeur a débuté par un discours aux députés de Milan, encore plus ridicule qu'incendiaire, mais où Thibaudeau et son parti sont personnellement outragés. — On a repris au Luxembourg, non le plan d'une agression ouverte qui est impraticable, mais celui d'une épuration des Conseils et d'un 31 mai, par l'enlèvement nocturne des quatre-vingts députés les plus marquants et par un coup de main subit et imprévu.

Le 30 août, les députés menacés, instruits que le complot

devait se tenter l'une des premières nuits suivantes, découchaient et se tenaient réunis dans une maison particulière, prêts à monter à cheval et ayant donné le mot d'ordre à leurs partisans. — De son côté, le comité des inspecteurs passe les nuits debout dans la salle des Anciens. — On sent qu'un état de choses si violent ne peut se prolonger, et qu'un dénoûment quelconque est inévitable.

A l'instant où la garde nationale sera composée, la situation du Corps législatif deviendra superbe, s'il sait en profiter. Il a pour lui un complot perdu par ses adversaires, l'expérience récente de leurs hostilités sans succès, l'opinion universelle, le concours prononcé et actif, au besoin, des départements; il a dans Paris sept à huit mille défenseurs, citoyens ou soldats, déterminés à suivre Pichegru; enfin, il a l'arme terrible des *décrets,* espèce de magie révolutionnaire devant laquelle tout a plié jusqu'à présent.

Mais les Conseils sauront-ils profiter de ces avantages? Leur conduite dernière, leurs variations, la médiocrité de leurs vues et de leurs acteurs, les entraves qu'éprouvent ceux de leurs membres dont l'énergie et les avis salutaires n'ont pu prévaloir, autorisent à craindre de les voir désarmés, pris, dissous et proscrits à l'improviste, pendant qu'ils délibèreront contentieusement dans leurs comités.

Le Directoire, par la violence de ses discours, de ses menaces, de ses mesures, semblait devoir les pousser à bout, et démontrer aux plus aveugles la grandeur du danger; mais il les a intimidés; la peur a augmenté la division et peut-être même la défection.

Le 4, la crise était au plus haut période. — Le Directoire venait de casser quinze à vingt administrations départementales, les plus populaires, les mieux composées, entre autres le département de Lyon. — Le commandant de cette

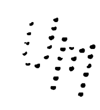
ville est destitué et remplacé par Pujet-Barbantane, lâche coquin, longtemps général des terroristes dans le Midi et bien connu par son infâme trahison contre le régiment suisse d'Ernest, en 1792. Un autre homme de la même trempe, Cherin, fils du généalogiste, passe du Bas-Rhin, où il pillait sans mesure, au commandement de la garde du Directoire. Moreau est appelé à Paris ; on a réuni l'armée du Rhin à celle de Sambre-et-Meuse, sous le commandement du seul général Hoche; enfin, on a attribué à l'armée d'Italie et à son chef l'empire militaire sur la Provence, le Dauphiné, le Vivarais et le Lyonnais. — Toutes les lettres partantes et arrivantes à Paris étaient décachetées; quatre-vingts députés menacés découchaient depuis le 30 août, et se tenaient réunis dans une maison particulière, crainte d'enlèvement nocturne dans leurs domiciles. — Tous les symptômes d'un dénoûment immédiat se déployaient sans obscurité. Les séances du 3 et du 4, dans les Cinq-Cents, doivent avoir été consacrées à des mesures tardives de fermeté; nécessairement orageuses, il est probable qu'elles auront décidé du sort de la République, du Directoire et des Conseils.

Si le Directoire triomphe, certainement il ne signera pas la paix avec l'Angleterre. S'il a, antérieurement, consenti à la cession de Mantoue et aux conditions exigées par Sa Majesté Impériale, il accomplira son premier plan sur la république Cisalpine ; il veut la rendre contiguë à la France même, et en faire un avant-poste militaire et révolutionnaire. Ainsi, on peut se préparer à l'avance à voir dans peu le roi de Sardaigne détrôné, Alexandrie et Tortone livrées aux Cisalpins, Gênes et Rome englouties, ainsi que le Piémont, dans la nouvelle République.

S. — Aujourd'hui, 10, toutes les lettres et papiers ics de Paris ont manqué. La situation des choses le 3, que nous venons de la dépeindre, ne permet pas de er que l'on n'en soit venu aux mains du 3 au 6, et ne attaque à force ouverte n'ait été exécutée sur les eils. Le 3 ou 4, ils devaient se déclarer en permanence, ıre décisive et signal d'alarme qui, vraisemblablement, amené le dénoûment. — L'audace du Directoire les s précédents avait été jusqu'à faire enlever un nombre ents attachés à la police des Conseils, et autorise à ıdre que, fort du dissentiment qui régnait dans le Corps latif, il se sera cru sûr de son fait.

la fin d'août, M. Barthélemy a mandé à l'un des prinıx magistrats de Berne : *Ne vous fiez ni aux dissensions ieures, ni aux paix extérieures; votre danger n'a jamais lus grand.*

' *P. S.* — A l'instant, un exprès que j'attendais de Paris, ıi n'a pu dépasser Dijon, m'envoie le récit abrégé de la strophe du 3 et du 4. — Le 3, après la séance levée, ereau, par ordre du Directoire, a cerné la salle des eils et arrêté le comité des inspecteurs qui siégeait re. Pichegru, l'un d'eux, a été conduit au Temple et ené dans la chambre même de Louis XVI. — Les autres ıtés, tout le comité dont il est parlé dans ce numéro, tés de même et condamnés à être transportés à Cayenne. hélemy enfermé au Temple, et Carnot en fuite; on le che avec fureur. Soixante-quatre députations de déparents cassées. Tous les décrets sur le culte, les prêtres, migrés, la garde nationale, cassés de même. Les *monards* et *jacobins* ont transféré la séance des Conseils à éon, ancienne salle du Théâtre-Français, et siégent



sous la présidence du terroriste Lamarqué. — On y a lu un message du Directoire, contenant la découverte et les pièces d'une conspiration pour rétablir la Royauté. Les principales sont tirées du portefeuille de d'Entraigues[1], entre autres une lettre *originale* de Pichegru au roi Louis XVIII, et des observations du même général à Monsieur, à M. le prince de Condé, pendant la campagne de 1795. — Le Roi, par sa confiance dans ce dangereux comte d'Entraignes, perd son trône, tous ses partisans, et envoie à l'échafaud ses meilleurs défenseurs.

CXXI

Berne, le 26 septembre 1797.

Depuis les événements de Paris, que j'annonçais sommairement dans le dernier numéro de cette correspondance, les communications et les lettres ont été suspendues; mes correspondants se trouvaient et se trouvent encore ou en fuite, ou cachés, ou proscrits, ou intimidés. Peu d'avis authentiques et circonstanciés étaient parvenus, même dans les départements; les papiers publics, tous vendus aujourd'hui à la faction triumvirale, ne renferment que des impostures. Au milieu d'une multitude de bruits incertains et de rapports obscurs, il a fallu attendre quelques lumières plus positives.

C'est la temporisation des Conseils législatifs, c'est ce funeste ajournement de l'attaque arrêtée sur le Luxembourg

[1] Voir n° CXVII *in fine*.

au milieu d'août, et sur laquelle insistaient Pichegru, Villot et le général Miranda et tous les députés clairvoyants, c'est l'influence pernicieuse et la politique d'avocats tels que Thibaudeau, Émery, Doulcet, Siméon, Vaublanc, c'est leur imbécile insistance à vouloir se renfermer dans une défense *constitutionnelle,* c'est ce mélange de faux républicanisme et de royalisme indécis qui les caractérise, c'est l'incurable sottise des *demi-révolutionnaires,* c'est la consomption et la confiance qui distinguent les Français, c'est la nécessité où se trouvaient quatre-vingts députés fermes et actifs de se concilier avec trois cents autres désunis dans le but comme dans les moyens, qui ont décidé de la catastrophe des Conseils.

Forcé par l'évidence du danger, le comité qui dirigeait les Cinq-Cents était revenu le 1er de ce mois à des mesures viriles et offensives. Le jour même où le Directoire prit les devants, on devait délibérer dans les deux Conseils de se mettre en permanence et de prévenir les Triumvirs. Toute la France eût applaudi à leur chute et à leur mort; nul général, nulle armée n'eût osé se mettre en révolte contre un décret des représentants du peuple tout-puissant.

Le Directoire, ou plutôt les Triumvirs, balancèrent cependant jusqu'au vendredi. Barras, le plus furieux des trois, guidé par Benjamin Constant et par madame de Staël [1], et maître d'Augereau, nouveau commandant de l'armée intérieure, entraîna ses deux collègues. L'un de mes correspondants, instruit le dimanche de l'entreprise préparée pour la nuit suivante, en avertit inutilement plusieurs députés en chef; ils refusèrent de croire et de craindre.

Ce fut de grand matin que le 4 Augereau à la tête des troupes se présenta aux Tuileries et à la porte du Conseil des

[1] Madame de Staël s'est défendue d'avoir joué ce rôle. (Voir *Considérations sur la Révolution française,* IIIe partie, chap. xxv.)

Cinq-Cents. Ramel, commandant de la garde du Corps législatif, sortit; on lui arracha ses épaulettes : sa troupe, épurée un mois auparavant, et choisie homme par homme, se rendit à Augereau et se mit sous ses ordres. La pluralité des inspecteurs des salles des Conseils, qui formaient leur comité de sûreté, et quelques députés rassemblés avec eux, furent arrêtés au nombre de dix-sept. Pichegru et Villot mirent l'épée à la main et furent désarmés. Dumas, l'un des inspecteurs, et des plus menacés, arrivait pour se joindre à ses collègues dans l'ignorance de l'événement, lorsque heureusement Pichegru l'aperçut de la fenêtre dans le jardin, et lui fit signe de s'éloigner.

M. Barthélemy avait été averti de même, et ne sut ou ne voulut pas s'enfuir. Carnot, mieux avisé et plus résolu, se sauva par le jardin. On a débité nombre de fables sur la blessure, la mort, la fuite de ce directeur, qui échappa sans accident, accompagné de son frère, et dont la retraite est encore inconnue.

Dix-neuf députés seulement furent arrêtés, soit aux Tuileries, soit dans leurs maisons. Six furent relâchés comme étrangers à la liste de proscription. Les treize autres ont subi la déportation, ainsi que Cochon, l'ancien ministre de la police, Barthélemy, Dassonville, chef des bureaux de Cochon, Ramel, commandant de la garde du Corps législatif, et les trois individus détenus au Temple depuis huit mois pour la dernière conspiration royaliste. Ce convoi, renfermé dans une charrette grillée de fer, a été conduit par la route d'Orléans sur les côtes, et probablement à Rochefort. On avait offert à M. Barthelemy le choix de sa relégation, s'il voulait consentir à donner sa démission; il a refusé. Un intrépide jeune homme, nommé le marquis de Bourmont, grand propriétaire en Poitou et l'un des anciens

chefs de la Vendée, a tenté de rassembler trois cents hommes pour enlever Pichegru du Temple, et ensuite sur la route; il n'a pu en réunir que vingt-six. — Tel est le dévouement, l'héroïsme et la reconnaissance de ce peuple le plus avili et le plus vil que nous ait offert l'histoire depuis la chute de l'Empire grec.

Quarante députés ayant échappé à l'arrestation et à la déportation, il a été fait des visites pour les retrouver, ainsi que quarante et un journalistes condamnés à la fois et avec les mêmes formes à la même peine. Nul n'était encore saisi le 15, au moins de notoriété publique. Les presses de ces journalistes ont été brisées et pillées.

En général, le Directoire enveloppe ses incarcérations, ses coups de force, ses opérations despotiques du plus profond mystère. On a enlevé une foule de citoyens, émigrés, suspects, prêtres, prétendus complices de la conspiration. C'est le régime de Tibère, et un peuple pire que les Romains de ce temps-là. Son indifférence, sa poltronnerie, sa soumission ne peuvent se dépeindre. Lorsque le 4, en se réveillant, on vit les rues, les places, les quais et les ponts couverts de canons, de faisceaux d'armes, de cavalerie et de soldats, chacun se rendait à ses affaires ou à ses plaisirs, sans s'inquiéter de l'événement, sans montrer même une vive curiosité, et avec cette incurie stupide qu'on remarquait à Constantinople dans les derniers siècles de l'Empire romain, lorsque tous les trois mois on égorgeait ou l'on détrônait quelque empereur. — Depuis, un seul sentiment s'est élevé dans la capitale comme dans les départements, c'est celui d'une terreur et d'une consternation sans bornes. On n'ose ni se parler, ni se reconnaître, ni se regarder, ni se secourir; chacun s'isole, tremble et se cache. Tel est l'esprit de la France, de Bayonne à Bruxelles.

Nulle part, il ne s'est élevé aucune résistance; seulement, dans le bas Dauphiné, près d'Orange, on apprend que trois à quatre cents jeunes gens se sont rassemblés sous le nom d'*armée des Conseils*. On annonçait aussi quelques mouvements dans le bas Languedoc; mais ces nouvelles n'ont aucun fondement. On m'informe, au contraire, qu'on arrête une infinité de personnes dans le Midi et qu'on le désarme.

Les faits contenus dans la déclaration de cet infâme Duverne de Presle, agent de Louis XVIII et renfermé au Temple, sont généralement vrais. J'ai vu ce misérable vivre, et somptueusement, à Berne, aux dépens de l'Angleterre, qui l'a fait subsister durant trois ans et qu'il accuse dans sa déclaration de prodiguer l'argent aux agents du Roi, *pour nuire à la France*. — Quant à la relation de Montgaillard[1], trouvée dans le portefeuille de d'Entraigues, j'observe qu'il serait difficile de trouver en Europe deux menteurs plus consommés que ces deux personnages, qu'en conséquence leurs rapports ne mériteraient aucune confiance; mais il est certain que Montgaillard fut dans le temps chargé d'une négociation analogue par M. le prince de Condé, et j'ai eu, écrite de sa main en 1796, une relation de cette affaire, littéralement conforme à celle qu'on vient de publier. — On savait depuis deux mois l'usage que les Triumvirs préméditaient de faire du portefeuille de d'Entraigues, ainsi que le plan de la conspiration qu'ils ont exécutée contre la représentation nationale. Cette notoriété rend encore plus inexcusable la conduite des Conseils.

Il est indubitable qu'une partie considérable des Conseils allait à la Monarchie, mais par des voies légales et la Constitution à la main. On s'était borné à frayer la route par la

[1] Concernant les rapports de Pichegru avec le prince de Condé.

révocation des lois révolutionnaires, à garder strictement cette limite et à attendre, sur ces avant-postes, l'arrivée du nouveau tiers l'année suivante. Cette prétendue conspiration, imputée aux Conseils par les Triumvirs, est un roman semblable à ceux de Robespierre. Il est vrai que, dans le dessein et la nécessité de défendre leur inviolabilité contre les attentats de la faction jacobine, les Conseils prenaient des mesures de force; mais l'événement prouve qu'ils avaient eu la sottise de ne pas vouloir les rendre offensives.

Très-peu de députés proscrits sont encore sortis de France. — Quelques-uns sont en Suisse, *incognito*. — Camille Jordan de Lyon est à Lausanne, et a répandu une protestation très-forte au nom de ses collègues. — Les Triumvirs n'ont pas plus épargné les modérés et les *ambidextres* que les royalistes. — Thibaudeau a reçu l'exhortation impérative de prendre un passe-port et de sortir de France. Doulcet-Pontecoulant est dans le même cas; Vaublanc, Siméon, Tronçon du Coudray, sont déportés tout comme les royalistes les plus énergiques. Ainsi la proscription a frappé sur les constitutionnels de 1791, sur les républicains modérés, comme sur les monarchistes.

Aussi, cette nouvelle révolution est-elle entièrement, et dans le sens le plus absolu, *jacobine*. Tribunaux, administrations de départements et de municipalités, bureaux, tout est cassé, renouvelé, repeuplé de jacobins. Quant aux Conseils, il en est sorti deux cent quatorze membres, soit par le décret de déportation, soit par l'annulation des élections de quarante-neuf départements, soit par démission forcée ou volontaire. Environ cent quatre-vingts membres ont cessé d'assister aux séances, et le Corps législatif actuel n'est plus que le *rump* du Parlement anglais sous Cromwell, dont les Triumvirs ont imité la conduite.

Cette dernière scène justifie l'observation que nous avions souvent présentée, que la Révolution tout entière est un composé de coups de main, que les mots de loi, de gouvernement et de constitution ne figurent en France que pour en imposer quelque temps au peuple et à l'étranger, et que la violence seule y décidera jusqu'au bout de l'autorité, de sa durée et de son instabilité.

Mais le dernier événement n'est qu'un acte de la pièce, le dénoûment est aussi loin que jamais; et loin d'affermir la République, c'est-à-dire leur puissance, les gouvernants n'ont fait que changer le sujet des troubles et qu'amasser les matériaux d'un nouvel et prochain incendie.

L'inquiétude, la crainte et la division se sont déjà emparées des vainqueurs. C'est Barras, je le répète, qui, conduit par Benjamin Constant, par l'abbé Sieyès, par madame de Staël, a déterminé ses deux collègues; mais il n'entend pas laisser la Révolution à moitié chemin. Rewbell et La Revellière, moins hardis et redoutant les jacobins autant que les royalistes, avaient fait décider qu'on les montrerait sans les faire agir, et que l'attaque des Conseils s'exécuterait par les troupes seules; mais ces mêmes jacobins n'en sont pas moins sortis du néant; ils composent les débris du Corps législatif; ils peuplent les administrations et les tribunaux; ils se sont rapprochés des terroristes; ils n'attendent que le moment pour reprendre leur domination entière. Les Triumvirs ne l'ignorent point; aussi, tandis que les jacobins s'apprêtent à ramener, avec leur régime, la personne même de leurs chefs dans les premières places, les Triumvirs s'effrayent du nouveau siége qu'ils vont avoir à soutenir. C'est d'après cela qu'ils ont arrêté l'ajournement du Corps législatif pour exercer librement une dictature absolue et militaire. Ce plan est entièrement l'ouvrage de

Constant; s'il s'exécute, nous reverrons la France gouvernée par un comité de salut public.

Mais une pareille entreprise va achever de soulever les esprits, d'éclairer les aveugles et d'armer les jacobins. Ceux-ci poussent les hauts cris, et le Corps législatif ne veut pas entendre parler de sa dissolution. S'il reste debout, si le Directoire ménage les jacobins, il sera promptement dévoré par eux; la discorde renaîtra immédiatement entre les Conseils et le Gouvernement, l'anarchie sera au comble, et le parti opprimé en profitera.

Si, au contraire, la dictature est prononcée, les dictateurs ne pourront régner que par les armées; mais pour cela, il faut la paix; car, si, suivant le plan de Constant et de Barras, on veut continuer la guerre et revenir à la violence du despotisme pour comprimer l'intérieur, on se retrouvera sans soldats, entre l'exécration du peuple et l'ambition des jacobins. Si, au contraire, la paix ramène en France les armées, imagine-t-on que leurs chefs restent tranquillement les capitaines des gardes des dictateurs? Tout autorise à croire qu'ils se diviseront immédiatement, que la France sera livrée à un choc d'ambitions désordonnées, et que l'intervention des armées dans le différend comblera les malheurs de la France, en écrasant ceux qui auront eu l'imprudence de les appeler.

Reste le troisième parti de poursuivre la guerre et de confier la tutelle des mesures dictatoriales aux jacobins, en les associant à l'autorité supérieure.

Telle est la position actuelle des choses; on y découvre toutes les causes d'une explosion prochaine; telle est l'opinion unanime qui prévaut en ce moment à Paris parmi les observateurs éclairés.

La dernière secousse a porté un nouveau coup au crédit

public. La défiance a fait cesser toutes les affaires, et les bourses sont universellement fermées.

CXXII

Berne, le 6 octobre 1797.

Les grands événements qui se sont passés à Paris le mois dernier ont été momentanément couverts de nuages : ces obscurités s'étant plus ou moins dissipées, on peut donner maintenant une idée moins imparfaite de leurs causes, de leurs résultats actuels, et des suites que l'opinion la plus généralement établie y attache pour l'avenir.

Il n'y a eu aucune conspiration proprement dite du Corps législatif contre le Directoire. Les décrets dont le gouvernement s'est plaint, et qui sont devenus le motif ou l'occasion de la lutte élevée entre les deux pouvoirs, n'étaient que l'effet de la force des choses et le résultat de ce principe, que toute constitution en France tue la révolution, si elle n'est à temps détruite par les chefs révolutionnaires. Et cela parce que les quatre cinquièmes de la France étant détachés de la Révolution, les élections ne doivent conduire aux places législatives et administratives que des hommes antirévolutionnaires.

Le Directoire voyait ce péril, et dès lors ses conseils l'ont mis en garde contre la marche rétrograde du Corps législatif. Celui-ci n'a eu ni plan, ni but fixe, ni ensemble, ni harmonie. Il a compté sur sa force législative, dont il a négligé même de se servir à propos, parce qu'il ne peut

exister quelque volonté fixe, quelque unité d'intention dans un corps collectif, composé d'hommes qui ne se voient que dans l'exercice de la parole.

Soixante ou quatre-vingts membres, il est vrai, se sont montrés à la tête non pas d'une faction, mais d'un parti, pour s'opposer par la force aux projets du Directoire. J'ai dit antérieurement que Thibaudeau dans les Cinq-Cents, et Tronçon du Coudray dans les Anciens, avaient constamment enrayé les mesures viriles. Ils dirigeaient cette section lâche, indécise et flottante qu'on nomme le *ventre;* Thibaudeau a reçu ordre de quitter le Conseil des Cinq-Cents et la République; Tronçon du Coudray a été pris et déporté; faible châtiment de leur sottise.

Le trône a été à vendre pendant deux mois. Quelques millions versés à propos entre les mains des chefs des conseils eussent donné la couronne à celui qui l'eût rétablie à prix d'argent. Une grande puissance a fait des sacrifices aussi généreux qu'étendus, mais plutôt pour des mesures de détail et pour un but trop limité.

Le sort de l'Europe et de la France a dépendu, pour un temps, du résultat des projets d'une trentaine de députés. La pluralité des conseils ne suivait dans ce mouvement que l'impulsion du sentiment personnel et l'empire des antécédents, sans être mue par des suggestions étrangères.

Il n'y a point encore d'opinion décidément formée sur ce qui s'est passé. Les royalistes regardent le dernier événement comme le procès fait à la souveraineté du peuple, dont il est clair qu'on se moque comme d'une ridicule et impuissante prétention; mais ils tremblent pour eux, pour leurs familles, pour leurs fortunes, et non sans raison.

Les républicains de bonne foi craignent les suites de cet

exemple d'un attentat contre la représentation nationale, et en présagent l'impossibilité d'établir une constitution.

Les terroristes s'en réjouissent, parce que la constitution de l'an III est pour eux l'objet de l'aversion la plus prononcée; mais ces terroristes et les jacobins regardent la dernière crise comme imparfaite; elle n'a point encore rempli leur attente, leur ambition, leur rapacité, leur fureur de bouleversement total.

Ainsi tous les partis, par des motifs opposés, sont également mécontents.

Quant au gros du public, il ne se mêle de rien, parle des Conseils et du Directoire avec la même indifférence, a en horreur les jacobins et regarde ce qui s'est passé comme l'effet de la confusion de l'État, confusion dont il tâche d'être le moins possible la victime.

Généralement on prévoit des changements que la force des choses et la position des gouvernants amèneront nécessairement dans la forme actuelle du gouvernement.

Ce changement ne prendra point sa source dans l'opposition des opprimés, ni de la nation; il n'existe aucun point de résistance et d'appui d'où puisse partir de sitôt une attaque matérielle contre le Directoire. De Brest à Strasbourg, et de Perpignan à Bruxelles, tout est soumis de fait. Il s'est élevé quelques mouvements dans le bas Languedoc et la Provence, mais nullement de conséquence; sans chefs, sans argent et presque sans armes, les mécontents ne peuvent en ce moment tenter que des escarmouches peu dangereuses. Cependant le Vivarais, le Gévaudan, les Cévennes et le Rouergue sont des foyers permanents de contre-révolution, et tôt ou tard seront embrasés si quelque homme habile sait tirer parti de l'indépendance où ces peuplades agrestes se sont maintenues.

Mais ce n'est point là le danger que court et que redoute le Directoire. Dans sa composition et dans sa position, il renferme les éléments de nouvelles secousses. Ce n'est point un corps indivisible dans sa volonté et dans son but. Il est formé de factions différentes et ennemies. Barras appartient au parti *thermidorien;* Rewbell et La Revellière, au parti de la *Gironde;* Merlin, au parti d'Orléans[1]. L'un veut relever les terroristes; l'autre, faire dominer le jacobinisme; le troisième, établir une nouvelle constitution. Tous voudraient retenir pour eux et leur cabale la plus grande autorité possible; mais ils y tendent par des voies différentes et souvent opposées.

Le Directoire, pour conserver la puissance civile, a besoin des conseils et des clubs; pour s'assurer de la force, il a besoin des armées. — Placé dans cette double dépendance, il a essayé de se défaire des Conseils en les ajournant; l'opposition unanime des jacobins et des terroristes l'a forcé d'abandonner ce projet. Les clubs ressuscitent partout; ces pépinières de désordre, d'anarchie et d'instabilité vont créer au Directoire plus d'embarras que les plans de Blanckenbourg.

Une inquiétude encore plus sérieuse dérive des armées et des diverses impressions que les chances de la guerre et la marche des cours étrangères pourraient faire naître dans l'esprit des troupes et des généraux. Il n'y a pas jusqu'à Bonaparte qui, au premier moment, ne puisse recevoir son *exeat,* pour peu qu'il fasse naître quelque ombrage. Tous les partis se défient de lui.

Le gouvernement entretient une police de tyrannie, d'inquisition et de violence arbitraire qui lui répond pour le

[1] Merlin (de Douai) et François de Neufchâteau avaient été élus directeurs, en remplacement de Barthélemy et de Carnot.

moment de la tranquillité. Il l'étend même sur l'étranger, où ses agents sont chargés de découvrir les personnes qui, sous des noms supposés et dans des correspondances anonymes, pourraient compromettre la sûreté de la faction dominante. — Le corps de M. le prince de Condé était rempli de ces agents; il y en a même à Blanckenbourg. — La nation tremble, gémit et se tait. La terreur règne comme au temps de Robespierre, et chacun redoute que le gouvernement ne lui redonne le même caractère.

P. S. — Quant aux projets extérieurs, la dernière révolution leur a rendu leur première intensité. Le gouvernement a besoin d'occuper hors de France les armées et les généraux; il leur faut de nouvelles dévastations et de nouvelles mines à ouvrir à ses finances. — Jacobins, philosophes révolutionnaires, ne respirent également que la guerre; tous s'en promettent la républicanisation universelle. Les réquisitions s'exercent avec la dernière rigueur et sans résistance.

CXXIII

Zurich [1], le 14 octobre 1797.

Tandis que le Directoire et ses complices dans les conseils s'évertuent à publier et à faire croire, du moins à une partie de l'Europe, que leur expédition du 4 septembre a

[1] Le gouvernement de Berne, intimidé, venait de décréter l'éloignement de Mallet du Pan. (Voir Sayous, t. II, p. 307 et suiv.)

sauvé la République et affermi pour l'avenir la constitution, les mécontents, les opprimés, les membres de l'opposition, les républicains sincères, le public, la France entière affirment que cet événement a détruit la République et la Constitution, en renversant le système fondamental de la souveraineté du peuple et de la représentation nationale.

Sous ce rapport, le Directoire a plus avancé le retour de la monarchie que toutes les marionnettes de Blanckenbourg. Cette illusion de la souveraineté et de la représentation nationale sont coulées à fond; chacun est désabusé de ces chimères, et le sentiment public, beaucoup plus unanime qu'auparavant, tend au gouvernement d'un seul. — Il pourra s'élever dans peu une succession de dictateurs, de despotes, d'usurpateurs qui régneront chacun chaque semaine; mais le principe de la République et de la révolution est anéanti.

Cette nouvelle scène du long drame qui se joue à Paris depuis huit ans a ressemblé, au reste, à celles de même espèce qui ont eu lieu auparavant. Elle n'est point le résultat d'un plan profondément combiné. *Rewbell* et *Barras* criaient depuis longtemps contre la *réaction,* la contre-révolution, la rentrée des *émigrés*. *La Revellière,* qui tenait encore pour *Barthélemy* et *Carnot,* maintenait la majorité dans le parti modéré. A la faveur de cette disposition du Directoire, la force des choses et la nature de l'opinion publique, livrée à son explosion, amenaient chaque jour soit des événements, soit des actes législatifs qui allaient spontanément à enterrer la République.

Barras et Rewbell, à force d'ébranler l'imagination de ce pauvre petit philosophailleur de La Revellière, parvinrent à le convertir; dès ce moment il y eut au Directoire un plan arrêté positivement et concerté avec les principaux conven-

tionnels, de faire cesser l'action contre-révolutionnaire des conseils et des écrivains.

Le Directoire a donc agi conséquemment pour sa conservation momentanée; mais il faut se garder d'en conclure, comme le font toujours la plupart des étrangers et même des gouvernements en pareille circonstance, qu'il résulte de ceci une puissance gouvernante en France plus solide, plus cimentée que la précédente. — Ceux qui se complaisent dans une erreur si grossière seront vite désabusés.

De nouveaux éléments de division se développent déjà très-sensiblement dans le gouvernement; le public les aperçoit avec une inquiétude mêlée d'effroi.

Le parti limitateur et constitutionnel — je dis parti, car il est loin d'être une faction — lutte contre le système militaire et contre le pouvoir révolutionnaire, et voudrait opposer des obstacles aux exagérateurs forcenés qui annoncent hautement leurs prétentions.

Un second parti, à la tête duquel est *Barras,* veut tout réduire à la force et à la puissance militaire. — Les autres membres du Directoire voient avec peine et jalousie ce *Barras,* entouré de ses officiers généraux, primer dans la conduite des affaires et dominer virtuellement la République par le commandement de toutes les forces militaires, réunies dans les mains de deux généraux à sa dévotion et nommés par lui.

Enfin les jacobins purs et les terroristes, près de se coaliser tout à fait, affichent leur mécontentement, se plaignent que la victoire du 4 septembre soit incomplète, que les conspirateurs ne sont point détruits, et que les patriotes ne reçoivent point assez le prix de leur attachement à la République.

Le Directoire est déterminé dans ce moment à ne point laisser prendre l'élan aux terroristes de 1793, et les jacobins ne l'ignorent pas. Cette opposition prépare un résultat plus prochain qu'aucun autre.

Le Directoire n'est pas moins embarrassé de *Barras* et de son système militaire qui transporterait promptement l'autorité civile et militaire dans les mains d'un usurpateur, et qui finirait le Directoire comme Cromwell finit le Parlement anglais, par la même cause et le même moyen.

Ce *Barras* joue le roi et le Gengis Kan : il se souvient de sa naissance et a fort à cœur d'être considéré et traité comme homme de qualité. Il a recherché les *Brancas* qui sont ses parents, et les comble de prévenances. Sans mœurs, sans honneur, sans instruction, avec un esprit médiocre, il s'est fait une cour de roués et de femmes déshonorées ; il a le ton et le courage du soldat, il met dans sa conduite politique la même audace que dans sa débauche. Sans avoir le talent de Catilina, il en a le caractère et est entouré de la même clientèle. — Dans la progression du mouvement qui tend aujourd'hui à resserrer l'autorité au plus petit nombre de mains, *Barras* n'est point sans espoir de gouverner seul : son règne durerait trois mois, mais il régnerait, et comme cet homme n'a ni les opinions, ni les goûts d'un républicain, il ne serait pas impossible qu'un jour il ne fît servir son crédit passager au rétablissement de la monarchie légitime.

Les personnes sensées sont fatiguées, découragées, et cherchent à discerner dans les moindres nuances d'opinions dominantes le sort qu'elles doivent craindre ou espérer. — Elles s'inquiètent du retour des hostilités extérieures, et redoutent également les succès et les revers des armées.

Au reste, la continuité des événements révolutionnaires

dans l'intérieur ne sont point, aux yeux de ces personnes, les seules conséquences, soit spontanées, soit provoquées, de la durée de la guerre. Le Piémont, la Toscane et la Suisse sont menacées positivement d'une subversion absolue et immédiate. *Stat ductis sortibus urna.*

Barras a fait lire à tout son cercle une lettre de Buonaparte, où ce général dit : *Le Directoire n'a qu'à dire un mot, et tous les trônes crouleront dans la poussière. Augereau,* que Barras a fait nommer commandant en chef de l'armée d'Allemagne, vient de répandre une proclamation où il dit à ses soldats : *Redevenons terribles, et que l'Europe oublie que le peuple de Vienne eut jamais des maîtres.*

Tous les bruits d'armées royalistes, de rassemblements organisés dans le Midi, sont des exagérations; pas un député, pas un homme qui mérite d'être nommé, n'a même essayé de préparer une résistance, quoiqu'il y eût quelque facilité dans le moment. Les mouvements de Marseille et d'Aix se sont assoupis, faute de chefs, de combinaisons et de courage.

Les Conseils ont définitivement décrété la banqueroute publique, en ordonnant le remboursement des créanciers de l'État en *bons,* valables pour l'acquisition des biens confisqués à Saint-Domingue, à la Guyane, dans la Belgique; — incessamment ils vont décréter la déportation de tous les nobles sans exception[1].

Le Directoire vient de faire un nouvel essai de son autorité sur le corps helvétique, en exigeant l'expulsion du ministre d'Angleterre. Le commissaire chargé de cet ordre, après l'avoir préalablement raconté sur toute sa route et dans toutes les auberges, l'a notifié au gouvernement de

[1] C'était le projet de Sieyès.

Berne, dans les termes *décents, fraternels,* que voici : « Le « Directoire français, considérant que le sieur Wickham « n'exerce point auprès du corps helvétique la fonction de « ministre plénipotentiaire d'Angleterre, et qu'il n'est « occupé qu'à payer des agents en France et à y susciter « des divisions et des insurrections, requiert les cantons « suisses et particulièrement le canton de Berne de renvoyer « sans délai le sieur Wickham. »

Ce message a consterné les Suisses, qui essayeront quelques expédients dilatoires, et qui finiront par obéir, surtout si la paix est conclue. Ce n'est là, au reste, qu'un prélude du torrent de chicanes et d'exigences dont ils vont être les objets.

CXXIV

Le 16 novembre 1797[1].

Depuis les événements du 4 septembre dernier, Paris et la France ne sont pas sortis de l'état de terreur où cette dernière révolution les a plongés. Quelques mouvements passagers dans le Midi ont vite cédé à la force de la circonstance, et n'étant liés à aucun point d'appui, ils se sont assoupis, faute de chefs et de tout ce qui peut composer une résistance systématique. — La Vendée s'ébranlait; mais ses anciens chefs ont eu la sagesse de comprimer cette secousse.

On se tromperait néanmoins beaucoup, de prendre ce

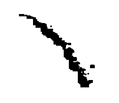
[1] Sans indication de lieu.

calme forcé pour une soumission. Jamais gouvernement ne fut plus universellement odieux. Le premier général, le premier chef accrédité qui, dans une province, lèverait l'étendard de la révolte avec quelques ressources, entraînerait la moitié de la nation. Il ne reste au Directoire que lui-même et ceux qu'il paye. Tout le reste de la France, quelle que soit sur d'autres points la diversité des opinions, a en horreur ce régime et les régisseurs.

Ce sont choses différentes qu'un gouvernement *fort* et un gouvernement *violent*. Celui de la France est absolument de cette dernière nature. Lois, constitutions, droit public et privé, tout a été brisé. L'opinion est garrottée dans des chaînes de fer : plus de lien entre le peuple et le gouvernement; celui-ci a annulé son titre, il ne règne plus qu'à main armée; il est condamné à craindre tout le monde, parce que tout le monde le craint, et il n'administre plus qu'avec des châtiments arbitraires, des gendarmes et de prétendus représentants du peuple, justement flétris et détestés.

Il n'existe pas plus de République et de légalité qu'il n'en existait sous Robespierre; mais une grande multitude encore, sous cette époque de sang, n'était pas désabusée et tenait plus ou moins aux principes et aux actes de la révolution. Aujourd'hui, tout prestige a disparu, et le gouvernement est vu universellement tel qu'il est, composé du rebut des fripons, de la lie de l'Europe, dont l'autorité repose exclusivement sur une chaîne de violences et de crimes successifs.

L'expérience et la raison protestent contre la durée d'une semblable tyrannie. Un gouvernement tout nouveau, en contraste avec les habitudes et les besoins nationaux, usurpé sur le peuple après l'avoir été sur le prince, et exercé par



des hommes objets de la haine et du mépris publics, ce gouvernement ne mérite aucun nom; et son existence prolongée serait un phénomène encore sans exemple.

Il est donc indubitablement et prochainement condamné à de nouvelles vicissitudes, dont les causes se manifestent clairement au travers de l'appareil et des apparences formidables dont il est entouré.

Ce n'est point les opprimés, ni un soulèvement national qui le menace; mais il existe dans un pareil état de choses une force d'inertie, plus énergique, quoique d'un effet plus lent que les révoltes. Chaque acte de l'autorité aggravant le mécontentement public, il faut la soutenir par des mesures encore plus tyranniques; mais celles-ci n'affermissent que pour un jour la marche du gouvernement, et plus il frappe, plus il est obligé de frapper encore.

C'est ainsi qu'après les attentats du 4 septembre on s'est vu réduit aux expédients les plus atroces, et tellement atroces que la seule proposition qui en a été faite a soulevé d'horreur même une partie des gouvernants, et forcé les inventeurs à reculer. Là encore s'est trouvé un principe de division dans le sein même du Directoire et de son conseil privé.

On y proposa au commencement d'octobre de renouveler les visites domiciliaires, d'enlever de force tous les individus qui seraient suspects et de les déporter. Rewbell, Merlin, Sieyès opinèrent pour cette mesure; Barras, Tallien, La Revellière et François de Neuchâteau la firent ajourner. Peu après, le premier de ces deux partis proposa le fameux décret pour *régulariser l'ostracisme,* c'est-à-dire pour chasser de France et spolier deux cent mille propriétaires, autrefois nobles ou employés en chef dans l'administration de la monarchie. Les avis s'étant divisés

dans le conseil directorial sur cette épouvantable opération, comme ils l'avaient été sur la précédente, Merlin et Sieyès voulurent l'emporter par le Corps législatif; mais quoique unanime à proposer ce décret, la commission éprouva une résistance invincible d'opinion. Les ouvriers et les marchands témoignèrent un mécontentement si extrême que le Cercle constitutionnel[1] lui-même et une portion du Directoire se rangèrent parmi les antagonistes du décret et le firent échouer.

D'autres propositions analogues ont été produites sans entraîner une résolution. La cause de ce flottement mérite d'être expliquée.

La faction gouvernante n'est point une force, ainsi que nous l'avons fait observer plus d'une fois. Ses membres diffèrent en perversité, en intérêts, en vues personnelles d'opinion et de position. C'est un foyer de défiances, d'ambitions croisées et de haines respectives. Unis un moment, il y a deux mois, par le danger commun, ils se sont promptement séparés en deux partis fondamentaux.

L'un est celui des thermidoriens, dont Barras est le chef au Directoire. Ce sont des révolutionnaires blasés, aussi indifférents à la République qu'à la monarchie, n'ayant jamais considéré que l'intérêt de leur ambition, de leur cupidité, de leur sûreté et de leurs plaisirs, prêts à se détacher de la Révolution ou à la servir par de nouveaux crimes, suivant l'impulsion des circonstances et leur utilité personnelle. — Ils redoutent les terroristes et les jacobins purs, comme héritiers de Robespierre détruit par les thermidoriens, comme ennemis-nés de toute domination, comme conspirateurs éternels contre toute autorité qui

[1] Club fondé sous l'influence de Sieyès.



n'est pas exclusivement entre leurs mains. — Apercevant l'empire que la journée du 4 septembre devait rendre soit aux jacobins, soit aux républicains fanatiques, ils ont arrêté une partie des effets que cette journée devait entraîner.

Quoique ce parti *thermidorien* ait participé à plusieurs des grands forfaits des années antérieures et qu'il les ait même conduits, une fois sa sûreté établie et son ambition satisfaite, il ne se montre pas cruel gratuitement. Il désire même se faire pardonner ses excès, se rapprocher des honnêtes gens; et les royalistes en 1795 firent une faute énorme de les menacer tous indistinctement et de les aliéner, après avoir été relevés par eux.

Ces thermidoriens ne sont nullement intraitables: ils peuvent être séduits, ils le sont par les femmes, par l'amour des plaisirs, par l'argent, par tous les moyens qui ne compromettraient pas leur sûreté.

Le second parti qui divise la faction gouvernante est beaucoup plus dangereux. Révolutionnaire par principes, par goût, par système, à tout prix il voudrait consolider la Révolution, l'étendre même, et embrasser l'Europe entière dans ce bouleversement. Il n'y a aucune espèce de composition à espérer avec lui; sa marche est inflexible; elle n'a pas varié, elle ne variera pas; Sieyès, Rewbell, Merlin, les philosophes, les fanatiques d'impiété et d'égalité, forment les éléments et les chefs de ce parti.

C'est à son influence que sont dues toutes les mesures violentes; il ne pardonne à aucune classe d'opposants; *détruire* compose toute sa politique. Les généraux victorieux, les révolutionnaires qui ne marchent pas sur sa ligne, les républicains modérés, tout ce qu'il soupçonne atteint d'une ambition personnelle, lui est aussi odieux que les royalistes.

Il n'a pas tardé à se défier de Barras, dont l'influence sur l'armée et les généraux avait préparé et assuré la chute du Corps législatif. — Déjà ils le regardent comme un nouveau Carnot ; il est dépopularisé parmi les jacobins.

Barras, de son côté, s'entoure d'officiers et a réuni les thermidoriens. Ils entravent l'exécution des décrets, ils ralentissent le mouvement de la dernière révolution, ils multiplient les exceptions aux dernières lois de tyrannie. Dernièrement il s'est élevé une querelle menaçante au Directoire entre Barras et Merlin ; une nouvelle crise se prépare, et la scission a de profondes racines.

Quant à Buonaparte, les républicains le surveillent : toutes les passions sont éveillées et tendues contre lui. S'il rentre en France, il ne tardera pas à éprouver en quoi consiste la reconnaissance révolutionnaire. Trop heureux s'il n'est qu'oublié et annulé ; mais au premier soupçon, nous le verrons décrété d'accusation, et finir comme Lafayette, Dumouriez et Pichegru. Cette révolution est dans les choses, dans un mouvement imprimé et irrésistible ; les hommes n'y comptent point, et quel que soit l'éclat de leurs services ou de leur réputation, elle ne leur pardonne jamais cette supériorité momentanée.

Le Corps législatif pouvant et devant servir de théâtre aux jacobins, les thermidoriens ont repris le projet de le dissoudre, pour s'affermir, s'il est possible, par une dictature militaire ; mais cette entreprise déjà rejetée hautement, promet peu de succès jusqu'à présent : elle ne sert qu'à enflammer toujours plus la défiance et la discorde.

C'est le parti de Rewbell et Merlin qui a fait nommer Buonaparte au Congrès de Rastadt[1], pour le tenir éloigné

[1] Le traité de Campo-Formio avait été signé le 17 octobre ; Bonaparte ne s'arrêta à Rastadt que le temps d'échanger avec Cobentzel les ratifications



encore quelque temps et pour l'user dans sa propre armée.

Quant à la politique extérieure, ce même parti de Rewbell, Merlin et Sieyès, la dirige presque sans contradiction et sur le plan invariable qu'on s'est proposé dès l'origine. On veut faire sauter l'Europe entière, pièce par pièce. L'Angleterre est aujourd'hui le point central où se dirigent tous les efforts de destruction; elle servira de prétexte à l'invasion de Hanovre et au pillage de Hambourg, qui sont de nouveau arrêtés l'un et l'autre.

Carnot a passé quelques jours à Genève et se trouvait en Suisse ces jours derniers : il paraît rempli de sécurité, et reste tel qu'il a toujours été, c'est-à-dire jouant le républicain zélé et prêt de nouveau à tromper tous les partis. — Les députés déportés qui se sont réfugiés en Suisse, au nombre de quinze ou vingt, n'ont aucune espèce de confiance en lui.

CXXV

Fribourg[1], le 4 décembre 1797.

C'est une erreur trop commune dans l'étranger d'attribuer toujours les événements de l'intérieur de la France à des plans réfléchis, antérieurs et systématiques d'attaque ou de résistance. Les événements *nécessaires*, la force des choses, les passions individuelles, voilà les causes du passé et de l'avenir. — Ce qu'on remarque d'immuable,

du traité et s'assurer la remise de Mayence Il laissa Bonnin et Treilhard à Rastadt et arriva le 3 décembre à Paris.

[1] En Brisgau.

par exemple, dans la conduite et la tendance permanentes des jacobins, dérive de la position où la révolution les a placés; mais ils n'en sont pas moins, ainsi que les autres factions existantes, entraînés par le mouvement général à la place et au genre d'actions qu'on leur voit exercer.

Le gouvernement actuel n'est depuis longtemps qu'une oligarchie sans bases, flottante entre l'anarchie du démocratisme ou la tyrannie illimitée de quelques chefs momentanés. C'est de l'une à l'autre de ces deux extrémités que se promène le régime de la Révolution, sans qu'il puisse atteindre une position fixe.

Cette position, on est loin de l'avoir obtenue par les événements du mois de septembre. On aurait beau anéantir jusqu'au dernier royaliste, la République n'en aurait ni plus de repos, ni ses institutions plus de durée, ni ses gouvernants une autorité plus solide. Tandis que leur unique but est de la perpétuer, de la concentrer et de l'augmenter dans leurs mains, — la loi fondamentale, l'esprit de la Révolution, le principe de la République, ses défenseurs-nés, les jacobins, travaillent sans cesse à déplacer cette autorité.

Nous voyons en ce moment ce double effet de forces contraires, et éternellement contraires, qui, après s'être balancées quelque temps, finissent par se *subjuguer*.

Les auteurs du 4 septembre voudraient étendre pour eux seuls les avantages de cette journée : les uns dans la vue d'affermir leur puissance personnelle, les autres dans l'espoir de la partager et de ramener dans leur entier les beaux jours de la Révolution.

Un des projets arrêtés par la partie du Directoire et des Conseils qui a le plus contribué aux actes de septembre, est de déclarer par une loi expresse qu'attendu la corruption de l'esprit public opérée par le royalisme, et le danger qu'il



y aurait de livrer au hasard des élections le sort de la République, le tiers *conventionnel* qui devait sortir des Conseils au mois de mai prochain, ne sortira pas et siégera jusqu'à la fin de l'an VI ou jusqu'à la paix générale. Cette mesure étant contraire à la Constitution, ces messieurs se proposent de faire accepter cette loi, de gré ou de force, aux assemblées primaires.

Convaincus par les élections dernières que la nation ne veut point d'eux, ni de leur domination, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour gêner et pour détruire l'action du parti national. — D'un autre côté, les *patriotes* modérés, craignant la haine et le retour des royalistes, laissent tout faire et applaudissent, pour la conservation de la République, qui n'est pas la même chose que la conservation de la Constitution.

Mais les républicains ardents et tenaces, mais les démocrates de nom et d'âme, mais les innombrables jaloux des gens en place, mais la foule des aspirants à un siége dans les Conseils, les terroristes, les mécontents sonnent le tocsin. — Cette division a éclaté à un si haut degré dans le *Cercle constitutionnel,* qu'il a fallu le fermer, crainte du scandale.

On lui a substitué un club moins nombreux, composé uniquement de députés, qui discutent et disputent à la journée sur la question. — Bien entendu que ceux qui prêchent le renouvellement constitutionnel et la liberté des élections entendent qu'on s'y prendra comme on s'y prit après le 10 août 1792, qu'on écartera des assemblées primaires tous les gens suspects, les chouans, les modérés, qu'on n'ouvrira le champ des élections qu'à des patriotes expérimentés, et qu'on fera soutenir le scrutin par des corps de troupes.

Quant au Directoire, il fixe l'attention de tous les partis,

parce qu'il peut changer les destins de la France et la face des affaires, d'un moment à l'autre. L'action de ses cinq membres n'est point divisée, mais l'opinion et les vues ne sont plus les mêmes. Barras et François de Neufchâteau sont très-opposés à Merlin, Rewbell, Sieyès et aux montagnards. Il est très-certain que si Barras et les siens ne prennent pas l'avance sur ceux-ci, ils iroint rejoindre Barthélemy ou pire encore.

En observant bien l'opinion des patriotes et des gens qui servent la Révolution, on commence à remarquer, au milieu de la résignation générale, un léger mouvement rétrograde et de future réaction que favorise la division des dominants.

La surveillance de l'inquisition publique s'accroît et s'étend chaque jour : il est difficile d'y échapper soit en France, soit à l'étranger. — Les dernières lois sur les passe-ports s'exécutent rigoureusement; les agents des communes viennent chez les aubergistes exiger les passe-ports, même pendant la nuit. — Au milieu de ce régime *néronien,* le commerce est mort, nul crédit, nulles affaires et des impôts exorbitants, exigés avec une rigueur impitoyable. Un très-grand nombre de cultivateurs et de fermiers aux environs de Paris et à dix lieues à la ronde ont des garnisaires chez eux.

Le Directoire cache les nouvelles sinistres qu'il a reçues de Domingue, d'où ses exécrables agents ont été forcés de se sauver, à la suite d'une insurrection générale qui a renversé, dit-on, toutes les autorités abominables qui opprimaient cette colonie.

Paris, le public, les Conseils ne s'occupent aucunement des affaires extérieures. Ils regardent les traités, les congrès, les cessions, les échanges, comme des châteaux de cartes



qu'un mouvement, tôt ou tard inévitable à Paris, fera disparaître comme l'ombre de la nuit; mais, au milieu de cette indifférence publique, les grands maîtres, les zélateurs de révolutionnement, de pillage et de républicanisme universels, vont leur train et ne perdent pas de vue la consommation de leurs projets. Le Directoire a pour cela toute latitude, rien ne le contrarie. — L'évêque d'Autun, ministre de l'extérieur, est ébranlé et paraît voisin de sa chute, Si une nouvelle ligue ne se déploie pas dans le nord, le cercle de Basse-Saxe sera envahi et ravagé au printemps; on destine à Augereau cette expédition que devait exécuter Hoche[1], justement surnommé par Barras le *Buonaparte* du Nord. — On veut exiger du roi de Danemark qu'il ferme le Sund aux Anglais. Quant au révolutionnement, celui de la Suisse est maintenant sur le bureau. Cette contrée est la première en date pour subir le joug et sera divisée en départements à la française. Le Directoire a demandé à Bâle l'envoi du tribun Ochs, dont il projette de faire un des principaux ouvriers de la Révolution en Suisse, par la Suisse même, sous les auspices et à l'aide de la grande nation.

P. S. — On ne doit pas s'y tromper : c'est *Treilhard* et non *Buonaparte* qui, à Rastadt, aura le secret et les instructions particulières et la confiance de la majorité du Directoire.

[1] Mort le 18 septembre.

CXXVI

Fribourg, le 11 décembre 1797.

Un journaliste qui a le secret du Directoire et qui écrit dans son antichambre, s'est avisé dernièrement d'avouer que les actes actuels du gouvernement étaient *extraconstitutionnels,* mais qu'il les exerçait du vœu et du consentement tacite des *meilleurs républicains*. Le pouvoir *directorial,* ajoute-t-il, est aujourd'hui mêlé de pouvoir *dictatorial*. Cette subtile définition est, au fond, d'une grande justesse. — Il y a quelque mérite dans les secrétaires du Directoire, non d'avoir aperçu une vérité aussi triviale, mais de l'avouer; — mais *le consentement tacite des meilleurs républicains* n'empêchera pas la dictature directoriale de subir le sort de toute dictature, établie sur la ruine des lois et exercée au milieu d'une révolution populaire par des individus à qui le défaut de toute espèce de capacité politique et de moyens personnels d'influence ou de considération impose la nécessité de recourir sans cesse, pour se maintenir, à la violence.

C'est la violence, ce sont les châtiments, les proscriptions, les mesures illégales, les soldats, les geôliers et les bourreaux qui, seuls, maintiennent cette ridicule république, où vingt-cinq millions de citoyens *tremblent pour le moment* sous la tyrannie d'une centaine de dominateurs absolus.

Le peu d'administration, d'ordre, de justice et d'obéissance volontaire que les anciens Conseils législatifs commençaient à introduire, a disparu. Tous les vices et tous les

crimes ont repris leur cours : chaque jour le Directoire et ses ministres fatiguent inutilement les administrations d'arrêtés dont la préface forme un volume. Toutes les parties du gouvernement ne cheminent plus que par une action coactive, insuffisante, et qui, voulant chaque jour contraindre la soumission à des choses contradictoires ou impossibles, rencontre bientôt les difficultés qui tiennent à la nature même de la situation publique.

Plongé dans le plus affreux et le plus juste avilissement, le Corps législatif ne présente plus que le galimatias d'un café public. Il se promène sur toutes les questions, n'en résout aucune, révoque le lendemain ce qu'il a déterminé la veille, et montre le spectacle de la plus infâme ignorance et de l'incapacité réunies à la bassesse et à la perversité.

Le Directoire ne le conserve que comme un simulacre et dans la seule crainte d'effaroucher les jacobins et les républicains rigoristes; mais cette marotte entravant encore l'action despotique du gouvernement, elle ne tardera pas, ou à être subjuguée tout à fait, ou à disparaître, ou à revêtir une forme factieuse et un caractère d'indépendance.

Les comités de meneurs et les députés confidentiels réunis en club pour arriver aux moyens d'asservir les nouvelles élections ou de s'en passer, n'ont pu encore se concilier. L'opposition d'avis a été très-animée dans quelques-uns de ses conciliabules; quelque coup hardi et imprévu tranchera probablement la question. Elle est purement de parti; car dans l'état d'inexprimable terreur où la tyrannie a plongé la France, on y trouverait à peine un citoyen de quelque sens et de quelque probité qui fût tenté d'assister à une assemblée primaire.

Déjà les conseils ont exclu tous les nobles sans distinction de l'exercice des droits de citoyen : l'universalité des pro-

priétaires est sous-entendue dans ce décret. — Au reste, il n'est que préparatoire de l'anéantissement total de tout ce qui fut noble, qualifié, jouissant d'une ancienne fortune, ayant des mœurs, un état, et des habitudes antérieures à la révolution. — Je dis *anéantir;* le Directoire poursuivra au dehors comme au dedans de la France tout ce qu'il soupçonne donner des regrets à un autre régime que le sien et pouvant lui causer de l'ombrage, jusqu'à ce qu'il ait détruit les races entières.

Il étend même sa fureur sur les enfants. Tous ceux que des émigrés, ou soi-disant tels, ont laissés en France, vont être enlevés à leurs parents et confiés à des tuteurs républicains, et la République se chargera d'*administrer leurs biens.*

C'est de cet esprit de proscription implacable qu'est émané l'ordre signifié, il y a quinze jours, au Corps helvétique, d'avoir à chasser sans délai tous les réfugiés sans exception, tous les prêtres déportés ou autres, et tous ceux que les attentats du mois de septembre dernier ont forcés de choisir un asile dans l'étranger.

Le projet d'anéantir la religion chrétienne a repris toute l'activité qu'il eut sous Robespierre. Partout les prêtres enlevés, enfermés, poursuivis comme des bêtes fauves, déportés clandestinement. Sous les auspices et la protection du Directoire, on multiplie les assemblées d'une espèce d'athées dont *La Revellière-Lepaux* est le pontife [1], et qui, sous le masque d'une feinte reconnaissance de l'existence d'un Dieu, s'emparent des églises, les profanent par le culte le plus dérisoire, publient des catéchismes, des symboles, des prédications imprimés aux frais du gouvernement, et

[1] Les théophilanthropes. Chemin publia un « Rituel des théophilanthropes ». (Voir le *Moniteur* du 9 floréal an V.)

dont on inonde même l'étranger. Les catholiques sont chassés de leurs temples par ces nouveaux déistes hypocrites, dont le plus grossier matérialisme forme le dogme fondamental. — Le Directoire vient récemment de faire ce que n'avait pas tenté Robespierre, de contraindre le peuple à chômer le *décadi*. — Enfin, une corporation d'athées solennels vient de s'ouvrir publiquement à Paris, avec l'attache de la police, et a affiché sur les murailles de la capitale sa profession de foi, qui commence par ces mots : *Les hommes sans Dieu professent un culte; la vertu seule en sera l'objet.*

Voilà le gouvernement et la nation avec lesquels l'Europe chrétienne et civilisée signe des traités et espère de conserver quelque rapport de tranquillité.

Il existait dans les consulats du Levant un seul honnête homme, M. *L'Homond,* consul général à Smyrne; il est destitué comme chouan, et remplacé par *Jean Bon-Saint-André,* terroriste fameux, autrefois ministre protestant dans le Languedoc, et membre du comité de salut public sous Robespierre. Ce choix couvre des intentions qui ne tarderont pas à se développer.

On ne sait si l'ivresse de Buonaparte donnera de l'activité aux armements projetés contre l'Angleterre, et qui sont loin encore de répondre aux formidables annonces du Directoire. — Cette guerre se dépopularise de plus en plus, accable les ports, le commerce, les provinces maritimes, et devient plus odieuse que ne le fut celle du continent.

CXXVII

Fribourg, le 22 décembre 1797.

On peut supposer que ce même peuple de Paris, qui courait en foule chaque jour sur les pas de Ramponeau et de Scaramouche, a honoré d'une pareille curiosité ce Buonaparte[1], que les grimauds de la capitale et des antichambres directoriales comparent à Platon, à César et à Épaminondas. Cependant, dans ce parallèle d'empressement public, Ramponeau reste vainqueur. Les gouvernants et leurs valets, les gazetiers et les rhéteurs ont eu beau sonner du cor, pour appeler l'allégresse et l'admiration des Parisiens, ces sentiments, restés muets, se sont renfermés avec tous les crimes dans les murs du Luxembourg. Le département de Paris et le bureau de police avaient cependant ordonné au peuple de se réjouir. Paris a été illuminé par *arrêt,* mais pour éclairer seulement une indifférence morne aux célébrations, aux hymnes, aux immortelles harangues de la fête.

Celle du directeur Barras a mérité la palme; nul Démosthène de cabaret, nul forcené des Petites-Maisons dans un accès de démence, nul barbouilleur de phrases dans un collége, n'offrirent un pareil modèle d'éloquence.

Après avoir dit avec élégance que Buonaparte *avait secoué le joug des parallèles, qu'il vengeait la France de la fortune de César, que sa sagesse réconciliait l'homme avec la*

[1] Réception de Bonaparte après le traité de Campo-Formio. — Fête du Luxembourg, 10 décembre.

guerre, et qu'il avait médité ses conquêtes *avec la pensée de Socrate*, il a invité le héros à conquérir sur le champ *l'insolente Angleterre si constante dans sa haine pour l'ordre social, qui ne sait pas se battre et qui excelle dans l'art des poisons et des poignards. — Allez châtier Londres avec le puissant génie qui vous embrase, l'Océan fier de vous porter est un tyran indompté qui invoque en mugissant le courroux de la terre. — Allez enchaîner ce gigantesque forban qui pèse sur les mers, etc.*

Les auditeurs ont eu à soutenir six mortelles pages de cet épouvantable galimatias, dérobé à *Barrère* parlant en 1794. — Tel est le génie, l'éducation, le bon sens, la beauté d'expression et la force d'esprit d'un des premiers magistrats de cette République de bourreaux et de victimes, d'un de ces potentats auxquels l'Europe a la bonté d'attribuer des talents supérieurs et dont elle encense la fortune.

Buonaparte a été plus simple et moins bavard. A l'exception des ministres étrangers, l'audience directoriale à cette magnifique solennité n'était peuplée que de courtisans, de députés montagnards, de voleurs, de mouchards et de la *pospolite*[1] pillarde et assassine qui représente à Paris la *nation* française.

On a démêlé des ombres dans la joie simulée d'une partie des auditeurs et de leur clique. Buonaparte peut se tenir assuré que la moitié de ses acclamateurs l'eussent volontiers étouffé sous ses couronnes triomphales. Soit que son caractère sombre s'y oppose, soit que sa profonde dissimulation lui eût dicté un effort de plus, soit qu'il ait eu la sagacité de juger juste le théâtre et les figurants, il a voilé sa gloire, sa reconnaissance et son orgueil : il cherche à

[1] Nom donné à la noblesse de Pologne assemblée en corps d'armée.

s'éclipser, se rend invisible, dédaigne la popularité et a partout déposé son faste et ces airs de sultan qu'il réserve pour le congrès. Il est clair qu'il craint beaucoup plus *sa grande nation* que les princes, les républicains et les généraux européens. La retenue de sa marche à cet égard prouve combien cette conduite est nécessaire pour retarder l'inévitable dénoûment de cette pompe et de cet enthousiasme accidentel.

Les jacobins et les terroristes observent chaque pas, chaque visite, chaque propos de cet homme, devenu l'objet de leur défiance, qui sera bientôt celui de leur haine et qui n'a jamais été celui de leur amour; car des républicains de cette espèce n'ont jamais aimé ni n'aimeront jamais personne.

Buonaparte parle à Paris de son expédition d'Angleterre, comme il en a parlé dans tous les cabarets de la Suisse, et répète qu'avant six mois, il démocratisera l'Angleterre et brisera les fers d'un peuple esclave.

Pénétré plus qu'aucun de ses prédécesseurs de l'ambition de renverser tous les Gouvernements actuels et de refondre la société civile, ne connaissant en politique que la violence et la duplicité, et ayant en ce genre pour fond de génie le magasin des systèmes révolutionnaires, fermentés dans sa tête sulfureuse, il travaille d'enthousiasme à cette subversion générale; c'est là son but le plus prochain, et malgré toutes les vues personnelles qu'on lui prête, j'ai des raisons suffisantes de croire qu'il est encore moins satisfait du présent qu'embarrassé de l'avenir.

Ce qui augmente sa fureur et celle du Directoire contre l'Angleterre, c'est d'observer qu'elle témoigne beaucoup plus de résolution que de crainte, et qu'elle méprise ce torrent d'infâmes atrocités dont elle est journellement le

sujet dans les discours et les actes publics du gouvernement.

Ces parades civiques, ces dîners solennels, ces chorus, ces applaudissements dont s'enivre une troupe de conjurés qui ont asservi leur pays et leurs concitoyens sous la plus abjecte tyrannie, n'empêchent pas que la France ne dépérisse à vue d'œil. A la masse exorbitante des impôts directs, les Conseils, par ordre du Directoire, ajoutent la résurrection de divers impôts indirects, autrefois odieux au peuple. Depuis la banqueroute à la dette publique, remboursée pour les trois quarts en *bons* qui perdent 97 pour 100 sur la place, la circulation est arrêtée, les effets publics n'ont plus de cours, l'industrie est morte, les capitaux ont disparu, les changes se dégradent de jour en jour, l'agriculture écrasée à son tour commence à gémir comme le commerce. Rien, au reste, n'est plus indifférent au Gouvernement. Il a consommé dans l'année qui expire douze cents millions en numéraire, les contributions perçues dans l'étranger, la dette de la Hollande, connue sous le nom de rescriptions bataves, une masse de domaines nationaux aliénés et une valeur incalculable, connue de lui seul, en recettes extraordinaires, telle que les restes de l'emprunt forcé, en anticipations, bons, ordonnances sur la trésorerie; il a suspendu une moitié des payements publics, soit aux rentiers, soit aux pensionnaires, soit aux fonctionnaires publics; — après avoir spolié les hôpitaux, il les laisse dans la plus horrible misère, ne pourvoit pas même aux besoins des prisonniers, laisse souffrir toutes les dépenses d'administration publique et dicte des tableaux d'opulence, de prospérité, de bonheur publics à Lecoulteux et autres gredins des Conseils, tableaux que trop de gens dans l'étranger ont la simplicité de prendre au pied de la lettre.

Maintenant qu'il n'est plus géné que par la nature physique des choses, le Directoire vide, sans compter, le Trésor public, sauf à dévorer chaque semestre quelque État étranger et quelque portion nouvelle du capital de la France.

On se promet le pillage de Londres et de l'Angleterre. Une fois maîtres des ressources de cette île, les administrateurs de la Révolution apprendront bientôt au reste de l'Europe l'usage qu'ils entendent faire de ce nouvel accroissement de forces irrésistibles. Si cette entreprise réussit, ses suites sont prêtes, calculées, organisées à Paris. Elles ne sont un mystère que pour les États qui veulent s'aveugler volontairement, nonobstant l'épouvantable expérience qu'ils ont sous les yeux.

Le Directoire, non content d'avoir usurpé, depuis ses attentats du mois de septembre, le pouvoir législatif exercé par ses stipendiaires et ses créatures dans les Conseils, le pouvoir judiciaire, en nommant et destituant les juges à volonté, le pouvoir de vie et de mort, en créant dans chaque département des tribunaux révolutionnaires, composés de soldats, sous le nom de commissions militaires, et qui d'un bout à l'autre de la France fusillent chaque jour qui leur plaît sous prétexte d'émigration ou de prêtrise; non content de s'être affranchi de toute responsabilité en nommant lui-même les juges, auxquels la loi attribue la connaissance des accusations portées contre le pouvoir exécutif, le Directoire, dis-je, vient encore de demander un pouvoir absolu sur la gendarmerie, la destitution arbitraire par lui des accusateurs publics et le droit de punir de mort, prévôtalement, quiconque sera par lui qualifié de *brigand*.

Ce torrent de despotisme qui ne sait plus se mesurer, l'usage effréné que l'on en fait, ce besoin d'un pouvoir im-

modéré, cette foule d'exécutions sanglantes qui se répètent dans les départements, cette multitude de citoyens journellement enlevés, arrêtés, déportés sans forme de procès, la conviction de la France sur les nouvelles calamités qu'on lui prépare, amèneront le dénoûment qui suivit le régime de Robespierre, et peut-être plus prochainement qu'on ne le croit.

Il est certain qu'il n'existe plus d'autre Constitution que la volonté absolue du Directoire; plus d'autres lois que l'enregistrement de cette volonté par une bande de misérables qui ont l'absurde insolence de se nommer encore *députés de la nation;* plus d'autre moyen de gouvernement que les baïonnettes, plus de revenus que des vols et des exactions. Voilà ce que c'est que la *République française* en ce moment.

Mais l'instant inévitable approche où cette tyrannie sans titre et sans frein tombera devant le retour des institutions démocratiques et anarchiques, selon le vœu des jacobins et des terroristes, ou sera consacrée, sous des formes moins ambiguës et à force de violences, de supplices et de terreur, dans les mains d'un petit nombre de gouvernants. Cet événement prévu est en ce moment le sujet de l'inquiétude générale à Paris.

Plus de trois cents personnes ont été arrêtées à Paris et dans les départements voisins depuis quinze jours, pour une prétendue et nouvelle conspiration royaliste. Le Directoire a besoin de ce roman pour légitimer ses mesures, tranquilliser les constitutionnels et rafraîchir les alarmes publiques. C'est le directeur Merlin qui est chargé de la fabrication des pièces, comme il l'a été de celles qui ont servi à la proscription des Cinq-Cents. Un des secrétaires de ce Merlin s'étant refusé à rédiger une de ces fables sur les

dépouillements apocryphes et les fictions que lui remettait Merlin, ce directeur l'a fait empoisonner. C'est un fait positif.

CXXVIII

Fribourg, le 29 décembre 1797.

Le séjour de Buonaparte à Paris paraît avoir eu pour objet tout autant des intrigues intérieures au Luxembourg que la descente en Angleterre, la dissolution de l'Empire germanique et la conquête philosophique du monde. — Ce général passe pour avoir fait consentir les deux sections directoriales, qui se trouvaient en conflit, à ajourner leur querelle et à se rapprocher[1]. — C'est en conséquence de cette trêve qu'on est convenu d'un plan pour l'épuration et les choix des prochaines assemblées primaires. On s'est décidé à les convoquer pour conserver au moins l'apparence d'un masque républicain, mais on a efficacement pourvu à les faire mouvoir comme ces oracles qui ne rendaient jamais que les décisions qu'on leur avait dictées.

Les bons républicains, connus par des actes de *vertu*, c'est-à-dire par une longue épreuve dans la carrière de l'assassinat, du vol, de l'impiété, de l'immoralité, de l'imposture et de la violence, les jacobins, les clubistes, les gagistes de l'autorité seront seuls admis aux élections. Comme

[1] Dans cet arrangement, Barras a eu le dessous; Sieyès, Rewbell et Merlin ont conservé tout l'avantage. Toute espèce de modération a été proscrite, et le plan des mesures extrêmes, soit au dedans, soit au dehors, adopté.
(*Note de Mallet du Pan.*)

en 1792, on en écartera la *nation* par l'ouverture d'un registre où nul n'osera s'inscrire, s'il n'a, comme on le dit dans les comités, *donné des gages* à la République. On a transféré le lieu des séances d'un grand nombre de ces assemblées futures, en dépouillant de ce droit toutes les villes qui ont marqué de l'opposition et en leur substituant des bourgs dominés par les jacobins, ou des cités dans lesquelles on a posté de bons généraux révolutionnaires. Des détachements de troupes seront chargés de maintenir la *liberté* des élections, c'est-à-dire que le champ sera exclusivement réservé aux jacobins et aux créatures du gouvernement. — On a de même pourvu aux expéditions de terreur et arrangé les choses de manière que sûrement aucun propriétaire paisible, aucun père de famille prudent, aucun citoyen doué de quelque honnêteté, ne sera tenté d'aller se présenter aux assemblées.

Les choix sont déjà déterminés ; dans chaque département, on a prévenu les clubs, nommés constitutionnels, de réunir leurs suffrages sur tels ou tels individus; ces clubs seuls nommeront réellement les députés, sur la présentation du Directoire et des comités dirigeants à Paris : ils renouvelleront ce qu'on vit en 1792, une Convention choisie dans la lie de la France, et partout où le peuple, le public, une masse de citoyens indépendants menaceraient de quelque résistance légitime à ces combinaisons, en voulant user de leur privilége, la baïonnette, les supplices et la déportation en feront justice.

La plupart des anciens conventionnels *montagnards* sont désignés pour entrer dans le nouveau Corps législatif.

On s'aperçoit que, depuis quelque temps, par une suite inévitable de l'exercice de la tyrannie, le Directoire force toutes les mesures et ne garde plus de ménagements. — Il

ne restait plus ni liberté d'opinion, ni liberté de la presse; mais le Gouvernement tourmenté de l'exécration dont il est l'objet et ne pouvant plus supporter que des adulations, vient de proscrire encore seize journaux, dont la platitude, la soumission, les réticences, semblaient garantir l'innocence, mais qui ont fait suspecter leur *civisme* par quelques réserves dans les éloges que commande le Directoire pour tous ses actes, toutes ses opinions et même toutes ses pensées.

Par ce moyen, il ne reste plus en France d'autres feuilles publiques que des libelles officiels révolutionnaires, où la religion, la morale, les mœurs, les conventions humaines, le droit naturel, les souverains étrangers, leur personne, leur autorité, les fondements de leur autorité, sont journellement insultés avec une effronterie dont la perversité et le cynisme n'ont pas encore eu de modèle. Ces feuilles, leurs doctrines, leurs blasphèmes, leurs outrages sont soigneusement copiés par les gazetiers en Allemagne, en Italie, dans le Nord, et excepté en Angleterre, cet évangile du crime et du chaos n'est contredit par aucun écrivain. — Bientôt, les Gouvernements auront le temps d'apercevoir les effets de cette propagation et de se repentir de l'indifférence avec laquelle ils laissent ces levains et ces narrations se dissémiminer dans toute l'Europe, tandis que par ménagement pour le Directoire, on n'ose leur opposer aucun contre-poison.

Le Gouvernement a fait arrêter deux à trois cents personnes pour une prétendue conspiration royaliste, dont il a gardé le secret par-devant lui, sans en donner connaissance aux tribunaux et aux Conseils, sans donner cours à aucune accusation légale, ni à aucune procédure. — Sous cent prétextes journaliers, il dispose de cette manière de la

liberté, de la propriété, de la vie des citoyens, qu'on continue à enlever, à déporter, à fusiller, en détail et sans bruit[1]. — Personne en se couchant n'est sûr de se réveiller libre le lendemain. Ces horreurs s'exécutent avec moins de solennité et plus de prudence que sous Robespierre ; mais si le régime actuel subsiste, le nombre des victimes sera aussi grand.

Les chouans, auxquels se joignent nombre de mécontents désespérés, ont recommencé leurs rassemblements dans le Perche, l'Anjou, le Maine ; ces provinces viennent d'être garnies de troupes.

A mesure que la République s'étend soit par les conquêtes, soit par les traités de paix, soit par des invasions imprévues, le projet de généraliser la Révolution et de bouleverser l'Europe entière, sans distinction de puissances, se fortifie et s'affermit dans les Comités gouvernants. Ce n'est plus un, deux, trois États, ce ne sont plus seulement des puissances ennemies qu'embrasse cette vaste entreprise. Son exécution s'avance chaque jour avec une telle rapidité, qu'il n'y a pas un enfant dans l'étendue de la France qui n'adjuge à la République ou à ses lois, à la Révolution et à son régime la souveraineté du continent. Tel fut en 1792 le système du parti *girondin*, conduit par Brissot, Condorcet, Sieyès, et que Robespierre, préoccupé de l'intérieur, avait oublié. La facilité avec laquelle l'Europe semble se prêter à cette catastrophe, et l'étendue des premiers succès, ont fait revivre

[1] « ...Arrestation d'un grand nombre d'individus, ou prévenus d'émigration, ou prêtres insoumis, ou fuyards de la première réquisition, ou enfin, dont les papiers n'étaient pas en règle... Nous avons écarté des fonctions municipales... quelques citoyens qui, par une conduite peu morale ou par des opinions politiques peu conformes à la Constitution de l'an III, pouvaient égarer le peuple, perpétuer les préjugés de l'ancienne servitude... » (*Compte rendu par les administrat. du départ. de la Seine.* — Schmidt, t. III, p. 290.)

ce vaste dessein, dont l'accomplissement et les moyens sont concertés et déterminés. La République cisalpine est chargée d'envahir et de subvertir le reste de l'Italie; on ne s'en tiendra pas là : les expédients, les machines et les acteurs sont déjà lancés pour opérer une révolution totale dans l'Archipel et dans les provinces de l'Empire ottoman qui l'avoisinent. La Suisse est en ce moment dans l'alambic et ne tardera pas à être dissoute. Pendant qu'on s'empare, au mépris des conventions et des droits les plus sacrés, de districts qui couvrent le canton de Berne à l'occident, pendant qu'on entoure de troupes cet État qui ne se laissera sûrement pas anéantir aussi paisiblement que l'ont fait Gênes et Venise, on va travailler à brouiller les cantons entre eux, à diviser les régences, à provoquer par toutes les pratiques d'usage quelque noyau d'insurgents, de rebelles, de malfaiteurs, que le Directoire appellera le *peuple suisse* et qu'il prendra sous sa protection armée. Berne et les cantons fidèles auront alors à défendre en même temps leur indépendance et leur autorité. Des milliers de libelles, de placards, d'écrits incendiaires, sont répandus par les agents français, pour persuader au peuple de la Suisse qu'on n'a aucun dessein de l'incorporer à la France, mais que la *grande nation* se borne à l'aider à *recouvrer la plénitude de ses droits*, c'est-à-dire à renverser le gouvernement, la religion, les propriétés, pour adopter la municipalisation et le régime révolutionnaires. Le Directoire lui-même, dans ses proclamations et ses arrêtés, avoue hautement ce but, et certes nous n'avons pas besoin de cet aveu pour être complétement certains de ses projets. Lorsqu'il aura disloqué et dissous le Corps helvétique, il en formera une république démocratique sous sa tutèle et sa direction, et qui, sous la bannière et la vassalité de la France, lui servira, ainsi que la Cisal-



pine, d'avant-poste pour conquérir à la Révolution le midi de l'Allemagne. Quant à l'occident et au nord de l'Empire germanique, ils ne tarderont pas à subir la même destinée, par les mêmes causes et les mêmes moyens. On emploiera à leur républicanisation les mêmes mesures que l'on prend en Italie et en Suisse; alors les puissances qui auront cru se maintenir debout par des traités, des arrangements, des pactes avec le Directoire, se verront très-incessamment ou obligées d'en subir la loi, ou attaquées par les forces colossales de la République, qui y joindra deux cent mille Italiens, Suisses ou Allemands révolutionnés et républicanisés par elle, pour en faire les premières colonnes de son armée. Ce n'est pas une conjecture, c'est un plan positif et certain que je raconte : on ne tardera pas à en voir l'entier développement.

CXXIX

Fribourg, le 4 janvier 1798.

L'état intérieur de la France empire avec une telle rapidité et présente un spectacle si effrayant, qu'en le peignant avec fidélité, on serait probablement accusé d'exagération. Les papiers publics ne fournissent plus aucune espèce de lumière aux étrangers. La narration des faits les plus simples et les plus notoires leur est interdite. Sous Robespierre, du moins, on laissa aux journalistes la liberté de publier les crimes de l'autorité, qui, bien loin d'en redouter la manifestation, s'en servait comme d'un moyen de terreur;

le sang coulait à flots, et chaque jour les journalistes nommaient les victimes de la veille.

Une tyrannie plus raffinée, sans être moins atroce, a succédé à celle-là. Moins aguerri que l'ancien Comité de salut public, le gouvernement frappe et défend, sous peine de proscription, de dire qu'il a frappé. L'inquiétude, la défiance et l'effroi sont dans chaque famille; à Marseille, presque tout ce qui restait de gens honnêtes et riches sont emprisonnés. Les mêmes arrestations ont lieu à Lyon, à Rennes, à Bordeaux, dans la plupart des grandes villes; les villages mêmes sont infestés de délateurs, d'inquisiteurs et de sbires. Les enlèvements clandestins se multiplient à un point effrayant. Paris et la France voient chaque jour disparaître des citoyens, arrachés de leurs foyers sans aucune forme et soustraits à leurs juges légitimes. Les commissions militaires établies dans les départements continuent à fusiller un grand nombre d'individus prévenus ou suspects d'émigration, de royalisme, etc., etc. Les agents du gouvernement veulent-ils perdre un citoyen et ravir sa fortune, ils l'inscrivent sur les listes d'émigrés. On n'en sort plus, toute réclamation est devenue inadmissible. On n'outrera point la description en affirmant que, dans cet état de désolation où le citoyen se trouve enveloppé à la fois par les expédients du machiavélisme et par les violences de la force, on donne des regrets à Robespierre.

Personne n'ose ni se plaindre, ni se communiquer, ni aborder un tribunal. Plus de lois protectrices, plus d'administrations tutélaires; les gens de bien dont les dernières Assemblées les avaient composées sont tous écartés, et remplacés par des jacobins forcenés. Opprimant l'Empire par ses soldats, par ses arrêtés et par cette foule d'hommes indignes dont il a peuplé les autorités administratives et les



tribunaux, le gouvernement craint tout le monde; mais il craint ses complices et ses coadjuteurs beaucoup plus encore que ses ennemis.

Le régime actuel est révolutionnairement constitutionnel ou constitutionnellement révolutionnaire; mais ces formes méprisées et méprisables d'une apparente légalité ne suffisent plus, et le besoin de recourir à de nouvelles tricheries politiques se manifeste de plus en plus.

Les formes dont je parle servent trop puissamment les jacobins et les anarchistes. Leur menaçante opposition a forcé les gouvernants, leur comité secret et leurs affidés du Cercle constitutionnel, de renoncer au projet d'écarter les prochaines élections et de proroger les débris subsistants du Corps législatif.

Or, cette convocation des Assemblées primaires engendre l'un ou l'autre des dangers suivants : ou les élections seront libres, et alors les mécontents, les opprimés, les adversaires du régime actuel qui forment au moins les deux tiers, les trois quarts même de la France, feront des choix semblables à ceux de l'année dernière, choix qui arracheront le Corps législatif à la dépendance du Gouvernement; ou les élections seront comprimées, asservies, composées exclusivement de républicains, et alors les jacobins les plus exaltés seront infailliblement portés à la législature, ou, s'établissant rivaux du pouvoir exécutif, ils travailleront à s'en emparer, à déplacer les gouvernants actuels et à donner à la France une Constitution à leur manière.

Le Directoire prévoit cette alternative, sans avoir encore trouvé un moyen d'en prévenir l'effet. En attendant, ceux de ses membres qui tiennent le plus au système jacobin prévalent absolument, et la majorité des Conseils est de même absolument jacobine.



L'ascendant de Barras a baissé devant celui de Rewbell, de Merlin et de Sieyès. Buonaparte s'est ressenti de ce changement. On était persuadé à Paris qu'il ne reviendrait pas à Rastadt, Rewbell désirant confier exclusivement la négociation aux deux autres plénipotentiaires, dont l'un, Bonnier d'Arco, ancien président de la Chambre des comptes de Montpellier, autrefois gentilhomme, jacobin et conventionnel forcené, a été le secrétaire confidentiel de Rewbell, depuis l'avénement de ce dernier au Directoire.

Il est visible que l'étoile de Buonaparte a pâli de jour en jour. Objet d'indifférence pour le peuple et le public, de défiance pour les jacobins, de jalousie pour tous, les festins, les hymnes, les santés, n'ont pu réchauffer une admiration vite lassée; on ose prédire avec assez de confiance qu'à moins qu'on ne rende à ce général un théâtre, qu'une nouvelle guerre ne le remette en scène, et que quelques succès éclatants dans l'expédition d'Angleterre ne viennent soutenir son existence, c'est un homme décidément fini. Telle est la loi immuable de la Révolution, et le génie indestructible de la République française.

Les préparatifs de l'expédition d'Angleterre avancent très-peu. Cette guerre est tellement dépopularisée, et le Directoire si embarrassé dans ses finances, qu'il vient d'avoir recours à une grossière et insignifiante charlatanerie pour réchauffer le zèle. Il a fait arriver à sa barre une députation postiche du commerce de Paris, pour lui offrir un prêt de 25 millions, hypothéqué sur la conquête de l'Angleterre. Trois banqueroutiers et quatre marchands sans crédit formaient cette députation, qui ne prête pas elle-même au gouvernement, mais qui offre son intervention pour lui trouver des prêteurs.

P. S. — Le Directoire vient de rompre la glace en jetant le gant au canton de Berne. Par un arrêté du 27 décembre, il avait ordonné au ministre des relations extérieures de lui faire sans délai le rapport *d'une pétition de plusieurs habitants du pays de Vaud, tendant à obtenir, en exécution d'anciens traités, la garantie de la République française pour le rétablissement de leurs droits.*

Par un second arrêté du 29 décembre, il a ordonné à son ministre près le Corps helvétique « de déclarer aux « gouvernements de Berne et de Fribourg que les membres « de ces gouvernements répondront personnellement de la « sûreté individuelle et des propriétés des habitants du pays « de Vaud qui se seraient adressés, *et pourraient s'adresser « encore* à la République française, pour réclamer, en vertu « d'anciens traités, *sa médiation à l'effet d'être maintenus ou « réintégrés dans leurs droits* ».

L'auteur de cette correspondance avait annoncé antérieurement cette marche inévitable du Directoire, par laquelle, s'érigeant en arbitre des lois et des droits d'un État souverain et étranger, il excite à la rebellion les sujets, pour en prendre occasion de les soutenir à main armée. Tel est le droit des gens de la République française; elle n'en aura jamais d'autre envers les puissances quelconques de l'Europe, et, aussitôt qu'elle aura achevé de les isoler, de les désunir et de les affaiblir, elle se propose d'employer pour les perdre la même tactique qu'elle déploie contre la Suisse, comme elle l'a fait contre Venise, Gênes, etc., etc.

La baronne de Staël, accusée d'avoir remis au ministre des affaires étrangères, à Paris, un mémoire en faveur des Suisses, a reçu ordre de sortir de France dans trois jours. Le gouvernement et l'universalité du peuple dans le canton



de Berne sont déterminés à périr les armes à la main, plutôt que de livrer leur indépendance.

CXXX

Fribourg, le 13 janvier 1798.

La Révolution en France n'appartenant plus au peuple et au public, elle a pris le caractère d'une conspiration continue, tramée dans les ténèbres par les chefs divers d'une faction usurpatrice et concentrée. Ses projets, ses actes et sa marche ont perdu cette notoriété hardie que les clubs, l'enthousiasme populaire, l'anarchie des partis, leur avaient imprimée. La Révolution est, au pied de la lettre, devenue un tripot, où un certain nombre de joueurs jouent en secret la destinée de l'Europe à coups de dés, combinent les moyens de s'en assurer les dépouilles, préméditent sans relâche, non pas seulement de conserver leur pouvoir, mais de l'étendre, de le concentrer dans le plus petit nombre des acteurs, et de se sacrifier mutuellement à leur ambition personnelle.

Ce travail infernal est l'origine d'une multitude d'intrigues secrètes, de cabales diverses, de projets, de conciliabules couverts où se traite le présent, où se décide l'avenir. La République française offre l'image de l'intérieur d'un sérail d'Asie où la vie et la mort, l'existence de l'Empire et celle des citoyens, dépendent de calculs et d'intrigues domestiques.

Il est donc devenu infiniment plus difficile de pénétrer ce

dédale qu'il ne l'était autrefois d'observer le mouvement libre et patent de la scène, et, à l'aide de faits généraux, d'augurer les événements prochains. Tout se passe derrière la toile ; les acteurs sont sous le masque ; ce n'est que par la connaissance de leur caractère, de leur position, de leurs vues dominantes, qu'on peut apprendre ce qu'ils s'étudient à dissimuler et ce dont, sous peine de déportation, ils ont interdit à la parole et à la plume de s'occuper.

Dans cette obscurité, il est cependant un point visible et permanent. C'est un fait qu'il n'existe aucune cohésion, qu'il n'y en a même aucune de possible entre les conducteurs, momentanément réunis, de ce char rapide qui les entraîne beaucoup plus qu'ils ne le dirigent.

Cela est absolument vrai de la politique intérieure. L'impulsion n'appartient ni au gouvernement, ni à aucun de ses chefs. L'étranger qui ne voit que des *noms*, qui attache le pouvoir et les causes à des *noms*, l'étranger est encore à l'alphabet de l'histoire du temps présent, et les événements qui se succèdent depuis six ans l'ont malheureusement trop bien démontré.

Ce n'est ni Rewbell, ni Buonaparte, ni Sieyès, ni Merlin qui règnent; c'est la Révolution, c'est le mouvement irrésistible qu'elle a imprimé aux hommes et aux affaires ; c'est la force de gravité journalière qu'elle exerce sur eux; c'est la dépendance où elle retient quiconque est, pour un moment, appelé à l'administrer.

Quand on parle sans cesse de la force du gouvernement, de la puissance de la République, du crédit de tels ou tels meneurs, on fait un véritable solécisme. — Puissance, crédit, force, tout cela appartient à la Révolution seule, à ses principes, à ses crimes passés, à l'enchaînement d'intérêts qu'elle a fait naître, à ce foyer de passions volcaniques qui,

faute d'avoir été éteint à temps, menace de consumer le monde entier sans distinction de gouvernements, d'amis, d'ennemis, sans que les traités, les pactes, les transactions, ni la signature d'un Treilhard, d'un Barras ou d'un Talleyrand, puissent le moins du monde prévenir cette catastrophe.

Si les chefs actuels l'accélèrent, s'ils y travaillent avec impétuosité, c'est moins spontanément, c'est moins par le vœu personnel de la plupart d'entre eux, que par la nécessité où ils se trouvent de pousser la révolution qu'ils ne peuvent arrêter, et qui finirait par les perdre bien vite, s'ils ne lui donnaient au dehors des aliments à dévorer.

Guerre ou paix, les effets terribles seront les mêmes, parce que les causes en sont aujourd'hui indépendantes de la guerre ou de la paix. — La journée du 4 septembre dernier a été pour l'Europe comme pour la France le coup de grâce à toute espèce de tranquillité, à toute résurrection prochaine de justice et de bonne foi publiques.

Les avis les plus récents de Paris confirment l'opinion générale d'un nouveau coup de théâtre prochain qui, encore une fois, changera la forme et les instruments suprêmes de la puissance révolutionnaire. Ces crises ne se préparent plus en plein air, à la clameur publique, à la tribune comme autrefois; mais leur cause irrésistible est évidente.

Les directeurs n'ont qu'un but, celui d'étendre, de perpétuer leur pouvoir; mais ils ont aussi celui de le concentrer, de le limiter à leur personne et au système de quelques uns d'entre eux et non de tous, de le réserver à leurs complices et d'exclure les amis de leurs ennemis. — Le dissentiment sur les moyens est le même que sur le but. Ces deux cent cinquante valets qui font des lois à la journée, et qui s'intitulent représentants de la nation, renferment des

hommes ardents ou dévorés du besoin des grandes places, ou liés à quelqu'un des partis directoriaux. Les premiers, piliers éternels du jacobinisme, voient dans son triomphe complet celui de leur ambition et de leur rapacité. Ces deux sentiments, *ambition* et *rapacité,* âme de l'esprit révolutionnaire, appartiennent à la foule nombreuse des jacobins, des novateurs, des républicains qui ne peuvent souffrir longtemps les mêmes individus dans les emplois supérieurs.

Il ne faut que des lumières très-communes pour apercevoir les explosions auxquelles ces ferments aboutiront incessamment.

Le Directoire n'étant pas assez riche d'un milliard et quatre cents millions qu'il a reçus en numéraire dans le cours de l'année, a appelé à son secours les emprunts *volontaires* et les offrandes patriotiques, sans lesquels il lui deviendrait, dit-il, moins aisé, nonobstant le génie de Buonaparte, de piller la banque de Londres, d'envoyer les pairs de la Grande-Bretagne à la Guyane, ainsi que la famille royale, d'envoyer à l'échafaud le Roi et ses ministres, et d'ajouter à sa puissance les flottes, les magasins, les métaux, les richesses mobilières de la Grande-Bretagne. Les injures à cette puissance ne réussissent pas mieux que les invitations amicales aux Français de montrer leur libéralité civique. — L'expédition projetée traîne dans tous les détails d'exécution, et la rage que manifeste le gouvernement dans ses imprimés a sa principale cause dans l'opposition que montre l'Angleterre à passer sous le joug et à solliciter la paix sans conditions, à genoux.

P. S. — Les jacobins gagnent rapidement du terrain. Ils viennent de faire confirmer les décrets atroces de 1792 et de 1793 contre les prêtres. Le génie du directeur Merlin dicte

toutes les résolutions. Par l'organe d'un bandit terroriste, nommé *Pons,* une commission des Cinq-Cents vient de proposer une mesure qui caractérise l'état où la France va être réduite. Pour assurer le triomphe des *sans-culottes* aux prochaines élections, la commission a décidé de *vendre* le droit d'y assister, à tous les misérables, à tous les coquins indigents qui payeront une contribution de cinquante sols; contribution qui servira, a dit le rapporteur, aux frais de la descente en Angleterre. Voilà le droit de nommer les représentants du peuple mis à l'encan *par une loi,* dans une prétendue République qui est à sa cinquième année d'existence.

Pour venger efficacement et protéger la liberté des mers, le Directoire a dicté aux Corps législatifs de consacrer la confiscation de tous les vaisseaux neutres qui porteraient des marchandises anglaises, *quel que fût le propriétaire,* et d'interdire l'entrée de tout port français à tout vaisseau neutre qui aurait relâché en Angleterre.

Toutes les violences, tous les excès, le mépris de toute pudeur, de toute bonne foi, de tout traité, de tout droit naturel, sont à l'ordre du jour. C'est tête levée qu'on professe, qu'on prépare, qu'on exécute le dessein de renverser l'Europe entière sur ses fondements, soit par des invasions, soit par des révolutions; aucun État ne sera excepté. L'événement justifiera dans peu de mois cette affirmation solennelle, qu'une trompeuse sécurité prendra peut-être, comme ci-devant, pour une pure déclamation.



CXXXI

Fribourg, le 19 janvier 1798.

Catherine de Médicis, exposant sans cesse le salut de la France pour conserver son autorité, y réussit quelques moments en armant le parti catholique contre le parti protestant et les Guises contre les Bourbons, pour les accabler les uns par les autres. Cette politique amena la Saint-Barthélemy, le meurtre de Henri III et enfin le triomphe de la Ligue. Le Directoire, depuis deux ans, a voulu imiter Catherine de Médicis; sa pitoyable et tyrannique habileté n'aura de même d'autre résultat que de ressusciter le triomphe de la secte et des principes révolutionnaires les plus exagérés.

Barras et les thermidoriens, provocateurs de la journée du 4 septembre, se repentent aujourd'hui de cette expédition, qui en leur rendant nécessaire le secours d'une classe active, énergique et expérimentée de républicains ennemis de toute autorité, les livre à des ennemis bien plus implacables, bien plus dangereux que ceux dont ils se sont défaits.

Le Directoire se trouve en l'air entre ses usurpations et une constitution qu'il a ruinée et dont il a perdu l'appui, entre une masse innombrable d'opprimés et une faction insatiable qu'il n'a satisfaite qu'à moitié et qui exige une rétribution complète.

Entraîné par le torrent dont il a ouvert le cours et par la majorité de ses membres, il est forcé de redonner, malgré

lui, aux jacobins l'influence, les places, le crédit et cet empire des doctrines incendiaires qui minent sa propre puissance encore plus qu'elles ne servent à prévenir la contre-révolution; mais, depuis le 4 septembre, le Directoire n'a plus le choix des moyens et des personnes : il faut puiser les uns et les autres dans la fange de la révolution et des révolutionnaires, et prendre ses serviteurs parmi des hommes qui ne serviront jamais que leur délire, leur passion d'anarchie sanguinaire et leur intraitable dépendance.

A mesure que les élections approchent[1] et que les embarras du gouvernement se multiplient, le Conseil des Cinq-Cents devient moins maniable et plus emporté dans ses propositions. Aucune, il est vrai, ne menace encore l'autorité du Directoire; mais la plupart sont des batteries d'attente pour renverser définitivement la constitution actuelle, et y substituer le régime de 1793. On aperçoit de loin en loin quelque velléité de résistance dans le Conseil des Anciens; mais le caractère de ses membres et l'expérience dernière suffisent à prouver combien ridicule et impuissante est cette faible opposition.

Tous les indices annoncent d'effroyables élections. Livrées à ce que la France renferme d'hommes les plus infâmes, les plus embrasés de la soif du désordre, des places et de rapine, elles offriront le même spectacle qu'en 1792 et auront probablement des effets non moins sinistres.

Le Directoire le prévoit; jusqu'ici il n'a pas osé supprimer ces élections; il le peut encore moins aujourd'hui qu'il ne le pouvait il y a trois mois. Cependant, sous peine de son existence, il doit prévenir ce moment, où l'autorité législa-

[1] Elles devaient avoir lieu en prairial.



ive, lui échappant tout à fait et maniée par des hommes ardents et audacieux, tendra immédiatement à concentrer en elle-même les pouvoirs.

Mais le gouvernement n'est point uni. Nul de ses membres, quelle que soit d'ailleurs la violence de ses opinions, ne peut désirer ni seconder un triomphe qui les écrasera tous; mais les uns s'en voient les victimes nécessaires, tandis que les autres espèrent en demeurer les coadjuteurs; Barras et les siens relèveraient volontiers le parti opprimé en septembre dernier : Merlin, Rewbell et La Revellière préfèrent les risques du jacobinisme transcendant, à celui de ressusciter un parti qu'ils ont en horreur.

Quoi qu'il en soit, on doit se convaincre que le mode actuel d'exister chancelle, n'est plus soutenable et qu'il fera place à un despotisme atroce, concentré et sanglant, soit dans les mains du Directoire s'il peut, s'il veut anéantir la constitution et les jacobins, ou dans celles des chefs de ce dernier parti si l'impulsion courante n'est pas arrêtée par quelque force supérieure.

En attendant, le Directoire jette des hochets à la frénésie révolutionnaire, en l'occupant de ses conquêtes extérieures, en lui montrant partout des gouvernements à renverser, des extensions du démocratisme, des pillages à exécuter. Il est, à cet égard, esclave absolu de l'esprit révolutionnaire; ce n'est ni par goût ni par choix que Barras, que son collègue François de Neufchâteau, que les thermidoriens, que l'évêque d'Autun et d'autres fondent partout des républiques désorganisatrices, créent chaos sur chaos, outragent une puissance après l'autre, préméditent une guerre en se levant, en dressent le plan à leur coucher, et de jour à jour enterrent l'Europe sous les ruines de la France. Ce système n'est point celui de tel ou tel gouvernant; il appartient à leur

position, à l'empire du génie révolutionnaire qui ne permet plus au mouvement de s'arrêter, et au besoin qu'a le gouvernement d'en occuper l'incendiaire activité.

Ce serait une erreur, par exemple, que de présumer au Directoire aucun dessein sérieux d'une descente en Angleterre; il n'a pas plus de confiance en sa marine que dans l'inventeur qui lui a proposé de pousser des armées sous l'Océan, ou dans la chimère d'un autre fou de les transporter en ballons. Les arsenaux et les magasins de la marine sont dans un état déplorable. Les manœuvres les plus simples sur les vaisseaux deviennent très-difficiles, parce que les cordages sont d'une qualité défectueuse; les officiers actuels n'entendent rien aux grandes manœuvres, les équipages sont fort mal nourris et presque nus. On ne les retient dans la subordination qu'à force de coups de bâton, et il est indubitable qu'en cas de rencontre ils resteraient bien en arrière des Hollandais. — Le ministre actuel de la marine est un homme borné qui ne doit son élévation qu'à son jacobinisme. Depuis plus de quatre mois il ne lui a été assigné pour les dépenses *extraordinaires* de son département que vingt-cinq mille livres par mois.

Mais le Directoire fait parade de cette descente, pour avoir un prétexte de ne licencier aucune partie de l'armée, pour arracher de l'argent à la nation et dans l'espoir que ses menaces, ses forfanteries, ses emprunts *simulés*, ou ranimeront à Londres le parti de l'opposition, ou forceront le ministère aux conditions qu'il entend lui prescrire.

Mais il sera peut-être la dupe de cette exaltation de commande qui, des écrits du Directoire, passe plus sérieusement dans la tête des jacobins et des fanatiques qui ne voient qu'avec horreur dans la constitution anglaise un roi, des nobles, des évêques, etc. Tous les pillards de

l'armée espèrent s'enrichir par le sac de Londres, et le gouvernement s'est trop avancé pour pouvoir reculer, s'il vient à être poussé par les flots de l'opinion; mais, quoi qu'il arrive, loin de la craindre, les Anglais doivent désirer la descente, car il y a peu de doute raisonnable à former sur la catastrophe qui en serait la suite.

La Suisse occupe fortement les pensées du Directoire; il a encore été poussé à ce projet de subversion par l'esprit du temps et par l'ascendant des révolutionnaires universels. Plusieurs de ses membres y ont inutilement résisté; mais le gant est jeté. Les Suisses ont à choisir entre le duel et le poison, c'est-à-dire la révolution intestine, la plus complète, qui ne laissera plus de ressources, ou une résistance qui laissera quelques chances et surtout celle du temps. Quant aux esprits chimériques qui chercheraient des milieux, des concessions, des changements, pour prévenir la ruine totale des gouvernements helvétiques, ils ne connaissent guère le temps présent, les novateurs du jour et le caractère immuable de cette révolution toute d'une pièce, qui ne souffre aucune modification, et qui ne s'arrête pas même lorsqu'elle a atteint le terme le plus *extrême*.

CXXXII

Fribourg, le 28 janvier 1798.

Ce qu'on a la courtoisie d'appeler *Gouvernement de la République française* n'a été, n'est et ne sera jamais qu'un mode passager d'existence politique, une pure transition

d'une révolution à l'autre. Ceux qui établissent leurs plans et leur conduite sur la nature momentanée de ce régime ne font autre chose que de bâtir leur demeure sur les nuages.

Nous avons annoncé sans interruption qu'incessamment la forme actuelle de la tyrannie irrégulière qui opprime la France et qui subjugue l'Europe sans combattre, ferait place à un autre ordre *révolutionnaire;* nous avons indiqué les causes et les symptômes de cet événement, dont les indices se manifestent et dont les mobiles se développent de jour en jour.

La force du gouvernement et son autorité ne s'exerçant absolument que par violence et se trouvant concentrées soit dans l'exécution de ses projets contre l'Europe entière, soit à prévenir dans l'intérieur les complots des factions et à comprimer la haine publique, le pouvoir exécutif est nul pour tout le reste : une désorganisation visible et manifeste de la société se développe rapidement, parce que les tribunaux sont sans action, les lois civiles et domestiques anéanties, les freins et les liens moraux dissous, l'énergie et la nécessité du crime excitées par l'exemple du gouvernement, par la misère et la dépravation publiques. Il n'existe plus du tout d'administration : les autorités contituées sont hors d'état de suivre, de connaître, de faire exécuter cette multitude de règlements de circonstance qui changent toutes les semaines, qui ne sont autre chose que des édits de proscription, et dans lesquels consiste la seule et unique police qui existe encore en France.

Le Corps législatif, tombé dans le mépris et frappé d'ignominie, attend les nouvelles élections pour sortir de l'opprobre et de la dépendance; le Directoire, ne recevant d'autre secours de cette Assemblée que les ordonnances

imparfaites et insuffisantes qu'il lui commande, aspire à envahir la législation.

De là les idées de dictature, autour desquelles les chefs dominants à toutes les époques ont déjà circulé, qui se reproduisirent au mois de septembre dernier, qui furent hautement rejetées, et qu'on tente de reproduire à l'approche et par la crainte des nouvelles élections.

Barras et sa cabale, principaux promoteurs de cette mesure, voudraient porter Buonaparte à la dignité de dictateur, en faisant consentir le Directoire à se réduire au rang de ses ministres.

On a vu des dictateurs, comme à Rome, nommés en vertu de la loi qui autorisait cette nouveauté, pour un temps momentané. On a vu des chefs de parti, tels que Sylla, César, Cromwell, devenus tout-puissants, s'élire dictateurs les armes à la main; mais un dictateur nommé par ses supérieurs, par ses collègues en autorité, par des révolutionnaires jacobins, par des hommes à qui n'a coûté aucun forfait pour atteindre le pouvoir et pour le conserver, par des misérables qui, connaissant à fond leur scélératesse mutuelle, se craignent l'un et l'autre bien plus qu'ils ne craignent leurs ennemis! Qu'un semblable projet s'exécute au sein du fanatisme de l'égalité, dans une Répubique qui n'a d'autres partisans, d'autre appui que les jacobins, les ambitieux désespérés, les enthousiastes de l'indépendance! qu'il s'exécute en France, chez la nation la plus vaine et que la Révolution a rendue ennemie de toute espèce de supériorité! Si ce phénomène a lieu, on peut demeurer certain qu'il ne durera pas longtemps. Malheur à l'imprudent qui osera recevoir cette couronne funeste!

Buonaparte joue le modeste et le désintéressé, paraît rejeter les projets de sa cabale et, dévoré d'une ambition

sans bornes, est réduit à la dissimuler, pour écarter encore quelque temps l'épée de Damoclès suspendue sur sa tête. Un homme qui n'a pas même eu le crédit de se faire conserver plénipotentiaire à Rastadt ne paraît guère en posture de dictateur.

Pendant ces intrigues, Merlin, le plus fourbe, le plus astucieux, le plus pervers sans aucune comparaison, de tous les membres du Directoire, prend un ascendant marqué sur ses collègues, décide la balance de leurs décisions et cherche à les perdre tous en servant alternativement les passions de chacun d'entre eux.

Les montagnards des Cinq-Cents, les républicains intraitables, les anarchistes de profession, guettent ces intrigues, surveillent ces projets et se préparent à les déjouer. Les Cinq-Cents, qui entraînent la majorité des Anciens, sont las du joug directorial et commencent à se mutiner sérieusement. Ils affectent de reprendre un ton de dignité et d'indépendance, et aussitôt qu'ils auront été joints par les députés qu'on doit élire dans deux mois, la scène changera et le duel commencera.

Si le Directoire n'est pas parvenu à empêcher ces élections, ou à concentrer soit dans ses mains, soit sur la tête d'un dictateur, la totalité de l'autorité publique la plus illimitée, le sceptre rentrera parmi la cohue des jacobins, et le Corps législatif redeviendra une Convention toute-puissante.

L'opération de la saisie des marchandises anglaises en France a été essentiellement une mesure de brigandage contre les négociants. Le gouvernement, après s'être emparé de leurs magasins, fait revendre les mêmes marchandises à son profit, et aussitôt qu'elles seront écoulées, il revendra au commerce la permission d'importer des articles d'Angle-

terre, comme il l'a fait précédemment, puis les confisquera une seconde fois.

Douze mille hommes de l'armée d'Italie, division de Masséna, sont arrivés du 18 au 24 aux frontières méridionales du canton de Berne, sous les ordres des généraux Ménard et Rampon. On en attendait encore six mille les jours suivants. Comme cette division n'a point de magasins, il est évident qu'on la destine à entrer immédiatement en Suisse; le pays de Vaud qu'elle menace est dans une fermentation qu'excitent cent libelles incendiaires, l'argent, les pratiques des émissaires français et l'audace qu'ils ont inspirée aux factieux du pays, en intimidant les sujets fidèles. Berne a envoyé quinze mille hommes dans cette province, mais il a perdu tous ses avantages, en gardant la défensive et abandonnant le parti de virilité qu'il avait adopté. Ce changement de conduite qui a précipité le dénoûment, et gâté les affaires, est dû à la funeste influence de la diète et à celle de Zurich, qui ont voulu substituer aux moyens de fermeté et de justice ceux de persuasion, de négociations, de députations pendant lesquels la rebellion s'est enhardie et, soutenue par les armes de la France, a compliqué les difficultés. — On peut regarder de ce jour le pays de Vaud comme perdu; le Valais et la principauté de Neufchâtel ne tarderont pas à avoir le même sort. Le nord de la Suisse tombe dans une révolution complète; le centre seul, c'est-à-dire une partie du canton de Fribourg, toute la partie allemande du canton de Berne, dont la fidélité et le dévouement vont jusqu'au fanatisme, le canton de Lucerne, et les trois petits cantons d'Underwald, Uri et Schwyz, résisteront encore quelque temps.

CXXXIII

Fribourg, le 5 février 1798.

La révolution de la Suisse est à peu près consommée généralement et plus complète qu'à Gênes et en Hollande dans plusieurs de ses parties. — Voilà encore une nation belliqueuse et trois millions de plus de républicains démocratiques, révolutionnaires, destructeurs des rois, des nobles, du clergé, de la religion chrétienne, de la propriété, de la société civilité, ajoutés aux quarante-quatre millions de républicains pareils que la Révolution de France avait déjà rangés sous ses étendards.

Le pays de Vaud, province méridionale du canton de Berne et limitrophe de la France, a dépassé l'exemple de Bâle par la rapidité et par l'étendue de sa régénération : Berne, forcé de céder au système absurde et pernicieux de Zurich et de la diète, de renoncer aux moyens de fermeté et de justice pour adopter ceux qu'on nomme de persuasion, Berne avait suspendu l'envoi de ses troupes au pays de Vaud. Ces troupes étaient attendues par la grande majorité des sujets demeurés fidèles, comme une protection nécessaire contre les traîtres vendus au Directoire et contre les brigands armés qu'il venait d'envoyer à la frontière. — Pas un motif excusable ne pouvait légitimer la révolte, puisque le gouvernement lui-même avait invité les communes à dresser leurs pétitions de griefs, qu'il les avait reçues avec bonté, qu'il délibérait sur les concessions à faire, et qu'il était connu qu'elles

s'étendraient à tout ce qui ne portait pas atteinte aux lois fondamentales.

C'est précisément cette conduite de douceur et de paternité non soutenue par une force légale et virile, capable de maintenir l'ordre public, qui a perdu la régence de Berne et paralysé les immenses ressources qui lui restaient.

Ni le Directoire, ni ses créatures en Suisse, ni les novateurs ne voulaient une *réforme,* un accommodement sans ressources, un traité entre le souverain et les sujets. Leur but tendait à une subversion totale qui jetât les Suisses dans la dépendance de la France, qui ne laissât subsister aucune trace de l'ancien ordre politique et social, et qui permît de fonder sur les ruines politiques de celui-ci une république anarchique, révolutionnaire, dirigée par les agents du Directoire et destinée à servir dans peu ses entreprises militaires et politiques.

Aussitôt que la division de Masséna eut pris poste à la frontière méridionale du pays de Vaud, le général Ménard, qui la commande, adressa aux sujets de Berne une proclamation dans laquelle il leur annonçait *qu'il venait accomplir les hautes destinées que leur assignait le Directoire, qu'ils eussent à se lever contre leurs tyrans et à lui prêter main-forte.* Aussitôt les comités formés dans le pays levèrent le masque, en imposèrent à la circonspection et à l'incertitude du grand nombre abattu par l'espèce d'abandon où le gouvernement laissait la province. L'incendie se déclara le 24, et le 25 avait embrasé toute la contrée. Les instructions envoyées de Paris par le Directoire et rendues publiques furent exécutées ponctuellement. L'arbre de la liberté planté partout, la cocarde de l'État foulée aux pieds, les baillifs arrêtés ou mis en fuite, leurs châteaux envahis, les caisses publiques saisies, les propriétés particulières des Bernois *séquestrées,* l'égalité proclamée

ainsi que la république dite *Lémanique,* les autorités révolutionnaires, civiles et militaires, organisées à l'instant, les officiers quelconques de l'État incarcérés, les sujets fidèles, nombre de gentilshommes et de propriétaires obligés de fuir.

Pour soutenir l'explosion, Ménard inonda le pays de Vaud de ses troupes et vint s'installer le 26 au château de Lausanne, où les révolutionnaires lui jurèrent fraternité.

Pendant ces événements, on délibérait à Berne, au lieu d'agir; enfin, le 29, les troupes restées dans l'extrémité du pays de Vaud la plus voisine de la capitale eurent ordre de se replier et de se concentrer sur la frontière allemande; elles y étaient encore le 2 et le 3. — Cinquante-deux députés des communes allemandes demeurées fidèles avaient été convoqués pour assister ce jour-là au conseil souverain, qui devait prendre un parti définitif. — Des corps armés du pays de Vaud, mélangés de Français, sont arrivés et se sont postés presque à la frontière du canton allemand.

Pris en front par le corps du général *Saint-Cyr,* à l'occident sur le flanc droit par le corps de Ménard, et menacé sur le flanc gauche par Augereau, posté à Huningue avec quinze mille hommes et prêt à s'emparer de Bâle et du Hanstein, telle est la position de Berne. Les mouvements de Bâle se sont communiqués à l'État de Soleure. Les campagnes de celui de Zurich, ce gouvernement qui a précipité la perte de la Suisse par le système de servilité à la France qu'il a fait adopter depuis sept ans à ses associés, ce gouvernement-là résistera bien moins encore que celui de Berne.

La partie allemande de ce dernier, ses braves montagnards, Lucerne et les quatre cantons démocratiques au midi, sont encore intacts, sans esprit révolutionnaire, et

n'ont manifesté qu'une unanimité de loyauté et de courage.

Les gouvernements de la Suisse, en général, sont renversés par leur propre fait et non par celui de leurs peuples, dont les quatre cinquièmes avaient en horreur les Français, leurs dogmes et toute innovation.

Ce sont les gouvernements qui, là comme ailleurs, se sont égorgés eux-mêmes, en abandonnant des sujets fidèles au lieu de les soutenir, en ayant persévéré dans cet étourdissement de sécurité qui enivre l'Europe, en manquant de toute prévoyance sur les dangers, en repoussant obstinément les avis qui tendaient à les tirer d'illusion, en se renfermant dans le même cercle que les autres États déjà anéantis, en imaginant que des procédés de justice et de condescendance, une observation rigoureuse des engagements publics, des ménagements illimités, des flatteries et une attitude pacifique désarment ce Directoire dont les actes, les promesses, les discours, les traités, les propositions ne sont autre chose que des piéges tendus à la crédulité des souverains qui ont la simplicité d'y prendre confiance.

On ne remarque pas sans effroi que, de tous les États de l'Europe, la Suisse paraissait devoir être le plus à l'abri d'une révolution pareille. Des peuples sensés, froids, attachés à leurs coutumes et à leurs magistrats par une affection héréditaire, gouvernés avec paternité et justice, contents de leur sort, propriétaires, jouissant de toute sorte de prospérités, bien convaincus qu'ils avaient tout à perdre à un changement, enfin armés, enrégimentés, disciplinés, dans un pays qui est une vaste caserne et où la nature doublait les ressources de résistance; c'est cette nation-là qui, subitement, en six semaines, à la voix du

Directoire, par ses intrigues et ses violences, se trouve tout à coup plongée dans l'anarchie et le crime, et obéissante à l'impulsion d'une petite minorité de traîtres soudoyés par la France et de factieux entraînés par ses promesses!

Mieux valait cent fois une guerre à mort, et depuis longtemps, avec ces exécrables ennemis du genre humain, pour lesquels il n'y a, ni n'y aura jamais rien de sacré, et qui ont arrêté dans les conseils de faire de la paix un instrument de ruine beaucoup plus sûr et plus dangereux que l'état de guerre. — Les pertes d'argent, le sacrifice des fortunes peut se réparer; mais on ne répare jamais la perte de sa religion, de ses lois, de sa probité publique, des liens sociaux et de l'honneur national.

Le Directoire a déterminé de former sans délai une armée de quarante mille hommes suisses. On l'entretiendra avec le pillage des biens de l'État et des particuliers; mais comme la Révolution française en Suisse réduira bientôt cette contrée à sa première barbarie et à son ancienne pauvreté, le plan est d'employer cette armée à des invasions, des dévastations et des pillages, sous les auspices et les ordres de la grande République.

P. S. — Le 2, cinq mille Français s'étaient avancés jusqu'à douze lieues de Berne, où ce jour-là on a dû délibérer de se rendre ou de résister. Berne, à cette date, avait quarante-sept bataillons sous les armes et qui ne demandaient qu'à marcher sur l'ennemi. Les Français ont fait entrer neuf mille hommes au pays de Vaud, dont ils ont exigé une première contribution de sept cent mille livres en trois jours, pour premier gage de *fraternité*.

CXXXIV

Fribourg, le 13 février 1798.

Les intrigues et le mouvement des partis régnants à Paris sont à peu près stationnaires. La cabale qui voudrait élever une nouvelle usurpation sur les ruines de l'usurpation actuelle, en réduisant le Corps législatif à cent valets qui formeraient le Conseil privé du pouvoir exécutif, et le Directoire à un ou deux dictateurs, protecteurs, présidents, rois électifs, cette cabale est obligée de cacher son jeu, et même ses intentions secrètes. Trop de défaveur et d'obstacles attendent une pareille entreprise; elle exigerait du temps, et l'on touche aux élections qui amèneront une nouvelle révolution tout opposée, — des hommes puissants et considérés, — et il n'existe pas un individu en place ou hors de place qui ait aucune popularité.

Ceux qui désirent le maintien de la Constitution actuelle et ceux qui désirent la renverser tiennent plus fortement que jamais au maintien des futures élections : le Directoire ni aucune faction ne sont plus en puissance de les empêcher. On s'occupe donc généralement de les rendre aussi exécrables que possible et à porter l'écume de la République à la représentation nationale ; toute la politique se borne là en ce moment. — Comme le sentiment public et général de haine pour le régime actuel et les régisseurs a pu se manifester de nouveau dans plusieurs départements, ainsi que le dessein de faire nommer quelques honnêtes gens

pour députés, on s'occupe par tous les moyens à comprimer ce vœu et à l'étouffer[1]. On aura peu de peine à y réussir.

Les faibles restes d'administration intérieure qui pouvaient subsister encore s'affaiblissent journellement. Personne ne peut exécuter des lois inexécutables, faire marcher une machine dont les ressorts se croisent et s'usent par tant de frottements, ni se livrer même à l'exécution de cette foule successive d'ordonnances impitoyables, dans la crainte d'une réaction plus ou moins éloignée; nulle confiance n'existant dans la durée de l'ordre actuel des choses, on évite de se rendre responsable devant l'ordre quelconque qui pourrait succéder à celui d'aujourd'hui.

Telles sont les causes de l'inactivité où demeure plongée la police publique, impuissante d'ailleurs contre le débordement effroyable des mœurs, contre l'exemple qu'en donne le gouvernement, contre l'impunité et la faveur même qu'il leur accorde. La corruption est au comble et sans remèdes, lorsque l'autorité même en est venue à ennoblir ce qui est infâme.

L'esprit d'insensibilité, de crime et de brigandage est infusé dans tous les cœurs, sans distinction de rang et d'opinions. Les dernières traces de la religion et de la morale s'effacent, le despotisme le plus tyrannique aurait beaucoup de peine aujourd'hui à arrêter les progrès de l'impudence et de l'immoralité publiques, et à en empêcher les effets sur la dissolution de l'état social.

La rapine, toutes les énormités pour acquérir de l'argent sont le seul point de vue du Gouvernement et des particu-

[1] Troubles dans le Midi : Lyon, Montpellier, Limoges, etc., furent mis en état de siége.

liers forcés d'imiter les friponneries de ce gouvernement sous peine de mourir de faim. — Entre nombre d'exemples de ceci, nous en rapporterons un seul, qui suffira à caractériser l'audace, l'impudeur et le brigandage de l'autorité.

Jusqu'au mois d'octobre dernier, le Directoire a fait commerce des permissions d'importer en France des marchandises anglaises : ses agents vendaient en son nom et pour son compte, à Paris et dans toutes les grandes villes, de ces permissions qui se négociaient et s'agiotaient sur la place, publiquement, suivant les besoins qu'en avaient les marchands. J'ai vu et tenu de ces permissions l'été dernier : plus de deux cents négociants de Genève et de Lausanne en avaient acheté.

Aussitôt que sur la foi publique et celle de ces patentes, les marchands ont eu rempli leurs magasins, le Directoire en a ordonné la confiscation. — Aujourd'hui qu'il est nanti de cette dépouille, il la fait revendre en détail, et de nouveau il recommence le trafic de ces permissions ! C'est un fait de notoriété publique.

L'été dernier, le chevalier d'Aranjo, envoyé de Portugal pour traiter de la paix entre sa souveraine et la France, prit sur lui, sans instruction de sa Cour, de consentir à un sacrifice de six millions, pour lesquels il employa le crédit des banquiers de Paris, qui furent livrés au Directoire et qui furent le prix du traité signé à cette époque. — Mais le Directoire, débarrassé depuis des entraves et de la probité de l'ancien Corps législatif, a saisi le prétexte d'un prétendu retard des ratifications à Lisbonne, pour annuler le premier traité qui lui avait été payé. — Le chevalier d'Aranjo étant revenu de la Haye à Paris, on lui a insinué de recommencer un traité semblable au précédent pour éloi-



gner l'orage ; il a témoigné de la surprise ; il a rappelé avec humeur la fourberie dont il avait été la dupe, et le Directoire, pour prévenir l'éclat de ses plaintes et l'en punir, a confiné dans une des tours du Temple, depuis six semaines, ce ministre d'une puissance souveraine, traitant de la paix sur la foi du droit des gens.

L'opinion d'une crise prochaine est universelle en France, mais purement conjecturale ; elle repose sur ce fait déjà énoncé, du dessein formé par celui-ci de se mettre *hors de page* après les élections et d'envahir l'autorité entière.

La descente en Angleterre est l'objet de la raillerie populaire ; cependant, il est probable qu'elle sera tentée avec les misérables moyens maritimes que l'on prépare, mais uniquement pour jouer la comédie jusqu'au bout. Quelques milliers d'hommes et quelques navires ensevelis sous les eaux touchent fort peu le Directoire. On ne le verra plus s'entêter à des expéditions qui présentent de grands obstacles, tandis que la moitié au moins du continent de l'Europe se livre sans résistance à ses prétentions, à ses invasions, à son prosélytisme et à ses rapines.

Augereau va commander aux Pyrénées une petite armée, qu'on destine à l'invasion du Portugal, à s'établir en Espagne chemin faisant et à y perfectionner l'anarchie révolutionnaire.

Quant à la Suisse, on entend la bouleverser non à sa manière, mais à celle du Directoire. Le commandement général de cette armée est dévolu à un nommé Brune, jadis imprimeur et général terroriste, employé sous Robespierre dans l'armée révolutionnaire, et ensuite dans celle d'Italie. Les gouvernants de la Suisse ont beau abdiquer leur souveraineté, dissoudre le pacte social et proclamer l'anarchie à

la veille d'une invasion, cette demi-soumission ne satisfera point le Directoire, qui a son thème de subversion complète tout prêt, qui veut faire de la Suisse une république une et indivisible, à l'image et dans l'esprit de la Cisalpine, en tirer des tributs et une armée qui serve d'avant-garde à ses projets ultérieurs. — Les Suisses, déjà cernés sur leur flanc droit et en front, vont l'être sur leur flanc gauche, et délibèrent, délibèrent sans fin pendant que l'ennemi s'approche de leur centre.

CXXXV

Fribourg, le 19 février 1798.

Plus les élections approchent en France, plus les symptômes d'une nouvelle commotion et les intentions des partis se manifestent. Quatre cent cinquante députés sortiront à cette époque du Corps législatif : il n'est pas difficile d'apercevoir le mouvement que leurs successeurs, choisis la plupart parmi les individus les plus volcaniques, imprimeront à cette Assemblée ainsi rajeunie, qui remplacera le squelette décharné qui subsiste aujourd'hui sous le bon plaisir du Directoire. — Ce concours met en jeu toutes les passions.

Mais l'ascendant que les circonstances semblent promettre aux jacobins les rend aussi plus redoutables à ceux des membres du Gouvernement qui veulent l'autorité sans partage ; aussi emploient-ils en ce moment la plume servile des philosophes et des gens de lettres à démontrer la

nécessité de la dictature. — Ce projet se poursuit sans interruption, quoique secrètement; et tel est le résultat de la Révolution, qu'on en est réduit à désirer le despotisme de quelques usurpateurs obscurs et abhorrés, plutôt que la durée de l'état de liberté, plutôt que le maintien du principe fondamental et constitutionnel de la représentation nationale.

Cette dictature peut convenir à ceux qui la briguent, à leur clientèle, aux littérateurs pensionnés, aux égoïstes et aux gens timides qui, par-dessus tout, appréhendent la prédominance *personnelle* des jacobins, en applaudissant tous les jours à leurs principes.

Mais la dictature enflamme de fureur tous les vrais révolutionnaires, les républicains fanatiques, les dévots à la Constitution de 1795, la foule des prétendants aux honneurs législatifs. C'est avec timidité que l'on préconise la nécessité de ce changement; c'est avec violence et par cris redoublés qu'on la combat.

Jusqu'ici, ce projet semble donc chimérique et prématuré. Ses obstacles exigeraient tous les efforts du Directoire réuni; or, il ne l'est point, ni ne peut l'être sur une mesure de cette espèce.

Il est donc raisonnable de s'attendre à une secousse avant deux mois : le mode actuel ne peut plus se soutenir; il faut une nouvelle autorité à la République, tiraillée, flottante entre l'usurpation violente du Directoire et l'usurpation violente des jacobins ne formant plus qu'une oligarchie irrégulière et mobile, depuis ce 4 septembre dernier qui a tué toute la force légale et morale du gouvernement, et qui aura son inévitable réaction.

Celle-ci a son principe dans les passions, la position et les divisions des gouvernants. Ils seront frappés par eux-

mêmes, ainsi qu'à toutes les époques antérieures, et non par des conspirations royalistes ou des révoltes de mécontents, conspirations et révoltes qui ne serviraient absolument qu'à rapprocher les divers partis auxquels la République est assujettie.

Ce qui empire avec le plus de rapidité, c'est l'administration, la police, la sûreté, les finances; rien ne se fait en ce genre que par violence et par terreur. La crainte des vicissitudes, justifiée par tant d'exemples antécédents, détruit toute confiance dans le gouvernement, et empêche celui-ci de pouvoir placer la sienne sans danger. — Le brigandage couvre la France du nord au midi ; les impositions se perçoivent avec une lenteur, une imperfection et des difficultés proportionnelles à leur gravité et à la misère des contribuables ; les hôpitaux restent sans secours; pas une route publique n'est réparée; nulle justice; le crédit, le commerce, l'industrie sont au même point de dépérissement.

Cette situation intérieure est la cause principale des entreprises extérieures du Directoire. Il ne veut désarmer aucune partie de ses troupes; ses rapines en France ne peuvent suffire à la monstrueuse dissipation, au désordre inexprimable des finances ; il a besoin d'occuper la nation par des invasions, des conquêtes, des événements; il a besoin d'amortir la féroce turbulence des jacobins, en satisfaisant leur rage de renverser trônes, républiques, institutions, hiérarchie, propriété, religion dans le reste de l'Europe. — Il vit lui-même de ces expéditions qui donnent à son administration le seul éclat dont elle soit susceptible, un prétexte à l'arbitraire de son autorité et un appui pour l'avenir contre les révolutions de l'intérieur.

Entourée de la Cisalpine, de la Hollande et de la Suisse,

soumises toutes trois à la vassalité de la France et à la similitude de son régime, la République française est une citadelle, flanquée de bastions, d'où elle projette de battre en brèche le reste de l'Europe, menaçant successivement toutes ses parties, extorquant des tributs par des menaces ou des hostilités, et formant des révolutions de proche en proche, comme on met le feu à une maison pour en chasser les propriétaires et les dépouiller.

Ceux qui, au dehors, ont si aveuglement nié l'existence de ce système, qui s'obstinent dans leur délire à le méconnaître au moment où son exécution se développe à chaque heure avec la plus effrayante rapidité, ces incrédules, dis-je, sont les véritables, les meilleurs alliés des jacobins, les conducteurs involontaires de la dissolution universelle. Jamais le Directoire n'eût osé concevoir la moitié de ce qui s'exécute, si d'une part la fausse sécurité et l'égoïsme, de l'autre une terreur méprisable, ne lui eussent ouvert les chemins; il voit qu'il n'a affaire qu'à des ennemis divisés, désarmés, absorbés dans leurs défiances, leurs jalousies, leurs prétentions opposées; quand il menace, on prend avec lui l'attitude du suppliant; quand il outrage, on lui demande grâce; lorsqu'il frappe, on se réfugie dans des négociations et des traités qui ne servent qu'à enhardir sa duplicité et son ambition. Cet état de choses le conduira au bout du monde; l'Europe lui a révélé le secret de ses terreurs, de sa discorde et de sa faiblesse; il la poussera dans ses derniers retranchements et s'en regarde déjà comme le dominateur.

Ainsi que j'ai persisté à l'annoncer plusieurs fois antérieurement, Buonaparte ne reviendra certainement pas à Rastadt. Il est parti pour la Normandie et la Bretagne, et a fixé à Rouen son quartier général. Le Directoire songe même

très-décidément à rappeler ses plénipotentiaires du Congrès, et à laisser l'Empire faire ce qui lui plaira sur la rive droite du Rhin qu'il continuera à molester, à rançonner, à révolutionner à discrétion, en s'emparant des têtes de pont et d'Erebrenstein. Le Congrès est livré au ridicule de tous les commis des bureaux du gouvernement.

Les choix les plus odieux continuent d'avoir lieu pour les différentes ambassades; mais le plus étrange est celui de Garat, nommé ambassadeur de Naples. Ce Garat est un garçon ivre de la philosophie moderne, athée forcené et possédé de la rage du révolutionnement universel. Ministre de la justice en 1793, il vint défendre à la barre de la Convention, excuser les massacres des 2 et 3 septembre 1792; il empêcha qu'on en poursuivît les auteurs; il se chargea d'aller lire au Roi son arrêt de mort, et fut depuis le plus humble valet de Robespierre. Il était tombé dans une telle horreur publique que, l'année dernière, ayant osé se présenter aux élections de Versailles, l'assemblée le chassa par un mouvement unanime d'indignation.

L'Espagne a son tour aujourd'hui d'expier sa fraternité avec la République française. Les conversations et les journaux confidentiels du gouvernement sont maintenant remplis de griefs, d'injures et de menaces contre cette puissance, à laquelle le général Augereau et son armée sont chargés de mettre le feu en entrant sur son territoire pour attaquer le Portugal.

J'ai l'honneur de confirmer l'opinion que j'ai présentée antérieurement sur la Suisse. Le détestable système qu'on lui a fait suivre a consommé sa perte; la demi-révolution par laquelle elle a cru échapper aux griffes du Directoire et à une subversion complète ne pouvait satisfaire qui que ce fût. Le général Brune, qui commande les troupes françaises

au pays de Vaud, a sommé Berne de dissoudre son *attroupement armé*. Le même parti qui a préparé la ruine de l'État s'est réfugié dans une négociation avec Mengaud [1], à Bâle; négociation dont le résultat inévitable sera de recevoir la Constitution *toute faite*, envoyée de Paris et disséminée en Suisse par les agents français. Les paysans désespérés et furieux ont vainement demandé à défendre leurs lois, et tout annonce que, se regardant comme livrés par le gouvernement lui-même, ils massacreront ceux des chefs de la régence auxquels ils imputent cette trahison.

CXXXVI

Fribourg en Brisgau, le 26 février 1798.

De jour en jour il devient plus manifeste que la France approche d'une nouvelle vicissitude révolutionnaire; il n'y a d'immuable dans cette République qu'un changement perpétuel.

Ce changement tient à la nature même des choses, aux antécédents, à la position forcée de ceux qui y ont concouru et aux passions inséparables de leur position. Quiconque gouverne craint la plupart de ses associés, n'aspire qu'à gouverner longtemps et qu'à resserrer l'autorité dans un petit nombre de complices, en dépit des Constitutions, de la souveraineté du peuple et de toutes les comédies législatives.

[1] Mengaud avait été envoyé comme remplaçant de Barthélemy.

Quiconque ne gouverne pas aspire à gouverner; et s'il trouve des obstacles dans les personnes, il travaille à renverser les institutions. Ainsi, les uns poussent au despotisme et les autres à l'anarchie. Ce mouvement intestin est également favorisé par les lois qui existent et par les lois qui manquent, par l'impossibilité de fixer aucun principe et par l'impulsion donnée que nul ne peut comprimer, dont tous cherchent à profiter et dont la rapidité se proportionne aux moindres circonstances qui la favorisent.

Comme il n'existe dans la République ni respect, ni considération pour l'autorité, ni amour quelconque des lois, ni attachement à l'État, le gouvernement, détesté dans son mode et dans ses individus, n'ignore point qu'aucun ressort légal ou moral ne peut suffire à assurer l'obéissance publique. La crainte y supplée; une violence continue entretient la crainte; on n'administre pas, on frappe; la faction dominante redoute des surprises au plus léger relâchement de tyrannie; les actions lui sont soumises, mais les intentions ne le sont point; elle le sait, et cette révolte morale, la fatiguant d'une inquiétude continuelle toujours exagérée, la met en conspiration permanente contre la nation, qui secouerait bientôt le joug si on lui rendait la liberté.

Le bénéfice de l'institution républicaine est donc exclusivement réservé au gouvernement et aux jacobins; mais cette institution produit entre eux-mêmes les effets qu'elle aurait entre le peuple *libre* et le gouvernement. Ainsi, tandis qu'il existe tyrannie de l'autorité envers le public, il existe au sein de l'autorité même une anarchie et un principe de dissolution très-actif.

De là un effort dans les plus ambitieux ou les plus hardis du gouvernement, pour étendre, pour concentrer, pour

perpétuer leur pouvoir, et un effort dans les autres pour introduire dans les places, dans les institutions, dans les pouvoirs, une mobilité continue.

C'est au premier de ces deux mobiles qu'a été dû le projet de dictature, enfanté par la cabale de Barras et des thermidoriens, favorisé par ceux que terrifient les jacobins, préconisé par des gens de lettres mercenaires et applaudi de cette portion de républicains, très-convaincus que la France ne peut subsister en république, et qui croiraient trouver un préservatif contre le retour de la Monarchie dans le pouvoir absolu de quelques usurpateurs, dont ils partagèrent les crimes et dont ils partagent les intérêts.

Nous avons développé antérieurement les obstacles de tout genre que rencontrait cette entreprise, qui n'est plus maintenant qu'une conspiration tacite entre quelques individus, quelques femmes perdues et un certain nombre d'intrigants.

En désignant Buonaparte comme l'un des dictateurs à venir, dans l'espoir que sa célébrité rendrait l'opinion plus accessible à cette nouveauté, ils n'ont fait que le décrier et le discréditer. Ce général décline rapidement; Merlin et Rewbell vont achever de l'enterrer dans l'expédition d'Angleterre[1].

Ce Rewbell et ce Merlin, joints à La Revellière, forment le triumvirat dominant dans le Directoire. Merlin, en particulier, est aujourd'hui l'homme de France le plus puissant, comme il en est le plus exécré et le plus exécrable. Il vient de nommer un de ses amis au ministère de la police; il destine la place qui va vaquer au Directoire à son coadju-

[1] On allait commencer les préparatifs de l'expédition d'Égypte.

teur et confident Treilhard, en ce moment plénipotentiaire à Rastadt.

Nonobstant toutes les apparences, l'expédition d'Angleterre est encore un problème. En attendant, le Directoire dévore jour par jour les offrandes généreuses de bouts de chandelle que la magnanimité républicaine vient présenter pour écraser la Grande-Bretagne. Augereau est chargé de forcer l'Espagne à livrer sa flotte aux Français; sans ce concours, aucun gouvernement sensé ne hasarderait un corps de troupes sous la protection des misérables vaisseaux et des misérables équipages de la République.

Mais on doit considérer, d'un autre côté, que le Directoire s'est engagé trop avant avec les jacobins pour reculer sur la descente sans un prétexte plausible. D'ailleurs, la plus légère chance de succès, même partiel, est mille fois plus attrayante pour le Directoire qu'il n'est épouvanté de l'idée d'engloutir trente mille hommes dans l'Océan et de perdre les débris de sa marine. Si l'on pouvait faire un pont de cadavres français entre Calais et Douvres, le Directoire le construirait sans hésiter. Il subsiste cependant encore quelques négociations de paix indirectes entre les deux États.

Nullement satisfait, ainsi qu'il était aisé de le prévoir, de la révolution spontanée, mais incomplète et indépendante, que les régences de la Suisse avaient introduite dans leur gouvernement politique, le Directoire n'entend point les laisser dans ce retranchement. Fixe dans le dessein de bouleverser de fond en comble l'organisation civile de la Suisse, de lui donner un gouvernement semblable à celui de la France, d'écarter des emplois les patriciens et de mettre absolument cette contrée sous sa dépendance, il exige l'adoption pure et simple d'une Constitution fabriquée à Paris pour la Suisse entière, ou menace de forcer cette

adoption les armes à la main. Telle est l'espèce d'*ultimatum* par lequel s'est terminée une conférence tenue et rompue le 20 de ce mois, à Payerne, entre les députés de l'État de Berne et le général français Brune, muni, dit-on, de pleins pouvoirs.

La connaissance de cette Constitution que le Directoire a fait répandre en trois langues, a excité un bouleversement général dans les esprits, surtout parmi les peuples, et même parmi ceux qui désiraient une réforme quelconque dans le gouvernement. Il est très-douteux que les régences fussent maîtresses de faire consentir les peuples à admettre ce Code absurde et à soumettre le pays à l'influence des Français. La haine, la rage contre eux, contre leurs lois, contre leurs violences, sont au dernier degré d'irritation chez les troupes bernoises et chez le peuple. Les magistrats soupçonnés de collusion avec le Directoire, et dont l'opposition à la résistance a été le plus marquée, seraient les premières victimes de la fureur publique, s'ils faisaient décréter quelque résolution subversive de l'indépendance et de la Constitution fondamentale du pays.

Les Français ont 11,300 hommes dans le pays de Vaud, quelques pièces de campagne, ni magasins, ni munitions. Un corps de 25,000 à 28,000 hommes est dans l'évêché de Bâle, et s'étend jusqu'aux frontières du canton de Berne. Celui-ci est sous les armes tout entier. Jusqu'aux femmes se sont armées. Le canton a 35,000 hommes de milices régulières sous le drapeau, et 15,000 confédérés du reste de la Suisse. Nul doute qu'ils ne regagnassent fort aisément le pays de Vaud, et qu'un premier choc ne rejetât les Français sur leur territoire; mais quoiqu'ils aient envahi celui du canton de Berne, celui-ci attend une attaque pour entrer en guerre. C'est là tout ce que le Directoire peut désirer; il

amuse Berne par des conférences, des pourparlers, des négociations, jusqu'au moment où il aura réuni des forces plus décisives, qu'il aura fatigué leurs milices et amorti le premier feu du peuple. Berne perd tous ses avantages, et les Français gagnent tout à cet état de choses.

Les paysans du pays de Vaud résistent énergiquement à leurs nouveaux maîtres, refusent de combattre pour eux et passent à Berne par détachements. La révolution d'ailleurs est menée à outrance dans cette contrée; les motions et les actes les plus atroces s'y multiplient : le plan du Directoire est de la réunir, ainsi que le Valais et Genève, à la grande République.

P. S. — Le canton de Bâle est en pleine révolution. Dans la nuit du 17 au 18, les paysans, ameutés et dirigés par les émissaires de la légation française et par les jacobins de la ville, ont incendié le château baillival de Wallenbourg sur la route de Bâle à Soleure. Le baillif s'est sauvé dans le canton de Berne. Les insurgents réclament la liberté, l'égalité, la souveraineté du peuple et la Constitution française; ils menaçaient hier de marcher en armes sur la ville, dont les tribus se sont assemblées pour délibérer le renversement de leurs lois. Les meilleurs magistrats ont donné leur démission.

Cet événement est le premier acte de l'histoire très-prochaine de la Suisse entière : la Révolution y fera promptement le tour du cadran et arrivera à la dernière période depuis Constance jusqu'à Genève, le jour où l'on aura commencé à fléchir sur les lois fondamentales et à décourager ainsi les sujets fidèles, sans satisfaire les séditieux et les novateurs. 15,000 hommes de l'armée d'Italie ont demandé passage à Genève la semaine dernière, pour se

rendre à la frontière méridionale de la Suisse. On craignait que ces troupes ne s'emparassent de Genève chemin faisant[1].

[1] Obligé de quitter la Suisse, Mallet du Pan, après avoir eu un moment la pensée de se retirer à Vienne, se décida à chercher un refuge en Angleterre. — (Voir SAYOUS, t. II, p. 326 et suiv.)

Il écrivait à l'abbé de Pradt :

« Votre continent me fait horreur, avec ses esclaves et ses bourreaux, ses bassesses et sa lâcheté. Il n'y a que l'Angleterre où l'on puisse écrire, parler, penser et agir. Voilà ma place. Il n'y en a plus d'autre pour quiconque veut continuer la lutte. »

L'article 1, p. 3, du traité d'annexion de Genève à la France devait, « attendu qu'il avait écrit et manœuvré ouvertement contre la République française, déclarer Mallet du Pan déchu du droit de prendre le titre de citoyen français ».

Il alla s'établir à Londres, où il fonda le *Mercure britannique*.

FIN DE LA CORRESPONDANCE DE VIENNE.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND



FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME SECOND.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS PROPRES CITÉS DANS LE TOME SECOND.